

**DELIBERATION N° 19-A-018 DU CONSEIL D'ADMINISTRATION DE  
L'AGENCE DE L'EAU ARTOIS-PICARDIE**

**TITRE : ADOPTION DU REGLEMENT INTERIEUR REVISE DU CONSEIL D'ADMINISTRATION  
DE L'AGENCE DE L'EAU ARTOIS-PICARDIE**

**VISA :**

- Vu la charte de l'environnement promulguée par la loi constitutionnelle n°2005-205 du 1<sup>er</sup> mars 2005 ;
- Vu le code de l'environnement ;
- Vu la loi n° 2006-1772 du 30 décembre 2006 sur l'eau et les milieux aquatiques ;
- Vu la loi n°2016-1087 du 8 août 2016 pour la reconquête de la biodiversité, de la nature et des paysages;
- Vu le décret n° 2007-981 du 15 mai 2007 relatif aux agences de l'eau ;
- Vu le décret n° 2007-980 du 15 mai 2007 relatif aux comités de bassin ;
- Vu le décret n°2014-722 du 27 juin 2014 relatif aux comités de bassin ;
- Vu le décret n°2017-951 du 10 mai 2017 relatif aux comités de bassin ;
- Vu le décret n° 2017-581 du 20 avril 2017 fixant la liste des représentants de l'État et de ses établissements publics aux conseils d'administration des agences de l'eau ;
- Vu le décret n°2017-1484 du 20 octobre 2017 relatif aux conseils d'administration des agences de l'eau ;
- Vu le rapport du Directeur Général présenté au point n° 2.1 de l'ordre du jour du Conseil d'Administration du 5 juillet 2019,

**Le Conseil d'Administration de l'Agence de l'Eau Artois-Picardie décide :**

**Le règlement intérieur du Conseil d'Administration de l'Agence de l'Eau Artois-Picardie (ci-joint en annexe) est adopté par 30 voix en fonction du scrutin suivant :**

- |                         |                           |
|-------------------------|---------------------------|
| - Membres inscrits : 33 | - Blancs : 0              |
| - Membres présents : 28 | - Nuls : 0                |
| - Mandats : 2           | - Suffrages exprimés : 30 |
| - Votants : 30          |                           |

**ARTICLE 1 :**

Cette version est applicable au 5 juillet 2019 et annule et remplace la précédente.

**ARTICLE 2 :**

L'article 5 du règlement intérieur relatif à la possibilité de dématérialisation des convocations et dossiers d'instance sera mis en application après une période transitoire due à des raisons techniques et au plus tard courant 2020.

LE PRÉSIDENT DU  
CONSEIL D'ADMINISTRATION

Michel LALANDE

Publié le

11 JUIL. 2019

Sur le site internet de l'Agence

LE DIRECTEUR GÉNÉRAL DE  
L'AGENCE

Bertrand GALTIER

## **RÈGLEMENT INTÉRIEUR DU CONSEIL D'ADMINISTRATION DE L'AGENCE DE L'EAU ARTOIS - PICARDIE**

- Vu la charte de l'environnement promulguée par la loi constitutionnelle n°2005-205 du 1<sup>er</sup> mars 2005 ;
- Vu le code de l'environnement ;
- Vu le code des relations entre le public et l'administration et notamment les articles R133-1 à R133-15 ;
- Vu la loi n° 2006-1772 du 30 décembre 2006 modifiée sur l'eau et les milieux aquatiques ;
- Vu la loi n°2016-1087 du 8 août 2016 pour la reconquête de la biodiversité, de la nature et des paysages;
- Vu le décret n° 2007-981 du 15 mai 2007 relatif aux agences de l'eau ;
- Vu le décret n°2017-1484 du 20 octobre 2017 relatif aux conseils d'administration des agences de l'eau ;
- Vu le décret n° 2007-980 du 15 mai 2007 relatif aux comités de bassin ;
- Vu le décret n°2014-722 du 27 juin 2014 relatif aux comités de bassin ;
- Vu le décret n°2017-951 du 10 mai 2017 relatif aux comités de bassin ;
- Vu le décret n° 2006-781 du 3 juillet 2006 modifié fixant les conditions et les modalités de règlement des frais occasionnés par les déplacements temporaires des personnels civils de l'État ;
- Vu le décret n° 2017-581 du 20 avril 2017 fixant la liste des représentants de l'État et de ses établissements publics aux conseils d'administration des agences de l'eau ;
- Vu le décret 2012-1246 du 7 novembre 2012 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique ;
- Vu l'arrêté du 10 mai 2017 relatif à la représentation des collectivités territoriales et des usagers au comité de bassin ;
- Vu l'arrêté du 17 décembre 2018 portant nomination au conseil d'administration de l'agence de l'eau Artois Picardie ;
- Vu le règlement intérieur du comité de bassin Artois Picardie adopté par délibération n°19-B-008 du comité de bassin du 5 juillet 2019 ;

Le règlement intérieur du conseil d'administration de l'agence de l'eau Artois Picardie applicable au 5 juillet 2019 est établi tel que suit.

***Les parties en italique sont issues des lois et réglementations en vigueur à la date d'adoption du présent règlement.***

## SOMMAIRE

### TITRE I - Composition, désignation des membres et durée des mandats - *p. 4*

ARTICLE 1 – Composition et désignation (avec annexe 1 - *p. 19*)

ARTICLE 1.1 – Membres de droit, invités, experts – *p. 4*

### TITRE II - Fonctionnement - *p. 4 à 8*

ARTICLE 2 - Quorum et mandats - *p. 4 à 5*

ARTICLE 3 - Présidence et Vice - Présidence - *p. 5*

ARTICLE 4 - Secrétariat - *p. 6*

ARTICLE 5 - Convocation - *p. 6*

ARTICLE 6 - Tenue des séances - *p. 6*

ARTICLE 7 - Délibérations et avis - *p. 6 à 8*

7-1 - Vote – *p. 6 à 7*

7-2 - Intérêt personnel – *p. 7*

7-3 – Procès-verbaux – *p. 7*

7-4 – Publicité – *p. 8*

ARTICLE 8 - Dispositions diverses - *p. 8*

### TITRE III - Attributions - *p. 8 à 13*

ARTICLE 9 - Attributions de l'agence de l'eau Artois Picardie - *p. 8 à 10*

9-1 - Attributions générales - *p. 8 à 9*

9-2 - programme pluriannuel d'intervention et attribution de subventions ou concours financiers - *p. 9*

9-2-1 – Concours financiers dans le cadre du programme pluriannuel d'intervention - *p. 9*

9-2-2 – Redevances dans le cadre du programme pluriannuel d'intervention - *p. 9*

9-3 - Divers - *p. 10*

9-3-1 - Attributions diverses - *p. 10*

9-3-2 - Autres recettes dans le cadre du programme pluriannuel d'intervention - *p. 10*

ARTICLE 10 - Attributions du conseil d'administration - *p. 10 à 11*

10-1 - Attributions générales - *p. 10*

10-2 - Programme pluriannuel d'intervention et taux des redevances - *p. 11*

ARTICLE 11 - Attributions du directeur général de l'agence de l'eau Artois Picardie - *p. 11 à 13*

11-1 - Attributions générales - *p. 11*

11-2 - Délégation du conseil d'administration au directeur général - *p. 11 à 13*

### TITRE IV - Commissions spécialisées et groupes de travail - *p. 13 à 17*

ARTICLE 12 - Commissions permanentes - *p. 13 à 17*

12-1-1 - Composition et désignation des membres permanents - *p. 13 à 14*

12-1-2 - Quorum, mandat, membre de droit des commissions permanentes - *p. 14 à 15*

12-1-3 - Présidence et Vice-Présidence des commissions permanentes - *p. 15*

12-2 - Attributions – fonctionnement de la commission permanente des interventions *p. 15 à 16*

- 12-3 - Attributions – fonctionnement de la commission permanente programme **p. 16**  
12-3-1 – Participation de la commission permanente programme aux groupes de travail issus  
du comité de bassin **p. 17**

ARTICLE 13 - Groupes de travail - **p. 17**

TITRE V - Autres instances de représentation - **p. 17**

ARTICLE 14 - Représentation à la Commission Territoriale Hauts de France de Voies Navigables de France - **p. 17**

ARTICLE 15 - Représentation au Conseil de Développement du Grand Port Maritime de Dunkerque - **p. 17**

TITRE VI - Dispositions diverses - **p. 18**

Annexe 1 : Composition du conseil d'administration - **p. 19**

Annexe 2 : Charte de déontologie des administrateurs – **p. 20 à 25**

Annexe 2bis : Déclaration publique d'intérêts – **p. 26 à 30**

Annexe 3 : Décision d'établissement relative aux règles applicables aux déplacements des membres des instances –  
**p. 31 à 40**

Le conseil d'administration est l'organe décisionnel de l'agence de l'eau au sein duquel les administrateurs délibèrent et votent.

Les administrateurs ont aussi pour mission de partager et relayer la politique et les actions de l'agence dans le territoire.

## **TITRE I - COMPOSITION, DÉSIGNATION DES MEMBRES ET DURÉE DES MANDATS**

### **ARTICLE 1 Composition et désignation:**

Composition :

*Conformément à l'article R213-33 du code de l'environnement, le conseil d'administration de l'agence est constitué, outre son président, de 34 membres nommés ou élus. Soit 35 membres au total.*

Voir la composition en annexe 1.

### **ARTICLE 1.1 : membres de droit, invités, experts :**

*Conformément à l'article R213-37 code de l'environnement, assistent de droit aux séances du conseil d'administration avec voix consultative :*

- *le président du comité de bassin Artois Picardie ;*
- *le directeur général de l'agence de l'eau Artois Picardie ;*
- *le contrôleur budgétaire auprès de l'agence de l'eau Artois Picardie;*
- *le commissaire du Gouvernement auprès de l'agence de l'eau Artois Picardie ;*
- *l'agent comptable auprès de l'agence de l'eau Artois Picardie.*

*Le directeur général peut se faire assister de toute personne de son choix.*

Le représentant suppléant du personnel de l'agence de l'eau Artois Picardie est invité à assister aux séances du conseil d'administration avec voix consultative.

Ces règles de fonctionnement et toutes celles qui suivent sont applicables au conseil d'administration et, sauf mention contraire, à toutes les commissions et groupes de travail qui en sont issus.

## **TITRE II - FONCTIONNEMENT**

*Le conseil d'administration arrête son Règlement Intérieur (article R213-38 du code de l'environnement)*

### **ARTICLE 2 - Quorum et mandats**

*Conformément à l'article R213-35 du code de l'environnement, les membres du conseil d'administration qui ne représentent pas l'Etat et qui ne sont pas élus, sont nommés par arrêté du ministre chargé de l'environnement pour une durée de six ans.*

Les membres des collèges des collectivités territoriales et des usagers ainsi que les représentants du personnel (titulaire et suppléant) sont nommés par arrêté du ministre chargé de l'environnement, publié au journal officiel.

*L'administrateur qui, au cours de son mandat, décède, démissionne ou perd la qualité au titre de laquelle il a été désigné est remplacé pour la durée du mandat restant à courir par une personne désignée dans les mêmes conditions.*

*Le conseil d'administration ne peut délibérer valablement que si la moitié au moins de ses membres sont présents ou représentés, la représentation ne pouvant être assurée que par un membre du conseil appartenant à la même catégorie que le membre représenté, en application de l'article R213-38 du code de l'environnement.*

*En application de l'article R213-35 code de l'environnement, les membres du conseil d'administration peuvent, lorsqu'ils sont empêchés, donner mandat à un membre du même collège pour les représenter, dans la limite de deux mandats par membre.*

*Les membres du conseil d'administration qui représentent l'Etat peuvent, lorsqu'ils sont empêchés soit donner mandat à un autre administrateur de ce collège, soit se faire représenter par un membre du service ou de l'organisme auquel ils appartiennent.*

Le représentant titulaire du personnel de l'agence de l'eau Artois Picardie peut se faire représenter par son suppléant.

Au début de chaque séance, le quorum est apprécié en fonction de la majorité absolue des membres en exercice et ce pour toute la séance. Le calcul du quorum prend en compte les membres présents et représentés.

Dans le cas où un ou des membres auraient déclaré une situation de conflit d'intérêt, pour le vote de la ou des délibérations concernées ou du ou des dossiers de financements concernés, le quorum est établi pour ce vote sans tenir compte de leur siège (point 2.2 charte de déontologie – annexe 2).

*Si le quorum n'est pas atteint, le conseil est à nouveau convoqué sur le même ordre du jour dans un délai de 15 jours. Il délibère alors valablement, quel que soit le nombre de membres présents (article R213-38).*

### **ARTICLE 3 - Présidence et Vice - Présidence**

*Le président du conseil d'administration est nommé pour trois ans par décret (article R213-33, IV, code de l'environnement).*

*Le conseil élit pour trois ans deux vice-présidents choisis, l'un, parmi les représentants des collectivités territoriales, l'autre, parmi les représentants du collège des usagers.*

*En cas d'absence ou d'empêchement, le président est remplacé par le premier vice-président ou, si ce dernier est lui-même absent ou empêché, par le second vice-président.*

Le mandat des vice-présidents est renouvelable.

Les deux vice-présidents sont élus au scrutin uninominal majoritaire à deux tours.

Le scrutin est secret.

Est élu au premier tour de scrutin celui qui a réuni :

- la majorité absolue des suffrages exprimés ;
- un nombre de suffrages exprimés au moins égal au quart du nombre des électeurs inscrits, arrondi le cas échéant à l'entier supérieur.

Au second tour de scrutin, la majorité relative des suffrages exprimés suffit.

En cas d'égalité de suffrages exprimés au second tour de scrutin, le plus âgé des candidats est élu.

Les bulletins blancs ou nuls (surcharge ou rature) ne sont pas comptabilisés parmi les suffrages exprimés.

Le scrutin est secret ; **toutefois, s'il ne se présente qu'un seul candidat, le président du conseil d'administration, sous réserve de l'accord des collèges concernés, à la majorité de leurs membres présents ou représentés, peut faire procéder à l'élection à main levée.**

#### **ARTICLE 4 - Secrétariat**

*Conformément à l'article R213-43 du code de l'environnement, le directeur général de l'agence de l'eau propose l'ordre du jour des réunions du conseil d'administration, prépare ses délibérations et en assure l'exécution.*

#### **ARTICLE 5 - Convocation**

*Le conseil d'administration se réunit sur convocation de son président et au moins deux fois par an (article R213-37).*

*Le président arrête l'ordre du jour des séances et en fixe la date (article R213-37 du code de l'environnement).*

Les convocations sont envoyées au moins 30 jours avant la séance.

L'ordre du jour de la séance et le dossier de séance sont envoyés au moins 15 jours avant la séance.

Les documents sont dématérialisés, sauf pour les membres qui en font expressément la demande.

*Il est obligatoirement convoqué dans le mois qui suit la demande du ministre chargé de l'environnement ou de la majorité de ses membres (article R213-37 du code de l'environnement).*

Si les circonstances l'exigent et à titre exceptionnel, le président peut convoquer le conseil d'administration dans un délai raccourci soit au moins 15 jours avant la séance, et/ou autoriser l'envoi d'un ordre du jour modifié ou complémentaire et/ou d'un dossier de séance modifié ou complémentaire dans un délai inférieur.

#### **ARTICLE 6 - Tenue des séances**

*Les séances du conseil d'administration ne sont pas publiques (article R213-38 du code de l'environnement).*

En début de séance :

- Le président rappelle l'ordre du jour et demande si des points sont à inscrire en questions diverses. Le cas échéant, il demande l'approbation des administrateurs pour étudier ces points supplémentaires ainsi que les points remis sur table.
- Le président liste les mandats confiés.

La suspension de séance est de droit à la demande d'un membre pour une durée maximale de 15 minutes. Le membre ou le groupe qui a bénéficié de la suspension de séance ne peut en solliciter une autre au cours de la même séance.

Le conseil peut, sur décision de son président, entendre toute personne extérieure dont l'audition est de nature à éclairer ses délibérations. Les personnes ainsi entendues ne participent pas au vote.

#### **ARTICLE 7 - Délibérations et avis**

Les règles suivantes s'appliquent aux délibérations du conseil d'administration et de la commission permanente des interventions et aux avis de l'ensemble des commissions et groupes de travail.

*Conformément à l'article R213-38 du code de l'environnement les délibérations sont adoptées à la majorité des membres présents ou représentés. En cas de partage égal des voix, celle du président de séance est prépondérante.*

##### **➤ 7-1 Vote :**

Le vote à main levée est le mode de votation ordinaire.

Le président, assisté du Secrétariat du conseil d'administration, procède dans l'ordre au décompte :

- des abstentions ;
- des voix défavorables ;
- des voix favorables.

Toutefois, le vote peut avoir lieu au scrutin secret si ce dernier est demandé par au moins le quart des membres présents ou représentés du conseil d'administration.

En cas de vote au scrutin secret, les avis et délibérations sont adoptés à la majorité des suffrages exprimés et le président désigne 2 assesseurs afin de procéder aux opérations de vote.

### ➤ **7-2 Intérêt personnel :**

*Afin de prévenir les conflits d'intérêts, l'exercice de la fonction de membre du conseil d'administration d'une agence de l'eau est soumis à des règles de déontologie.*

*Les membres du conseil d'administration de l'agence de l'eau fournissent une déclaration publique d'intérêts. (Article L213-8-4 code de l'environnement).*

La déclaration publique d'intérêt figure à l'annexe 2bis du règlement. Elle sera réservée au seul usage du secrétariat des instances.

Les administrateurs respectent les principes déclinés dans la charte de déontologie annexée au présent règlement intérieur (charte de déontologie - annexe 2) et remplissent la déclaration publique d'intérêt (déclaration publique d'intérêts - annexe 2bis)

*Les membres du conseil ne peuvent participer à une délibération portant sur une affaire à laquelle ils sont intéressés soit en leur nom personnel, soit comme mandataire (article R213-38 du code de l'environnement).*

Dans cette hypothèse, en cas d'absence, ils demandent à leur mandataire de s'abstenir sur le dossier en question.

En cas de conflit d'intérêt, les administrateurs doivent spontanément le faire savoir au président avant le début de la séance.

Dans le cas où une délibération comporterait un ou plusieurs points ou dossiers pour lesquels un ou plusieurs administrateurs auraient déclaré un conflit d'intérêt, ceux-ci ne participent pas au vote et au débat pour les points ou dossiers concernés de la dite délibération. Dans le cas où l'un d'entre eux a des mandats confiés par un membre absent, il demande au président de les confier à un autre membre pour ce vote. (Charte de déontologie - annexe 2).

### ➤ **7-3 Procès-verbaux :**

Le procès-verbal de la séance du conseil d'administration indique le nom et la qualité des membres présents, les questions traitées au cours de la séance et le sens de chacune des délibérations. Il précise le nom des mandataires et des mandants. Le procès-verbal transcrit également les abstentions des membres liées à une déclaration de conflit d'intérêt. Tout membre du conseil d'administration peut demander à ce qu'il soit fait mention de son désaccord avec l'avis ou la délibération rendu. Le projet de procès-verbal adopté par le conseil d'administration lors de la séance suivante fait foi en cas de besoin. (Point 3.2 charte de déontologie - annexe 3).

➤ **7-4 Publicité :**

*Les délibérations du conseil d'administration sont adressées aux ministres chargés de l'environnement et du budget dans le mois qui suit la date de la séance. Elles sont également adressées, pour information, au préfet coordonnateur de bassin et aux préfets de région intéressés (article R213-38 du code de l'environnement).*

*En application de l'article R 213-41 du code de l'environnement, les délibérations du conseil d'administration relatives aux emprunts et aux conditions générales d'attribution des subventions et des avances remboursables sont exécutoires par elles-mêmes, sauf si le ministre chargé du budget ou le ministre chargé de l'environnement y fait opposition dans un délai d'un mois à compter de leur réception, accompagnée des documents correspondants.*

*Les délibérations portant sur le budget et le compte financier sont exécutoires dans les conditions prévues par le titre III du décret n° 2012-1246 du 7 novembre 2012 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique.*

*Les autres délibérations sont exécutoires par elles-mêmes, sauf si le ministre chargé de l'environnement y fait opposition dans un délai de quinze jours à compter de leur réception accompagnée des documents correspondants.*

Toutes les délibérations sont publiées sur le site Internet de l'agence.

## **ARTICLE 8 - Dispositions diverses**

*Article R213-36 du code de l'environnement :*

*Les fonctions de président ou de membre du conseil d'administration ne donnent pas lieu à rémunération.*

*Le remboursement des frais de déplacement et de séjour des membres du conseil d'administration est effectué selon les modalités prévues par le décret n° 2006-781 du 3 juillet 2006 fixant les conditions et les modalités de règlement des frais occasionnés par les déplacements temporaires des personnels civils de l'Etat. Sur cette base, la décision organisant les taux et modalités de remboursement des frais aux membres est jointe en annexe 3 du règlement intérieur.*

Les membres de droit avec voix consultative visés à l'article 1-1 bénéficient des mêmes dispositions.

Les membres peuvent soumettre au président de l'instance des documents qu'ils souhaitent faire parvenir aux membres des instances (ex : documents ou informations liés à l'organisation, au contenu et thèmes de la compétence des assemblées), le président autorise ou non leur diffusion.

## **TITRE III - ATTRIBUTIONS**

### **ARTICLE 9 - Attributions de l'agence de l'eau Artois Picardie**

#### **ARTICLE 9-1 - Attributions générales**

*L'agence de l'eau Artois Picardie est chargée, en application des orientations définies par le comité de bassin Artois Picardie, de mettre en œuvre dans le bassin Artois Picardie le schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux (SDAGE) et les schémas d'aménagement et de gestion des eaux (SAGE) en favorisant une gestion équilibrée et durable de la ressource en eau et des milieux aquatiques, l'alimentation en eau potable, la régulation des crues et le développement durable des activités économiques et la sauvegarde des zones humides. Elle peut contribuer à la connaissance, à la protection et à la préservation de la biodiversité terrestre et marine ainsi que du milieu marin, en particulier dans le cadre de la mise en œuvre de la stratégie nationale et des stratégies régionales pour la biodiversité ainsi que du plan d'action pour le milieu marin. (Articles L213-8-1 et L213-8-2 du code de l'environnement).*

*L'agence de l'eau, établissement public de l'Etat à caractère administratif, est placée sous la tutelle du ministre chargé de l'environnement, qui désigne à cet effet un commissaire du Gouvernement (article R213-31 du code de l'environnement).*

*Pour l'exercice des missions définies à l'article L. 213-8-1, le programme pluriannuel d'intervention de chaque agence de l'eau détermine les domaines et les conditions de son action et prévoit le montant des dépenses et des recettes nécessaires à sa mise en œuvre (article L213-9-1 du code de l'environnement).*

*Le Parlement définit les orientations prioritaires du programme pluriannuel d'intervention des agences de l'eau et fixe le plafond global de leurs dépenses sur la période considérée ainsi que celui des contributions des agences à l'agence française pour la biodiversité.*

*Les délibérations du conseil d'administration de l'agence de l'eau relatives au programme pluriannuel d'intervention et aux taux des redevances sont prises sur avis conforme du comité de bassin, dans le respect des dispositions encadrant le montant pluriannuel global de ses dépenses et leur répartition par grand domaine d'intervention, qui font l'objet d'un arrêté conjoint des ministres chargés de l'environnement et des finances, pris après avis du comité national de l'eau (article L213-9-1 du code de l'environnement).*

## **ARTICLE 9-2 - programme pluriannuel d'intervention et attribution de subventions ou concours financiers**

### **ARTICLE 9-2-1 - Concours financiers dans le cadre du programme pluriannuel d'intervention**

*Conformément à l'article L213-9-2, l'agence de l'eau Artois Picardie :*

- o apporte directement ou indirectement, dans le cadre de son programme pluriannuel d'intervention, des concours financiers sous forme de subventions, de primes de résultat ou d'avances remboursables aux personnes publiques ou privées du bassin Artois Picardie pour la réalisation d'actions ou de travaux d'intérêt commun au bassin et contribuant à la gestion équilibrée et durable de la ressource en eau et des milieux aquatiques, du milieu marin ou de la biodiversité ;*
- o participe financièrement à l'élaboration des schémas d'aménagement et de gestion des eaux (SAGE) du bassin Artois Picardie ;*
- o mène, dans le respect des engagements internationaux de la France et dans le cadre de conventions soumises à l'avis du comité de bassin Artois Picardie, des actions de coopération internationale dans les domaines de l'eau et de l'assainissement, dans la limite de 1% de ses ressources;*
- o contribue financièrement aux actions menées par l'agence française pour la biodiversité.*

*Les concours financiers de l'agence de l'eau Artois Picardie ne sont définitivement acquis que sous réserve des prescriptions relatives à l'eau imposées par la réglementation en vigueur.*

### **ARTICLE 9-2-2 – Redevances dans le cadre du programme pluriannuel d'intervention**

*L'agence de l'eau Artois Picardie, en application du principe de prévention et du principe de réparation des dommages à l'environnement, établit et perçoit auprès des personnes publiques ou privées du bassin Artois Picardie des redevances pour atteintes aux ressources en eau, au milieu marin et à la biodiversité, en particulier des redevances pour pollution de l'eau, pour modernisation des réseaux de collecte, pour pollutions diffuses, pour prélèvement sur la ressource en eau, pour stockage d'eau en période d'étiage, pour obstacle sur les cours d'eau et pour protection du milieu aquatique. (L213-10).*

*Conformément à l'article L213-9-2 du code de l'environnement, elle peut en outre percevoir, à la demande d'un établissement public territorial de bassin (EPTB) du bassin Artois Picardie et pour le compte de celui-ci, des redevances instituées par cet établissement pour service rendu, le produit des dites redevances étant intégralement reversé à l'établissement concerné, déduction faite des frais de gestion.*

*L'agence peut également percevoir des surtaxes de redevance de prélèvement d'eau, dont le produit est reversé au budget de l'établissement concerné dans les conditions et limites fixées à l'article L.213-10-9 V bis du Code de l'Environnement.*

## **ARTICLE 9-3 - Divers**

### **ARTICLE 9-3-1- Attributions diverses**

*Conformément à l'article R213-32 du code de l'environnement, l'agence de l'eau Artois Picardie :*

- *s'assure de la bonne utilisation et de l'efficacité des subventions ou concours financiers attribués ;*
- *reçoit des Préfets intéressés, sur sa demande, communication des déclarations souscrites en exécution des textes législatifs et réglementaires en vigueur relatifs à l'eau ;*
- *est informée par tous les services publics de l'État des études et recherches relatives aux ressources en eau, à leur qualité ou à leur quantité et à l'état des milieux ;*
- *informe les administrations intéressées de ses projets et des résultats obtenus et invite les collectivités territoriales et les particuliers à l'informer des projets de même nature dont ils ont la responsabilité ;*
- *peut acquérir les biens meubles et immeubles nécessaires à l'exercice de ses missions ;*
- *peut contracter des emprunts.*

### **ARTICLE 9-3-2 - Autres recettes dans le cadre du programme pluriannuel d'intervention**

*Conformément à l'article R213-46 du code de l'environnement, les ressources de l'agence de l'eau Artois Picardie comprennent, outre les recettes de redevances :*

- *la rémunération des services rendus et toutes recettes tirées de son activité ;*
- *le produit des emprunts ;*
- *les dons et legs ;*
- *les versements de l'État et des personnes publiques et privées ;*
- *le revenu de ses biens meubles et immeubles ;*
- *les produits financiers ;*
- *l'intérêt et le remboursement des prêts et avances ;*
- *toutes autres recettes autorisées par les lois et règlements en vigueur.*

*L'agence de l'eau Artois Picardie peut en outre bénéficier d'une dotation en capital de l'État et de subventions d'équipement.*

*L'agence de l'eau est soumise aux dispositions des titres Ier et III du décret n° 2012-1246 du 7 novembre 2012 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique (article R213-44 du code de l'environnement).*

## **ARTICLE 10 - Attributions du conseil d'administration**

### **ARTICLE 10-1 - Attributions générales**

*Conformément à l'article R213-39 du code de l'environnement, le conseil d'administration règle, par ses délibérations, les affaires de l'établissement. Il délibère notamment sur :*

- 1° Les conditions générales d'organisation et de fonctionnement de l'établissement ;*
- 2° Les programmes généraux d'activité, et notamment les programmes pluriannuels d'intervention prévus à l'article L. 213-9-1 ;*
- 3° Le budget et les décisions modificatives ;*
- 4° Les taux des redevances prévues à l'article L. 213-10 ;*
- 5° Le compte financier et l'affectation du résultat ;*
- 6° La conclusion des contrats et des conventions excédant un montant fixé par lui ;*
- 7° Les conditions générales d'attribution des subventions et des concours financiers aux personnes publiques et privées ;*
- 8° L'acceptation des dons et legs ;*
- 9° Les emprunts ;*
- 10° Les actions en justice à intenter au nom de l'établissement et les transactions ;*
- 11° L'attribution, dans le cadre des conditions générales fixées préalablement par lui le cas échéant, de subventions ou de concours financiers ;*
- 12° Le compte rendu annuel d'activité ;*
- 13° Toute autre question qui pourrait lui être soumise par le ministre chargé de l'environnement ou le directeur général de l'agence.*

## **ARTICLE 10-2 - Programme pluriannuel d'intervention et taux des redevances**

*Les délibérations du conseil d'administration relatives au programme pluriannuel d'intervention et aux taux des redevances sont prises sur avis conforme du comité de bassin Artois Picardie, dans le respect des dispositions encadrant le montant pluriannuel global des dépenses et leur répartition par grand domaine d'intervention (article L213-9-1 code de l'environnement).*

*Lorsqu'il est consulté sur le programme pluriannuel d'intervention ou les taux des redevances, le comité de bassin Artois Picardie se prononce dans un délai d'un mois à compter de sa saisine (art D213-23 du code de l'environnement).*

*Si le comité de bassin ne se prononce pas dans ce délai ou s'il émet un avis défavorable, le conseil d'administration lui soumet, dans les deux mois qui suivent, de nouvelles propositions (art D213-23 du code de l'environnement).*

*Le comité de bassin Artois Picardie se prononce alors dans un délai d'un mois. Il est réputé avoir donné un avis conforme favorable s'il ne s'est pas prononcé dans ce délai (art D213-23 du code de l'environnement).*

*S'il émet un nouvel avis défavorable, les conditions générales d'attribution de subventions ou de concours financiers par l'agence de l'eau Artois Picardie et les taux de redevances de l'année précédente continuent de s'appliquer jusqu'à l'obtention d'un avis conforme (art D213-23 du code de l'environnement).*

*Les délibérations concernant les taux des redevances sont publiées au Journal Officiel et tenues à la disposition du public (article L213-9-1 du code de l'environnement).*

L'agence publie les délibérations sur le site internet de l'agence de l'eau

## **ARTICLE 11 - Attributions du directeur général de l'agence de l'eau Artois Picardie**

*Le directeur général de l'agence de l'eau Artois Picardie est nommé par arrêté du ministre chargé de l'environnement (article R213-42 du code de l'environnement).*

### **ARTICLE 11-1- Attributions générales**

*En application de l'article R213-43 du code de l'environnement, le directeur général de l'agence de l'eau Artois Picardie :*

- assure le fonctionnement de l'ensemble des services et la gestion du personnel ;
- propose l'ordre du jour des séances du conseil d'administration, des commissions spécialisées et groupes de travail en étant issus, prépare leurs avis et/ou délibérations et en assure l'exécution ;
- prépare et exécute le budget de l'agence de l'eau Artois Picardie ;
- est ordonnateur des recettes et des dépenses de l'agence de l'eau Artois Picardie ;
- signe les contrats et conventions engageant l'agence de l'eau Artois Picardie ;
- est le pouvoir adjudicateur de l'agence de l'eau Artois Picardie ;
- représente l'agence de l'eau Artois Picardie dans tous les actes de la vie civile et dans ses rapports avec les tiers.

*Le directeur général de l'agence de l'eau Artois Picardie peut déléguer sa signature à des agents placés sous son autorité.*

*Il rend compte de sa gestion et des délégations de signature accordées au conseil d'administration (art 186 décret 2012-1246).*

### **ARTICLE 11-2- Délégation du conseil d'administration au directeur général**

*En application des articles L213-11-11, R213-39, R213-40 et R213-48-45 du code de l'environnement, des articles 187, 193 et 194 du décret n° 2012-1246 du 7 novembre 2012, le conseil d'administration délègue au directeur général de l'agence de l'eau Artois Picardie les attributions suivantes :*

*1° Attributions relatives à la gestion de l'établissement*

- Les conditions générales d'organisation et de fonctionnement de l'agence de l'eau Artois Picardie
- La gestion des biens et immeubles de l'agence de l'eau Artois Picardie
- Les actions en justice à intenter au nom de l'agence de l'eau Artois Picardie
- Les transactions dans la limite des montants repris ci-après.

## 2°/ Attributions relatives à la fonction d'ordonnateur de l'établissement

- Pour un montant inférieur ou égal à 30 000 € par opération :
  - . l'acquisition et l'aliénation de biens immobiliers,
  - . l'acceptation de dons et legs faits sans charge, condition ou affectation immobilière,
  - . la vente d'objets mobiliers,
  - . la remise totale ou partielle de redevance, majorations et intérêts de retard, sous conditions, (article L213-11-11 code de l'environnement),
- Pour un montant inférieur ou égal à 30 000 € par opération et pour une durée n'excédant pas 9 ans :
  - . la conclusion de baux et de locations d'immeubles.
- Pour un montant inférieur ou égal à 3 M€ par engagement juridique et pour une durée n'excédant pas 9 ans :
  - . la conclusion de marchés, contrats et conventions.

## 3°/ Attributions relatives au programme d'intervention de l'agence dans la limite des dotations de programme fixées par domaine dans l'arrêté ministériel de cadrage du programme d'intervention:

- L'examen des demandes de participation financière et le rejet des demandes non éligibles au regard des délibérations d'application du programme d'intervention ;
- L'exécution des délibérations spécifiques, des conventions et des actes d'attribution régulièrement adoptés.
- L'attribution de subventions ou de concours financiers aux personnes publiques ou privées, hormis l'action internationale, dans le respect des conditions générales d'attribution prévues dans les délibérations du programme d'intervention et les limites suivantes :
  - . participations financières inférieures ou égales à 30 000 € par dossier d'opération ou de travaux dans la limite du montant annuel de dotation des lignes de programme correspondantes,
  - . les décisions d'attribution de participations financières dans le domaine des activités économiques, dans le but d'optimiser les délais d'attribution en cas d'adoption imminente d'une norme de l'Union Européenne et dans la limite d'un montant annuel de dotation des lignes de programme correspondantes,
  - . participations financières au fonctionnement dans la limite du montant annuel de dotation des lignes de programme correspondantes,
  - . versement de fonds à un mandataire dans la limite de l'autorisation du conseil d'administration et du montant annuel de dotation des lignes de programme correspondantes,
  - . exécution de l'ensemble des opérations sous maîtrise d'ouvrage directe de l'agence de l'eau Artois Picardie dans la limite du montant annuel de dotation des lignes de programme correspondantes.
  - . participations financières pour des dossiers relatifs à la performance épuratoire, à l'assainissement non collectif, au raccordement au réseau public de collecte et au programme eau et agriculture, quel qu'en soit le montant, dans la limite du montant annuel de dotation des lignes de programme correspondantes.

Cette délégation ne concerne pas l'attribution de subventions ou de concours financiers aux personnes publiques ou privées déléguée à la commission permanente des interventions.

- Le report des autorisations de programme non engagées l'année précédente et la modification des dotations d'autorisation de programme résultant d'un transfert entre lignes de programme à l'intérieur de l'enveloppe annuelle globale d'autorisation de programme dans la limite de 10% du montant de cette enveloppe ;
- L'attribution de participations financières dérogatoires à la délibération portant sur les travaux de Raccordement aux Réseaux Publics de Collecte et d'Assainissement Non Collectif lorsque les demandes de dérogation sont justifiées par des raisons indépendantes du pétitionnaire mais relevant de la collectivité, ou par toute autre raison particulière justifiable ;
- Toutes décisions concernant la gestion des dossiers d'intervention soldés ou non soldés dans

les délais prévus dans la convention ou l'acte d'attribution selon les modalités fixées par les délibérations d'intervention :

- . apport, à une participation financière déjà attribuée, d'un montant complémentaire dans la double limite de 30 000€ et de 50% de la somme précédemment accordée ;
- . versement d'un complément d'acompte portant le montant de l'acompte à maximum 50% du montant de l'opération sur demande d'un maître d'ouvrage privé associatif ;
- . annulation ou réduction de la décision de participation financière,
- . versement du solde de l'opération en fonction des éléments fournis par le maître d'ouvrage ou connus de l'agence de l'eau Artois Picardie,
- . transformation ou refus de transformation d'avance en subvention dans le respect des conditions prévues dans la convention de participation financière,
- . remboursement des acomptes perçus par le maître d'ouvrage si leur versement ne correspond pas à une réalisation effective,
- . prorogation des délais d'exécution de l'opération permettant au maître d'ouvrage de respecter ses obligations,
- . rappel des participations financières pour cessation d'activité, arrêt, abandon et autres circonstances prévues dans les modalités générales des interventions financières de l'agence de l'eau Artois Picardie,
- . rectification du bénéficiaire ou de la localisation d'une opération en cas d'erreur ou de transfert du bénéficiaire.

*Le directeur général rend compte pour information au conseil d'administration des décisions qu'il prend pour l'attribution de participations financières à chaque séance ordinaire du conseil d'administration (article R213-43 du code de l'environnement).*

#### **TITRE IV - COMMISSIONS SPÉCIALISÉES ET GROUPES DE TRAVAIL**

*Le conseil d'administration institue une commission des aides. Ses délibérations et décisions sont rendues publiques (art. L213-8-3 code de l'environnement).*

*Dans le respect des articles R213-39 et R213-40 du code de l'environnement, le conseil d'administration peut instituer des commissions spécialisées et/ou groupes de travail, soit à caractère consultatif, soit auxquels, dans les limites qu'il fixe par son règlement intérieur, il peut déléguer sa compétence d'attribution, dans le cadre des conditions générales fixées préalablement, de subventions ou de concours financiers aux personnes publiques et privées.*

#### **ARTICLE 12 - Commissions permanentes**

Le conseil d'administration se dote de 2 commissions permanentes :

- La commission permanente des interventions
- La commission permanente programme

#### **ARTICLE 12-1-1- Composition des commissions permanentes et désignation des membres permanents**

Les commissions permanentes (17 membres permanents) sont chacune composées :

**1°** D'un collège des collectivités territoriales, composé de 6 membres élus par et parmi les membres du collège des collectivités territoriales du conseil d'administration;

**2°** D'un collège des usagers, composé de 6 membres élus par et parmi les membres du collège des usagers du conseil d'administration;

Les membres permanents du collège des collectivités territoriales et du collège des usagers des commissions permanentes du conseil d'administration de l'agence de l'eau Artois Picardie sont élus au scrutin plurinominal majoritaire à deux tours avec panachage.

Les listes de candidats incomplètes et les candidatures isolées sont autorisées.

Le scrutin est secret ; **toutefois, s'il ne se présente qu'une seule liste constituée d'autant de noms qu'il y a de sièges à pourvoir, le président du conseil d'administration, sous réserve de l'accord du collège concerné, à la majorité de ses membres présents ou représentés, peut faire procéder à l'élection à main levée.**

L'ajout ou la suppression de noms (« panachage ») est autorisé sur le bulletin de vote dans la limite du nombre de sièges à pourvoir.

Les suffrages sont comptabilisés par candidat.

Est élu au premier tour de scrutin celui qui a réuni sur son nom :

- la majorité absolue des suffrages exprimés ;
- un nombre de suffrages exprimés au moins égal au quart du nombre des électeurs inscrits (membres du collège des usagers), arrondi le cas échéant à l'entier supérieur.

Un second tour est organisé immédiatement pour les sièges restant à pourvoir. Sont élus les candidats ayant obtenu le plus grand nombre de voix.

Les bulletins blancs ne sont pas comptabilisés parmi les suffrages exprimés.

**3°** D'un collège de l'État et de ses établissements publics, composé de 4 membres de droit appartenant au collège de l'État et de ses établissements publics du conseil d'administration :

- du directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement des Hauts de France, délégué de bassin, ou son représentant ;
- du directeur régional de l'alimentation, de l'agriculture et de la forêt des Hauts de France, ou son représentant ;
- du directeur régional des finances publiques des Hauts de France et du département du Nord, ou son représentant ;
- du directeur de l'agence régionale de santé des Hauts de France (ARS), ou son représentant.

**4°** Du représentant titulaire du personnel de l'agence de l'eau Artois Picardie au conseil d'administration ou son suppléant.

#### **ARTICLE 12-1-2 - Quorum, Mandat, membre de droit des commissions permanentes:**

Les règles régissant le quorum et le mandat des membres des commissions permanentes sont réglées par les dispositions prévues aux articles 1.1 et 2 du présent règlement intérieur.

Outre les dispositions prévues à l'article 1.1, assistent de droit aux séances des commissions permanentes avec voix consultative :

- le président du conseil d'administration de l'agence de l'eau Artois Picardie ;
- les membres du conseil d'administration autres que les membres permanents soit de la commission permanente programme, soit de la commission permanente des interventions (18 membres non permanents) ;

- les membres de droit avec voix consultative du conseil d'administration (article 1.1).

Outre les dispositions prévues à l'article 2, des dispositions particulières relatives au quorum s'appliquent aux commissions permanentes :

En cas d'inapplicabilité exceptionnelle des dispositions normalement applicables aux quorum et mandats, les membres permanents des commissions permanentes peuvent être suppléés à l'initiative de leur président par les membres non permanents appartenant au même collège qu'eux au conseil d'administration et présents en séance des commissions permanentes, ou leur donner mandat.

### **ARTICLE 12-1-3 - Présidence et Vice – Présidence des commissions permanentes**

Commission permanente des interventions :

Le président de la commission permanente des interventions est élu tous les trois ans par les membres du conseil d'administration, parmi les membres permanents du collège des usagers de la commission permanente des interventions.

Les Premier et Second vice-présidents de la commission permanente des interventions sont élus tous les trois ans par les membres du conseil d'administration, parmi les membres permanents du collège des collectivités territoriales de la commission permanente des interventions.

Commission permanente programme :

Le président de la commission permanente programme est élu tous les trois ans par les membres du conseil d'administration, parmi les membres permanents du collège des collectivités territoriales de la commission permanente programme.

Les Premier et Second vice-présidents de la commission permanente programme sont élus tous les trois ans par les membres du conseil d'administration, parmi les membres permanents du collège des usagers de la commission permanente programme.

En cas d'absence ou d'empêchement, le président est remplacé par le premier vice-président ou, si ce dernier est lui-même absent ou empêché, par le second vice-président.

Les scrutins sont secrets, uninominaux majoritaires à deux tours ; **toutefois, s'il ne se présente qu'un seul candidat, le président du conseil d'administration, sous réserve de l'accord du conseil d'administration, à la majorité de ses membres présents ou représentés, peut faire procéder à l'élection à main levée.**

### **ARTICLE 12-2 - Commission permanente des interventions : attributions – fonctionnement**

La Commission Permanente des Interventions est réunie par convocation de son président au moins trois fois par an.

*Le conseil d'administration institue une commission des aides. Ses délibérations et décisions sont rendues publiques (art. L213-8-3 code de l'environnement).*

*En application des articles R-213-39 et R-213-40 du code de l'environnement, le conseil d'administration délègue à une commission spécialisée, instituée en son sein, l'attribution, dans le cadre des conditions générales fixées préalablement par lui, de subvention ou de concours financiers.*

Le conseil d'administration délègue à la commission permanente des interventions sa compétence d'attribution, hormis dans le domaine de l'action internationale, dans le cadre des conditions générales fixées dans les délibérations d'application du programme d'intervention, pour examiner, fixer les conditions et décider de l'attribution de subventions ou de concours financiers.

Les bénéficiaires sont des personnes publiques et privées, pour des montants supérieurs à 30 000 € par dossier d'opération ou de travaux, dans la limite du montant annuel de dotations des lignes de programme concernées à l'exception des participations financières au fonctionnement et des opérations d'exécution du programme sous maîtrise d'ouvrage directe de l'agence de l'eau Artois Picardie.

Cette délégation ne concerne pas l'attribution de subventions ou de concours financiers établis selon des modalités spécifiques non prévues dans les délibérations d'application du programme d'intervention, qui relève de la compétence du conseil d'administration.

En application de l'article 11-2, cette délégation ne concerne pas l'attribution de subventions ou de concours financiers aux personnes publiques ou privées déléguée au directeur général de l'agence de l'eau Artois Picardie.

La commission permanente des interventions rend compte pour information au conseil d'administration de ses travaux et des décisions qu'elle prend, à chaque séance du conseil d'administration.

La commission permanente des interventions peut décider, à la majorité de ses membres dits « permanents » présents ou représentés, de porter une délibération relevant de sa délégation au vote du conseil d'administration.

La commission permanente des interventions peut décider d'une aide et confier au directeur général l'engagement financier différé de cette dépense.

*En application de l'article L213-8-3 code de l'environnement, les délibérations et décisions de la commission permanente des interventions sont rendues publiques par leur publication sur le site internet de l'agence.*

### **ARTICLE 12-3 - Commission permanente programme : attributions – fonctionnement**

La commission permanente programme est réunie par convocation de son président au moins deux fois par an.

La commission permanente programme a une compétence consultative de discussion de l'orientation, du contenu, de l'évolution et de l'adaptation du programme pluriannuel d'intervention de l'agence de l'eau Artois Picardie et des modalités financières afférentes.

A ce titre, elle examine et débat des priorités du programme pluriannuel d'intervention, des conditions générales d'attribution des subventions et concours financiers et des taux et zonages des redevances, et est tenue informée de l'exécution du programme pluriannuel d'intervention.

La commission permanente programme adopte les orientations et adaptations de sa compétence sous forme d'avis et selon le même mode de votation que concernant les avis et/ou délibérations du conseil d'administration et de la commission permanente des interventions.

La commission permanente programme rend compte pour information et/ou avis et/ou adoption au conseil d'administration et/ou au comité de bassin de ses travaux et des avis qu'elle émet.

**ARTICLE 12-3-1 - Participation de la commission permanente programme aux groupes de travail issus du comité de bassin**

Les membres permanents de la commission permanente programme siègent dans les groupes de travail que le comité de bassin Artois Picardie peut instituer pour assurer un rôle de consultation et d'orientation, notamment dans le cadre des compétences du comité de bassin relatives au programme pluriannuel d'intervention et aux taux des redevances (article 12-7 du règlement intérieur du comité de bassin).

**ARTICLE 13 – Groupes de travail**

Le conseil d'administration, à la demande de la majorité des administrateurs ou du président, peut instituer un groupe de travail sur un sujet précis et pour une période déterminée. Le mandat et la composition du groupe de travail sont définis par la délibération qui l'institue.

Le conseil d'administration autorise la commission permanente des interventions et la commission permanente programme à constituer un groupe de travail pour approfondir un sujet qui se présente à elle, selon les mêmes modalités. La commission permanente des interventions et la commission permanente programme rendent compte au conseil de la création de ce groupe de travail et des résultats qu'il a permis d'obtenir.

**TITRE V – AUTRES INSTANCES DE REPRESENTATION**

**ARTICLE 14 – Représentation à la Commission Territoriale Hauts de France de Voies Navigables de France**

*Le conseil d'administration désigne un représentant au sein de la commission territoriale Hauts de France de Voies navigables de France. (Délibération 02/2016/1.1 du conseil d'administration de VNF en date du 23 juin 2016 et articles D4312-19 et R4312-11 du code des transports).*

*Ce représentant siègera dans le collège des personnalités issues du monde des entreprises et des usagers.*

La désignation de ce représentant se fera selon les règles prévues à l'article 12.1.1.

**ARTICLE 15 – Représentation au Conseil de Développement du Grand Port Maritime de Dunkerque**

*Le conseil d'administration désigne un représentant au sein du Conseil de Développement du Grand Port Maritime de Dunkerque (En réponse au courrier du Préfet de Région Hauts de France du 12 avril 2019 et en référence aux articles R5312-36 à R5312-39 du code des transports).*

*Ce représentant siègera dans le quatrième collège des personnalités qualifiées.*

La désignation de ce représentant se fera selon les règles prévues à l'article 12.1.1.

## TITRE VI - DISPOSITIONS DIVERSES

Toute difficulté d'interprétation et/ou toute modification du présent règlement intérieur sont résolues par voie de délibération au sein du conseil d'administration, à la majorité de ses membres présents ou représentés.

LE PRESIDENT  
DU CONSEIL D'ADMINISTRATION



Michel LALANDE

LE DIRECTEUR GENERAL  
DE L'AGENCE



Bertrand GALTIER

## ANNEXE 1 - Composition du conseil d'administration:

### Composition :

Conformément à l'article R213-33 du code de l'environnement, le conseil d'administration de l'agence est constitué, outre son président, de 34 membres nommés ou élus. Soit 35 membres au total.

1° D'un collège des collectivités territoriales de 11 membres, élus par et parmi les membres du collège des collectivités territoriales du comité de bassin, parmi lesquels :

- 1 représentant du Conseil Régional ;
- 2 représentants des conseils départementaux;
- 7 représentants des communes ou de groupements de collectivités territoriales compétents dans le domaine de l'eau;

Dont au moins 2 représentants des collectivités territoriales de la Somme, de l'Oise, ou de l'Aisne, et un représentant des communes du littoral ou de leur groupement.

2° D'un collège des usagers de 11 membres, de droit ou élus par et parmi les membres du collège des usagers du comité de bassin, composé de :

Pour les membres de droit (1 membre) :

- le représentant de la pêche maritime issu du sous collège des usagers professionnels des secteurs de l'agriculture, de la sylviculture, de la pêche, de la batellerie et du tourisme ;

Pour les membres élus (10 membres) :

- 1 représentant des professions agricoles, choisi par les membres du sous-collège des usagers professionnels des secteurs de l'agriculture, de la sylviculture, de la pêche, de la batellerie et du tourisme ;
- 1 représentant des professions industrielles, choisi par les membres du sous-collège des usagers professionnels du secteur industriel et de l'artisanat ;
- 1 représentant des fédérations départementales des associations agréées de pêche et de protection du milieu aquatique, choisi par les membres du sous-collège des usagers non professionnels ;
- 1 représentant d'une association agréée de protection de l'environnement, choisi par les membres du sous-collège des usagers non professionnels ;
- 1 représentant d'une association nationale de consommateurs, choisi par les membres du sous-collège des usagers non professionnels ;
- 5 autres représentants choisis par et parmi les membres de l'ensemble du collège des usagers.

3° D'un collège de l'État et de ses établissements publics de 11 membres, composé (~~décret 2017-581~~) :

- du directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement des Hauts de France, délégué de bassin, ou son représentant ;
- du secrétaire général pour les affaires régionales des Hauts de France, ou son représentant ;
- du directeur régional de l'alimentation, de l'agriculture et de la forêt des Hauts de France, ou son représentant ;
- du directeur régional des finances publiques des Hauts de France et du département du Nord, ou son représentant ;
- du directeur interrégional de la mer Manche Est mer du Nord, ou son représentant ;
- du directeur du Grand port maritime de Dunkerque, ou son représentant ;
- du directeur général de Voies navigables de France (VNF), ou son représentant ;
- du directeur du Conservatoire de l'espace littoral et des rivages lacustres, ou son représentant ;
- du directeur général de l'Agence Régionale de Santé des Hauts de France (ARS), ou son représentant ;
- du directeur général délégué du Bureau de recherches géologiques et minières (BRGM), ou son représentant,
- du directeur général de l'Agence française pour la biodiversité, ou son représentant.

4° Un représentant du personnel de l'agence de l'eau élu par ce personnel sur proposition des organisations syndicales habilitées à présenter des candidats à l'élection du comité technique de l'établissement. Un suppléant est désigné selon les mêmes modalités. Le représentant du personnel et son suppléant sont élus pour une durée de six ans (article R213-33, 4°).

## Annexe 2

### Charte de déontologie des membres du conseil d'administration (Articles L213-8-4 et R213-38 du code de l'environnement)

*Il ne s'agit ni d'ouvrir une ère de soupçon généralisé ni de méconnaître le respect dû à la vie privée. La stratégie que propose la commission est au contraire fondée sur la responsabilité des acteurs politiques et administratifs eux-mêmes.* Extrait du rapport « pour un renouveau démocratique », commission de rénovation et de déontologie de la vie publique, L. Jospin 2012. <http://www.commission-rdvp.gouv.fr/>

#### **I les principes :**

##### 1.1 Défense de l'intérêt général et du service public

- *Les membres du conseil d'administration et des commissions qui le composent, dénommées ci-après les instances, œuvrent à l'intérêt commun au bassin Artois Picardie défini par le SDAGE et les SAGE, et précisé à l'article L213-8 du code de l'environnement.*
- La recherche de *l'intérêt général*<sup>1</sup> implique la capacité pour chaque membre de prendre de la distance avec ses propres intérêts ou ceux de la structure ou des structures auxquelles il appartient et à accepter les finalités communes que recouvre précisément la notion d'intérêt général.

##### 1.2 Respect des règles applicables à l'ensemble des acteurs publics

- Les membres sont conscients du mandat qui leur a été confié et des missions qui en découlent.
- Les membres des instances sont des acteurs publics<sup>2</sup> car ils sont dépositaires, à leur échelle, d'une partie de l'action publique
- Pour ces raisons, les membres se prononcent en instances, avec *indépendance, impartialité et objectivité*<sup>3</sup> sur les sujets sur lesquels ils sont amenés à prendre position et à voter.

##### 1.3 Définition du conflit d'intérêt

- *les membres sont informés que constitue un conflit d'intérêts toute situation d'interférence entre un intérêt public et des intérêts publics ou privés qui est de nature à influencer ou à paraître influencer l'exercice **indépendant, impartial et objectif** d'une fonction* (art 2 loi 2013-907 du 11 oct. 2013)
- L'intérêt **public** ou **privé** est étranger à celui de l'instance<sup>4</sup>.

<sup>1</sup>Intérêt propre à la collectivité qui transcende celui de ses membres, définition issue des jurisprudences du CE.

<sup>2</sup> « Les acteurs publics sont tous ceux qui, de près ou de loin, assument une mission en faveur d'une collectivité publique, de l'international au local. » Pierre Pech, université Paris 1 Panthéon-Sorbonne. Les acteurs publics sont : Les services déconcentrés de l'État et les préfetures, les collectivités territoriales (conseils régionaux et généraux, structures intercommunales, communes...), les territoires de projets (pays, parcs naturels...), les assemblées à vocation consultative (conseils économiques et sociaux régionaux...), les chambres consulaires, les agences de développement et comités d'expansion, les gestionnaires de politiques publiques (ANPE, CAF, CRAM...), les observatoires et les agences d'urbanisme... [http://www.insee.fr/fr/insee-statistique-publique/default.asp?page=magazine\\_iam/iam50/iam50\\_comprendre.htm](http://www.insee.fr/fr/insee-statistique-publique/default.asp?page=magazine_iam/iam50/iam50_comprendre.htm)

<sup>3</sup> Article 2, loi 2013-907 du 11 octobre 2013 relative à la transparence de la vie publique

<sup>4</sup> « Le fait, par une personne dépositaire de l'autorité publique ou chargée d'une mission de service public ou par une personne investie d'un mandat électif public, de prendre, recevoir ou conserver, directement ou indirectement, un intérêt quelconque dans une entreprise ou dans une opération dont elle a, au moment de l'acte, en tout ou partie, la charge d'assurer la surveillance, l'administration, la liquidation ou le paiement, est puni de cinq ans d'emprisonnement et de 7 000 euros d'amende » (art. 432-12, C. pénal)

- L'intérêt public ou privé peut affecter le discernement de la personne qui n'est plus centré sur l'intérêt de l'instance.
- Il peut être **direct** ou **indirect** (parents, amis, partenaires, organismes dans lesquels le membre occupe une fonction bénévole ou rémunérée...)
- L'intérêt public ou privé peut être **matériel** (par exemple obtention d'un gain au détriment de l'instance) ou **immatériel** (par exemple approbation d'une transaction qui avantage un tiers pour ménager de bonnes relations avec lui)
- En conséquence un administrateur est en conflit d'intérêt avéré lorsqu'un point ou un dossier de financement le concerne à titre spécifique soit à titre personnel soit en sa qualité de mandataire ou membre de l'instance décisionnelle de l'entité concernée par ledit point ou demanderesse ou bénéficiaire du dossier de financement sollicité.

#### 1.4 Honnêteté, probité, intégrité

- La première obligation des membres, pour respecter leur devoir de loyauté vis-à-vis des instances est de *déclarer les situations de conflits d'intérêts qui pourraient les affecter, et de clarifier les situations sur lesquelles pourraient peser le doute, de façon à ce que leur deuxième obligation, celle de s'abstenir puisse s'exercer.*

#### 1.5 Indépendance et impartialité

- Dans l'esprit bien compris de la loi 2013-907, les membres qui siègent conservent un esprit d'indépendance. Lorsqu'ils votent au sein du conseil d'administration, les membres visent à équilibrer les intérêts de leur structure d'origine et ceux de l'instance à laquelle ils participent de façon à ce que l'intérêt général du bassin Artois Picardie domine et non les seuls intérêts d'un groupe, même si ces derniers sont collectivement partagés par le groupe.
- Les divers collèges représentent des intérêts divergents, chacun étant nommé membre de façon à participer à l'équilibre global des intérêts du bassin Artois Picardie. L'impartialité recherchée vise à ce que chaque membre se prononce sans parti pris de façon juste et équitable lors d'un vote.

#### 1.6 Responsabilité

- Chaque membre doit faire preuve, dans sa mission au sein des instances, d'intégrité, de respect, d'objectivité, de conscience professionnelle et de sens des responsabilités.
- Chaque administrateur conserve un devoir de vigilance en ce qui concerne les situations de conflit d'intérêts qui ne seraient pas révélées par ses collègues.

#### 1.7 Transparence

- La *transparence*<sup>5</sup> est le mode opératoire par lequel s'exprime la loyauté du membre vis-à-vis de l'instance en cas de situation de conflit d'intérêt. Le fait qu'un membre se trouve dans une telle situation n'est pas une faute et ne peut lui être reproché. Mais le fait que cette situation ne soit pas connue place les instances dans l'impossibilité de prendre les mesures qui s'imposent le cas échéant.

<sup>5</sup> Loi 2013-907 du 11 octobre 2013 relative à la transparence de la vie publique

## **II entrée en fonctions :**

### 2.1 Incompatibilité

- Incompatibilité entre la fonction de membre et celle d'agent contractuel ou fonctionnaire en exercice de l'agence de l'eau à l'exception de ceux visés article R213-33, 4° du code de l'environnement (Voir point 4.1).<sup>6</sup>

### 2.2 Déclaration d'intérêt

- *Les membres en situation de conflit d'intérêt tel que détaillé précédemment, informent, par écrit en fournissant une déclaration publique d'intérêts (annexe 2bis) et verbalement en séance, le président de l'instance à laquelle ils appartiennent de la situation de conflit d'intérêt dans laquelle ils estiment se trouver.*
- *Les membres en situation de conflit d'intérêt s'abstiennent de participer aux débats, et au vote lors de l'étude du dossier pour lequel ils ont intérêt<sup>7</sup>. Le quorum est établi sans tenir compte de leur siège.*
- Dans le cas où l'un d'entre eux a des mandats confiés par un membre absent, il demande au président de les confier à un autre membre pour ce vote.
- *A l'invitation du président de séance, ils peuvent répondre aux questions posées lors de la séance sur le dossier*
- Les membres appliquent cette règle que le conflit soit potentiel, perçu ou apparent, concret ou réel<sup>8</sup>.

### 2.3 Gestion des actes incompatibles, par un tiers

- *Les membres qui sont absents lors d'une séance, s'ils donnent mandat à un autre membre, informent le président de la situation de conflit d'intérêt. Le mandataire, informé de la situation de conflit d'intérêt, n'utilise pas le mandat lors du vote du dossier concerné.*

## **III relations avec les institutions et les services**

### 3.1 Responsabilité des présidents

- Le comité de déontologie, composé du Président, des Vice-présidents et Présidents des commissions du Conseil d'Administration, se réunit à l'initiative du Président quand le besoin s'en fait sentir. Il est assisté du directeur général de l'Agence. Le directeur général peut inviter toute personne dont les compétences sont jugées nécessaires. Si le Comité de déontologie est amené à examiner la situation d'un de ses membres, celui-ci ne siège pas dans ce cas
- Le comité de déontologie se prononce sur toute question ou point qui lui est soumis par un membre ou venant de l'extérieur. Le comité de déontologie décide de garder

<sup>6</sup> Les agents salariés communaux ne peuvent être élus au conseil municipal de la commune qui les emploie. Art L231, 9°, code électoral.

<sup>7</sup> Les membres du comité ne peuvent prendre part aux délibérations lorsqu'ils ont un intérêt personnel à l'affaire qui en est l'objet. Art R133-12 du code des relations entre le public et l'administration (crepa)

<sup>8</sup> Voir le glossaire en fin de document

M<sub>4</sub>

l'anonymat ou non sur les questions qui lui sont soumises. Un rapport des avis rendus est régulièrement fait lors des assemblées. Il est transcrit au PV de la séance suivante des instances concernées.

### 3.2 relations entre instances, responsabilité vis-à-vis de l'instance

- La mention du conflit d'intérêt au PV de l'instance est, en droit, une preuve de la révélation de l'existence d'un conflit d'intérêt potentiel et représente une protection pour le membre intéressé. C'est également une validation juridique de la délibération en reportant au PV l'abstention du membre intéressé.

### 3.3 relations avec les services de l'agence de l'eau

- *Tout membre des instances se garde d'utiliser son influence ou sa position au sein des assemblées vis-à-vis d'un ou des services de l'agence pour obtenir ou faire obtenir un avantage, même prévu par les textes, pour lui-même, une personne ou un organisme de sa connaissance<sup>9</sup>.*
- D'une manière générale, les membres respectent le travail et la parole de chacun lors des réunions

## **IV prévention des conflits d'intérêts dans l'exercice effectif du mandat**

### 4.1 Principes généraux et rappels des textes en vigueur

- *L'impartialité* est un principe général en vigueur dans le processus de décision publique, notamment dans les activités qui donnent lieu à l'édition d'actes administratifs<sup>10</sup>.
- *Afin de prévenir les conflits d'intérêts, l'exercice de la fonction de membre du conseil d'administration d'une agence de l'eau est soumis à des règles de déontologie. Les membres du conseil d'administration de l'agence de l'eau fournissent une déclaration publique d'intérêts<sup>11</sup>.* La déclaration publique d'intérêt figure à l'annexe 2bis du règlement. Elle sera réservée au seul usage du secrétariat des instances.
- *Les personnes titulaires d'un mandat électif local veillent à prévenir ou à faire cesser immédiatement tout conflit d'intérêt.<sup>12</sup>*

### 4.2 Actualisation de la déclaration d'intérêt

- Un membre qui a fait une déclaration d'intérêt n'est pas tenu de la renouveler à chaque séance, si le même cas est évoqué à nouveau. Il adopte la même réserve et s'abstient lors du vote.
- Un membre peut, lorsque le conflit d'intérêt est liquidé et a disparu, le signaler au président et recouvrer la pleine et entière liberté de parole au cours de l'instance

### 4.3 Obligation d'abstention ou de liquidation d'intérêt

---

<sup>9</sup> Article 432.11, code pénal

<sup>10</sup> Article 2 loi 2013-907 du 11 octobre 2013 relative à la transparence de la vie publique

<sup>11</sup> Article L213-8-4 CE

<sup>12</sup> Article 1er loi 2013-907 du 11 octobre 2013 relative à la transparence de la vie publique

- Abstention d'un membre en situation d'incompatibilité de fonction visée au point 4.1 tant que dure l'incompatibilité.
- Abstention d'un membre en situation de conflit d'intérêt au moment des débats et décisions de l'assemblée lors de l'examen du point objet du conflit d'intérêt.
- En cas de situation pérenne, le membre met fin à l'incompatibilité ou au conflit d'intérêt de façon à liquider le conflit existant.

## **V utilisation des moyens publics**

### 5.1 Déplacements en France et à l'étranger

- Les membres sont respectueux des fonds publics et ne tentent pas de profiter des possibilités offertes par l'agence en matière de : voyages, déplacements, hébergements ou restaurations qui ne seraient pas motivées par l'intérêt d'un dossier particulier ou de l'instance à laquelle ils appartiennent.

### 5.2 Dépenses personnelles

- Les membres sont économes des fonds qui leur sont remboursés lorsqu'ils se déplacent pour venir aux assemblées. Dans la mesure du possible, ils choisissent un mode de transport en commun, à un tarif raisonnable et anticipent les réservations de façon à obtenir des titres de transport moins onéreux.
- La présence aux déjeuners proposés par l'agence est une possibilité offerte de façon à favoriser le contact, les échanges entre les membres et avec les responsables de dossiers à l'agence. Le membre qui a réservé son repas est conscient du coût que cela représente et ne se désiste pas au dernier moment.

## **VI respect de la présente charte de déontologie**

### 6.1 relations avec les présidents des assemblées

- Les membres transmettent spontanément au président de l'assemblée dont ils ressortent les cas de conflit d'intérêt dans lesquels ils estiment se trouver. Ils peuvent demander la confidentialité sur ce sujet. Le président peut l'accorder.
- Le président de l'assemblée à qui une situation de conflit d'intérêt a été communiquée transmet les cas de litige de conflit d'intérêt au comité de déontologie de façon anonyme ou non, en précisant la demande d'anonymat éventuellement faite.

### 6.2 Manquements et arbitrages

- Le comité de déontologie règle au plus tôt, par la discussion avec le/les membres concernés la situation de conflit d'intérêt concernée.
- Le comité de déontologie dispose de la gradation : l'entretien individuel sans rappel des règles contenues dans la charte, l'entretien individuel avec rappel des règles de la charte, l'énonciation en séance du manquement constaté sans rappel des règles de la

charte, l'énonciation en séance du manquement constaté avec rappel des règles de la charte.

**Glossaire :**

**Les instances :** désignent les assemblées et les commissions du Conseil d'Administration de l'Agence de l'Eau Artois Picardie dont relèvent les membres : toutes les commissions issues du CA.

**Les membres :** sont les personnes désignées par arrêté ministériel comme membre du Conseil d'Administration de l'Agence de l'Eau Artois Picardie. Ce sont aussi les membres des commissions du CA.

**Conflit d'intérêt potentiel :** lorsqu'un changement de situation, soit du membre, soit de son organisme d'origine pourrait à l'avenir créer une situation de conflit.

**Conflit d'intérêt perçu ou apparent :** la situation apparaît aux yeux de tiers de nature à influencer sur l'exercice des fonctions du membre.

**Conflit d'intérêt concret ou réel :** lorsque l'exercice des droits par le membre va être, à l'évidence, influencé par l'existence d'intérêts privés, en violation avec les intérêts de l'instance.

## Annexe 2 bis

<p align="center"><b>Déclaration publique d'intérêts</b> (articles L 213-8-4 et R213-38 du code de l'environnement)</p>
---

**Au titre d'un mandat de membre du conseil d'administration  
de l'Agence de l'eau Artois-Picardie**

**NOM :**

**PRENOM :**

**Date d'élection / nomination au conseil d'administration : .... / .... / ....**

Vu les articles 1 et 2 de la loi n°2013-907 du 11 octobre 2013 relative à la transparence de la vie publique,

Après avoir pris connaissance du contenu de la présente charte de déontologie du conseil d'administration de l'Agence de l'eau Artois-Picardie, et de l'obligation de déclarer les intérêts éventuels et leur nature,

**m'engage à respecter les principes de cette charte en application de l'article 7-2 du règlement intérieur du conseil d'administration,**

**et déclare :**

**1° Activités professionnelles donnant lieu à rémunération exercées à la date de l'élection ou de la nomination et exercées au cours des 5 dernières années (\*):**

<b>Identification des activités professionnelles y compris de consultant</b>

**2° Participation aux organes dirigeants d'un organisme public ou privé ou d'une société à la date de l'élection ou de la nomination ou lors des cinq dernières années (\*):**

<b>Identification de l'organisme public ou privé ou de la société</b>	<b>Description de l'activité</b>

\*la mention « néant » doit être portée dans les rubriques non remplies.

**3° Fonctions bénévoles susceptibles de faire naître un conflit d'intérêts (\*):**

<b>Identification de la structure ou de la personne morale</b>	<b>Description des activités et responsabilités exercées</b>

**4° Fonctions et mandats électifs exercés à la date de l'élection ou de la nomination (\*):**

<b>Identification des fonctions et mandats électifs</b>	<b>Date de début et de fin de fonction et mandats électifs.</b>

\*la mention « néant » doit être portée dans les rubriques non remplies.

**5° Les participations financières directes dans le capital d'une société à la date de l'élection ou de la nomination (\*) :**

<b>Identification de la société</b>	<b>Description de l'activité</b>

**6° Activités professionnelles exercées à la date de l'élection ou de la nomination par le conjoint, le partenaire lié par un pacte civil de solidarité ou le concubin (\*)**

<b>Identification du conjoint, du partenaire lié par un pacte civil de solidarité ou du concubin</b>	<b>Description de l'activité professionnelle</b>

\*la mention « néant » doit être portée dans les rubriques non remplies.

**7° Observations :**

Je, soussigné,.....

Certifie sur l'honneur l'exactitude des renseignements indiqués dans la présente déclaration ;

A

Fait le

Signature :



**DECISION D'ETABLISSEMENT 2019 - 017**
**Règles applicables aux déplacements  
des membres des instances,  
des personnels de l'agence**
**et des personnes qui interviennent pour le compte  
de l'établissement**

Publié le

**18 MARS 2019**

Sur le site Intranet de l'Agence

Vu :

- le code de l'environnement, et notamment son article R 213-43 ;
- le décret 2006-781 du 3 juillet 2006 fixant les conditions et les modalités de règlement des frais occasionnés par les déplacements temporaires des personnels civils de l'Etat ;
- l'arrêté du 3 juillet 2006 fixant les taux des indemnités de mission prévues à l'article 3 du décret 2006-781 du 3 juillet 2006 ;
- l'arrêté du 9 juillet 2008 relatif aux conditions et aux modalités de règlement des frais occasionnés par les déplacements temporaires des personnels civils du Ministère de l'Ecologie, de l'Energie, du Développement Durable et de l'Aménagement du Territoire ;
- la délibération n°19-A-001 du conseil d'administration du 15 mars 2019 adoptant le règlement intérieur du conseil d'administration de l'agence de l'eau Artois-Picardie, et notamment la charte de déontologie des membres du conseil d'administration figurant en annexe 2 ;
- la délibération n°19-A-006 du conseil d'administration du 15 mars 2019 relative aux modalités de remboursement des frais de déplacements temporaires des membres du comité de bassin, des personnels de l'agence et des personnes qui interviennent pour le compte de l'établissement à la charge du budget de l'établissement ;
- la décision d'établissement 2015-07 du 30 juin 2014 relatives aux règles applicables aux déplacements des agents en mission ;
- la décision d'établissement 2015-09 du 27 octobre 2014 relative au règlement intérieur de l'agence de l'eau Artois-Picardie ;

Le Directeur Général décide :

**ARTICLE 1 : CHAMP D'APPLICATION**

Les modalités décrites dans la présente décision s'appliquent aux déplacements sur le territoire métropolitain, en outre-mer ou à l'étranger ordonnés par l'agence et pris en charge sur son budget. Les déplacements susceptibles de faire l'objet d'un règlement de frais à la charge du budget de l'agence peuvent concerner :

- les agents de l'agence, qu'ils soient permanents (agents en CDI, fonctionnaires) ou temporaires (agents en CDD, apprentis, stagiaires) ;
- les membres des instances (comité de bassin, conseil d'administration et leurs commissions) ;
- les personnes qui interviennent pour le compte de l'agence (dans la suite de la présente décision, les modalités applicables pour ces personnes sont analogues à celles des membres des instances), après accord préalable du directeur de département ou directeur délégué ou secrétaire général ;

Les frais de déplacement à la charge de l'agence comprennent :

- des frais de transport de personnes ;
- des frais d'hébergement et de restauration ,
- le cas échéant, des frais annexes.

Ils sont :

- soit remboursés à l'agent ou au membre des instances ;
- soit pris en charge directement par l'agence.

**ARTICLE 2 : ORDRE DE MISSION**

*Un ordre de mission est requis préalablement à tout déplacement*

**Agents :**

Pour les agents permanents (CDI et fonctionnaires) et apprentis, un ordre de mission permanent est délivré, sur décision du directeur général, pour chaque année calendaire et couvre tous les déplacements dans les limites des départements appartenant au territoire métropolitain de la France.

En dehors de ces limites, un ordre de mission spécifique est requis et doit :

- porter sur une mission définie et limitée dans le temps ;
- être établi par l'intermédiaire de l'application informatique « Déplacements » disponible sur Intranet, sur la base de la demande saisie par l'agent ;
- être signé par l'agent, visé par le supérieur hiérarchique, puis transmis, accompagnée du programme précis de la mission ou du programme, au directeur général pour validation. Cette validation doit intervenir préalablement au déplacement.

Pour les agents en CDD et stagiaires, un ordre de mission spécifique, répondant aux conditions listées ci-dessus, est à établir pour chaque déplacement.

**Membres des instances :**

Pour les membres des instances, un ordre de mission permanent est délivré, sur décision du directeur général, pour chaque année calendaire et couvre tous les déplacements dans les limites des départements appartenant au territoire métropolitain de la France

En dehors de ces limites ou pour les membres des instances nommés en cours d'année, un ordre de mission spécifique est requis. Il doit :

- porter sur une mission définie et limitée dans le temps ;
- être établi par l'intermédiaire de l'application Informatique « Déplacements » disponible sur Intranet, sur la base de la demande saisie par le service coordonnateur du déplacement ;
- être signé par le membre des instances, puis transmis par le service coordonnateur du déplacement au directeur général pour validation. Cette validation doit intervenir préalablement au déplacement.

**Particularités concernant les déplacements à l'étranger :**

- pour les agents, ces déplacements font l'objet, dans le cadre de leur couverture sociale, de démarches administratives obligatoires assurées par le SRHF, préalables au déplacement, auprès de la Caisse Primaire d'Assurance Maladie ;
- pour les agents et membres des instances, des déplacements peuvent faire l'objet d'une assurance rapatriement souscrites pour chaque déplacement par le service comptabilité (examen au cas par cas par le service comptabilité).

*A cette fin, l'assistante du directeur général fournit une copie de l'ordre de mission à l'étranger au Service Ressources Humaines et Formation (SRHF) dès signature. Le SRHF se charge d'informer le service comptabilité.*

**ARTICLE 3 : DEMANDE DE DEPLACEMENT**

*Tout déplacement doit être saisi et validé dans le logiciel dédié afin de disposer des moyens de transports, éventuellement d'hébergement et initier l'éventuelle note de frais*

Chaque déplacement doit faire l'objet d'une demande préalable même s'il est couvert par l'ordre de mission permanent afin de disposer des moyens de transport. Celle-ci s'effectue dans le logiciel dédié « Gestion des déplacements », selon la procédure de saisie des déplacements (disponible sur Intranet, rubrique Informatique – docs. Oracle – déplacements et notes de frais).

Pour les agents, cette demande sera obligatoirement validée par le supérieur hiérarchique dans les meilleurs délais. L'attention des agents et de leur supérieur hiérarchique est attirée sur les délais de traitements requis dans le cadre du marché d'agence de voyages souscrit par l'agence, qui peut nécessiter un délai de traitement de 1 à 3 jours ouvrés pour les commandes de billets de train ou d'avion.

Pour les membres des instances, elle est saisie par le service coordonnateur du déplacement et validée par le chef de ce service.

134

## ANNEXE 3

La demande de déplacement doit mentionner :

- la ville de destination, le lieu du rendez-vous (établissement où se tiendra la réunion) et l'objet précis de la mission ;
- l'heure de rendez-vous sur le lieu de mission ;
- les conditions d'exécution de la mission (moyens de transport à utiliser) ;
- les frais facultatifs liés à la mission (frais de parking, bus, métro...) ;
- les conditions de restauration ou d'hébergement (en indiquant notamment s'il y a des repas offerts ou si l'hébergement n'est pas à la charge de l'agent).

Lors de la validation d'une demande de déplacement, le supérieur hiérarchique vérifie :

- l'opportunité de la mission ;
- que les horaires de la mission respectent les dispositions du règlement intérieur de l'agence notamment en termes d'amplitude horaire et de temps de repos ;
- le respect de la priorisation des modes de transport (décrite ci-après).

L'agent ou le service coordonnateur du déplacement pour un membre des instances est responsable dans la saisie de la demande des frais qui vont être engagés et doit veiller à respecter les règles applicables en matière de prise en charge.

### **ARTICLE 4 : DEMANDE DE TRANSPORTS**

Les principes de priorisation des modes de transport pour les déplacements sont les suivants :

- les déplacements en transport en commun et notamment en train sont à privilégier lorsque le temps du trajet est sensiblement similaire à tout autre mode de transport ;
- sauf exception justifiée, le train est le mode de transport prioritaire pour les déplacements pour les destinations situées hors bassin ;
- dans les hypothèses où le transport en train n'est pas le plus adapté, les agents doivent utiliser prioritairement les véhicules de service mis à leur disposition, en veillant à privilégier le covoiturage lorsque plusieurs agents se rendent à un même rendez-vous ;
- à défaut de disponibilité d'un véhicule administratif ou par commodité personnelle, les agents pourront utiliser leur véhicule personnel dans la limite du nombre de kilomètres autorisés.

#### ***UTILISATION DES TRANSPORTS EN COMMUN (TRAIN, AVION, ...)***

Principes généraux :

- **Agents** : les billets se réservent auprès du Service Moyens Généraux (SMG) par l'intermédiaire de l'application « Gestion des déplacements », dès que possible et si possible 4 jours avant le départ (cf délai de traitement de la demande au travers du marché agence de voyages souscrit par l'agence).
- **Membres des instances** : si l'application « Gestion des déplacements » le permet, les billets se réservent auprès du SMG par son intermédiaire, alimentée par le service coordonnateur du déplacement. A défaut une demande par mail est transmise au SMG.

***Pour les agents et les membres des instances, c'est l'agence qui prend en charge les billets de train ou d'avion, quelle que soit la destination de la mission***

A titre exceptionnel :

- les agents peuvent acheter directement les billets de train quand les délais de commande interne ne permettent plus au SMG de délivrer les titres de transport (exception non valide pour les billets d'avion) ;
- les membres des instances peuvent acheter directement les billets de train ou d'avion par commodité personnelle. Dans ce cas, le montant du billet sera remboursé à l'acheteur dans la limite du montant qui aurait été acquitté par l'agence si elle avait effectué elle-même la réservation (ce montant est indiqué au membre de l'instance lorsque celui-ci indique sa volonté d'acquérir lui-même son billet).

## ANNEXE 3

La prise en charge des frais de transport :

- ferroviaire, se fait en 2<sup>nd</sup>e classe ; cependant le transport en 1<sup>ère</sup> classe peut être autorisé par le directeur général dans les cas suivants :
  - lorsque des contraintes physiques ou de santé l'imposent ;
  - lorsque les conditions tarifaires le justifient : le trajet en 1<sup>ère</sup> classe est moins onéreux que le trajet en 2<sup>nd</sup>e classe (en tenant compte d'un éventuel abonnement ou carte de réduction) ;
  - lorsque des saturations du réseau ferré rendent impossible l'utilisation de la 2<sup>nd</sup>e classe ;
  - lorsque le trajet, effectué dans une même journée, est supérieur à 5 heures.
- par voie aérienne, est effectuée sur la base du tarif de la classe la plus économique. Au regard des horaires de la réunion, la compagnie aérienne la moins onéreuse pour le vol est retenue, sans favoritisme auprès d'une compagnie et en incluant dans le comparatif les compagnies low-cost. Le surclassement peut être autorisé par le directeur général lorsque la durée du voyage est supérieure à 7 heures et que la durée de la mission est inférieure à 7 jours.

Lorsqu'un agent ou un membre des Instances bénéficiaire, à sa demande, de conditions de transport différentes de celles retenues par l'administration, le complément éventuel est à sa charge.

*Abonnement et carte de réduction (jeune, senior, ...) : l'agence peut prendre en charge une part ou la totalité du coût de titres d'abonnement ou de carte de réduction dans la mesure où il en résulte une économie par rapport à la procédure habituelle de prise en charge. Toute autre formule proposée par les compagnies de transport peut être adoptée par l'agence sous réserve qu'il en résulte une économie. L'acquisition de carte d'abonnement est encouragée pour les agents effectuant des déplacements fréquents, notamment sur un trajet identique (exemple : Douai - Paris). La prise en charge par l'agence est soumise à l'accord préalable du directeur général ou du secrétaire général sur production des justificatifs d'économie pour l'agence.*

### UTILISATION D'UN VEHICULE DE SERVICE

**Conditions de mise à disposition et règles d'usage**

Tout agent de l'agence peut bénéficier de la mise à disposition d'un véhicule administratif pour les besoins du service, sous réserve d'être titulaire d'un permis de conduire valide. Ils sont tenus de prévenir l'administration et de s'abstenir de conduire en cas de retrait ou annulation du permis de conduire ou en cas de problèmes médicaux graves ou d'interdiction médicale de conduire. L'agent s'engage à stationner le véhicule sur un emplacement autorisé, le fermer à clef, en activer le cas échéant le système antivol, dissimuler tout objet susceptible d'attirer l'attention, ainsi qu'à prendre toutes les mesures nécessaires à la sauvegarde du véhicule. .

En aucun cas, les agents ne peuvent être déchargés de leur responsabilité, notamment en cas d'infraction au code de la route. Ils ont obligation de communiquer le numéro de leur permis de conduire pour l'acquiescement des amendes et contraventions qui leur sont imputables.

Le transport de personnes étrangères à l'agence est autorisé si celles-ci participent à la mission pour laquelle l'agent se déplace. La mise à disposition d'un véhicule de service étant accordée pour les besoins du service, tout usage privatif de ce véhicule (transport d'un membre de la famille, courses, ...) est interdit.

Lors de l'attribution du véhicule, une pochette est remise par le SMG, contenant notamment :

- les papiers du véhicule ;
- les consignes en cas de panne ou d'accident ;
- la carte de paiement qui peut être utilisée pour le règlement des frais de carburant et de certains parkings et péages autoroutiers ;
- la carte fournie par le gestionnaire de flotte permettant l'accès aux garages protocolés pour toute réparation ou dépannage.

Au retour du véhicule :

- les factures (péages, carburant, ...) doivent obligatoirement être remises dans la pochette qui sera retournée au SMG ;
- la feuille de route est obligatoirement et intégralement remplie ;
- la jauge de carburant est à minima à la moitié du plein du réservoir.

## ANNEXE 3

### Modalités de réservation

Chaque réservation de véhicules :

- est effectuée via l'application « Gestion des déplacements » à l'occasion de la saisie d'une demande de déplacement ;
- doit être transmise au plus tard et si possible 4 jours ouvrés avant la date du déplacement ;
- fait l'objet d'une information du SMG sur la suite donnée à la demande ;
- doit faire l'objet d'un retrait des clefs auprès du SMG pendant les horaires de permanence (de 7h00 à 12h30 et de 13h00 à 19h00, hors période de permanence réduite et signalée par messagerie : retrait avant 17h30).

Les véhicules sont attribués par le SMG :

- en fonction des disponibilités ; en cas d'arbitrage, priorité est donnée aux agents ne bénéficiant pas d'une autorisation permanente d'utilisation de leur véhicule personnel ;
- en affectant en priorité les véhicules électriques et/ou hybrides pour les déplacements courts.

Aucune mise à disposition de véhicule ne sera accordée pour se rendre à une gare ou à un aéroport, dès lors qu'elle implique l'immobilisation du véhicule sur le parking des dits lieux pour une durée supérieure à cinq jours, sauf exception préalablement validée par le secrétaire général (notamment en cas d'absence de transport en commun aux horaires de départ et / ou de retour .).

La plage de réservation (heure de départ – heure de retour) doit correspondre strictement au besoin d'utilisation du véhicule. Toutefois, celle-ci peut :

- comprendre un ou plusieurs jours non ouvrés de l'agence si la mission ne permet pas de réintégrer le véhicule au retour de mission ;
- englober plusieurs missions si celles-ci se produisent des jours consécutifs (par exemple, le véhicule ne doit pas être réservé du lundi au mercredi s'il n'est pas utilisé le mardi).

### Le remisage à domicile

A titre exceptionnel, la mise à disposition temporaire d'un véhicule peut être accordée avec autorisation de remisage à domicile, sous réserve :

- d'une restitution du véhicule le lendemain dans les conditions précisées par le SMG (entre 7h00 et 8h30) ;
- que la plage de réservation ne comprenne pas un jour non ouvré de l'agence, non travaillé par l'agent ou travaillé à domicile.

Les modalités de réservation d'un véhicule avec remisage à domicile sont les mêmes que dans le cadre de l'utilisation d'un véhicule sans remisage à domicile. Toutefois la demande doit être accompagnée d'un mail :

- identifiant précisément le motif du remisage à domicile ;
- adressé au chef du SMG ou au chef de Mission pour les missions territoriales
- avec en copie le gestionnaire de la flotte du SMG et le supérieur hiérarchique du demandeur.

L'attribution du véhicule par le SMG, prise après accord du chef du SMG ou du secrétaire général, vaut autorisation de remisage à domicile.

### Cas particulier de mise à disposition gratuite et exceptionnelle d'un véhicule pour les cas d'utilisations autres que les déplacements d'agents en mission

Les agents détenteurs d'un véhicule personnel utilisé habituellement pour assurer le trajet domicile – agence, peuvent bénéficier de la mise à disposition gratuite d'un véhicule administratif en cas d'immobilisation de leur véhicule personnel pour cause de panne ou accident, en fonction des véhicules disponibles. La mise à disposition est accordée pour une durée maximale de 5 jours ouvrables renouvelable, et dans la limite maximale d'un cumul de 500 km, sur demande adressée directement par l'agent au chef du SMG, avec identification précise du motif et de la durée de la mise à disposition. La mise à disposition gratuite n'est accordée que pour assurer le trajet domicile – agence.

Toute demande de mise à disposition gratuite d'un véhicule pour un motif autre que celui énoncé précédemment (déménagement, grève de train, besoin exceptionnel, ...) doit être adressée directement par l'agent au chef du SMG, avec identification précise du motif et de la durée de la mise à disposition pour accord et est limitée à un maximum de 300 km.

Cette mise à disposition est soumise à accord du chef du SMG ou du secrétaire général et s'opère au travers d'un bordereau de demande d'utilisation d'un véhicule de service à titre personnel disponible auprès du gestionnaire de la flotte du SMG.

*Bge*

## ANNEXE 3

Toute utilisation d'un véhicule de service à titre personnel implique :

- la prise en charge par l'agent, sans possibilité de remboursement, des éventuels frais (péage, parking, ...);
- qu'aucune personne étrangère à l'agence ne soit transportée;
- que le véhicule soit :
  - conduit par l'agent l'ayant sollicité;
  - restitué avec le niveau de carburant constaté lors de la mise à disposition, cet appoint étant pris en charge par l'agent, sans possibilité de remboursement;

### Cas particulier d'un déplacement en train ou avion de plus de 5 jours

Dans ce cas et sauf exception, la liaison entre la résidence administrative et/ou familiale et la gare ou l'aéroport, si elle ne peut s'effectuer par transport en commun, ne peut s'opérer avec un véhicule de service. Si un véhicule personnel ne peut être utilisé, l'agent ou le membre des instances étudiera les solutions alternatives entre :

- une nuitée supplémentaire à proximité de la gare ou de l'aéroport pour accéder aux transports en commun;
- l'utilisation d'un taxi entre sa résidence administrative ou familiale et la gare ou l'aéroport.

A titre exceptionnel, sur autorisation du directeur général, et uniquement pour les voyages en avion d'une durée supérieure à 5 jours présentant de plus une absence de transports en commun disponibles au départ ou à l'arrivée, l'agent peut faire appel à un agent du SMG pour être déposé à l'aéroport et en revenir.

### UTILISATION D'UN VEHICULE PERSONNEL

La priorité doit être donnée à l'usage des transports en commun puis aux véhicules de service. Toutefois, les agents qui en font la demande, peuvent être autorisés à utiliser leur véhicule personnel pour les besoins du service (voir le SRHF – formulaire « Demande d'autorisation d'utilisation du véhicule personnel »).

La souscription au préalable d'une police d'assurance garantissant d'une manière illimitée sa responsabilité au titre de tous les dommages qui seraient causés par l'utilisation de son véhicule personnel à des fins professionnelles est obligatoire et le justificatif devra être fourni sur simple demande du SRHF. L'utilisation du véhicule personnel est limitée, le nombre maximal annuel de kilomètres autorisés sera défini en prenant en compte des objectifs de réduction : 4 000 km en 2019 et 3 000 km à compter de 2020. Il est rappelé dans la note annuelle accompagnant le formulaire de demande d'autorisation annuelle.

### ARTICLE 5 : DEMANDE D'HEBERGEMENT

Principes généraux :

- Déplacement en France métropolitaine :
  - les agents sont responsables des réservations hôtelières et s'acquittent de l'ensemble des frais afférents. A titre exceptionnel, les réservations hôtelières peuvent s'effectuer au travers du SMG pour les agents, après accord du secrétaire général ; il peut dans ce cas être tenu compte des cas de réservations groupées dans le cadre de séminaire, colloque, ... pour lesquels l'hôtel est retenu par l'organisateur.
  - les membres des instances réservent auprès du SMG par l'intermédiaire du service coordonnateur du déplacement ; à défaut, ils peuvent également se charger de la réservation et, dans ce cas, s'acquittent de l'ensemble des frais afférents.
- Déplacement hors France métropolitaine : les réservations hôtelières s'effectuent au travers du SMG pour les agents et par l'intermédiaire du service coordonnateur du déplacement pour les membres des instances ; l'agence prend alors directement en charge les frais d'hôtel, en tenant compte des cas de réservations groupées dans le cadre de séminaire, colloque, ... pour lesquels l'hôtel est retenu par l'organisateur.

*Pour les agents et les membres des instances, c'est l'agence qui prend en charge l'hôtel pour les déplacements hors France métropolitaine*

Les prolongations de séjour à l'initiative de l'agent ou du membre des instances sont déduites de la durée de la mission pour le calcul des indemnités journalières (pas de remboursement notamment des nuitées complémentaires et éventuels frais engagés pendant cette période). La gestion des réservations et la prise en charge des frais afférents à ces prolongations sont du ressort exclusif de l'agent ou du membre de l'instance.

B4

## ANNEXE 3

### **ARTICLE 6 : REMBOURSEMENT DES FRAIS**

L'agent ou le membre des instances effectuant un déplacement temporaire hors de sa résidence administrative et hors de sa résidence familiale peut prétendre :

- au versement d'indemnités journalières (pour la restauration et l'hébergement) ;
- au remboursement de ses frais de transport au départ et au retour du déplacement ainsi que ceux exposés sur le lieu du déplacement.

Ne seront pris en charge que les frais engagés conformément à la présente décision et par l'agent ou le membre des instances pour lui-même. Le paiement de frais, quels qu'ils soient, d'un agent ou d'un membre des instances pour un autre agent, un autre membre des instances ou une personne tierce n'est pas possible.

***Pour être remboursés, les frais doivent respecter les procédures de l'agence et ne concerner que l'agent ou le membre des instances détenteur de l'ordre de mission***

Pour être remboursés des frais de déplacement :

- les agents doivent établir leur note de frais à partir de l'application informatique disponible sur Intranet et la valider pour transmission au SRHF ;
- les membres des instances établissent leur note de frais au travers du service coordonnateur du déplacement et le chef de ce service la valide pour transmission au service comptabilité (soit à partir de l'application informatique disponible sur Intranet, soit par commodité sous version papier).

***Les notes de frais doivent être établies mensuellement avant le 8 de chaque mois et à terme échu. Elles sont à produire régulièrement selon le rythme des déplacements. La production d'une note annuelle avec l'ensemble des déplacements de l'année est proscrite.***

Le mode opératoire est consultable dans la rubrique « Informatique – Docs Oracle : Déplacements et notes de frais ».

Les justificatifs de frais liés aux missions (collés sur une feuille A4, avec indication du nom de l'agent) sont à transmettre au SRHF. Pour les déplacements couverts par l'ordre de mission permanent, il n'est pas nécessaire de produire le document papier de cet ordre de mission au moment de la présentation de la note de frais.

#### ***Responsabilités des signataires des notes de frais :***

La responsabilité du remboursement de l'agence repose sur :

- l'agent ou le membre des instances qui signe son état de frais en le certifiant exact ;
- l'autorité hiérarchique directe de l'agent, ou le chef du service coordonnateur du déplacement pour le membre des instances, qui signe également celui-ci. Cette signature est comparable à l'attestation de service fait d'une facture : le supérieur hiérarchique ou le chef de service du service coordonnateur du déplacement constate que l'état de frais est conforme à l'ordre de mission et à la demande de déplacement qu'il a validée, et atteste par sa signature l'effectivité du déplacement.

Le SRHF assure un contrôle de cohérence des états de frais avant leur transmission à l'agence comptable, en vérifiant notamment le nombre de repas ou de nuitées en fonction de la mission et en s'assurant que le kilométrage indiqué en cas d'utilisation d'un véhicule personnel n'est pas incohérent.

#### **Les horaires pris en compte ouvrant droit à la prise en charge des frais :**

Les horaires de début et de fin de mission correspondent aux horaires inscrits sur les titres de transport. Un délai forfaitaire d'une heure est ajouté dans la durée de la mission, ce délai s'appliquant deux fois : avant l'heure de départ et après l'heure de retour. Ce délai est porté à deux heures et trente minutes en cas d'utilisation de l'avion et du bateau.

Si l'agent ou le membre des instances ne dispose pas de titres de transport, la mission commence à l'heure de départ de la résidence administrative ou familiale et se termine à l'heure de retour.

Pour les agents, les horaires retenus pour les frais de déplacement ne sont pris en compte que pour le calcul de ceux-ci, le décompte quant au temps de travail ne relevant toujours que des dispositions du seul règlement intérieur de l'agence.

## ANNEXE 3

### Les frais de restauration

En France métropolitaine, l'agent ou le membre des instances est remboursé forfaitairement dès lors qu'il se trouve en mission pendant l'intégralité de la période comprise (aucun justificatif n'est requis) :

- entre 11 heures et 14 heures pour le repas du midi ;
- entre 18 heures et 21 heures pour le repas du soir.

L'indemnité de repas est fixée à 15,25 € et est réduite de 50 % lorsque l'agent ou le membre des instances a utilisé la possibilité de prendre son repas dans un restaurant administratif ou assimilé.

Hors France métropolitaine, chaque repas est compté pour 17,5 % du montant de l'indemnité journalière.

**Repas : être en mission intégralement entre 11 et 14 h ou 18 et 21 h  
15,25 € (forfaitaire) en France métropolitaine,  
17,5 % de l'indemnité journalière hors France métropolitaine**

Pour les agents des Missions de Boulogne sur Mer et d'Amiens en déplacement au siège de Douai, l'indemnité de repas est fixée à 7,63 € (repas administratif).

Pour les agents de la mission de Boulogne sur Mer, il ne peut y avoir cumul de frais de restauration et fourniture de ticket restaurant pour les midis en mission.

### Les frais d'hébergement

En France métropolitaine, l'agent ou le membre des instances en mission pendant la totalité de la période comprise entre 0 heure et 5 heures a droit au remboursement de ses frais d'hébergement (chambre et petit déjeuner) sur justificatif de la dépense (production d'une facture établie au nom du bénéficiaire).

Ce remboursement est fixé au montant des justificatifs fournis dans la limite de :

- taux de base : 70 € ;
- grandes villes et communes de la métropole du Grand Paris : 90 € ;
- commune de Paris : 110 €.

Pour l'application de ces taux, sont considérées comme grandes villes les communes dont la population légale est égale ou supérieure à 200 000 habitants, soit (INSEE 2015) : Marseille, Lyon, Toulouse, Nice, Nantes, Montpellier, Strasbourg, Bordeaux, Lille et Rennes.

Les communes de la métropole du Grand Paris sont les communes reprises à l'article 1<sup>er</sup> du décret n° 2015-1212 du 30 septembre 2015 susvisé, à l'exception de la commune de Paris : Ablon-Sur-Seine, Afortville, Antony, Arcueil, Argenteuil, Asnières-Sur-Seine, Athis-Mons, Aubervilliers, Aulnay-Sous-Bois, Bagneux, Bagnole, Bobigny, Bois-Colombes, Boissy-Saint-Leger, Bondy, Bonneuil-Sur-Marne, Boulogne-Billancourt, Bourg-La-Reine, Bry-Sur-Marne, Cachan, Champigny-Sur-Marne, Charenton-Le-Pont, Chatenay-Malebray, Châtillon, Chevilly-Larue, Chennevières-Sur-Marne, Choisy-Le-Roi, Clamart, Clichy, Clichy-Sous-Bois, Colombes, Courbevoie, Créteil, Drancy, Dugny, Epinay-Sur-Seine, Fontenay-Aux-Roses, Fontenay-Sous-Bois, Fresnes, Gagny, Garches, Gennevilliers, Gentilly, Goumaysur-Marne, Issy-Les-Moulineaux, Ivry-Sur-Seine, Joinville-Le-Pont, Juvigny-Sur-Orge, La Courneuve, La Garenne-Colombes, La Queue-En-Brie, Le Blanc-Mesnil, Le Bourget, Le Kremlin-Bicêtre, Le Perreux-Sur-Marne, Le Plessis-Robinson, Le Plessis-Trévise, Le Pré-Saint-Gervais, Le Raincy, Les Lilas, Les Pavillons-Sous-Bois, Levallois-Perret, L'Hay-Les-Roses, L'Île-Saint-Denis, Limeil-Brévannes, Livry-Gargan, Maisons-Alfort, Malakoff, Mandres-Les-Roses, Marnes-La-Coquette, Marolles-En-Brie, Maudon, Montfermeil, Montreuil, Montrouge, Morangis, Nanterre, Neuilly-Plaisance, Neuilly-Sur-Marne, Neuilly-Sur-Seine, Nogent-Sur-Marne, Noissey, Noysey-Le-Grand, Noysey-Le-Sec, Orly, Ormesson-Sur-Marne, Pantin, Paray-Vieille-Poste, Périgny, Pierrefitte-Sur-Seine, Puteaux, Romainville, Roissy-Sous-Bois, Rueil-Malmaison, Rungis, Saint-Cloud, Saint-Denis, Saint-Mandé, Saint-Maur-Des-Fossés, Saint-Maurice, Saint-Ouen, Sartrouville, Savigny-Sur-Orge, Sceaux, Sevran, Sevres, Stains, Sucy-En-Brie, Suresnes, Thiais, Tremblay-En-France, Valenton, Vanves, Vaucluse, Vaujours, Villacresnes, Ville-D'Avray, Villejuif, Villemomble, Villeneuve-La-Garenne, Villeneuve-Le-Roi, Villeneuve-Saint-Georges, Villepinte, Villetaneuse, Villiers-Sur-Marne, Vincennes, Viry-Châtillon, Viry-Sur-Seine.

Le taux d'hébergement prévu ci-dessus est fixé dans tous les cas à 120 € pour les agents reconnus en qualité de travailleurs handicapés et en situation de mobilité réduite.

Hors France métropolitaine, l'agence prend directement en charge les frais d'hébergement. Les montants dépendant de l'offre hôtelière disponible, du pays d'organisation, du taux d'occupation, ... aucune limite ne peut être fixée a priori.

**Hôtel : être en mission intégralement entre 0 et 5h  
Montant réel limité à 70 €, 90 € dans les grandes villes et communes de la métropole du  
Grand Paris et 110 € dans la commune de Paris  
Hors France métropolitaine : pris en charge directement par l'agence**

By

## ANNEXE 3

### Les frais de transport

Doivent être remis impérativement au SMG :

- après utilisation, les justificatifs de transport (SNCF, avion, bateau, supplément, réservation, etc...), lorsqu'ils ne sont pas dématérialisés et les justificatifs d'échanges de titres de transports.
- en cas de non utilisation et dans les meilleurs délais tout titre de transport non dématérialisé.
- en cas d'annulation d'un déplacement lié à un titre de transport dématérialisé, un e-mail sera envoyé par l'agent dans les meilleurs délais et en tout état de cause avant le déplacement
- les bons de voyage valant avoirs, émis par les bornes automatiques ou les guichets SNCF ; en cas d'échanges de billets, si les nouveaux billets ont une valeur moindre que les billets initialement émis, la production de ces éléments est indispensable pour le remboursement de l'agence de l'Eau.

Doivent être remis impérativement au SRHF :

- les preuves d'échanges de billets (billets et tickets/bons de caisse) émis par les bornes automatiques ou les guichets SNCF si, en cas d'échanges de billets, les nouveaux billets ont une valeur supérieure à celle des billets initialement émis. En cas de non production de justificatif de paiement par les bornes, l'agent devra transmettre le billet définitif sur lequel est mentionné le nouveau prix ET le mail noreply@sncf.fr qui indique le prix initial. A défaut, l'agence ne pourra pas rembourser le supplément payé s'agissant de frais réels (et donc sur justificatif de paiement).
- les titres de transport achetés directement par les agents (train) doivent toujours être joints aux états de frais de déplacement. A défaut, les dépenses correspondantes effectuées par l'agent ne pourront pas être prises en compte

### Utilisation du véhicule personnel

L'agent est remboursé :

- sur la base du trajet réellement effectué selon une indemnité kilométrique en application de la réglementation en vigueur ;
- de ses frais, de péages ou de parking, sur présentation des pièces justificatives

### Les autres frais

#### Frais annexes : certains nécessitent une autorisation préalable

Sont pris en charge au niveau des frais réels sous réserve de fourniture des justificatifs les frais de :

- métro, RER, Tram, Bus, dispositifs de covoiturage ;
- parking (dans la limite de 5 jours consécutifs, lorsque les agents utilisant le train ou l'avion pour se rendre en mission pour les parcs de stationnement des gares et aéroports ; aucun frais de parking ne sera pris en charge pour les déplacements au départ de la gare de Douai) ;
- péage et carburant (si la carte fournie dans le véhicule administratif ne fonctionne pas)
- sous réserve d'avoir obtenu un accord préalable du chef du SRHF ou du secrétaire général (par messagerie électronique) :
  - taxi ;
  - location véhicule et carburant ;
  - excédent de bagages : frais afférents au transport de matériel technique ou de documents administratifs pour raisons de service ;
- pour les déplacements à l'étranger :
  - visa, passeport et taxes d'aéroport si réglées par l'agent ;
  - vaccins et traitements médicaux prophylactiques obligatoires.

Pour les missions à l'étranger dans le cadre de la coopération institutionnelle, des cadeaux peuvent être prévus pour remercier les hôtes de l'agence (dans la limite indicative de 150 €). A cette fin, le service coordinateur du déplacement indique le type de cadeau souhaité au service communication et information en respectant un délai de 2 jours pour des goodies disponibles et de 15 jours pour une commande spécifique (dans ce cas, le service communication et information est en charge des modalités d'achat). Aucun achat de cadeaux pris directement en charge par un agent ou un membre des instances ne sera remboursé par l'agence.

## ANNEXE 3

### Avance

Une avance sur le paiement des indemnités et des remboursements de frais peut être demandée dans des délais suffisants, auprès du SRHF. Elle est versée aux agents et membres des instances qui en font la demande au vu de la présentation d'un état de frais provisoire accompagné de l'ordre de mission, dans la limite de 75% de la dépense présumée.

La régularisation des avances doit intervenir, au plus tard, trois mois après le paiement des sommes avancées. Toute mission non effectuée ayant fait l'objet d'une avance devra faire l'objet d'un remboursement de la part de l'agent ou du membre d'une instance.

### Récapitulatif pour les frais à l'étranger

Les taux d'indemnités de mission à l'étranger sont déterminés selon les barèmes définis par l'arrêté du 3 juillet 2006 fixant les taux d'indemnités prévues à l'article 3 du décret 2006-781 du 3 juillet 2006.

L'indemnité est décomposée comme suit : 65 % pour la nuitée, 17,5 % pour le repas du midi et 17,5 % pour le repas du soir. Ainsi, l'indemnité est réduite de :

- 17,5 % si un repas est pris en charge ;
- 35 % si les deux repas sont pris en charge ;
- 65 % si la nuitée est prise en charge (ce qui est le cas si l'agence prend la nuitée en charge).

### ARTICLE 7

La présente décision d'établissement est applicable à compter de sa publication sur le site Intranet de l'agence. Elle abroge la décision d'établissement DE 2017 - 038 du 23 août 2017 relative aux règles applicables aux déplacements des membres des instances, des personnels de l'agence et des personnes qui interviennent pour le compte de l'établissement.

Elle est présentée pour information au conseil d'administration et au comité de bassin lors des réunions de ces instances suivant sa signature.

DOUAI, le 18 MARS 2019

Le directeur général

Bertrand GALTIER

**DELIBERATION N° 19-A-019 DU CONSEIL D'ADMINISTRATION DE  
L'AGENCE DE L'EAU ARTOIS-PICARDIE**

**TITRE : CONSEIL DE DEVELOPPEMENT DU GRAND PORT MARITIME DE  
DUNKERQUE : ELECTION DU REPRESENTANT AU TITRE DES  
PERSONNALITES QUALIFIEES**

**VISA :**

- Vu la charte de l'environnement promulguée par la loi constitutionnelle n°2005-205 du 1<sup>er</sup> mars 2005,
- Vu le code de l'environnement,
- Vu la Loi n° 2006-1772 du 30 décembre 2006 sur l'Eau et les Milieux Aquatiques (LEMA);
- Vu la Loi n°2016-1087 du 8 août 2016 pour la reconquête de la biodiversité, de la nature et des paysages,
- Vu le Décret n° 2007-980 du 15 mai 2007 relatif aux comités de bassin,
- Vu le Décret n°2014-722 du 27 juin 2014 relatif aux comités de bassin,
- Vu le Décret n°2017-951 du 10 mai 2017 relatif aux comités de bassin,
- Vu le Décret n° 2007-981 du 15 mai 2007 relatif aux agences de l'eau,
- Vu le Décret n°2017-1484 du 20 octobre 2017 relatif aux conseils d'administration des agences de l'eau,
- Vu le Décret n°2017-581 du 20 avril 2017 fixant la liste des représentants de l'Etat et de ses établissements publics aux conseils d'administration des agences de l'eau,
- Vu le Règlement Intérieur du Conseil d'Administration de l'Agence de l'Eau Artois-Picardie applicable au 5 juillet 2019,
- Vu le courrier du Préfet de Région Hauts de France du 12 avril 2019,
- Vu les articles R.5312-36 à R.5312-39 du Code des Transports,
- Vu la loi n°2016-816 du 20 juin 2016 pour l'économie bleue et son décret d'application n°2017-423 du 28 mars 2017,
- Vu le règlement intérieur du Conseil de Développement du Grand Port Maritime de Dunkerque en vigueur,
- Vu le rapport du Directeur Général présenté au point n° 2.2.1 (1) de l'ordre du jour du Conseil d'Administration du 5 juillet 2019, relatif à l'élection d'un représentant au titre des personnalités qualifiées du Conseil de Développement du Grand Port Maritime de Dunkerque,

**Le Conseil d'Administration de l'Agence de l'Eau Artois-Picardie décide :**

**Est désigné(e) pour siéger au Conseil de Développement du Grand Port Maritime de Dunkerque dans le collège des personnalités qualifiées :**

En fonction du scrutin suivant :

**Membres inscrits : 20**

**Membres présents : 17**

**Mandats : 2**

**Votants : 19**

**Blancs : 0**

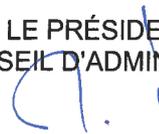
**Nuls : 0**

**Suffrages exprimés : 19**

- **Monsieur Jacques PATRIS**

174

LE PRÉSIDENT DU  
CONSEIL D'ADMINISTRATION

  
Michel LALANDE

Publié le  
**11 JUL. 2019**  
Sur le site internet de l'Agence

LE DIRECTEUR GÉNÉRAL DE  
L'AGENCE

  
Bertrand GALTIER

**DELIBERATION N° 19-A-020 DU CONSEIL D'ADMINISTRATION DE  
L'AGENCE DE L'EAU ARTOIS-PICARDIE**

**TITRE : APPEL À PROJETS : EXPÉRIMENTATION DE PAIEMENTS POUR SERVICES  
ENVIRONNEMENTAUX (PSE)**

**VISA :**

- Vu la Charte de l'Environnement promulguée par la Loi Constitutionnelle n° 2005-205 du 1er mars 2005,
- Vu le Code de l'Environnement,
- Vu la Loi n° 2006-1772 du 30 décembre 2006 sur l'Eau et les Milieux Aquatiques,
- Vu le Décret n° 2007-981 du 15 mai 2007 relatif aux Agences de l'Eau,
- Vu le Règlement Intérieur du Conseil d'Administration de l'Agence de l'Eau Artois-Picardie applicable au 5 juillet 2019,
- Vu le 11ème Programme d'Intervention 2019-2024 de l'Agence de l'Eau Artois-Picardie et la délibération n° 19-A-010 du Conseil d'Administration du 15 mars 2019 en portant approbation des modalités générales des interventions financières de l'Agence,
- Vu la délibération n° 18-A-046 du Conseil d'Administration du 5 octobre 2018 relative à la lutte contre les pollutions diffuses,
- Vu le rapport du Directeur Général présenté au point n° 3 (1) de l'ordre du jour du Conseil d'Administration du 5 juillet 2019,

**Le Conseil d'Administration de l'Agence de l'Eau Artois-Picardie décide :**

**ARTICLE 1 -**

De lancer un appel à projets sur l'Expérimentation de paiements pour services environnementaux (PSE) afin d'initier des démarches de construction de partenariats territoriaux pour la mise en œuvre de Paiements pour Services Environnementaux.

Pour cela il décide :

- De valider les orientations et objectifs repris dans le règlement d'appel à projets ;
- De déroger aux modalités d'aides inscrites dans les délibérations susvisées en portant le taux de financement des études à 80% ;
- De déroger à l'objet des opérations, aux conditions d'éligibilité, aux critères de priorité et aux bénéficiaires de la délibération n°18-A-046 lutte contre les pollutions diffuses.

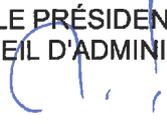
**ARTICLE 2 -**

D'autoriser le Directeur Général de l'Agence de l'Eau à finaliser le règlement de l'appel à projets du bassin Artois-Picardie sur l'Expérimentation de paiements pour services environnementaux (PSE).

**ARTICLE 3 -**

Le montant des participations financières est imputé sur la ligne de programme 1184 dans la limite d'un montant maximal de 600 000 €.

LE PRÉSIDENT DU  
CONSEIL D'ADMINISTRATION

  
Michel LALANDE

LE DIRECTEUR GÉNÉRAL DE  
L'AGENCE

  
Bertrand GALTIER

Publié le  
11 JUL. 2019  
Sur le site internet de l'Agence

# Appel à projets 2019

## Expérimentation de paiements pour services environnementaux (PSE)

### Agence de l'Eau Artois-Picardie

#### RÈGLEMENT

Date de lancement de l'appel à projets : 15 juillet 2019

Date limite de réception des candidatures : 30 Novembre 2019

Envoi des dossiers exclusivement sous format électronique à l'adresse : [demandepf@eau-artois-picardie.fr](mailto:demandepf@eau-artois-picardie.fr)

NB : cette adresse pourra évoluer en cours d'année et être remplacée par dépôt sur le portail Téléservices

#### 1. Contexte de l'appel à projets

Le Ministre de la Transition Ecologique et Solidaire a présenté le 4 juillet 2018 un « Plan biodiversité » motivé par le constat d'urgence devant l'effondrement extrêmement rapide de la biodiversité. Ce constat concerne en particulier les espaces structurés et gérés par l'activité agricole.

Ce plan comporte une mesure (n°24) prévoyant la mise en place de « paiements pour service environnementaux » (PSE) rendus par l'activité agricole, sur la base d'une enveloppe budgétaire de 150 M€, à mobiliser d'ici 2021 par les Agences de l'eau dans le cadre de leurs 11<sup>ème</sup> programmes d'intervention.

Dans ce contexte, le ministère a engagé une demande de notification d'aides agricoles auprès de la Commission Européenne, pour la mise en place de paiement pour services environnementaux.

Le Comité de Bassin Artois Picardie, réuni le 7 décembre 2018 et s'appuyant sur les contributions du Séminaire organisé le 3 décembre 2018 dans le cadre des Assises de l'eau, a invité l'Agence de l'eau à lancer un appel à projet s'inscrivant dans le cadre de la mesure 24 du plan biodiversité.

## **2. Contenu de l'appel à projets**

### **a) Motivation, objectifs et avantages attendus des actions du présent appel à projets**

**Les motivations et objectifs du présent appel à projets sont les suivants :**

- Bâtir le plus rapidement possible et préparer la mise en œuvre d'outils d'actions opérationnels suffisamment attractifs parce que répondant aux attentes des acteurs concernés (agriculteurs, collectivités locales), afin d'engager des opérations territorialisées de préservation et de reconquête de la biodiversité et de la qualité des ressources en eau ;
- tester l'intérêt de la logique de rémunération de services environnementaux en comparaison avec les autres dispositifs existants et au regard de critères d'évaluation des politiques (efficacité pour l'atteinte des objectifs environnementaux, efficience dans l'utilisation des fonds consacrés) ;

Il est précisé que dans le cadre du présent appel à projets, sont considérés comme des services environnementaux des actions ou des modes de gestion assurés par des acteurs qui améliorent l'état de l'environnement en contribuant à optimiser le fonctionnement des écosystèmes, et ainsi augmenter les services écosystémiques qu'ils rendent.

Les paiements pour services environnementaux visent à reconnaître et rémunérer les services environnementaux produits par les agriculteurs au travers des choix qu'ils opèrent pour orienter leurs systèmes de production, et des interventions qu'ils font pour gérer les structures paysagères dans lesquels ces systèmes s'insèrent.

Ces services environnementaux sont très diversifiés. Ils peuvent contribuer à la préservation de la biodiversité, la protection des pollinisateurs, la protection de la ressource en eau, la protection des sols (biodiversité, stockage de carbone ...).

Il est précisé que la notion de PSE ne peut avoir de sens que si elle est définie par une obtention de résultats environnementaux.

L'attribution d'une valeur au service environnementaux traduit l'existence d'un compromis entre ce qu'un financeur est prêt à payer pour atteindre un résultat environnemental et ce qu'un agriculteur est prêt à faire pour le montant qui lui est proposé.

**Afin d'initier cette démarche et la construction de partenariats territoriaux pour la mise en œuvre de Paiements pour Services Environnementaux, il est proposé sur 2019 un plan de financement exceptionnel.**

### **b) Type de projets attendus**

Les projets attendus dans le cadre du présent appel à projets sont :

1. des projets portés par des personnes publiques ayant pour objet de mettre en place des mesures de paiements de service environnementaux financés dans le cadre de la mesure 24 par l'Agence de l'Eau.

Il s'agit en pratique de définir sur les territoires présentés :

- a) un projet de territoire affichant une ambition, celle-ci pouvant être chiffrée ;
- b) un cadre de rémunération et ses modalités de détermination conformément aux principes du dispositif d'aide d'Etat porté par le Ministère de la Transition Ecologique et Solidaire (MTES) en cours de notification ;
- c) les besoins en personnel/matériel/logiciel nécessaire pour la mise en place d'une organisation mettant en œuvre les activités suivantes :
  - animation territoriale et accompagnement des agriculteurs pour leur engagement dans la démarche ;
  - instruction des dossiers individuels d'agriculteurs ;
  - mise en paiement ;
  - Contrôle ;
  - Evaluation du dispositif ;
  - Communication afin de partager au niveau du bassin leur expérience.

Il est exclu que l'agence de l'eau puisse assurer la gestion en instruction et/ou paiement des dossiers individuels des agriculteurs.

Par conséquent, les collectivités porteuses du projet devront proposer dans leur étude un ou plusieurs modes d'organisation permettant d'assurer les missions. une option dans laquelle elles assurent les missions 1 à 3 devra être étudiée.

Dans le cadre de ces projets présentés, l'étude d'une option alternative de paiement pour services environnementaux, financé en tout ou partie par l'agence mais s'appuyant sur un autre dispositif que celui porté par le MTES est possible.

2. Des projets portés par des personnes privées ayant pour objet de mettre en place des mesures de paiement de services environnementaux avec financement hors aides d'Etat.

Il s'agit d'études de faisabilité.

Il s'agit en pratique de définir sur un territoire :

- a) un projet de territoire affichant une ambition, celle-ci pouvant être chiffrée ;
- b) un cadre de rémunération et ses modalités de détermination. Ce cadre ne doit pas reposer sur des aides d'Etat ;
- c) Les besoins en personnel/matériel/logiciel nécessaire à la mise en place d'une organisation permettant la mise en œuvre du dispositif à créer ainsi que son évaluation et la communication afin de partager au niveau du bassin leur expérience.

### **3. Porteurs de projets éligibles**

Les projets de PSE qui mobiliseront des fonds publics seront portés par des personnes publiques.

Les projets de PSE qui mobiliseront des fonds privés seront portés par des personnes privées.

#### **4. Critères d'éligibilité**

Le dossier devra être remis dans les délais, complet et au format demandé.  
Toute opération démarrée avant le dépôt du dossier ne pourra être prise en compte.

#### **5. Modalités d'aide**

Dans le cadre de cet appel à projets, le taux d'aide de l'Agence est de 80% sur les dépenses éligibles.

L'enveloppe prévue pour cet appel à projets est de 600 000 euros.

Les dépenses susceptibles d'être prises en comptes sont :  
Les couts des études

Sont pris en compte les couts des prestations ou couts des actions réalisées en régie sur la base d'un cout moyen journée et de frais directs.

Le cout moyens journée est plafonné à 500€/jour.

Le cout moyen jour intègre les dépenses salariales et les charges sur salaire. Les autres frais de fonctionnement susceptibles d'être intégrés au cout moyen jour sont strictement liés à l'activité financée, à l'exclusion de toute autre charge de structure propre à l'établissement du maître d'ouvrage.

Le montant de la participation financière sur les dépenses de communication est plafonné à 20 000 euros.

#### **6. Modalités de candidature et dépôt des dossiers**

Le dépôt des dossiers est ouvert du 15 juillet 2019 au 30 novembre 2019.

Le dossier de demande d'aide sera établi OBLIGATOIREMENT par voie dématérialisée.

L'ensemble des documents (fichier Excel\* téléchargé et complété et documents annexes) devant être zippé en une seule pièce jointe et envoyé à :  
demandepf@eau-artois-picardie.fr

Documents à télécharger et renseignements sur  
<http://www.eau-artois-picardie.fr>

#### **Contenu des dossiers de candidature**

Le dossier de candidature comprendra :

- Une présentation du territoire sur lequel le porteur de projet propose de travailler à la mise en place d'un PSE.

Cette présentation devra intégrer une présentation du territoire et du contexte agricole ainsi que des enjeux environnementaux et agricoles du territoire. Une présentation des démarches déjà engagées sur le territoire et une analyse de leurs forces et faiblesse sera attendue.

- Des précisions sur ce qui motive le candidat à répondre à cet appel à projets et ce qui lui fait penser que le PSE est un outil pertinent à mettre en place (intérêt de cet outil pour le territoire, facteurs qui lui permet de dire que ce sera un succès sur son territoire...).
- Une présentation des attentes du PSE envisagé et des objectifs qui seraient poursuivis. La présentation de la construction de ces objectifs serait un plus. La proposition d'indicateurs serait bienvenue avec une explication de leur choix.
- La description du partenariat envisagé pour l'élaboration du projet de PSE.
- La description du dispositif qui sera mis en place afin de définir avec les acteurs concernés comment le PSE sera mis en œuvre (méthodologie employée, cahier des charges des études, moyens d'animation et de communication mis en œuvre, les acteurs qui seront associés, le planning, le budget prévisionnel, le détail des couts journée le cas échéant, le plan de financement).

## **7. Critères de sélection des projets**

Les projets seront sélectionnés sur la base des critères ci-dessous :

### Enjeux de territoires

#### Sont prioritaires les :

- a) Projets situés en tout ou partie sur une aire d'alimentation de captage faisant l'objet d'une Opération de Reconquête de la Qualité de l'Eau (ORQUE) ;
- b) Projets situés en tout ou partie sur un territoire où le maintien des prairies est un enjeu. Sont ciblés notamment les territoires du Programme de Maintien de l'Agriculture en Zone Humide (PMAZH) ;
- c) Les projets situés sur des territoires sur lesquels l'érosion des sols a un impact démontré sur la qualité de l'eau.

Les projets relevant d'autres territoires situés en zone à enjeu eau sont éligible mais non prioritaires

#### Les projets présentant les caractéristiques suivantes seront prioritaires :

- a) Les projets s'appuyant sur une ou plusieurs démarches partenariales réussies.
- b) Les projets situés sur un territoire sur lequel existe une dynamique agricole – des habitudes de travail en commun des agriculteurs.
- c) Les projets de territoires sur lesquels existe une caractérisation de l'agriculture et des pratiques agricoles, des connaissances en écologie et la définition des enjeux.
- d) Les projets multi-partenariaux dont les objectifs partagés sont définis.

Dans l'hypothèse où le nombre de projets déposés dépasserait le montant de l'enveloppe autorisé pour cet appel à projet, l'Agence classera les projets en fonction des critères précités et retiendra les projets les mieux classés par type de territoire prioritaire en veillant

à ce que soient retenus des projets couvrants le champs de plus large possible des enjeux (ressource en eau souterraine, ressource en eau superficielle, biodiversité).

#### **8. conventionnement**

Les projets retenus feront l'objet d'une convention de financement conclue entre l'Agence de l'eau Artois-Picardie représentée par son Directeur Général, et le représentant légal du maître d'ouvrage.

Cette convention détaillera les conditions générales liant le maître d'ouvrage à l'Agence de l'eau Artois-Picardie, ainsi que les conditions particulières liées aux actions financées.

Par la signature de la convention, le porteur de projets s'engage à mettre en œuvre le projet et à respecter les obligations particulières définies par l'Agence de l'Eau Artois-Picardie.

#### **9. Contacts pour tous renseignements complémentaires**

Service Expertise Ressource en Eau et Agriculture :

Nolwenn Thepaut – 03 27 99 90 86 – [n.thepaut@eau-artois-picardie.fr](mailto:n.thepaut@eau-artois-picardie.fr)

Cécile Gallian – 03 27 99 90 9062 – [c.gallian@eau-artois-picardie.fr](mailto:c.gallian@eau-artois-picardie.fr)

## DELIBERATION N° 19-A-021 DU CONSEIL D'ADMINISTRATION DE L'AGENCE DE L'EAU ARTOIS-PICARDIE

**TITRE : APPEL À PROJETS : " EAU ET BIODIVERSITÉ EN MILIEU URBANISÉ "**

**VISA :**

- Vu la Charte de l'Environnement promulguée par la Loi Constitutionnelle n° 2005-205 du 1er mars 2005,
- Vu le Code de l'Environnement,
- Vu la Loi n° 2006-1772 du 30 décembre 2006 sur l'Eau et les Milieux Aquatiques,
- Vu le Décret n° 2007-981 du 15 mai 2007 relatif aux Agences de l'Eau,
- Vu le Règlement Intérieur du Conseil d'Administration de l'Agence de l'Eau Artois-Picardie applicable au 5 juillet 2019,
- Vu le 11ème Programme d'Intervention 2019-2024 de l'Agence de l'Eau Artois-Picardie et la délibération n° 19-A-010 du Conseil d'Administration du 15 mars 2019 en portant approbation des modalités générales des interventions financières de l'Agence,
- Vu la délibération n° 18-A-048 du Conseil d'Administration du 5 octobre 2018 relative à la restauration et gestion des milieux naturels et du littoral,
- Vu la délibération n° 18-A-043 du Conseil d'Administration du 5 octobre 2018 relative à la lutte contre la pollution des activités économiques hors agricoles,
- Vu le rapport du Directeur Général présenté au point n° 3 (2) de l'ordre du jour du Conseil d'Administration du 5 juillet 2019,

**Le Conseil d'Administration de l'Agence de l'Eau Artois-Picardie décide :**

**ARTICLE 1 -**

De lancer un appel à projets sur l'eau et la nature en ville afin de promouvoir des aménagements conciliant les enjeux relatifs à l'eau, la biodiversité et la prise en compte du changement climatique dans une approche intégrée.

Pour cela il décide :

- De valider les orientations et objectifs repris dans le règlement d'appel à projets ;
- De déroger aux modalités d'aides inscrites dans les délibérations susvisées en portant le taux de financement des études et travaux à S70%, maximum, sous réserve de la réglementation européenne sur les aides d'Etat ;
- De déroger aux dispositions de la délibération n° 18-A-048 susvisée relatives aux conditions d'éligibilité, aux critères de priorité des opérations et aux types d'opérations aidées ;
- De déroger aux dispositions de la délibération n° 18-A-043 susvisée relatives à la partie 2 « conditions générales d'attribution des subventions et des concours financiers », articles 1 à 9.

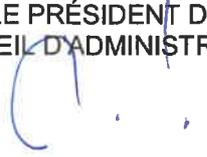
**ARTICLE 2 -**

D'autoriser le Directeur Général de l'Agence de l'Eau à finaliser le règlement de l'appel à projets, puis à engager le présent appel à projets du bassin Artois-Picardie sur l'eau et la nature en ville.

**ARTICLE 3 -**

Le montant des participations financières est imputé sur la ligne de programme 124 ou 113 (selon les bénéficiaires) dans la limite d'un montant maximal de 2 000 000 € et à hauteur d'un montant maximal de 100 000 € d'aide de l'Agence par projet.

LE PRÉSIDENT DU  
CONSEIL D'ADMINISTRATION

  
Michel LALANDE

Publié le  
**11 JUL. 2019**  
Sur le site internet de l'Agence

LE DIRECTEUR GÉNÉRAL DE  
L'AGENCE

  
Bertrand GALTIER

# **Appel à projets 2019-2020**

## **Eau et Biodiversité en milieu urbanisé**

### **Agence de l'Eau Artois Picardie**

#### **1) Contexte de l'appel à projets**

En Europe et en France, des politiques environnementales ambitieuses émergent et intègrent les enjeux de préservation des ressources naturelles et de promotion de la biodiversité dans les espaces urbanisés.

Une nouvelle génération de projets d'aménagements ambitionne de concilier ces enjeux en améliorant le bien-être des habitants de façon durable, en intégrant parmi ces enjeux et dans une démarche intégrée, les problématiques associées à l'eau et au changement climatique dans ces espaces urbanisés.

Le Plan National « Biodiversité » (2018) affiche notamment dans ses objectifs de développer la nature en ville et d'offrir à chaque citoyen un accès à la nature, à travers le cofinancement d'opérations innovantes de renaturation, de solutions fondées sur la nature et de projets innovants et démonstrateurs en matière de désartificialisation de sites dégradés.

Enfin, la contribution du bassin Artois-Picardie à la deuxième phase des « Assises de l'Eau », a identifié lors du séminaire organisé le 3 décembre 2018, parmi les 3 actions phares, celle relative à « l'Eau et la biodiversité en milieu urbanisé ».

C'est l'objet du présent appel à projets d'intégrer ces enjeux de « solutions fondées sur la nature » en milieu urbanisé.

#### **2) Contenu de l'appel à projets**

**Afin de promouvoir des aménagements alliant les enjeux « eau », « biodiversité » et « prise en compte du changement climatique » en ville, il est proposé de lancer sur 2019-2020 un plan de financement exceptionnel de travaux, en zones urbanisées existantes, permettant :**

- la création d'espaces naturels favorisant la protection de la faune et le développement des espèces,
- la requalification de friches urbaines ou anciens sites industriels en espaces de nature,
- Le développement de la « trame bleue » en ville intégrant les enjeux d'une « trame verte » générant des « îlots de fraîcheur » qui contribuent à la régulation des températures lors d'évènements caniculaires et perçus, tout au long de l'année, comme des « îlots de bien-être » pour les citoyens,
- la restauration d'espaces de biodiversité.

### **Porteurs de projets éligibles**

Les financements sont ouverts aux collectivités territoriales et leurs délégataires, aux bailleurs, aux aménageurs et aux établissements publics.

### **Projets éligibles**

L'appel à projets cible uniquement les travaux, y compris les missions de maîtrise d'œuvre associées, contribuant à la préservation ou la restauration de la biodiversité en ville.

Le dossier devra être remis complet dans les délais et au format demandé.

Toute opération démarrée avant le dépôt du dossier ne pourra être prise en compte.

Sont exclus des financements visés par le présent appel à projets, ceux qui relèvent des délibérations du 11ème Programme :

- les opérations de lutte contre le ruissellement d'origine agricole,
- les travaux de gestion des eaux pluviales urbaines au sens strict, s'ils ne présentent pas un volet significatif « biodiversité »,
- les travaux d'aménagement dans le cadre des Zones d'Expansion de Crue ou de ralentissement dynamique des crues en lit majeur.

Pour rappel, ne sont pas éligibles aux aides de l'Agence,

- les mesures compensatoires, ou les actions correspondant uniquement au respect de la réglementation,
- les opérations de dépollution des sites et sols pollués,
- les opérations relatives à une urbanisation nouvelle.

**La sélection des dossiers se fera dans l'ordre des priorités et selon les enveloppes disponibles, repris ci-dessous.**

### **Dépenses éligibles**

- Les investissements en faveur de la préservation de la biodiversité en ville,
- Les missions de maîtrise d'œuvre,
- Le fonctionnement internalisé relatif au suivi des travaux (établi sur la base d'un coût journalier, dans le cadre de l'ingénierie du projet, plafonné à 500 €/ j et établi conformément au document type visé dans les pièces identifiées dans les modalités de candidature et de dépôt des dossiers).

### 3) Modalités d'aide

Dans le cadre de cet appel à projets, le taux d'aide de l'Agence est au maximum de 70% sur les dépenses éligibles, dans la limite d'un plafond maximal d'aide de l'Agence de 100 k€ par projet et sous réserve du respect de la réglementation européenne sur les aides d'Etat.

L'enveloppe prévue pour cet appel à projets est de 2 M d'euros.

Pour les collectivités, les opérations visées ciblent explicitement et donc de manière dérogatoire la priorité 2 D « habitat urbain » de la délibération en vigueur sur la restauration et la gestion des milieux naturels et du littoral.

Les porteurs de projet pourront utilement se rapprocher de la Région Hauts-de-France, de la DREAL et de l'ADEME pour la complétude de leur plan de financement.

#### Examen des candidatures, budget affecté et priorités

Les dossiers feront l'objet d'une instruction par les services de l'Agence.

L'Agence pourra consulter la DREAL, la Région, l'ADEME et l'AFB afin de s'assurer de l'absence de redondance des projets soumis, de la cohérence des actions tant sur le plan financier que sur le plan de la politique biodiversité, et d'identifier les projets répondant efficacement aux objectifs de gestion des milieux aquatiques, de la ressource en eau et de la biodiversité en ville.

#### Priorités

Les projets soumis seront classés par priorité afin de respecter l'enveloppe financière allouée.

Les priorités pour élaborer ce classement sont :

- **P1 : travaux de restauration de la biodiversité dans des espaces imperméabilisés et projets démontrant une additionnalité en terme de restauration de corridors écologiques en ville,**
- **P2 : travaux de restauration de friches urbaines non imperméabilisées,**
- **P3 : travaux d'amélioration des fonctionnalités écologiques d'espaces naturels existants en milieu urbanisé.**

À l'intérieur de chacune des priorités, les dossiers présentés à une échelle de territoires homogène, soit du point de vue des trames écologiques identifiées à l'échelle régionale notamment de la trame verte et bleue régionale (corridors, cœur de nature, bassin versant) ou de sa déclinaison locale, soit au sein de territoires pertinents (SCOT, PNR, intercommunalité, ...) seront prioritaires. Néanmoins, les projets ponctuels restent éligibles à la présente initiative en fonction de l'enveloppe budgétaire.

Les dossiers feront l'objet d'une convention de financement conclue entre l'Agence de l'Eau Artois-Picardie représentée par son Directeur Général, et le représentant légal du maître d'ouvrage. Cette convention détaillera les conditions générales liant le maître d'ouvrage à l'Agence de l'Eau Artois-Picardie, ainsi que les conditions particulières liées aux actions financées.

PROJET

#### 4) Modalités de candidature et dépôt des dossiers

**Le dépôt des dossiers est ouvert du 1er Septembre 2019 au 31 Janvier 2020. Toute demande reçue postérieurement à cette date sera considérée comme non éligible.**

Les dossiers de demande d'aide devront parvenir à l'Agence de l'Eau Artois-Picardie, sous format papier, avant le 31 janvier 2020 minuit, à l'adresse suivante :

Agence de l'Eau Artois-Picardie  
« Appel à projets Eau et Biodiversité en milieu urbanisé »  
200 rue Marceline  
Centre tertiaire de l'Arsenal  
BP 80818 – 59508 DOUAI CEDEX

Le dossier de candidature sera constitué de

##### **1. une demande de participation financière,**

La demande est un courrier signé du Maître d'Ouvrage adressé au directeur de l'Agence de l'Eau qui reprend les éléments essentiels de la demande.

##### **2. un dossier administratif comportant des informations d'ordre général :**

- la présentation du maître d'ouvrage : nom, acronyme, raison sociale, adresses postale et internet, nom du président/directeur, domaine d'activités habituelles, moyens humains,
- le nom, la qualité et les coordonnées de la personne chargée du dossier,
- l'attestation de récupération ou de non récupération de la TVA,
- le N° de SIRET et le RIB,
- la délibération du Maître d'Ouvrage, personne morale,
- l'attestation de non commencement de l'opération.

##### **3. un dossier technique présentant le projet et intégrant les aspects financiers.**

- l'intitulé des travaux,
- la stratégie biodiversité et adaptation au changement climatique existante sur le territoire,
- la justification des travaux : études préalables et conclusions,
- la description des travaux : nature et objectifs des travaux,
- si les travaux sont externalisés, les résultats de la consultation des prestataires (devis, marché, etc...),
- le plan de situation (carte à fournir) : localisation, superficie et/ou linéaire concernés, bassin versant, domaine privé ou public,
- l'encadrement, le suivi et la validation des travaux,
- les procédures mises en place, si nécessaire : selon les cas de figure, Loi sur l'eau (autorisation ou déclaration), Loi Pêche, Déclaration d'Intérêt Général, avis des fédérations de Pêche et de Protection des milieux aquatiques ou autres avis. Indiquer le degré d'avancement de la procédure : passé en Conseil Départemental d'Evaluation des Risques Sanitaires et Technologiques, arrêté préfectoral pris, récépissé dépôt de dossier à la MISE, bureau d'études mandaté, ...

## 5) Contacts pour tous renseignements complémentaires

Au siège de l'Agence de l'Eau Artois – Picardie, Service « Milieux Aquatiques et Maîtrise d'Ouvrage », 03 27 99 90 00

et auprès de vos correspondants au sein des missions territoriales :

Mission Mer du Nord : Jean-Philippe KARPINSKI - Tél : 03.27.99.90.63 – [jp.karpinski@eau-artois-picardie.fr](mailto:jp.karpinski@eau-artois-picardie.fr)

Mission Littoral : Ludovic LEMAIRE - Tél : 03.21.30.95.75 – [l.lemaire@eau-artois-picardie.fr](mailto:l.lemaire@eau-artois-picardie.fr)

Mission Picardie : François BLIN - Tél : 03.22.91.94.88 – [f.blin@eau-artois-picardie.fr](mailto:f.blin@eau-artois-picardie.fr)

PROJET

**DELIBERATION N° 19-A-022 DU CONSEIL D'ADMINISTRATION DE  
L'AGENCE DE L'EAU ARTOIS-PICARDIE**

**TITRE : APPEL À PROJETS SUR LA SÉCURISATION DE L'ALIMENTATION EN EAU  
POTABLE**

**VISA :**

- Vu la Charte de l'Environnement promulguée par la Loi Constitutionnelle n° 2005-205 du 1er mars 2005,
- Vu le Code de l'Environnement,
- Vu la Loi n° 2006-1772 du 30 décembre 2006 sur l'Eau et les Milieux Aquatiques,
- Vu le Décret n° 2007-981 du 15 mai 2007 relatif aux Agences de l'Eau,
- Vu le Règlement Intérieur du Conseil d'Administration de l'Agence de l'Eau Artois-Picardie applicable au 5 juillet 2019,
- Vu le 11ème Programme d'Intervention 2019-2024 de l'Agence de l'Eau Artois-Picardie et la délibération n° 19-A-010 du Conseil d'Administration du 15 mars 2019 en portant approbation des modalités générales des interventions financières de l'Agence,
- Vu la délibération n° 18-A-047 du Conseil d'Administration du 5 octobre 2018 relative à la protection de la ressource en eau et alimentation en eau potable,
- Vu le rapport du Directeur Général présenté au point n° 3 (3) de l'ordre du jour du Conseil d'Administration du 5 juillet 2019,

**Le Conseil d'Administration de l'Agence de l'Eau Artois-Picardie décide :**

**ARTICLE 1 -**

De lancer un appel à projets sur la sécurisation des installations d'eau potable et de l'alimentation en eau potable afin d'inciter les collectivités à établir des Plans de Gestion de la Sécurité Sanitaire des Eaux (PGSSE) et réaliser les travaux nécessaires identifiés dans ces études.

Pour cela il décide :

- De valider les orientations et objectifs repris dans le règlement d'appel à projets ;
- De déroger aux modalités d'aides inscrites dans les délibérations susvisées en portant le taux de financement des études et travaux à 570% ;
- De déroger aux dispositions relatives à la nature, aux types d'opérations aidées, aux conditions d'éligibilité de la délibération n° 18-A-047 Protection de la ressource en eau et alimentation en eau potable.

**ARTICLE 2 -**

D'autoriser le Directeur Général de l'Agence de l'Eau à finaliser le règlement de l'appel à projets du bassin Artois-Picardie sur la sécurisation de l'alimentation en eau potable.

**ARTICLE 3 -**

Le montant des participations financières est imputé sur la ligne de programme 125 dans la limite d'un montant maximal de 2 000 000 €.

LE PRÉSIDENT DU  
CONSEIL D'ADMINISTRATION

  
Michel LALANDE

Publié le  
**11 JUL. 2019**  
Sur le site internet de l'Agence

LE DIRECTEUR GÉNÉRAL DE  
L'AGENCE

  
Bertrand GALTIER

# **Appel à projets 2019**

## **Sécurité de l'alimentation en eau potable**

### **Agence de l'Eau Artois Picardie**

Date de lancement de l'appel à projets : **1er Septembre 2019**

Date limite de réception des candidatures : **31 Janvier 2020**

Envoi des candidatures par courrier :

Agence de l'Eau Artois Picardie  
Appel à projets « Sécurité de l'alimentation en eau potable »  
200 rue Marceline  
BP 80818  
59508 DOUAI cedex

#### **Contexte de l'appel à projets**

Le maintien de la satisfaction des besoins prioritaires en eau de la population lors des situations de crise est une obligation pour tous les exploitants d'un service de distribution d'eau pour la consommation humaine.

La sécurité de l'alimentation en eau potable vise à en assurer la disponibilité, tant en volume qu'en qualité. Les obligations de sécurité sont notamment fixées dans le code de la santé publique et le code de la sécurité intérieure via les textes suivants :

- **L'article L.1321-1 du code de la santé publique** indique que « Toute personne qui offre au public de l'eau en vue de l'alimentation humaine, à titre onéreux ou à titre gracieux et sous quelque forme que ce soit, y compris la glace alimentaire, est tenue de s'assurer que cette eau est propre à la consommation » ;
- **L'article R.1321-23 du code de la santé publique** précise que « Pour les installations de production et les unités de distribution desservant une population de plus de 10.000 habitants, la personne responsable de la production ou de la distribution d'eau réalise régulièrement une étude caractérisant la vulnérabilité de ses installations de production et de distribution d'eau vis-à-vis des actes de malveillance et la transmet au préfet, selon des modalités fixées par un arrêté des ministres chargés de la santé et de l'environnement »
- **L'article L. 732-1 du code de la sécurité intérieure** dispose que « Les exploitants d'un service, destiné au public, d'assainissement, de production ou de distribution d'eau pour la consommation humaine, d'électricité ou de gaz, ainsi que les opérateurs de communications électroniques ouverts au public prévoient les mesures nécessaires au maintien de la satisfaction des besoins prioritaires de la population lors des situations de crise »

- L'application du **plan VIGIPIRATE** prévoit que les mesures à mettre en œuvre en matière de prévention et de protection des systèmes d'alimentation en eau destinée à la consommation humaine sont communiquées aux responsables de la production et de la distribution

Ces obligations ont été rappelées dans une note d'information de la Direction Générale de la Santé en date du 9 janvier 2018 à destination des Agences Régionales de Santé et des préfetures de Région et de Département. Il y est notamment indiqué que dans le cadre de la révision de la directive eau potable, des Plans de Gestion de la Sécurité Sanitaire des Eaux (PGSSE) pourraient être rendus obligatoires pour les Personnes Responsables de la Production et de la Distribution d'Eau (PRPDE).

La mise en place des PGSSE est une action prioritaire du 3ème Plan Régional Santé Environnement 2017-2021 des Hauts de France adopté en juin 2018.

Le PGSSE est une démarche globale qui intègre à la fois des éléments organisationnels liés à la production et la distribution d'eau et à l'organisation du service, et un plan de secours définissant pour chaque type de risque les modalités de sécurisation : sécheresse, inondation, panne électrique, acte de malveillance...

Les moyens à mettre en œuvre pour assurer ces objectifs sont d'une part la protection physique des points d'eau, usines, conduites, réservoirs... ainsi que leur surveillance. Il inclut aussi les études patrimoniales des installations et études sur la pollution et la protection de la ressource.

### **Contenu de l'appel à projets**

Le 11è programme (2019-2024), comme les précédents, prévoit des aides financières de l'Agence de l'eau Artois Picardie pour la mise en œuvre de la protection réglementaire de la ressource en eau par le biais des périmètres de protection des captages d'eau potable.

En complément, afin de renforcer ces aspects de sécurisation et d'accompagner les collectivités afin qu'elles engagent dès maintenant leurs démarches liées aux PGSSE et à l'amélioration de la sécurisation, il est proposé de lancer en 2019 un plan de financement exceptionnel des études et travaux liés à cette thématique.

Sont éligibles les actions suivantes :

- **Etudes de vulnérabilité des systèmes de production et distribution d'eau vis-à-vis des actes de malveillance, des défaillances techniques ou de la ressource (sécheresse, pollution...)**
- **Elaboration de plans de secours vis-à-vis de ces risques,**
- **Mise en œuvre des travaux de sécurisation identifiés par ces études (anti intrusion, surveillance vidéo, alarmes, clôtures, générateurs de secours, pompes supplémentaires, réserves d'eau, vannes de sectionnement, ...)**

Sont exclus de cet appel à projets :

- les travaux de sécurisation par interconnexion, les travaux de remplacement des canalisations et branchements, les travaux de mise en conformité prescrits par la déclaration d'utilité publique ou suite à une demande des services de l'Agence Régionale de Santé qui relèvent de la délibération classique relative à l'eau potable
- les opérations de renouvellement à l'identique d'équipements existants et les opérations de maintenance et d'entretien,

## **Bibliographie**

Afin d'aider le candidat dans la mise en œuvre de ces démarches, on trouve ci-dessous les références des guides techniques existants et de publications sur leur mise en application.

→ **Le guide technique « Les systèmes d'alimentation en eau potable – Evaluer leur vulnérabilité**

[https://solidarites-sante.gouv.fr/IMG/pdf/guide\\_evaluation.pdf](https://solidarites-sante.gouv.fr/IMG/pdf/guide_evaluation.pdf)

Ce guide conçu et réalisé par des experts réunis par le ministère chargé de la santé est un outil d'aide à l'évaluation de la vulnérabilité des systèmes d'alimentation en eau potable du captage jusqu'au point de délivrance de l'eau à l'abonné (branchement des immeubles). Il propose des outils adaptés à la taille des unités de distribution d'eau, en prenant en compte les spécificités de chacune d'elles, tant en termes d'organisation de la production et de la distribution que de moyens disponibles. Il doit permettre aux personnes responsables de la production et/ou de la distribution d'eau, à partir des résultats de cette évaluation, d'améliorer la sécurité des systèmes d'alimentation en eau potable.

→ **Le guide « Protection physique des installations d'eau potable vis à vis des actes de malveillance » réalisé par l'ARS Basse Normandie PROTECTION PHYSIQUE DES INSTALLATIONS D'EAU POTABLE VIS-À-VIS DES ACTES DE MALVEILLANCE**

<https://www.normandie.ars.sante.fr/sites/default/files/2017-01/La%20protection%20physique%20des%20installations%20d%27eau%20potable%20%28juillet%202015%29.pdf>

→ **Un exemple d'application du guide sur un syndicat d'eau :**

[https://www.oieau.org/eaudoc/system/files/documents/45/225668/225668\\_doc.pdf](https://www.oieau.org/eaudoc/system/files/documents/45/225668/225668_doc.pdf)

## **Porteurs de projets éligibles**

Les projets doivent être présentés par les collectivités territoriales ou leurs délégataires (communes et leurs groupements, syndicats) ayant la compétence production et distribution d'eau potable.

Pour les études, le projet peut être présenté par un Etablissement Public de Coopération Intercommunale à fiscalité propre, notamment si il est pressenti pour reprendre la compétence eau potable dans le cadre de la loi NOTRe.

## **Critères d'éligibilité**

Les critères d'éligibilité de la délibération relative à l'eau potable (18-047 du CA du 5 Octobre 2018) devront être respectés à l'exception de celui relatif à la programmation de l'opération dans un Programme Concerté sur l'Eau (PCE).

Pour le critère protection de la ressource, si l'indice de protection de la ressource est inférieur à 60, le dossier pourra être examiné afin de déterminer s'il contribue à la sécurisation de l'alimentation mais sera placé en dernier niveau de priorité.

## **Critères de sélection et de priorisation des projets**

Toute opération de travaux devra être justifiée par une étude préalable de vulnérabilité réalisée en reprenant les méthodologies développées dans les guides nationaux.

Afin d'aider les collectivités ayant réalisé a minima la protection réglementaire à aller plus loin dans leurs démarches et à sécuriser le maximum de population, les dossiers seront classés et priorisés selon la population desservie décroissante

## **Modalités d'aide**

Dans le cadre de cet appel à projets, le taux d'aide de l'Agence est de 70% de subvention sur les dépenses éligibles.

L'enveloppe prévue pour cet appel à projets est de 2 Millions d'euros.

## **Modalités de candidature et dépôt des dossiers**

Pour les études, le dossier devra exposer les objectifs et le périmètre de l'étude et son articulation dans la démarche globale de sécurisation de la collectivité.

Pour les travaux, le dossier devra présenter la pertinence et la faisabilité du/des projet(s) au travers des points suivants :

- Contexte et état des lieux (plan d'actions existant – calendrier de mise en œuvre)
- Les enjeux du/des projet(s) pour le service d'eau

- Les objectifs poursuivis
- Les fiches actions du programme mis en œuvre intégrant le coût associé, le délai de mise en œuvre ainsi que l'efficacité attendue (réduction du niveau de criticité),
- Le plan de financement

**Dans tous les cas, le dossier devra contenir le dossier de consultation des entreprises (DCE) et idéalement la proposition retenue.**

Le dossier devra être remis dans les délais, complet et au format demandé.

Toute opération démarrée avant le dépôt du dossier ne pourra être prise en compte.

**Le dépôt des dossiers est ouvert du**

**1er Septembre 2019 au 31 Janvier 2020**

Le dossier de candidature est à envoyer par courrier à :

Agence de l'Eau Artois Picardie  
Appel à projets « Sécurité de l'alimentation en eau potable »  
200 rue Marceline  
BP 80818  
59508 DOUAI cedex

Renseignements sur <http://www.eau-artois-picardie.fr>

### **Examen des projets**

**Les projets seront examinés par un comité constitué de représentants de l'Agence de l'Eau et de l'ARS Hauts de France.**

Les dossiers retenus feront l'objet d'une convention de financement conclue entre l'Agence de l'Eau Artois-Picardie représentée par son Directeur Général, et le représentant légal du maître d'ouvrage.

Cette convention détaillera les conditions générales liant le maître d'ouvrage à l'Agence de l'Eau Artois-Picardie, ainsi que les conditions particulières liées aux actions financées.

Par la signature de la convention, le porteur de projets s'engage à mettre en œuvre le projet et à respecter les obligations particulières définies par l'Agence de l'Eau Artois-Picardie.

## **Contacts pour tous renseignements complémentaires**

Vos correspondants dans les missions territoriales

Mission Mer du Nord : Jean-Philippe KARPINSKI - Tél : 03.27.99.90.63 –  
[jp.karpinski@eau-artois-picardie.fr](mailto:jp.karpinski@eau-artois-picardie.fr)

Mission Littoral : Ludovic LEMAIRE - Tél : 03.21.30.95.75 – [l.lemaire@eau-artois-picardie.fr](mailto:l.lemaire@eau-artois-picardie.fr)

Mission Picardie : François BLIN - Tél : 03.22.91.94.88 – [f.blin@eau-artois-picardie.fr](mailto:f.blin@eau-artois-picardie.fr)

PROJET

Bs

**DELIBERATION N° 19-A-023 DU CONSEIL D'ADMINISTRATION DE  
L'AGENCE DE L'EAU ARTOIS-PICARDIE**

**TITRE : COMPTE-RENDU D'ACTIVITE 2018**

**VISA :**

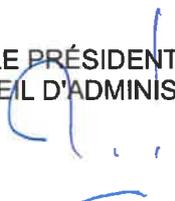
- Vu la Charte de l'Environnement promulguée par la Loi Constitutionnelle n° 2005-205 du 1<sup>er</sup> mars 2005,
- Vu le Code de l'Environnement,
- Vu la loi n°2006-1772 du 30 décembre 2006 sur l'Eau et les Milieux Aquatiques,
- Vu le décret n°2007-981 du 15 mai 2007 relatif aux Agences de l'Eau,
- Vu le Règlement intérieur du Conseil d'Administration de l'Agence de l'Eau Artois-Picardie applicable au 5 juillet 2019,
- Vu le 11ème Programme d'Intervention 2019-2024 de l'Agence de l'Eau Artois-Picardie et la délibération n° 19-A-010 du Conseil d'Administration du 15 mars 2019 en portant approbation des modalités générales des interventions financières de l'Agence,
- Vu le rapport du Directeur Général présenté au point n° 4 (1) de l'ordre du jour du Conseil d'Administration du 5 juillet 2019,

**Le Conseil d'Administration de l'Agence de l'Eau Artois-Picardie décide :**

**ARTICLE UNIQUE :**

D'approuver le compte-rendu d'activité 2018.

LE PRÉSIDENT DU  
CONSEIL D'ADMINISTRATION

  
**Michel LALANDE**

Publié le

**11 JUIL. 2019**

Sur le site internet de l'Agence

LE DIRECTEUR GÉNÉRAL DE  
L'AGENCE

  
**Bertrand GALTIER**

**DELIBERATION N° 19-A-024 DU CONSEIL D'ADMINISTRATION DE  
L'AGENCE DE L'EAU ARTOIS-PICARDIE**

**TITRE : MONTANT DES INTERVENTIONS FINANCIERES DE L'AGENCE POUR LE 11EME  
PROGRAMME D'INTERVENTION 2019-2024**

**VISA :**

- Vu la Charte de l'Environnement promulguée par la Loi Constitutionnelle n° 2005-205 du 1<sup>er</sup> mars 2005,
- Vu le Code de l'Environnement,
- Vu la Loi n° 2006-1772 du 30 décembre 2006 sur l'Eau et les Milieux Aquatiques,
- Vu le décret n° 2007-981 du 15 mai 2007 relatif aux Agences de l'Eau,
- Vu le règlement intérieur du Conseil d'Administration de l'Agence de l'Eau en vigueur,
- Vu le SDAGE du bassin Artois-Picardie et le Programme de Mesures en vigueur,
- Vu le 11<sup>ème</sup> Programme d'intervention 2019-2024 de l'Agence de l'eau Artois-Picardie,
- Vu l'avis conforme du Comité de Bassin en date du 5 juillet 2019,
- Vu le rapport du Directeur Général présenté au point n° 5.1 de l'ordre du jour du Conseil d'Administration du 5 juillet 2019,

**Le Conseil d'Administration de l'Agence de l'Eau Artois-Picardie décide :**

**ARTICLE 1 -**

Les tableaux ci-après annexés abrogent et remplacent les tableaux 1 à 7 de la délibération n°18-A-33 du Conseil d'Administration du 5 octobre 2018.

**ARTICLE 2 -**

En raison de l'avis conforme du Comité de Bassin en date du 5 juillet 2019, le Conseil d'Administration peut exécuter des modifications de dotations d'autorisation de programme résultant de transferts entre lignes de programme à l'intérieur d'un même domaine, dans la limite de 20% du montant pluriannuel de chaque domaine d'intervention, jusqu'à la prochaine révision du 11<sup>ème</sup> programme d'intervention 2019-2024.

LE PRÉSIDENT DU  
CONSEIL D'ADMINISTRATION

Michel LALANDE

Publié le

11 JUIL. 2019

Sur le site internet de l'Agence

LE DIRECTEUR GÉNÉRAL DE  
L'AGENCE

Bertrand GALTIER

**Tableau N° 1 : Détail des modifications des Autorisations de Programme prévisionnelles du 11ème programme (en M€)**

Lignes de Programmes	Années					11ème Programme		
	2019	2020	2021	2022	2023	2024	11ème pgme après adaptation n°XX-XX	11ème pgme après adaptation n°19-01
41 Dépenses de fonctionnement, hors amortissements, hors personnel								13,80
42 Immobilisations								4,80
43 Gestion du personnel								69,53
45 Charges financières								0,00
<b>TOTAL Domaine 0 - Dépenses courantes et autres dépenses</b>	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	88,13
29 Planification à l'échelle du bassin et des sous bassins								6,00
31 Etudes générales								4,80
32 Connaissance et surveillance environnementale								15,90
33 Action internationale								8,01
34 Information, communication, consultations du public et éducation à l'environnement								4,47
48 Dépenses courantes liées aux redevances								13,20
49 Dépenses courantes liées aux interventions								2,40
<b>TOTAL Domaine 1 - Actions de connaissance, de planification et de gouvernance</b>	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	54,78
11 Lutte contre les pollutions domestiques et assimilées par termis sec : Traitement								74,00
12 Lutte contre les pollutions domestiques et assimilées par termis sec : Réseaux								187,51
15 Assistance technique dans le domaine de l'eau								3,63
25 Amélioration de la qualité du service d'eau potable								99,13
<b>TOTAL Domaine 2 - Mesures générales de gestion de l'eau</b>	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	364,26
16 Gestion des eaux pluviales								94,25
13 Lutte contre la poll. des activités économiques hors agricoles								60,55
18 Lutte contre les pollutions d'origine agricole								70,00
21 Gestion quantitative de la ressource en eau								6,00
23 Protection de la ressource en eau								6,00
24 Restauration et gestion des milieux, habitats et écosystèmes								90,00
<b>TOTAL Domaine 3 - Mesures territoriales de gestion de l'eau et de la biodiversité</b>	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	326,80
<b>TOTAL Domaines 0, 1, 2 et 3</b>	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	833,97
17 Primes de performance épuratoire								99,50
<b>TOTAL Domaines + Primes + Hors Domaine</b>	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 131,53
44 Charges de régularisation								9,79
50 Contributions aux opérateurs (AFB, OMCF, reversement éco-phio)								170,69
60 Ecêtement des redevances reversé au budget général de l'Etat								17,58
<b>TOTAL Hors Domaine</b>	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	198,06

Ba

**Tableau N°2 : Synthèse des Autorisations de Programme prévisionnelles du 11ème  
Programme d'Intervention**

AUTORISATIONS DE PROGRAMME 2019-2024		
Lignes de Programme	Total 2019-2024	
41	Dépenses de fonctionnement, hors amortissements, hors personnel	13,80
42	Immobilisations	4,80
43	Gestion du personnel	69,53
45	Charges financières	0,00
<i>TOTAL Domaine 0 - Dépenses courantes et autres dépenses</i>		<i>88,13</i>
29	Planification à l'échelle du bassin et des sous bassins	6,00
31	Etudes générales	4,80
32	Connaissance et surveillance environnementale	15,90
33	Action internationale	8,01
34	Information, communication, consultations du public et éducation à l'environnement	4,47
48	Dépenses courantes liées aux redevances	13,20
49	Dépenses courantes liées aux interventions	2,40
<i>TOTAL Domaine 1 - Actions de connaissance, de planification et de gouvernance</i>		<i>54,78</i>
11	Lutte contre les pollutions domestiques et assimilées par temps sec : Traitement	74,00
12	Lutte contre les pollutions domestiques et assimilées par temps sec : Réseaux	187,51
15	Assistance technique dans le domaine de l'eau	3,63
25	Amélioration de la qualité du service d'eau potable	99,13
<i>TOTAL Domaine 2 - Mesures générales de gestion de l'eau</i>		<i>364,26</i>
16	Gestion des eaux pluviales	94,25
13	Lutte contre la poll. des activités économiques hors agricoles	60,55
18	Lutte contre les pollutions d'origine agricole	70,00
21	Gestion quantitative de la ressource en eau	6,00
23	Protection de la ressource en eau	6,00
24	Restauration et gestion des milieux, habitats et écosystèmes	90,00
<i>TOTAL Domaine 3 - Mesures territoriales de gestion de l'eau et de la biodiversité</i>		<i>326,80</i>
<b>TOTAL Domaines 0, 1, 2 et 3</b>		<b>833,97</b>
Primes mentionnées à l'article L.213-9-2 du code de l'environnement		99,50
17	Aide à la performance épuratoire	99,50
44	Charges de régularisation	9,79
50	Contributions aux opérateurs (AFB, ONCFS, reversement écophyto)	170,69
60	Ecrêtement des redevances reversé au budget général de l'Etat	17,58
<b>TOTAL Hors Domaines</b>		<b>198,06</b>
<b>TOTAL Domaines + Primes + Hors Domaine</b>		<b>1131,53</b>

**Tableau n° 3 : Synthèse des Autorisations de Programme prévisionnelles (en M€) et plafonds définis par l'arrêté du 13 mars 2019 encadrant le montant pluriannuel des dépenses du 11ème Programme d'intervention**

AUTORISATIONS DE PROGRAMME 2019-2024							PLAFONDS DE DEPENSES	
Lignes de Programme	Montant des travaux (HT)	Montant des dotations	dont subventions et paiements directs	Dont avances remboursables	Plafond d'AE			
41 Dépenses de fonctionnement, hors amortissements, hors personnel	13,80	13,80	13,80					
42 Immobilisations	4,80	4,80	4,80					
43 Gestion du personnel	69,53	69,53	69,53					
45 Charges financières								
<b>TOTAL Domaine 0 - Connaissance, planification, gouvernance</b>	<b>88,13</b>	<b>88,13</b>	<b>88,13</b>	<b>0,00</b>	<b>88,00</b>			
29 Planification à l'échelle du bassin et des sous bassins	10,00	6,00	6,00					
31 Etudes générales	8,00	4,80	4,80					
32 Connaissance et surveillance environnementale	22,71	15,90	15,90					
33 Action internationale	13,35	8,01	8,01					
34 Information, communication, consultations du public et éducation à l'environnement	8,94	4,47	4,47					
48 Dépenses courantes liées aux redevances	13,20	13,20	13,20					
49 Dépenses courantes liées aux interventions	2,40	2,40	2,40					
<b>TOTAL Domaine 1 - Actions de connaissance, de planification et de gouvernance</b>	<b>78,60</b>	<b>54,78</b>	<b>54,78</b>	<b>0,00</b>	<b>59,00</b>			
11 Lutte contre les pollutions domestiques et assimilées par temps sec : Traitement	160,91	74,00	46,70	27,30				
12 Lutte contre les pollutions domestiques et assimilées par temps sec : Réseaux	433,17	187,51	118,51	69,00				
15 Assistance technique dans le domaine de l'eau	6,05	3,63	3,63					
25 Amélioration de la qualité du service d'eau potable	180,23	99,13	66,41	32,71				
<b>TOTAL Domaine 2 - Mesures générales de gestion de l'eau</b>	<b>780,35</b>	<b>364,26</b>	<b>235,25</b>	<b>129,01</b>	<b>263,00</b>			
16 Gestion des eaux pluviales	212,06	94,25	69,00	25,25				
13 Lutte contre la pollution des activités économiques hors agricoles	100,92	60,55	25,47	35,08				
18 Lutte contre les pollutions d'origine agricole	116,67	70,00	70,00					
21 Gestion quantitative de la ressource en eau	10,91	6,00	3,30	2,70				
23 Protection de la ressource en eau	10,91	6,00	6,00					
24 Restauration et gestion des milieux, habitats et écosystèmes	163,64	90,00	88,37	1,63				
<b>TOTAL Domaine 3 - Mesures territoriales de gestion de l'eau et de la biodiversité</b>	<b>615,10</b>	<b>326,80</b>	<b>262,14</b>	<b>64,66</b>	<b>267,00</b>			
<b>TOTAL Domaines 0, 1, 2 et 3</b>	<b>1 474,05</b>	<b>833,97</b>	<b>640,30</b>	<b>193,67</b>	<b>697,00</b>			<b>203,00</b>
Plafond Primes								
<b>100,00</b>								
Primes mentionnées à l'article L.213-9-2 du code de l'environnement								
17 Aide à la performance épuratoire	497,50	99,50	99,50	0,00				
	497,50	99,50	99,50					
44 Charges de régularisation	9,79	9,79	9,79					
50 Contributions aux opérateurs (AFB, ONCFS, reversement écofito)	170,69	170,69	170,69					
60 Ecrêtement des redevances reversé au budget général de l'Etat	17,58	17,58	17,58					
<b>TOTAL Hors Domaine</b>	<b>677,98</b>	<b>198,06</b>	<b>198,06</b>	<b>0,00</b>				
<b>TOTAL Domaines + Primes + Hors Domaine</b>								
<b>2 649,54 1 131,53 937,86 193,67</b>								

**Tableau N°4 : Ventilation annuelle des autorisations prévisionnelles du 11ème programme (en M€)**

Lignes de Programme	années						Total
	2019	2020	2021	2022	2023	2024	
41 Dépenses de fonctionnement, hors amortissements, hors personnel	2.30	2.30	2.30	2.30	2.30	2.30	13.80
42 Immobilisations	0.80	0.80	0.80	0.80	0.80	0.80	4.80
43 Gestion du personnel	11.88	11.76	11.65	11.53	11.41	11.30	69.53
45 Charges financières	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00
<b>TOTAL Domaine 0 - Dépenses courantes et autres dépenses</b>	<b>14,98</b>	<b>14,86</b>	<b>14,75</b>	<b>14,63</b>	<b>14,51</b>	<b>14,40</b>	<b>88,13</b>
29 Planification à l'échelle du bassin et des sous bassins	1.00	1.00	1.00	1.00	1.00	1.00	6.00
31 Etudes générales	0.80	0.80	0.80	0.80	0.80	0.80	4.80
32 Connaissance et surveillance environnementale	2.68	2.69	2.50	2.73	2.59	2.72	15.90
33 Action internationale	1.34	1.34	1.34	1.34	1.34	1.34	8.01
34 Information, communication, consultations du public et éducation à l'environnement	0.75	0.75	0.75	0.75	0.75	0.75	4.47
48 Dépenses courantes liées aux redevances	2.20	2.20	2.20	2.20	2.20	2.20	13.20
49 Dépenses courantes liées aux interventions	0.40	0.40	0.40	0.40	0.40	0.40	2.40
<b>TOTAL Domaine 1 - Actions de connaissance, de planification et de gouvernance</b>	<b>9,16</b>	<b>9,17</b>	<b>8,98</b>	<b>9,07</b>	<b>9,21</b>	<b>9,20</b>	<b>54,78</b>
11 Lutte contre les pollutions domestiques et assimilées par temps sec : Traitement	10.35	11.10	11.90	12.70	13.55	14.40	74.00
12 Lutte contre les pollutions domestiques et assimilées par temps sec : Réseaux	30.02	30.72	31.09	31.47	31.85	32.34	187.51
15 Assistance technique dans le domaine de l'eau	0.80	0.57	0.57	0.57	0.57	0.57	3.63
25 Amélioration de la qualité du service d'eau potable	23.02	22.10	13.03	13.26	13.69	14.02	99.13
<b>TOTAL Domaine 2 - Mesures générales de gestion de l'eau</b>	<b>64,19</b>	<b>64,49</b>	<b>56,59</b>	<b>58,00</b>	<b>59,66</b>	<b>61,33</b>	<b>364,3</b>
16 Gestion des eaux pluviales	12.43	14.04	19.10	19.16	14.23	15.30	94.25
13 Lutte contre la poll. des activités économiques hors agricoles	10.55	10.00	10.00	10.00	10.00	10.00	60.55
18 Lutte contre les pollutions d'origine agricole	11.20	11.90	12.50	11.20	11.50	11.70	70.00
21 Gestion quantitative de la ressource en eau	0.80	0.90	1.10	1.10	1.10	1.20	6.00
23 Protection de la ressource en eau	0.86	0.92	0.97	1.02	1.08	1.15	6.00
24 Restauration et gestion des milieux, habitats et écosystèmes	17.00	14.00	14.00	17.00	14.00	14.00	90.00
<b>TOTAL Domaine 3 - Mesures territoriales de gestion de l'eau et de la biodiversité</b>	<b>52,84</b>	<b>51,75</b>	<b>57,46</b>	<b>59,48</b>	<b>51,91</b>	<b>53,35</b>	<b>326,80</b>
<b>TOTAL Domaines 1, 2 et 3</b>	<b>141,17</b>	<b>140,27</b>	<b>137,78</b>	<b>141,18</b>	<b>135,29</b>	<b>138,28</b>	<b>833,97</b>
17 Aide à la performance épuratoire	18,50	17,00	17,00	17,00	15,00	15,00	99,50
<b>Primes mentionnées à l'article L.213-9-2 du code de l'environnement</b>	<b>18,50</b>	<b>17,00</b>	<b>17,00</b>	<b>17,00</b>	<b>15,00</b>	<b>15,00</b>	<b>99,50</b>
44 Charges de régularisation	1.63	1.63	1.63	1.63	1.63	1.63	9.79
50 Contributions aux opérateurs (AFB, ONCFS, reversement écofytto)	28.45	28.45	28.45	28.45	28.45	28.45	170.69
60 Ecêtement des redevances reversé au budget général de l'Etat	10.98	1.03	2.64	1.72	0.94	0.26	17.58
<b>TOTAL Hors Domaines</b>	<b>41,06</b>	<b>31,11</b>	<b>32,72</b>	<b>31,80</b>	<b>31,02</b>	<b>30,34</b>	<b>198,06</b>
<b>TOTAL Domaines + Primes + Hors Domaine</b>	<b>200,73</b>	<b>188,38</b>	<b>187,50</b>	<b>189,98</b>	<b>181,31</b>	<b>183,62</b>	<b>1 131,53</b>

Bx

**Tableau n°5 : Ventilation annuelle des paiements provisionnels (crédits de paiement et versements d'avances) du 11ème programme (en M€)**

Lignes de Programme	années					Total
	2019	2020	2021	2022	2023	
41 Dépenses de fonctionnement, hors amortissements, hors personnel	2,30	2,30	2,30	2,30	2,30	13,80
42 Immobilisations	0,80	0,80	0,80	0,80	0,80	4,80
43 Gestion du personnel	11,88	11,76	11,65	11,53	11,41	69,53
45 Charges financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
<b>TOTAL Domaine 0 - Dépenses courantes et autres dépenses</b>	<b>14,98</b>	<b>14,86</b>	<b>14,75</b>	<b>14,63</b>	<b>14,51</b>	<b>88,13</b>
29 Planification et gestion à l'échelle du Bassin et sous-bassin	0,00	0,32	0,63	0,87	1,00	3,85
31 Etudes générales	0,46	0,63	0,63	0,73	0,73	3,99
32 Connaissance environnementale	1,90	2,69	2,50	2,59	2,72	15,13
33 Action internationale	0,35	0,93	1,20	1,27	1,32	6,39
34 Information, communication, consultations du public et éducation à l'environnement	0,61	0,58	0,68	0,75	0,75	4,10
48 Dépenses courantes liées aux redevances	2,20	2,20	2,20	2,20	2,20	13,20
49 Dépenses courantes liées aux interventions	0,40	0,40	0,40	0,40	0,40	2,40
<b>TOTAL Domaine 1 - Actions de connaissance, de planification et de gouvernance</b>	<b>5,93</b>	<b>7,75</b>	<b>8,24</b>	<b>8,80</b>	<b>9,12</b>	<b>49,06</b>
11 Lutte contre les pollutions domestiques et assimilées par temps sec : Traitement	0,32	3,37	6,27	8,45	10,45	40,99
12 Lutte contre les pollutions domestiques et assimilées par temps sec : Réseaux	4,33	11,47	17,90	22,39	26,04	111,32
15 Assistance technique dans le domaine de l'eau	0,17	0,59	0,63	0,61	0,62	3,24
25 Amélioration de la qualité du service d'eau potable	0,68	7,08	12,18	13,60	14,59	63,32
<b>TOTAL Domaine 2 - Mesures générales de gestion de l'eau</b>	<b>5,51</b>	<b>22,52</b>	<b>36,98</b>	<b>45,06</b>	<b>51,70</b>	<b>218,87</b>
16 Gestion des eaux pluviales	0,35	3,68	6,97	9,03	12,87	48,12
13 Lutte contre la poll. des activités économiques hors agricoles	0,90	4,89	6,69	7,70	8,72	38,24
18 Lutte contre les pollutions d'origine agricole	0,33	2,10	4,18	5,86	7,87	29,84
21 Gestion quantitative de la ressource en eau	0,02	0,25	0,47	0,64	0,80	3,12
23 Protection de la ressource en eau	0,02	0,23	0,42	0,60	0,78	2,97
24 Restauration et gestion des milieux, habitats et écosystèmes	1,07	4,72	8,09	10,39	13,10	51,65
<b>TOTAL Domaine 3 - Mesures territoriales de gestion de l'eau et de la biodiversité</b>	<b>2,69</b>	<b>15,88</b>	<b>26,83</b>	<b>34,22</b>	<b>44,14</b>	<b>173,94</b>
<b>TOTAL Domaines 0, 1, 2 et 3</b>	<b>29,10</b>	<b>61,00</b>	<b>86,79</b>	<b>102,71</b>	<b>119,47</b>	<b>530,00</b>
17 Aide à la performance épuratoire	18,50	17,00	17,00	17,00	15,00	99,50
Primes mentionnées à l'article L.213-9-2 du code de l'environnement	18,50	17,00	17,00	17,00	15,00	99,50
44 Charges de régularisation	1,63	1,63	1,63	1,63	1,63	9,79
50 Contributions aux opérateurs (AFB, ONCFS, reversement éco phyto)	28,45	28,45	28,45	28,45	28,45	170,69
60 Ecrêtement des redevances reversé au budget général de l'État	10,98	1,03	2,64	1,72	0,94	17,58
<b>TOTAL Hors Domaines</b>	<b>41,06</b>	<b>31,11</b>	<b>32,72</b>	<b>31,80</b>	<b>31,02</b>	<b>198,06</b>
<b>TOTAL Domaines + Primes + Hors Domaine</b>	<b>88,66</b>	<b>109,11</b>	<b>136,51</b>	<b>151,51</b>	<b>165,49</b>	<b>827,55</b>

BC

**Tableau n° 6 : Situation Globale des autorisations au cours du 11ème Programme et au-delà (en M€)**

<b>DEPENSES</b>	11ème Prog.		au-delà		<b>RECETTES</b>		11ème Prog.	au-delà	TOTAL
		TOTAL		TOTAL		TOTAL			
Reste à payer sur prog. antérieurs		302,06		302,06			192,91	429,20	622,11
Montant du 11ème programme		943,90	0,00	943,90			818,88		818,88
<i>Domaine 1 : Connaissance, planification, gouvernance</i>		54,78		54,78			27,00		27,00
<i>Domaine 2 : Mesures générales de gestion de l'eau</i>		364,26		364,26					
<i>Domaine 3 : Mesures territoriales de gestion de l'eau</i>		326,80		326,80					
<i>Hors Domaines</i>		198,06		198,06					
<i>dont RPD bassin Artois Picardie reversée à l'AFB</i>		25,07		25,07					
<i>plan Ecophyto</i>		17,58					12,73		12,73
<i>dont écrêtement d'Etat</i>				0,00					
Solde primes de performance épuration année d'activité			15,00	15,00				66,28	66,28
<b>TOTAL DES DEPENSES</b>		<b>1 245,96</b>	<b>15,00</b>	<b>1 260,96</b>			<b>1 051,52</b>	<b>495,48</b>	<b>1 520,00</b>
							<b>TOTAL DES RECETTES</b>		

Bx

Tableau n°7 : Equilibre annuel en dépenses et recettes du 11ème Programme (en M€)

DEPENSES	2019 prev.	2020 prev.	2021 prev.	2022 prev.	2023 prev.	2024 prev.	Total
<b>Opérations budgétaires</b>	<b>160,98</b>	<b>151,71</b>	<b>152,96</b>	<b>150,13</b>	<b>150,09</b>	<b>147,61</b>	<b>913,49</b>
Paielements sur programmes antérieurs	73,72	54,45	36,27	22,19	11,63	2,02	200,28
Paielements sur programme en cours	87,26	97,26	116,69	127,94	138,46	145,60	713,21
Dépenses courantes et autres dépenses (Domaine 0)	14,98	14,86	14,75	14,63	14,51	14,40	88,13
Dépenses sous domaines d'intervention 1,2 et 3	72,28	82,40	101,94	113,31	123,95	131,20	625,08
Domaine 1 : Connaissance, planification, gouvernance	5,93	7,75	8,24	8,80	9,12	9,22	49,06
Domaine 2 : Mesures territoriales de gestion de l'eau	4,74	14,85	23,58	28,67	33,54	37,03	142,41
Domaine 3 : Mesures territoriales de gestion de l'eau	2,05	11,69	20,40	27,03	35,27	39,61	136,05
Primes de performance épuratoire	18,50	17,00	17,00	17,00	15,00	15,00	99,50
Hors Domaines	41,06	31,11	32,72	31,80	31,02	30,34	198,06
dont contributions (AFB, ONCFS, reversement écoplyto)	28,45	28,45	28,45	28,45	28,45	28,45	170,69
dont écartement des redevances (plafond mordant?)	12,61	2,64	1,72	1,72	0,94	0,26	17,58
<b>Opérations non budgétaires</b>	<b>45,87</b>	<b>40,49</b>	<b>40,78</b>	<b>33,99</b>	<b>32,14</b>	<b>32,86</b>	<b>226,12</b>
Paielements sur programmes antérieurs	34,47	28,63	20,95	10,42	5,10	2,21	101,78
Paielements sur programme en cours	11,40	11,86	19,83	23,58	27,03	30,65	114,34
Dépenses courantes et autres dépenses (Domaine 0)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Dépenses sous domaines d'intervention 1,2 et 3	11,40	11,86	19,83	23,58	27,03	30,65	114,34
Domaine 1 : Connaissance, planification, gouvernance	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Domaine 2 : Mesures territoriales de gestion de l'eau	0,76	7,66	13,40	16,39	18,16	20,08	76,46
Domaine 3 : Mesures territoriales de gestion de l'eau	0,64	4,19	6,42	7,19	8,87	10,57	37,89
Hors Domaines	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Avance de trésorerie accordée à AERMC	10,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	10,00
<b>TOTAL DES DEPENSES</b>	<b>206,85</b>	<b>192,20</b>	<b>193,74</b>	<b>184,12</b>	<b>182,22</b>	<b>180,48</b>	<b>1 139,61</b>
<b>RECETTES</b>							
<b>Opérations budgétaires</b>	<b>155,66</b>	<b>142,48</b>	<b>141,59</b>	<b>140,67</b>	<b>139,89</b>	<b>139,21</b>	<b>859,51</b>
Redevances (avant écartement lié au plafond mordant)	148,28	135,83	134,94	134,02	133,24	132,56	818,88
RPD perçue sur le bassin Artois Picardie pour le compte de l'AFB	4,50	4,50	4,50	4,50	4,50	4,50	27,00
Pénalités pour retard de paiement	0,15	0,15	0,15	0,15	0,15	0,15	0,90
Autres recettes	2,73	2,00	2,00	2,00	2,00	2,00	12,73
<b>Opérations non budgétaires</b>	<b>32,36</b>	<b>32,86</b>	<b>32,38</b>	<b>37,53</b>	<b>36,57</b>	<b>31,21</b>	<b>202,91</b>
Remboursement des prêts et avances	32,36	32,86	32,38	32,53	31,57	31,21	192,91
Remboursement de l'avance de trésorerie accordée à AERMC	0,00	0,00	0,00	5,00	5,00	0,00	10,00
<b>TOTAL DES RECETTES</b>	<b>188,02</b>	<b>175,34</b>	<b>173,97</b>	<b>178,20</b>	<b>176,46</b>	<b>170,42</b>	<b>1 062,42</b>
<b>FONDS DE ROULEMENT</b>							
Variation du FDR	-18,83	-16,86	-19,76	-5,92	-5,76	-10,06	-77,19
IMT du FDR après variation	118,59	101,73	81,97	76,05	70,29	60,23	
FDR à fin 2018 : 137,42 M€							
FDR en mois de dépenses	6,88	6,35	5,08	4,96	4,63	4,00	

B9

**DELIBERATION N° 19-A-025 DU CONSEIL D'ADMINISTRATION DE  
L'AGENCE DE L'EAU ARTOIS-PICARDIE**

**TITRE : 11EME PROGRAMME D'INTERVENTION : DISPOSITIFS TARIFAIRES ET DE  
ZONAGE EN MATIERE DE REDEVANCES**

**VISA :**

- Vu la Charte de l'Environnement promulguée par la Loi Constitutionnelle n° 2005-205 du 1<sup>er</sup> mars 2005,
- Vu le Code de l'Environnement, notamment ses articles L.213-10, L.213-11 et suivants, R.213-48
- Vu le Code rural et de la pêche maritime, notamment ses articles L.254-1 et suivants et R.254,
- Vu la Loi n° 2006-1772 du 30 décembre 2006 sur l'Eau et les Milieux Aquatiques,
- Vu le Décret n° 2007-981 du 15 mai 2007 relatif aux Agences de l'Eau,
- Vu le 11<sup>ème</sup> Programme d'Intervention 2019-2024 de l'Agence de l'Eau Artois-Picardie,
- Vu le règlement intérieur du Conseil d'Administration de l'Agence de l'Eau en vigueur,
- Vu le rapport du Directeur Général présenté au point n°5.1 de l'ordre du jour de la Commission Permanente Programme du 14 septembre 2018,
- Vu le rapport du Directeur Général présenté au point n°2.2 de l'ordre du jour du Conseil d'Administration du 5 octobre 2018,
- Vu l'avis conforme du Comité de Bassin en date du 5 octobre 2018,
- Vu le rapport du Directeur Général présenté en point 5.2 de l'ordre du jour du Conseil d'Administration du 5 juillet 2019,

**Le Conseil d'Administration de l'Agence de l'Eau Artois-Picardie décide :**

**La délibération n°18-A-031 du Conseil d'Administration du 5 octobre 2018 est abrogée et remplacée  
comme suit :**

**ARTICLE 1 -**

**Sur la période du 11<sup>ème</sup> programme d'intervention, les redevances sont perçues par l'Agence de l'Eau  
Artois-Picardie sur l'ensemble de sa circonscription administrative, en application de l'article L.213-10  
du code de l'environnement.**

**« En application du principe de prévention et du principe de réparation des dommages à  
l'environnement, l'agence de l'eau établit et perçoit auprès des personnes publiques ou privées des  
redevances pour pollution de l'eau, pour modernisation des réseaux de collecte, pour pollutions  
diffuses, pour prélèvement sur la ressource en eau, pour stockage d'eau en période d'étiage, pour  
obstacle sur les cours d'eau et pour protection du milieu aquatique. »**

## ARTICLE 2 – TAUX DES REDEVANCES

Les taux des redevances sont adoptés dans la limite des tarifs plafonds prévus par les articles L.213-10 et suivants du code de l'environnement hormis pour les redevances pour pollution de l'eau par les activités d'élevages et pour pollutions diffuses dont les tarifs sont fixés par les articles correspondants du code de l'environnement.

### ✘ Redevance pour pollution de l'eau d'origine non domestique

En application de l'article L.213-10-2 du code de l'environnement, le tarif de la redevance est fixé pour chaque élément constitutif de la pollution et pour l'ensemble de la circonscription administrative de l'agence de l'eau aux valeurs suivantes pour la période 2019-2024 :

ELEMENTS CONSTITUTIFS DE LA POLLUTION	TARIFS (en €/unité)						Tarifs plafond (€/unité)
	2019	2020	2021	2022	2023	2024	
Matières en Suspension (par kg)	0,192	0,192	0,192	0,192	0,192	0,192	0,3
Matières en Suspension rejetées en mer au-delà de 5 km du littoral et à plus de 250 m de profondeur (par kg)	0,064	0,064	0,064	0,064	0,064	0,064	0,1
Demande Chimique en Oxygène (par kg)	0,128	0,128	0,128	0,128	0,128	0,128	0,2
Demande Biochimique en Oxygène en 5 jours (par kg)	0,257	0,257	0,257	0,257	0,257	0,257	0,4
Toxicité Aiguë (MI) - par kiloéquitox	15,944	15,944	15,944	15,944	15,944	15,944	18
Rejet en masse d'eau souterraine de Toxicité Aiguë (par kiloéquitox)	26,580	26,580	26,580	26,580	26,580	26,580	30
Toxicité Aiguë (MI) rejetée en mer au-delà de 5 km du littoral et à plus de 250 mètres de profondeur (par kiloéquitox)	3,510	3,510	3,510	3,510	3,510	3,510	4
Azote réduit (par kg)	0,450	0,450	0,450	0,450	0,450	0,450	0,7
Azote oxydé, nitrites et nitrates (par kg)	0,100	0,100	0,100	0,100	0,100	0,100	0,3
Phosphore total, organique ou minéral (par kg)	1,281	1,281	1,281	1,281	1,281	1,281	2
METOX (par kg)	3,194	3,194	3,194	3,194	3,194	3,194	3,6
METOX rejetées dans les masses d'eau souterraine (par kg)	5,320	5,320	5,320	5,320	5,320	5,320	6
Composés organohalogénés adsorbables sur charbon actif (par kg)	9,649	9,649	9,649	9,649	9,649	9,649	13
Composés organohalogénés adsorbables sur charbon actif rejeté en masse d'eau souterraine (par kg)	14,848	14,848	14,848	14,848	14,848	14,848	20
Sels dissous (par m <sup>3</sup> x Siemens/centimètre)	0,134	0,134	0,134	0,134	0,134	0,134	0,15
Chaleur rejetée en mer (par mégathermie)	5,441	5,441	5,441	5,441	5,441	5,441	8,5
Chaleur rejetée en rivière, excepté en hiver (par mégathermie)	54,396	54,396	54,396	54,396	54,396	54,396	85
Substances dangereuses rejetées en masse d'eaux superficielles (par kg)	5,400	5,400	5,400	5,400	5,400	5,400	10
Substances dangereuses rejetées en masse d'eaux souterraines (par kg)	8,964	8,964	8,964	8,964	8,964	8,964	16,6

En application de l'article R.213-48-18 du code de l'environnement, le risque d'infiltration ou d'écoulement des polluants dans les masses d'eau souterraine est présent pour les rejets dans l'ensemble des cours d'eau et sections de cours d'eau du bassin Artois-Picardie.

Pour chaque élément constitutif de la pollution, l'article L.213-10-2 IV du code de l'environnement fixe le seuil en dessous duquel la redevance n'est pas due.

Le taux de la redevance pour pollution de l'eau d'origine non domestique applicable aux personnes ayant des activités d'élevage est fixé par l'article L. 213-10-2 IV du code de l'environnement.

#### ☒ Redevance pour pollution de l'eau d'origine domestique et assimilée

En application de l'article L.213-10-3 du code de l'environnement, le taux de la redevance est fixé pour l'ensemble de la circonscription administrative de l'agence de l'eau aux valeurs suivantes pour la période 2019-2024 :

Années	2019	2020	2021	2022	2023	2024	Tarif plafond (€/m <sup>3</sup> )
Taux (€/m <sup>3</sup> )	0,35	0,35	0,35	0,35	0,35	0,35	0,5

En application de l'article R.213-48-18 du code de l'environnement, le risque d'infiltration ou d'écoulement des polluants dans les masses d'eau souterraine est présent pour les rejets dans l'ensemble des cours d'eau et sections de cours d'eau du bassin Artois-Picardie.

#### ☒ Redevance pour modernisation des réseaux de collecte

Usages non domestiques

En application de l'article L.213-10-5 du code de l'environnement, le taux de la redevance est fixé aux valeurs suivantes pour la période 2019-2024 :

Années	2019	2020	2021	2022	2023	2024	Tarif plafond (€/m <sup>3</sup> )
Taux (€/m <sup>3</sup> )	0,21	0,21	0,21	0,21	0,21	0,21	0,3

Usages domestiques et assimilés

En application de l'article L.213-10-6 du code de l'environnement, le taux de la redevance est fixé aux valeurs suivantes pour la période 2019-2024 :

Années	2019	2020	2021	2022	2023	2024	Tarif plafond (€/m <sup>3</sup> )
Taux (€/m <sup>3</sup> )	0,21	0,21	0,21	0,21	0,21	0,21	0,3

#### ☒ Redevance pour pollutions diffuses

Les taux de la redevance sont fixés pour l'ensemble de la métropole par l'article L.213-10-8 du code de l'environnement.

#### ☒ Redevance pour prélèvement sur la ressource en eau

Le tarif de la redevance est fixé dans la limite des plafonds fixés par l'article L.213-10-9 du code de l'environnement en fonction des différents usages auxquels donnent lieu les prélèvements et par unité géographique cohérente :

- **Prélèvement en eaux superficielles** : Le tarif est fixé pour l'ensemble de la circonscription administrative de l'agence de l'eau aux valeurs suivantes pour la période 2019-2024 :

USAGES	TARIFS (c€/m <sup>3</sup> )						Tarifs plafond (c€/m <sup>3</sup> )
	2019	2020	2021	2022	2023	2024	
Irrigation	0,929	0,929	0,929	0,929	0,929	0,929	3,6
Irrigation gravitaire	0,090	0,090	0,090	0,090	0,090	0,090	0,5
Alimentation en eau potable	1,731	1,731	1,731	1,731	1,731	1,731	7,2
Refroidissement industriel conduisant à une restitution > 99 %	0,137	0,137	0,137	0,137	0,137	0,137	0,5
Alimentation d'un canal	0,006	0,006	0,006	0,006	0,006	0,006	0,03
Autres usages économiques	1,286	1,286	1,286	1,286	1,286	1,286	5,4

- **Prélèvement en eaux souterraines** :

Ressources de catégorie 1 : l'ensemble des communes relevant de la zone à enjeu eau potable constitue la zone à taux majoré ; le reste du bassin étant en zone de base.

La liste des communes de la zone à taux majoré est jointe en annexe 1.

Ressources de catégorie 2 : zones de répartition des eaux.

L'arrêté préfectoral du 20 janvier 2004, joint en annexe 2, définit la liste des communes incluses dans la zone de répartition des eaux (nappe des calcaires carbonifères).

Les tarifs correspondants sont fixés aux valeurs suivantes pour la période 2019-2024 :

USAGES	RESSOURCES	TARIFS (c€/m <sup>3</sup> )						Tarifs plafond (c€/m <sup>3</sup> )
		2019	2020	2021	2022	2023	2024	
Irrigation	Catégorie 2	5,239	5,239	5,239	5,239	5,239	5,239	7,2
	Catégorie 1 Zone de base	1,960	1,960	1,960	1,960	1,960	1,960	3,6
	Catégorie 1 Zone à taux majoré	3,136	3,136	3,136	3,136	3,136	3,136	
Irrigation gravitaire	Catégorie 2	0,262	0,262	0,262	0,262	0,262	0,262	1
	Catégorie 1 Zone de base	0,090	0,090	0,090	0,090	0,090	0,090	0,5
	Catégorie 1 Zone à taux majoré	0,158	0,158	0,158	0,158	0,158	0,158	
Alimentation en eau potable	Catégorie 2	8,915	8,915	8,915	8,915	8,915	8,915	14,4
	Catégorie 1 Zone de base	3,623	3,623	3,623	3,623	3,623	3,623	7,2
	Catégorie 1 Zone à taux majoré	5,798	5,798	5,798	5,798	5,798	5,798	
Refroidissement industriel conduisant à une restitution > 99 %	Catégorie 2	0,875	0,875	0,875	0,875	0,875	0,875	1
	Catégorie 1 Zone de base	0,275	0,275	0,275	0,275	0,275	0,275	0,5
	Catégorie 1 Zone à taux majoré	0,440	0,440	0,440	0,440	0,440	0,440	
Alimentation d'un canal	Catégorie 2	0,050	0,050	0,050	0,050	0,050	0,050	0,06
	Catégorie 1 Zone de base	0,014	0,014	0,014	0,014	0,014	0,014	0,03
	Catégorie 1 Zone à taux majoré	0,023	0,023	0,023	0,023	0,023	0,023	
Autres usages économiques	Catégorie 2	8,186	8,186	8,186	8,186	8,186	8,186	10,8
	Catégorie 1 Zone de base	2,938	2,938	2,938	2,938	2,938	3,199	5,4
	Catégorie 1 Zone à taux majoré	4,701	4,701	4,701	4,701	4,701	4,701	

La redevance n'est pas due lorsque les volumes prélevés sont inférieurs à 10 000 m<sup>3</sup> par an pour les prélèvements effectués dans des ressources de catégorie 1 (eaux superficielles ou eaux souterraines) et à 7 000 m<sup>3</sup> par an pour les prélèvements dans des ressources de catégorie 2.

En application de l'article R.213-48-19 du code de l'environnement, la date de début de période d'étiage est fixée au 1<sup>er</sup> juin et la date de fin au 31 octobre, pour les années 2019 à 2024.

- **Prélèvement destiné au fonctionnement d'une installation hydroélectrique** :

Le tarif est fixé aux valeurs suivantes pour la période 2019-2024 :

Années	2019	2020	2021	2022	2023	2024	Taux plafond (€/10 <sup>6</sup> m <sup>3</sup> /m de chute)
Taux (€/10 <sup>6</sup> m <sup>3</sup> /m de chute)	0,360	0,360	0,360	0,360	0,360	0,360	1,8

#### ✧ Redevance pour stockage d'eau en période d'étiage

En application de l'article L.213-10-10 du code de l'environnement, le taux de la redevance est fixé pour l'ensemble de la circonscription administrative de l'agence de l'eau aux valeurs suivantes pour la période 2019-2024 :

Années	2019	2020	2021	2022	2023	2024	Taux plafond (€/m <sup>3</sup> )
Taux (€/m <sup>3</sup> )	0,0056	0,0056	0,0056	0,0056	0,0056	0,0056	0,01

En application de l'article R.213-48-19 du code de l'environnement, la date de début de période d'étiage est fixée au 1<sup>er</sup> juin et la date de fin au 31 octobre, pour les années 2019 à 2024.

#### ✧ Redevance pour obstacle sur les cours d'eau

En application de l'article L.213-10-11 du code de l'environnement, le taux de la redevance est fixé pour l'ensemble de la circonscription administrative de l'agence de l'eau aux valeurs suivantes pour la période 2019-2024 :

Années	2019	2020	2021	2022	2023	2024	Taux plafond (€/m)
Taux (€/m)	80,60	80,60	80,60	80,60	80,60	80,60	150

#### ✧ Redevance pour protection du milieu aquatique

En application de l'article L.213-10-12 du code de l'environnement, le tarif de la redevance est fixé pour l'ensemble de la circonscription administrative de l'agence de l'eau aux valeurs suivantes pour la période 2019- 2024 :

CATEGORIE	TARIF (en € par personne)						Tarifs plafond (€/personne)
	2019	2020	2021	2022	2023	2024	
Personne majeure qui se livre à l'exercice de la pêche pendant une année	8,8	8,8	8,8	8,8	8,8	8,8	10
Personne qui se livre à l'exercice de la pêche pendant 15 jours consécutifs	3,8	3,8	3,8	3,8	3,8	3,8	4
Personne qui se livre à l'exercice de la pêche à la journée	1	1	1	1	1	1	1
Supplément pour la pêche à l'alevin d'anguille, du saumon et de la truite de mer	20	20	20	20	20	20	20

**ARTICLE 3**

**La présente délibération est exécutoire, un jour franc après sa publication au Journal Officiel et au plus tôt au 1<sup>er</sup> janvier qui suit sa publication.**

LE PRÉSIDENT DU  
CONSEIL D'ADMINISTRATION

**Michel LALANDE**

Publié le  
**11 JUIL. 2019**  
Sur le site internet de l'Agence

LE DIRECTEUR GÉNÉRAL DE  
L'AGENCE

**Bertrand GALTIER**

**ANNEXE 1 DE LA DELIBERATION N°  
DU CONSEIL D'ADMINISTRATION DU**

**DEFINITION DES ZONES GEOGRAPHIQUES**

Ressources de catégorie 1 – zone à taux majoré : le territoire des communes désignées ci-après :

CODE INSEE	NOM DE LA COMMUNE	CODE INSEE	NOM DE LA COMMUNE	CODE INSEE	NOM DE LA COMMUNE
59001	ABANCOURT	59045	BAIVES	80114	BOSQUEL
80001	ABBEVILLE	62078	BALINGHEM	59092	BOUCHAIN
62001	ABLAIN-SAINT-NAZAIRE	59046	BAMBEQUE	80116	BOUCHOIR
59002	ABSCON	59047	BANTEUX	59093	BOULOGNE-SUR-HELPE
62003	ACHEVILLE	59048	BANTIGNY	62161	BOUQUEHAULT
62004	ACHICOURT	59049	BANTOUZELLE	62162	BOURECQ
62008	ACQUIN-WESTBECOURT	62082	BARASTRE	62164	BOURLON
62009	ADINFER	59050	BAS-LIEU	62165	BOURNONVILLE
62011	AGNEZ-LES-DUISANS	62085	BASSEUX	59097	BOURSIES
62013	AGNY	59052	BAUVIN	62168	BOURTHES
59003	AIBES	80056	BAVELINCOURT	59099	BOUSIES
80009	AILLY-LE-HAUT-CLOCHER	59054	BAVINCHOVE	59100	BOUSIGNIES
80011	AILLY-SUR-SOMME	62086	BAVINCOURT	59101	BOUSIGNIES-SUR-ROC
62014	AIRE-SUR-LA-LYS	62087	BAYENGHEM-LES-EPERLEQUES	59103	BOUSSIERES-SUR-SAMBRE
62015	AIRON-NOTRE-DAME	62089	BAZINGHEN	59104	BOUSSOIS
62016	AIRON-SAINT-VAAST	59055	BAZUEL	62170	BOUVIGNY-BOYEFFLES
62019	AIX-NOULETTE	59056	BEAUCAMPS-LIGNY	80130	BOVELLES
62020	ALEMBON	80066	BEAUCOURT-SUR-L'HALLUE	80131	BOVES
62022	ALINCTHUN	60051	BEAUDEDUIT	80133	BRAILLY-CORNEHOTTE
59005	ALLENES-LES-MARAIS	59057	BEAUDIGNIES	62173	BREBIERES
62023	ALLOUAGNE	59058	BEAUFORT	80137	BREILLY
62025	AMBLETEUSE	80067	BEAUFORT-EN-SANTERRE	62174	BREMES
62028	AMES	62094	BEAUMERIE-SAINT-MARTIN	60104	BRETEUIL
80021	AMIENS	62095	BEAUMETZ-LES-AIRE	80141	BRIE
62030	AMPLIER	62096	BEAUMETZ-LES-CAMBRAI	59111	BROXEELE
60011	AMY	62097	BEAUMETZ-LES-LOGES	62178	BRUAY-LA-BUISSIÈRE
80023	ANDECHY	59059	BEAUMONT-EN-CAMBRESIS	59113	BRUILLE-LEZ-MARCHIENNES
62031	ANDRES	59060	BEAURAIN	59114	BRUILLE-SAINT-AMAND
62032	ANGRES	62099	BEAURAINS	62179	BRUNEMBERT
59008	ANICHE	59062	BEAURIEUX	59115	BRUNEMONT
62033	ANNAY	60058	BEAUVOIR	59117	BUGNICOURT
62034	ANNEQUIN	62102	BECOURT	80147	BUIGNY-L'ABBE
62035	ANNEZIN	80077	BEHENCOURT	80150	BUIRE-COURCELLES
59011	ANNOEULLIN	59064	BELLAING	62186	BULLY-LES-MINES
59012	ANOR	80078	BELLANCOURT	62188	BURBURE
59014	ANZIN	62471	BELLINGHEM	59118	BUSIGNY
59015	ARLEUX	62106	BELLONNE	80152	BUS-LA-MESIERE
62039	ARLEUX-EN-GOHELLE	62107	BENIFONTAINE	80156	BUSSY-LES-DAOURS
80027	ARMANCOURT	59066	BERELLES	59119	BUYSSCHEURE
59018	ARNEKE	59068	BERLAIMONT	62191	CAFFIERS
62041	ARRAS	59069	BERMERAIN	80160	CAGNY
59019	ARTRES	80087	BERNAY-EN-PONTHIEU	80161	CAHON
80031	ARVILLERS	62115	BERNEVILLE	80162	CAIX
80032	ASSAINVILLERS	62117	BERTINCOURT	62194	CALONNE-RICOUART
59021	ASSEVENT	59074	BERTRY	62197	CAMBLAIN-CHATELAIN
59022	ATTICHES	62118	BETHONSART	62199	CAMBLAIN-L'ABBE
59023	AUBENCHEUL-AU-BAC	62119	BETHUNE	59122	CAMBRAI
59024	AUBERCHICOURT	62120	BEUGIN	62200	CAMBRIN
59026	AUBIGNY-AU-BAC	59078	BEUGNIES	80163	CAMBRON
62045	AUBIGNY-EN-ARTOIS	62122	BEUGNY	62201	CAMIERS
59027	AUBRY-DU-HAINAUT	59079	BEUVRAGES	62203	CAMPAGNE-LES-GUINES
62048	AUCHEL	80101	BEUVRAIGNES	59123	CAMPHIN-EN-CAREMBAULT
62051	AUCHY-LES-MINES	62126	BEUVRY	62206	CAMPIGNEULLES-LES-GRANDES
62052	AUDEMBERT	62128	BIACHE-SAINT-VAAST	62207	CAMPIGNEULLES-LES-PETITES
62053	AUDINCTHUN	62130	BIENVILLERS-AU-BOIS	60123	CAMPREMY
59033	AULNOYE-AYMERIES	62132	BILLY-BERCLAU	80166	CANAPLES
59032	AULNOY-LEZ-VALENCIENNES	62133	BILLY-MONTIGNY	62209	CANLERS
80044	AUTHIEULE	59083	BISSEZEELE	59126	CANTIN
62059	AUTINGUES	62135	BLAIRVILLE	80171	CAOURS
59034	AVELIN	80106	BLANGY-SOUS-POIX	59127	CAPELLE
59035	AVESNELLES	62139	BLENDÉCQUES	62214	CARLY
59037	AVESNES-LES-AUBERT	62140	BLEQUIN	59133	CARNIN
59038	AVESNES-LE-SEC	62141	BLESSY	59134	CARTIGNIES
59036	AVESNES-SUR-HELPE	59086	BOESCHEPE	62215	CARVIN
62065	AVION	62145	BOIRY-NOTRE-DAME	59135	CASSEL
62067	AVROULT	62148	BOIS-BERNARD	59137	CATILLON-SUR-SAMBRE
80049	AYENCOURT	62149	BOISDINGHEM	62217	CAUCHY-A-LA-TOUR
59041	BACHANT	62150	BOISJEAN	80179	CAULIÈRES
80050	BACQUEL-SUR-SELLE	59089	BOLLEZEELE	60136	CEMPUIS
62072	BAILLEULMONT	62153	BOMY	59142	CERFONTAINE
62073	BAILLEUL-SIR-BERTHOULT	80113	BONNEVILLE	59144	CHATEAU-L'ABBAYE
62074	BAILLEULVAL	62156	BONNINGUES-LES-CALAIS	59145	CHEMY
62075	BAINCTHUN	60085	BONVILLERS	80192	CHIPILLY

B34

CODE INSEE	NOM DE LA COMMUNE	CODE INSEE	NOM DE LA COMMUNE	CODE INSEE	NOM DE LA COMMUNE
62224	CHOCQUES	62289	ECUIRES	60248	FOUILLOY
59147	CHOISIES	59189	EECKE	62349	FOUQUEREUIL
59148	CLAIRFAYTS	59190	ELESMES	80339	FOUQUESCOURT
80198	CLAIRY-SAULCHOIX	62291	ELEU-DIT-LEAUWETTE	62350	FOQUIERES-LES-BETHUNE
59149	CLARY	62292	ELNES	62351	FOQUIERES-LES-LENS
62228	CLERQUES	59192	EMERCHICOURT	80340	FOURCIGNY
62229	CLETY	59193	EMMERIN	59249	FOURMIES
60158	COIVREL	59194	ENGLEFONTAINE	59250	FOURNES-EN-WEPES
62230	COLEMBERT	59197	ENNEVELIN	80344	FRANCIERES
59151	COLLERET	62295	ENQUIN-LEZ-GUINEGATTE	80351	FRECHENCOURT
62231	COLLINE-BEAUMONT	80268	EPAGNE-EPAGNETTE	62354	FRENCQ
62233	CONCHIL-LE-TEMPLE	80272	EPENANCOURT	62355	FRESNES-LES-MONTAUBAN
62235	CONDETTE	62297	EPERLECQUES	59253	FRESNES-SUR-ESCAUT
80207	CONTAY	62298	EPINOY	62358	FRESNOY-EN-GOHELLE
60161	CONTEVILLE	80273	EPLESSIER	02334	FRESNOY-LE-GRAND
80211	CONTY	59198	EPPE-SAUVAGE	59254	FRESSAIN
62239	COQUELLES	80276	EQUENNES-ERAMECOURT	59255	FRESSIES
62240	CORBEHEM	80278	ERCHES	62360	FRETHUN
80212	CORBIE	80279	ERCHEU	59256	FRETIN
62246	COUPELLE-NEUVE	59199	ERCHIN	80371	FROYELLES
62247	COUPELLE-VIEILLE	62304	ERNY-SAINT-JULIEN	62364	FRUGES
80216	COURCELLETTE	59201	ERQUINGHEM-LE-SEC	02340	GAUCHY
59156	COURCHELLETES	59203	ERRE	62369	GAVRELLE
62250	COURRIERES	62307	ESCALLES	59258	GENECH
62251	COURSE	59204	ESCARMAIN	59259	GHISSIGNIES
59157	COUSOLRE	59205	ESCAUDAIN	62371	GIVENCHY-EN-GOHELLE
62253	COUTURELLE	59206	ESCAUDEUVRES	62373	GIVENCHY-LES-LA-BASSEE
62254	COYECQUES	59208	ESCOBECQUES	59261	GLAGEON
80222	CRECY-EN-PONTHIEU	59210	ESQUELBECCQ	80379	GLISY
62255	CREMAREST	60221	ESQUENNOY	60276	GODENVILLERS
62257	CREQUY	59211	ESQUERCHIN	59262	GODEWAERSVELDE
59160	CRESPIN	62309	ESQUERDES	59263	GOEULZIN
80225	CREUSE	80285	ESSERTAUX	59266	GONDECOURT
59161	CREVECOEUR-SUR-L'ESCAUT	02288	ESSIGNY-LE-PETIT	62376	GONNEHEM
59162	CROCHTE	62311	ESTVELLES	62377	GOSNAY
59164	CROIX-CALUYAU	62313	ESTREE-BLANCHE	62378	GOUVES
02240	CROIX-FONSOMME	59214	ESTREES	62379	GOUY-EN-ARTOIS
80227	CROIXRAULT	80290	ESTREES-LES-CRECY	62383	GOUY-SOUS-BELLONNE
62262	CUINCHY	59219	ESTRUN	59270	GRAND-FAYT
59165	CUINCY	62317	ETAING	60286	GRANDVILLIERS
80230	CURCHY	62318	ETAPLES	80387	GRATTEPANCHE
62263	DAINVILLE	62319	ETERPIGNY	62386	GRENAY
80232	DAMERY	80295	ETINEHEM-MERICOURT	60289	GREZ
59169	DAMOUSIES	59218	ETROEUNGT	62389	GRINCOURT-LES-PAS
80233	DANCOURT-POPINCOURT	59220	FACHES-THUMESNIL	80391	GRIVILLERS
80234	DAOURS	59221	FAMARS	80392	GROUCHES-LUCHUEL
59170	DECHY	62324	FARBUS	80393	GRUNY
59171	DEHERIES	62325	FAUQUEMBERGUES	80395	GUERBIGNY
62265	DELETTES	80302	FAVEROLLES	80396	GUESCHART
59172	DENAIN	62327	FEBVIN-PALFART	59276	GUESNAIN
62267	DENNEBROEUCQ	59224	FECHAIN	80399	GUIGNEMICOURT
62268	DESVRES	59226	FELLERIES	62397	GUINES
59174	DIMECHAUX	59227	FENAIN	62399	HABARCQ
59175	DIMONT	62328	FERFAY	62401	HAINES
62270	DIVION	59228	FERIN	62402	HALINGHEN
62271	DOHEM	59229	FERON	59278	HALLENNES-LEZ-HAUBOURDIN
59176	DOIGNIES	59230	FERRIERE-LA-GRANDE	62403	HALLINES
60199	DOMELIERS	59231	FERRIERE-LA-PETITE	62404	HALLOY
60200	DOMFRONT	60232	FERRIERES	60295	HALLOY
60201	DOMPIERRE	80305	FERRIERES	62405	HAMBLAIN-LES-PRES
59177	DOMPIERRE-SUR-HELPE	80306	FESCAMPS	59280	HAMEL
80250	DOMVAST	02308	FESMY-LE-SART	62408	HAMES-BOUCRES
59670	DON	62330	FESTUBERT	80415	HANGEST-EN-SANTERRE
59178	DOUAI	62332	FICHEUX	59281	HANTAY
59179	DOUCHY-LES-MINES	62334	FIENNES	62410	HAPLINCOURT
62273	DOUDEAUVILLE	02310	FIEULAINE	80417	HARBONNIERES
80253	DOULLENS	59233	FLAUMONT-WAUDRECHIES	59282	HARDIFORT
59181	DOURLERS	62336	FLECHIN	60299	HARDIVILLERS
62276	DOUVIRIN	59234	FLERS-EN-ESCREBIEUX	59283	HARGNIES
80256	DREUIL-LES-AMIENS	59236	FLESQUIERES	02371	HARLY
80258	DRIENCOURT	80318	FLIXECOURT	62413	HARNES
62277	DROCOURT	62340	FLORINGHEM	59284	HASNON
62278	DROUVIN-LE-MARAIS	59240	FLOURSIES	59285	HASPRES
80260	DRUCAT	59241	FLOYON	59286	HAUBOURDIN
62279	DUISANS	80319	FLUY	62414	HAUCOURT
62280	DURY	80320	FOLIES	59288	HAULCHIN
80261	DURY	02319	FONSOMME	59289	HAUSSY
80262	EAUCOURT-SUR-SOMME	59242	FONTAINE-AU-BOIS	59290	HAUT-LIEU
59185	ECAILLON	02322	FONTAINE-NOTRE-DAME	59291	HAUTMONT
59186	ECCLES	80327	FONTAINE-SUR-MAYE	59292	HAVELUY
59187	ECLAIBES	02324	FONTENELLE	80423	HAVERNAS
62284	ECOURT-SAINT-QUENTIN	59246	FOREST-EN-CAMBRESIS	59294	HAYNECOURT
62286	ECQUEDECQUES	80331	FOREST-L'ABBAYE	80424	HEBECOURT
62288	ECQUES	80332	FOREST-MONTIERS	59296	HECQ
59188	ECUELIN	80334	FOSSEMANANT	59297	HELESMES

Mu

CODE INSEE	NOM DE LA COMMUNE	CODE INSEE	NOM DE LA COMMUNE	CODE INSEE	NOM DE LA COMMUNE
62423	HELFAUT	62496	LEFAUX	62569	MERCK-SAINT-LIEVIN
59300	HEM-LENGLET	62498	LENS	80528	MEREAUCOURT
62424	HENDECOURT-LES-CAGNICOURT	62499	LEPINE	62570	MERICOURT
62425	HENDECOURT-LES-RANSART	59517	LES RUES-DES-VIGNES	80541	MESNIL-SAINT-GEORGES
62427	HENIN-BEAUMONT	62500	LESPESES	02481	MESNIL-SAINT-LAURENT
62429	HENNEVEUX	59343	LESQUIN	80542	MESNIL-SAINT-NICAISE
59302	HERIN	80296	L'ETOILE	62573	MEURCHIN
62437	HERLY	62503	LEUBRINGHEN	80546	MIANNAY
62439	HERMELINGHEN	62504	LEULINGHEM	59402	MILLAM
62440	HERMIES	62505	LEULINGHEN-BERNES	80548	MILLEN COURT-EN-PONTHIEU
59304	HERRIN	59344	LEVAL	59403	MILLONFOSSE
62443	HERSIN-COUPIGNY	59345	LEWARDE	80549	MIRAUMONT
62444	HERVELINGHEN	59342	LEZ-FONTAINE	80550	MIRVAUX
59305	HERZEELE	80474	LICOURT	59405	MOEUVRES
80436	HESCAMPS	62506	LICQUES	80553	MOLLIENS-AU-BOIS
62445	HESDIGNEUL-LES-BETHUNE	62508	LIERES	59406	MONCEAU-SAINT-WAAST
62446	HESDIGNEUL-LES-BOULOGNE	59347	LIESSIES	59407	MONCHAUX-SUR-ECAILLON
62448	HESDIN-L'ABBE	62509	LIETTRES	59409	MONCHECOURT
59306	HESTRUD	59348	LIEU-SAINT-AMAND	62578	MONCHIET
60314	HETOMESNIL	62510	LIEVIN	62582	MONCHY-LE-PREUX
62452	HEURINGHEM	80478	LIGNIERES	62583	MONDICOURT
62453	HEZECQUES	80481	LIHONS	80558	MONSURES
02383	HOMBLIERES	62516	LILLERS	59412	MONTAY
59308	HONDEGHEM	59351	LIMONT-FONTAINE	80561	MONTDIDIER
59309	HONDSCHOOTE	62519	LISBOURG	62586	MONTENESCOURT
59311	HONNECHY	59353	LOCQUIGNOL	02511	MONTIGNY-EN-ARROUAISE
59312	HONNECOURT-SUR-ESCAUT	59354	LOFFRE	62587	MONTIGNY-EN-GOHELLE
59313	HORDAIN	62523	LOISON-SOUS-LENS	59414	MONTIGNY-EN-OSTREVENT
59314	HORNAING	80487	LONGAVESNES	80562	MONTIGNY-SUR-L'HALLUE
80443	HORNOY-LE-BOURG	62524	LONGFOSSE	59415	MONTRE COURT
62457	HOUDAIN	80489	LONGUEAU	62588	MONTREUIL
62458	HOULLE	62525	LONGUENESSE	80568	MORCHAIN
59316	HOUPLIN-ANCOISNE	62526	LONGUEVILLE	62592	MORINGHEM
59318	HOUTKERQUE	59360	LOOS	59418	MORTAGNE-DU-NORD
62464	HULLUCH	62528	LOOS-EN-GOHELLE	80574	MOUFLERS
80621	HYPERCOURT	62530	LOTTINGHEN	62595	MOULLE
59321	INCHY	62531	LOUCHES	59420	MOUSTIER-EN-FAGNE
62469	INCHY-EN-ARTOIS	59361	LOURCHES	62599	NABRINGHEN
80451	IRLES	59363	LOUVIGNIES-QUESNOY	80582	NAMPS-MAISNIL
62474	ISQUES	59365	LOUVROIL	80583	NAMPTY
59322	IWUY	62532	LOZINGHEM	80584	NAOURS
62476	IZEL-LES-EQUERCHIN	80495	LUCHEUX	80588	NEUFMOULIN
59324	JEUMONT	62533	LUGY	59425	NEUVILLE-EN-AVESNOIS
59051	LA BASSEE	62534	LUMBRES	02549	NEUVILLE-SAINT-AMAND
62196	LA CALOTTERIE	80496	MACHIEL	62609	NEUVILLE-SAINT-VAAST
02312	LA FLAMENGRIE	80497	MACHY	59429	NEUVILLE-SUR-ESCAUT
59274	LA GROISE	59369	MAING	59430	NEUVILLY
62535	LA MADELAINE-SOUS-MONTREUIL	60377	MAISONCELLE-TUILERIE	62612	NEUVIREUIL
59368	LA MADELEINE	80501	MAISON-PONTHIEU	62613	NIELLES-LES-BLEQUIN
59427	LA NEUVILLE	59372	MALINCOURT	62615	NIELLES-LES-CALAIS
59564	LA SENTINELLE	62543	MAMETZ	59432	NIERGNIES
80792	LA VICOIGNE	59374	MARBAIX	59434	NIVELLE
62479	LABEUVRIERE	59377	MARCOING	62617	NOEUX-LES-MINES
80453	LABOISSIERE-EN-SANTERRE	59379	MARCY-EN-OSTREVENT	59436	NOORDPEENE
62480	LABOURSE	02459	MARCY	62618	NORDAUSQUES
80455	LACHAPELLE	59382	MARETZ	62620	NORRENT-FONTES
62483	LACRES	80512	MAREUIL-CAUBERT	62622	NORT-LEULINGHEM
62485	LAIRES	80515	MARLERS	80598	NOUVION
59327	LALLAING	62555	MARLES-LES-MINES	80599	NOYELLES-EN-CHAUSSEE
59328	LAMBERSART	59383	MARLY	59437	NOYELLES-LES-SECLIN
62486	LAMBRES	59384	MAROILLES	62626	NOYELLES-LES-VERMELLES
59329	LAMBRES-LEZ-DOUAI	59385	MARPENT	62627	NOYELLES-SOUS-BELLONNE
59331	LANDRECIES	59387	MARQUETTE-EN-OSTREVENT	62628	NOYELLES-SOUS-LENS
62487	LANDRETHUN-LE-NORD	59388	MARQUILLIES	59438	NOYELLES-SUR-ESCAUT
62488	LANDRETHUN-LES-ARDRES	62560	MARQUISE	59439	NOYELLES-SUR-SAMBRE
62489	LAPUGNOY	80517	MARQUIVILLERS	59440	NOYELLES-SUR-SELLE
59333	LAROULLIES	62561	MARTINPUICH	62632	OBLINGHEM
80467	LAUCOURT	59389	MASNIERES	59442	OBRECHIES
59334	LAUWIN-PLANQUE	59390	MASNY	59443	OCHTEZEELE
59136	LE CATEAU-CAMBRESIS	59391	MASTAING	80485	O-DE-SELLE
60182	LE CROCCQ	80519	MATIGNY	59445	OHAIN
60262	LE FRESTOY-VAUX	62562	MATRINGHEM	59446	OISY
60297	LE HAMEL	59392	MAUBEUGE	02569	OISY
60397	LE MESNIL-CONTEVILLE	80520	MAUCOURT	62638	OISY-LE-VERGER
60503	LE PLOYRON	59393	MAULDE	80609	ONEUX
80652	LE QUESNEL	59394	MAUROIS	59447	ONNAING
59481	LE QUESNOY	62563	MAZINGARBE	59448	OOST-CAPPEL
62677	LE QUESNOY-EN-ARTOIS	62564	MAZINGHEM	62639	OPPY
62777	LE SARS	59395	MAZINGHIEN	80611	ORESMAUX
80763	LE TITRE	80524	MEHARICOURT	59450	ORS
62493	LEBUCQUIERE	80525	MEIGNEUX	59453	OUDEZEELE
80263	L'ECHELLE-SAINT-AURIN	62565	MENCAS	60485	OURSSEL-MAISON
59336	LECLUSE	62566	MENNEVILLE	62644	OUVE-WIRQUIN
59337	LEDERZEELE	62567	MENTQUE-NORTBECOURT	59454	OXELAERE
59338	LEDRINGHEM	59397	MERCKEGHEM	60486	PAILLART

CODE INSEE	NOM DE LA COMMUNE	CODE INSEE	NOM DE LA COMMUNE	CODE INSEE	NOM DE LA COMMUNE
59455	PAILLEN COURT	62721	ROQUETOIRE	59562	SEMERIES
62646	PALLUEL	80680	ROSIERES-EN-SANTERRE	59563	SEMOUSIES
02584	PAPLEUX	59513	ROUCOURT	62788	SENINGHEM
80616	PARGNY	59514	ROUSIES	62789	SENLECQUES
80617	PARVILLERS-LE-QUESNOY	62723	ROUSSENT	62790	SENLIS
59456	PECQUENCOURT	59515	ROUVIGNIES	59565	SEPMERIES
62650	PELVES	62724	ROUVROY	59567	SERANVILLERS-FORENVILLE
59459	PETITE-FORET	02659	ROUVROY	62792	SERQUES
59461	PETIT-FAYT	80682	ROUVROY-EN-SANTERRE	62793	SERVINS
62654	PEUPLINGUES	60556	ROYAUCOURT	62794	SETQUES
59462	PHALEMPIN	80687	RUBESCOURT	80735	SEUX
80622	PICQUIGNY	59516	RUBROUCK	62796	SIMENCOURT
80623	PIENNES-ONVILLERS	59518	RUESNES	59569	SIN-LE-NOBLE
80624	PIERREGOT	62726	RUISSEAUVILLE	59571	SOLESMES
62656	PIHEM	62728	RUMAUCOURT	59572	SOLRE-LE-CHATEAU
62657	PIHEN-LES-GUINES	80690	RUMIGNY	59573	SOLRINNES
80626	PISSY	59520	RUMILLY-EN-CAMBRESIS	59574	SOMAIN
80627	PLACHY-BUYON	62734	SAILLY-EN-OSTREVENT	59575	SOMMAING
80630	POIX-DE-PICARDIE	80692	SAILLY-FLIBEAUCOURT	60622	SOMMEREUX
59464	POIX-DU-NORD	62735	SAILLY-LABOURSE	62799	SORRUS
62663	POMMERA	59524	SAINGHIN-EN-WEPPES	62801	SOUCHEZ
59465	POMMEREUIL	59525	SAINS-DU-NORD	59577	STAPLE
62664	POMMIER	80696	SAINS-EN-AMIENOIS	59580	STEENVOORDE
62666	PONT-A-VENDIN	62737	SAINS-EN-GOHELLE	59583	TAISNIERES-EN-THIERACHE
80632	PONT-DE-METZ	59526	SAINT-AMAND-LES-EAUX	59585	TEMPLEMARS
80634	PONT-NOYELLES	60565	SAINT-ANDRE-FARIVILLERS	59586	TEMPLEUVE-EN-PEVELE
80635	PONT-REMY	59527	SAINT-ANDRE-LEZ-LILLE	80747	TEMPLEUX-LA-FOSSE
59467	PONT-SUR-SAMBRE	59528	SAINT-AUBERT	59587	TERDEGHEM
80638	POTTE	62742	SAINT-AUBIN	62809	TERNAS
62668	PREDEFIN	59529	SAINT-AUBIN	62810	THELUS
62670	PREURES	62691	SAINT-AUGUSTIN	62811	THEROUANNE
59472	PREUX-AU-BOIS	59531	SAINT-BENIN	59589	THIANT
59475	PROUVY	60573	SAINTE-EUSOYE	80755	THIEULLOY-LA-VILLE
80643	PROUZEL	59536	SAINTE-MARIE-CAPPEL	59593	THUN-L'EVEQUE
59476	PROVILLE	80719	SAINTE-SEGREE	59594	THUN-SAINT-AMAND
59477	PROVIN	62746	SAINT-ETIENNE-AU-MONT	62815	TIGNY-NOYELLE
62672	PUISIEUX	80702	SAINT-FUSCIEN	80759	TILLOLOY
60518	PUITS-LA-VALLEE	80704	SAINT-GRATIEN	62819	TILQUES
80647	PUZEAUX	62750	SAINT-HILAIRE-COTTES	80762	TINCOURT-BOUCLY
80648	PYS	59534	SAINT-HILAIRE-SUR-HELPE	62821	TINGRY
59479	QUAROUBLE	62751	SAINT-INGLEVERT	62825	TORTEQUESNE
62674	QUELMES	62752	SAINT-JOSSE	59600	TOURMIGNIES
62675	QUERCAMPS	62754	SAINT-LEGER	62827	TOURNEHEM-SUR-LA-HEM
59480	QUERENAING	62755	SAINT-LEONARD	59601	TRELON
62676	QUERNES	80708	SAINT-MARD	60643	TRICOT
80650	QUERRIEU	62759	SAINT-MARTIN-CHOQUEL	59603	TRITH-SAINT-LEGER
62678	QUESQUES	62760	SAINT-MARTIN-D'HARDINGHEM	59604	TROISVILLES
62679	QUESTRECQUES	62757	SAINT-MARTIN-LEZ-TATINGHEM	60648	TROUSSENCOURT
62680	QUIERY-LA-MOTTE	02683	SAINT-MARTIN-RIVIERE	59606	VALENCIENNES
62681	QUIESTEDE	59537	SAINT-MARTIN-SUR-ECAILLON	80778	VAUCHELLES-LES-DOMART
59483	QUIEVELON	62763	SAINT-MICHEL-SUR-TERNOISE	80779	VAUCHELLES-LES-QUESNOY
59484	QUIEVRECHAIN	62765	SAINT-OMER	62836	VAUDRICOURT
62685	RADINGHEM	62767	SAINT-POL-SUR-TERNOISE	80785	VEQUEMONT
59488	RAILLEN COURT-SAINTE-OLLE	59541	SAINT-PYTHON	62840	VELU
59490	RAINSARS	02691	SAINT-QUENTIN	59607	VENDEGIES-AU-BOIS
59491	RAISMES	59542	SAINT-REMY-CHAUSSEE	59608	VENDEGIES-SUR-ECAILLON
59492	RAMILLIES	59543	SAINT-REMY-DU-NORD	60664	VENDEUIL-CAPLY
59493	RAMOUSIES	80716	SAINT-RIQUIER	59609	VENDEVILLE
62688	RANG-DU-FLIERS	80717	SAINT-SAUFLIEU	02776	VENDHUILE
59494	RAUCOURT-AU-BOIS	59545	SAINT-SOUPLET	62841	VENDIN-LES-BETHUNE
62693	REBREUVE-RANCHICOURT	59546	SAINT-SYLVESTRE-CAPPEL	62842	VENDIN-LE-VIEIL
62696	RECLINGHEM	60599	SAINT-THIBAUT	59610	VERCHAIN-MAUGRE
59495	RECQUIGNIES	62769	SAINT-TRICAT	62843	VERCHIN
59496	REJET-DE-BEAULIEU	59547	SAINT-VAAST-EN-CAMBRESIS	62844	VERCHOCQ
80667	REMAUGIES	80723	SAISSEVAL	62845	VERLINCTHUN
62702	REMILLY-WIRQUIN	59549	SALESCHES	62846	VERMELLES
62703	REMY	80724	SALEUX	62847	VERQUIGNEUL
62704	RENTY	62771	SALLAUMINES	62848	VERQUIN
59498	REUMONT	59550	SALOME	80791	VERS-SUR-SELLE
80670	REVELLES	80725	SALOUEL	59612	VERTAIN
59499	REXPOEDE	62772	SALPERWICK	62849	VERTON
02647	RIBEAUVILLE	62773	SAMER	59613	VICQ
59500	RIBECOURT-LA-TOUR	62775	SANGHEN	62853	VIEIL-MOUTIER
59501	RIEULAY	59553	SANTES	59617	VIEUX-MESNIL
59502	RIEUX-EN-CAMBRESIS	59555	SARS-POTERIES	59618	VIEUX-RENG
62712	RIVIERE	59556	SASSEGNIES	80794	VILLECOURT
59503	ROBERSART	62780	SAUCHY-CAUCHY	80795	VILLE-LE-MARCLET
02650	RODQUIGNY	62781	SAUCHY-LESTREE	59009	VILLENEUVE-D'ASCQ
62716	RODELINGHEM	80728	SAULCHOY-SOUS-POIX	62855	VILLERS-AU-FLOS
59504	ROEULX	62784	SAULTY	59620	VILLERS-AU-TERTRE
80678	ROLLOT	59558	SAULZOIR	62856	VILLERS-BRULIN
59505	ROMBIES-ET-MARCHIPONT	80730	SAVEUSE	59622	VILLERS-EN-CAUCHIES
62720	ROMBLY	62785	SAVY-BERLETTE	80803	VILLERS-LES-ROYE
59506	ROMERIES	59560	SECLIN	59624	VILLERS-OUTREAUX
60545	ROMESCAMPS	62786	SELLES	62861	VIMY

136

CODE INSEE	NOM DE LA COMMUNE
62862	VINCLY
62863	VIOLAINES
62864	VIS-EN-ARTOIS
62865	VITRY-EN-ARTOIS
59628	VOLCKERINCKHOVE
80811	VOYENNES
59629	VRED
80814	VRELY
59630	WAHAGNIES
62869	WAILLY
62870	WAILLY-BEAUCAMP
59631	WALINCOURT-SELVIGNY
59632	WALLERS
59633	WALLERS-EN-FAGNE
59637	WANDIGNIES-HAMAGE
62874	WANQUETIN
80819	WARGNIES
59642	WARLAING
62876	WARLENCOURT-EAUCOURT
62877	WARLINCOURT-LES-PAS
62878	WARLUS
80822	WARSY
80823	WARVILLERS
59645	WASNES-AU-BAC
59648	WATTIGNIES
59649	WATTIGNIES-LA-VICTOIRE
62882	WAVRANS-SUR-L'AA
59651	WAVRECHAIN-SOUS-DENAIN
59652	WAVRECHAIN-SOUS-FAULX
59653	WAVRIN
59654	WAZIERS
60702	WELLES-PERENNES
59655	WEMAERS-CAPPEL
59657	WEST-CAPPEL
59658	WICRES
62887	WIDHEM
62888	WIERRE-AU-BOIS
59659	WIGNEHIES
62892	WILLERVAL
59661	WILLIES
62893	WIMEREUX
62894	WIMILLE
62895	WINGLES
59662	WINNEZEELE
62896	WIRWIGNES
62898	WISQUES
62899	WISSANT
62900	WITTERNESSE
62901	WITTES
62902	WIZERNES
59663	WORMHOUT
59664	WULVERDINGHE
59665	WYLDER
80829	Y
80830	YAUCOURT-BUSSUS
80832	YVRENCH
80833	YVRENCEUX
59666	ZEGERSCAPPEL
59667	ZERMEZEELE
62904	ZOUAFQUES
62905	ZUDAUSQUES
59669	ZUYTPEENE

ANNEXE 2 DE LA DELIBERATION N°  
DU CONSEIL D'ADMINISTRATION DU

DEFINITION DES ZONES GEOGRAPHIQUES

**Ressources de catégorie 2 :**

Prescriptions de l'arrêté du 20 janvier 2004 constatant la liste des communes incluses dans la zone de répartition des eaux de nappe des calcaires carbonifères.



PRÉFECTURE DU NORD

POLICE de l'EAU et des MILIEUX AQUATIQUES

**ARRÊTE PRÉFECTORAL** constatant la liste des communes incluses dans la zone de répartition des eaux de la nappe des calcaires carbonifères

**LE PRÉFET DE LA REGION NORD-PAS-DE-CALAIS, PRÉFET DU NORD,  
OFFICIER DE LA LEGION D'HONNEUR,  
COMMANDEUR DE L'ORDRE NATIONAL DU MÉRITE**

VU le Code de l'Environnement et notamment les articles L 211-2, L 211-3 et L214-1 à L214-6 ;

VU le décret n° 93.742 modifié du 29 mars 1993 relatif aux procédures d'autorisation et de déclaration prévues à l'article L 214-1 du code de l'environnement ;

VU le décret n° 93.743 modifié du 29 mars 1993 relatif à la nomenclature des opérations soumises à autorisation ou à déclaration en application de l'article L 214-1 du code de l'environnement ;

VU le décret n° 94.354 du 29 avril 1994 modifié par le décret n° 2003-869 du 11 septembre 2003 relatif aux zones de répartition des eaux ;

CONSIDÉRANT qu'en vertu de l'article 2 du décret n° 94-354 modifié, il appartient au préfet de constater par arrêté la liste des communes du département incluses dans les zones de répartition des eaux ;

CONSIDÉRANT que le département du Nord est concerné par une zone de répartition des eaux mentionnée à la partie B de l'annexe du décret n°2003-869 du 11 septembre 2003 ;

Sur proposition du Secrétaire Général de la Préfecture du Nord :

**ARRETE**

**ARTICLE 1<sup>er</sup> :**

La nappe des calcaires carbonifères est classée en zone de répartition des eaux en raison de sa surexploitation.  
 La liste des communes du département incluses dans le zone de répartition des eaux et, pour chaque commune, la profondeur par rapport au terrain naturel à partir de laquelle les dispositions relatives à la répartition des eaux s'appliquent, sont indiquées ci-après :

Commune	N°INSEE	Profondeur par rapport au niveau du terrain naturel
AIX	59004	50 mètres
ANSTAING	59013	50 mètres
ARMENTIERES	59017	110 mètres
AVELIN	59074	50 mètres
BACHY	59042	50 mètres
BAISIEUX	59044	30 mètres
BONDUES	59090	130 mètres
BOURGHELLES	59096	50 mètres
BOUSBECQUE	59098	130 mètres
BOUVINES	59106	50 mètres
CAMPION-EN-PEVELE	59124	50 mètres
CAPPELLE-EN-PEVELE	59129	50 mètres
CHERENG	59146	50 mètres
COBRIEUX	59150	50 mètres
COMINES	59152	120 mètres
CROIX	59163	90 mètres
CYSOING	59166	50 mètres
DEULEMONT	59173	120 mètres
EMMERIN	59193	50 mètres
ENNEVELIN	59197	50 mètres
FACHES-THUMESNIL	59220	50 mètres
FOREST-SUR-MARQUE	59247	50 mètres
FRELINGHIEN	59252	110 mètres
FRETIN	59256	50 mètres
GRENECH	59258	50 mètres
GRUSON	59275	50 mètres
HALLUIN	59279	140 mètres
HAUBOURDIN	59286	50 mètres
HEM	59299	60 mètres
HOUPLIN-ANCOISNE	59316	50 mètres
HOUPLINES	59317	100 mètres
LA CHAPELLE-D'ARMENTIERES	59143	100 mètres
LA MADELEINE	59068	90 mètres
LAMBERSART	59328	100 mètres
LANNOY	59332	50 mètres
LEERS	59339	50 mètres
LESQUIN	59343	50 mètres
LEZENNES	59346	50 mètres
LILLE	59350	50 mètres
LINSELLES	59352	130 mètres
LONME	59355	50 mètres
LONPRET	59356	100 mètres
LOOS	59360	50 mètres
LOUVIL	59364	50 mètres
LYS-LEZ-LANNOY	59367	50 mètres
MARCO-EN-BAROEUL	59378	90 mètres
MARQUETTE-LEZ-LILLE	59386	100 mètres

MERIGNIES	59398	50 mètres
MONS-BN-BAROEUL	59410	50 mètres
MOUCHIN	59419	50 mètres
MOUVAUX	59421	130 mètres
NEUVILLE-EN-FERRAIN	59426	100 mètres
NIEPPE	59431	120 mètres
NOMAIN	59435	50 mètres
NOYELLES-LES-SECLIN	59437	50 mètres
PBRENCHIES	59457	100 mètres
PERONNE-EN-MELANTOIS	59458	50 mètres
FONT-A-MARCO	59466	50 mètres
PREMESQUES	59470	120 mètres
QUESNOY-SUR-DEULE	59482	120 mètres
RONCHIN	59507	50 mètres
RONCO	59508	130 mètres
ROUBAIX	59512	50 mètres
RUMEGIES	59519	50 mètres
SAILLY-LEZ-LANNOY	59522	50 mètres
SAINQIIN-EN-MELANTOIS	59523	50 mètres
SAINT-ANDRE-LEZ-LILLE	59527	100 mètres
SANTES	59551	50 mètres
SECLIN	59560	50 mètres
SEQUEMIN	59566	50 mètres
TEMPLEMARS	59583	50 mètres
TEMPLEUVE	59586	50 mètres
TOUFFLERS	59596	50 mètres
TOURCOING	59599	100 mètres
TRESSIN	59602	50 mètres
VENDEVILLE	59609	50 mètres
VERLINGHEM	59611	110 mètres
VILLENEUVE-D'ASCQ	59609	50 mètres
WAMBRECHIES	59636	110 mètres
WANNEHAIN	59638	50 mètres
WARNETON	59643	110 mètres
WASQUEHAL	59644	90 mètres
WATTIGNIES	59648	50 mètres
WATTRELOS	59650	100 mètres
WAVRIN	59653	50 mètres
WERVICO-SUD	59656	160 mètres
WILLEMS	59660	50 mètres

**ARTICLE 2 :**

Dans les communes susvisées, tous les prélèvements d'eau souterraine qui s'effectuent à une profondeur supérieure ou égale à celle prévue par l'article 1<sup>er</sup>, à l'exception de ceux inférieurs à 1000m<sup>3</sup>/an, réputés domestiques, relèvent de la rubrique 4.3.0 de la nomenclature annexée au décret n° 93-743 du 29 mars 1993 modifié. Ces prélèvements sont soumis à autorisation (A) ou déclaration (D) dans les conditions suivantes :

Capacité totale maximale des installations de prélèvement :

- Supérieure ou égale à 8m<sup>3</sup>/h : ..... Autorisation
- Autres cas : ..... Déclaration

*M*

**ARTICLE 3 :**

Les dispositions de l'article 2 sont applicables à tout nouveau prélèvement postérieur à la date de publication du présent arrêté.

Les prélèvements existants à la date de publication du présent arrêté, en situation régulière au regard du code de l'environnement, qui viennent à être soumis à déclaration ou à autorisation en raison du classement de la nappe du carbonifère en zone de répartition des eaux, peuvent se poursuivre à condition que l'exploitant fournisse au Préfet dans les trois mois, s'il ne l'a pas déjà fait à l'appui d'une déclaration, les informations mentionnées à l'article 41 du décret n°93-742 du 29 mars 1993 modifié.

**ARTICLE 4 :**

Ainsi que prévu à l'article L. 214-10 du code de l'environnement, la présente décision peut être déférée au tribunal administratif de Lille dans les conditions prévues à l'article L. 514-6 du même code.

**ARTICLE 5 :**

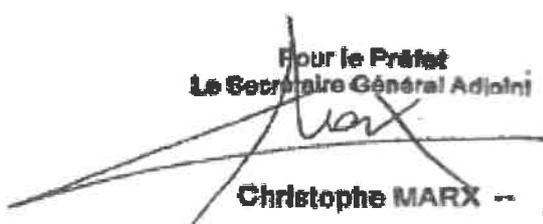
Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture du Nord, Monsieur le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt, Monsieur le Directeur Départemental de l'Équipement, Madame la Directrice Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales, Monsieur le Directeur du Service de la Navigation du Nord, Monsieur le Directeur Régional de l'Industrie, de la Recherche et de l'Environnement, sont chargés chacun en ce qui les concerne, de l'application du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture du Nord et dont ampliation sera adressée :

- aux maires des communes visées à l'article 1<sup>er</sup> pour affichage en mairie pour une durée de 2 mois (un certificat attestant de l'affichage sera adressé par les maires à la Préfecture du Nord - bureau de l'Environnement - à la fin du délai d'affichage)
- à la direction de l'eau du Ministère de l'Écologie et du Développement Durable

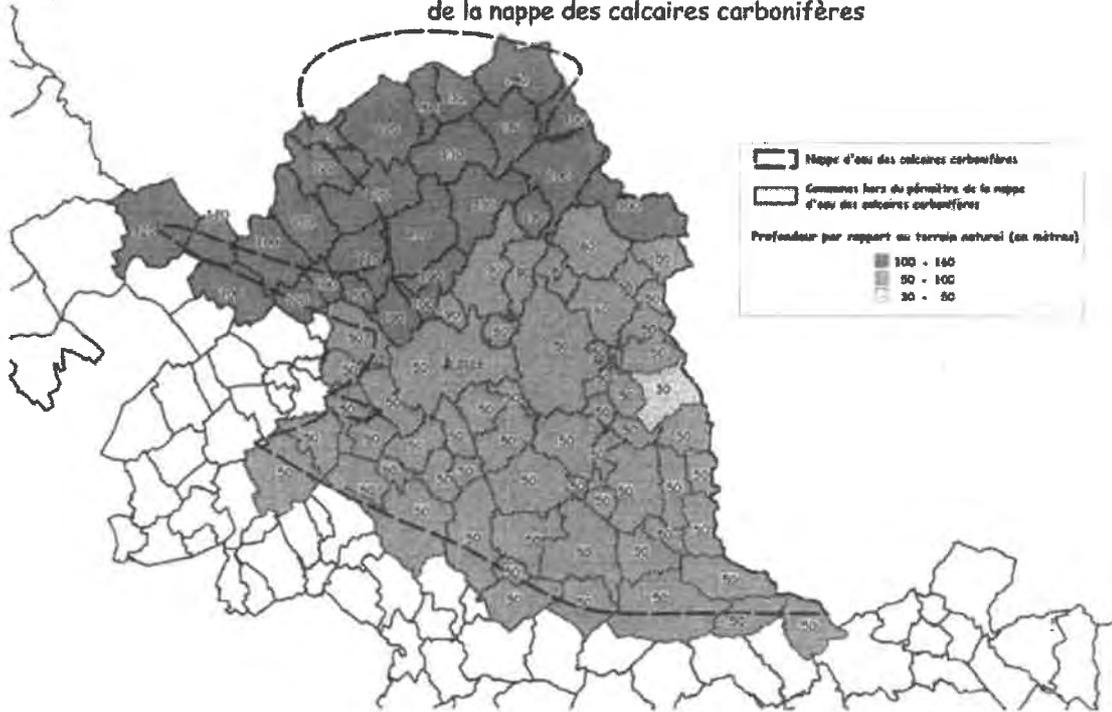
FAIT à LILLE, le 7<sup>ème</sup> mars 2004

Le PRÉFET,

Pour le Préfet  
Le Secrétaire Général Adjoint

  
Christophe MARX

### Communes incluses dans la zone de répartition de la nappe des calcaires carbonifères



BC

## DELIBERATION N° 19-A-026 DU CONSEIL D'ADMINISTRATION DE L'AGENCE DE L'EAU ARTOIS-PICARDIE

### TITRE : ZONAGES D'INTERVENTION

#### VISA :

- Vu la Charte de l'Environnement promulguée par la Loi Constitutionnelle n° 2005-205 du 1er mars 2005,
- Vu le Code de l'Environnement,
- Vu la Loi n° 2006-1772 du 30 décembre 2006 sur l'Eau et les Milieux Aquatiques,
- Vu le Décret n° 2007-981 du 15 mai 2007 relatif aux Agences de l'Eau,
- Vu le SDAGE du bassin Artois-Picardie et le Programme de Mesures en vigueur,
- Vu le décret 2006-430 du 13 avril 2006 **définissant les communes rurales au sens des articles L. 2335-9, L. 3334-10 et R. 3334-8 du code général des collectivités territoriales,**
- Vu l'arrêté national de détermination des communes incluses dans les zones de revitalisation rurale du 22 février 2018,
- Vu le règlement intérieur du Conseil d'Administration de l'Agence de l'eau Artois Picardie en vigueur,
- Vu le rapport du Directeur Général présenté au point n°6.4 de l'ordre du jour de la Commission Permanente Programme du 14 septembre 2018,
- Vu le rapport du Directeur Général présenté au point n°2.8 de l'ordre du jour du Conseil d'Administration du 5 octobre 2018,
- Vu l'avis conforme du Comité de Bassin en date du 5 octobre 2018,
- Vu le rapport du Directeur Général présenté au point 5.2 de l'ordre du jour du Conseil d'Administration du 5 juillet 2019,

**Le Conseil d'Administration de l'Agence de l'Eau Artois-Picardie décide :**

**La délibération n°18-A-037 du Conseil d'Administration du 5 octobre 2018 est abrogée et remplacée comme suit :**

### PARTIE 1 – PRINCIPES D'INTERVENTION

Afin d'établir des critères d'éligibilité ou de priorité pour les politiques d'intervention de l'Agence, différents zonages sont définis concernant :

- ✓ la solidarité territoriale ;
- ✓ les macropolluants ;
- ✓ l'enjeu eau potable ;
- ✓ les matières en suspension ;
- ✓ le programme de maintien de l'agriculture en zones humides ;
- ✓ les cours d'eau ;
- ✓ les zones vulnérables.

## **PARTIE 2 - DEFINITION DES ZONAGES**

### **ARTICLE 1 - ZONAGE "SOLIDARITE TERRITORIALE"**

Les communes identifiées au titre de la solidarité territoriale (cf. carte 1) sont :

- ✓ les communes incluses dans les Zones de Revitalisation Rurale désignées par l'arrêté national du 22 février 2018 ;
- ✓ les communes avec une population « très peu dense à peu dense » et dont le niveau de vie des ménages est compris dans la moitié inférieure à l'échelle du Bassin Artois-Picardie.

Ces communes peuvent bénéficier d'une subvention complémentaire pour les travaux relatifs aux ouvrages d'épuration, aux réseaux d'assainissement et à l'eau potable selon les conditions fixées par chaque délibération d'intervention.

La liste récapitulative des communes identifiées au titre de la solidarité territoriale figure dans le tableau en annexe 1.

### **ARTICLE 2 – ZONAGE D'INTERVENTION "MACROPOLLUANTS"**

Les demandes d'aides adressées à l'Agence pour des opérations relatives aux lignes de programme :

- 111 - Stations d'épuration des collectivités territoriales, hors Assainissement Non Collectif,
- 112 - Réseaux d'assainissement des collectivités territoriales
- 113 - Lutte contre la pollution des activités économiques hors agricoles, hors lutte contre les micropolluants

seront priorisées en fonction de l'impact territorial de l'opération, selon le zonage exposé sur la carte 2.

La liste des communes par niveau de priorité est exposée en annexe 1 (Priorités masse d'eau, captage prioritaire, zone de baignade, priorité de la commune).

### **ARTICLE 3 – ZONAGE D'INTERVENTION "ENJEU EAU POTABLE"**

Les demandes d'aides adressées à l'Agence pour des opérations relatives à la lutte contre la pollution diffuse et à l'agriculture biologique sont éligibles prioritairement dans les communes reprises dans le zonage exposé sur la carte n°3.

Les demandes d'aides adressées à l'Agence pour des opérations relatives aux Opérations de Reconquête de la Qualité de l'Eau sont priorisées selon le zonage exposé sur la carte n°3.

Enfin ce zonage intervient également dans les critères d'éligibilité des demandes d'aides adressées à l'Agence pour des opérations relatives à l'assainissement non collectif et aux raccordements aux réseaux publics de collecte.

La liste des communes concernées est exposée en annexe 1.

#### **ARTICLE 4 – ZONAGE D'INTERVENTION "MATIERES EN SUSPENSION"**

Les demandes d'aides adressées à l'Agence pour des opérations relatives à la lutte contre l'érosion des sols agricoles sont éligibles prioritairement dans les communes reprises dans le zonage exposé sur la carte n°4.

La liste des communes concernées est exposée en annexe 1.

#### **ARTICLE 5 – ZONAGE D'INTERVENTION "PROGRAMME DE MAINTIEN DE L'AGRICULTURE EN ZONES HUMIDES"**

Les demandes d'aides adressées à l'Agence pour des opérations relatives au maintien de l'agriculture en zones humides (sous-ligne de programme 1187) sont éligibles uniquement dans les communes reprises dans le zonage exposé sur la carte n°5.

La liste des communes concernées est exposée en annexe 1.

#### **ARTICLE 6 – ZONAGE D'INTERVENTION "COURS D'EAU"**

Les demandes d'aides adressées à l'Agence pour des opérations relatives à l'entretien et à la restauration des cours d'eau (sous-ligne de programme 1240), au curage des sédiments toxiques (sous-ligne de programme 1241) et au rétablissement de la continuité écologique des cours d'eau (sous-ligne de programme 1246) sont éligibles prioritairement dans les cours d'eau et portions de cours d'eau affichés dans le zonage exposé sur la carte n°6.

#### **ARTICLE 7 – ZONAGE D'INTERVENTION "ZONES VULNERABLES"**

Les demandes d'aides pour des investissements liés à la gestion des effluents d'élevage (sous ligne de programme 1183) sont éligibles uniquement dans les communes concernées par l'extension de zones vulnérables postérieure à l'année 2014 et dans les conditions prévues par les Programmes de Développement Rural régionaux.

LE PRÉSIDENT DU  
CONSEIL D'ADMINISTRATION

  
**Michel LALANDE**

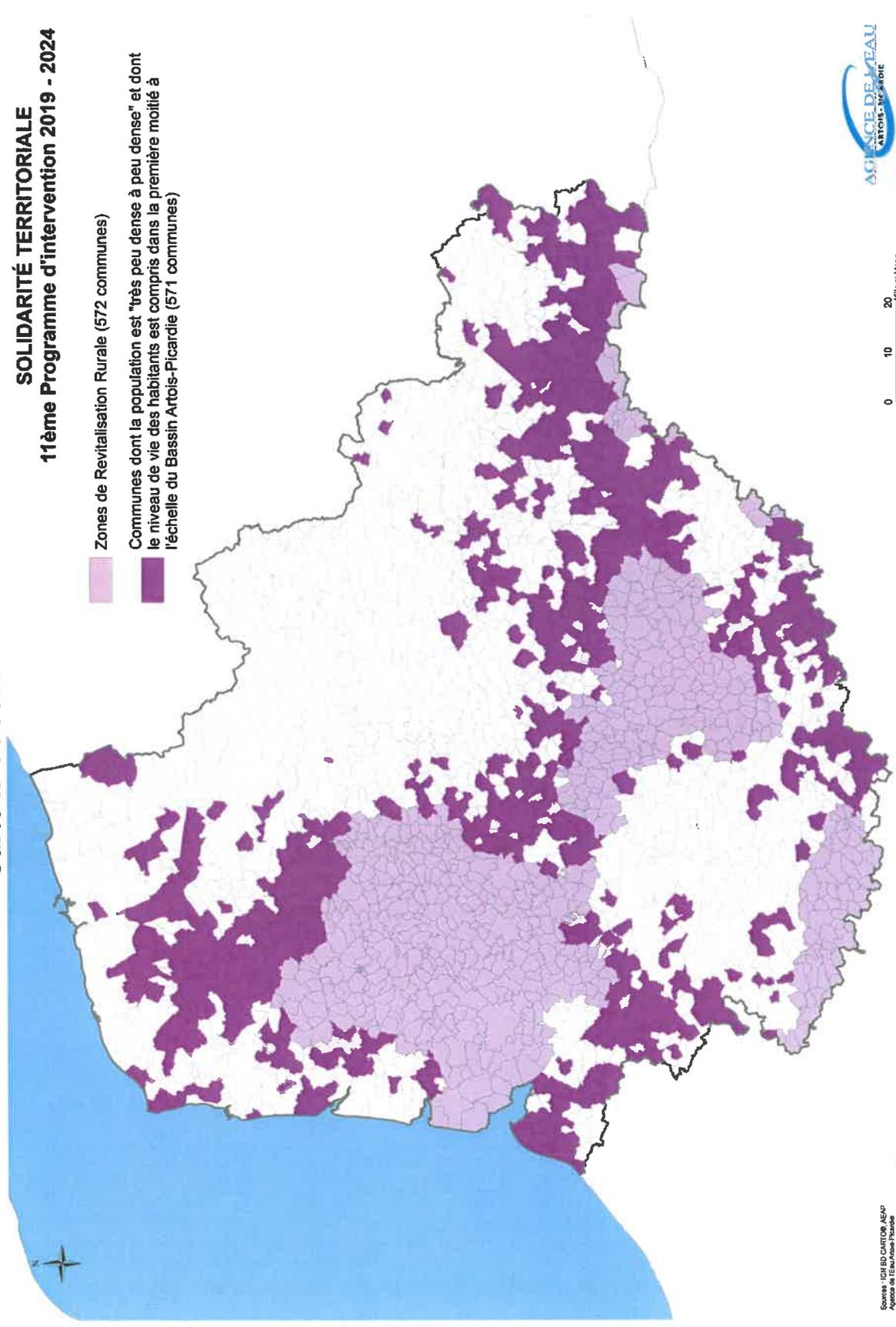
Publié le  
**11 JUL. 2019**  
Sur le site internet de l'Agence

LE DIRECTEUR GÉNÉRAL DE  
L'AGENCE

  
**Bertrand GALTIER**

# Carte n°1 : SOLIDARITE TERRITORIALE

## SOLIDARITÉ TERRITORIALE 11ème Programme d'intervention 2019 - 2024



Zones de Revitalisation Rurale (572 communes)

Communes dont la population est "très peu dense à peu dense" et dont le niveau de vie des habitants est compris dans la première moitié à l'échelle du Bassin Artois-Picardie (571 communes)

Source : ICLIS DU CANTON ASAD  
Agence de l'Estuaire-Picardie  
Société Anonyme, 100 quai de la République, 59100 Lille  
Mars 2018



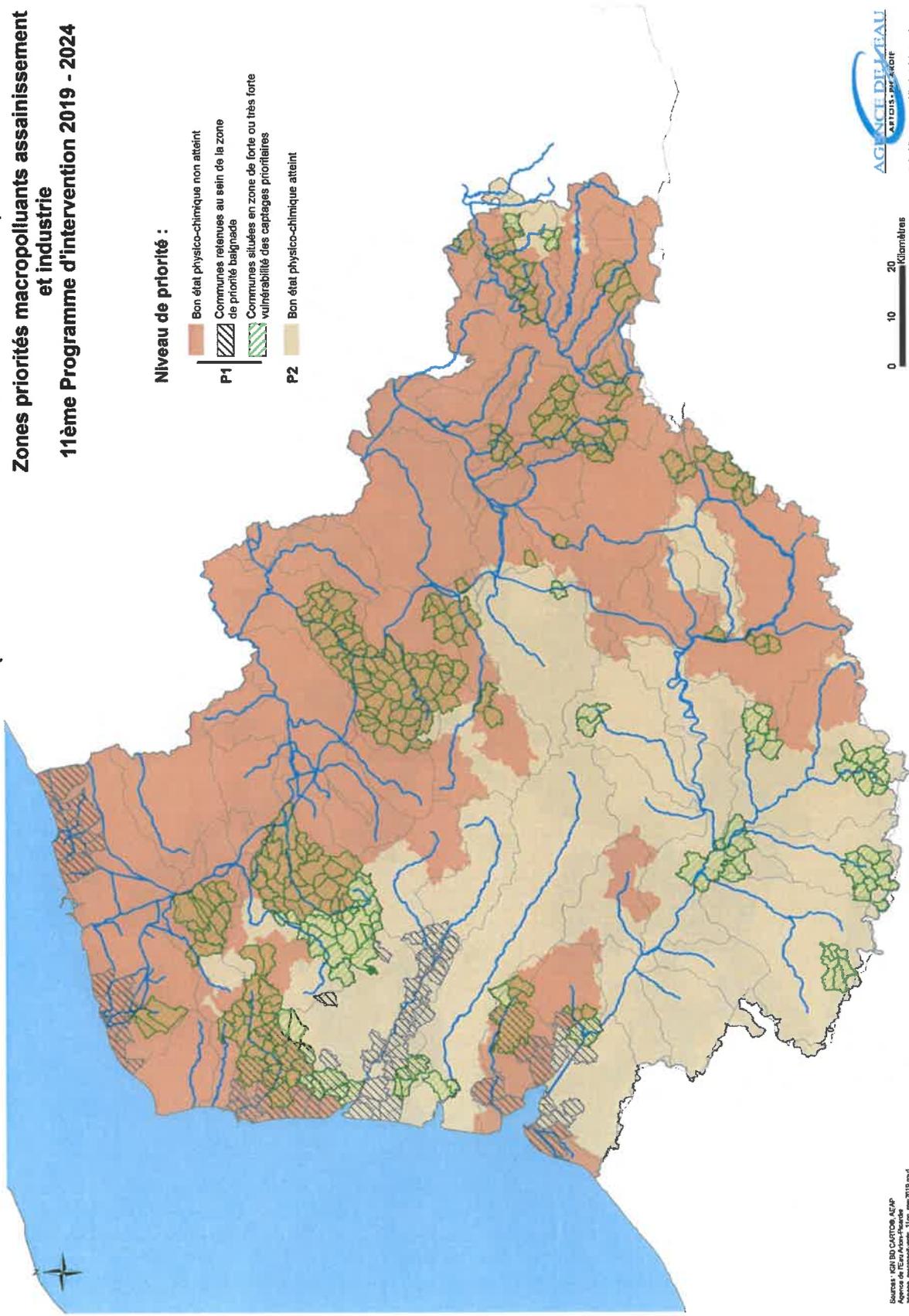
0 10 20  
kilomètres

*Mu*

# Carte n°2 : ZONAGE MACROPOLLUANTS (ASSAINISSEMENT COLLECTIF ET INDUSTRIE)

## Zones prioritaires macropolluants assainissement et industrie

### 11ème Programme d'intervention 2019 - 2024

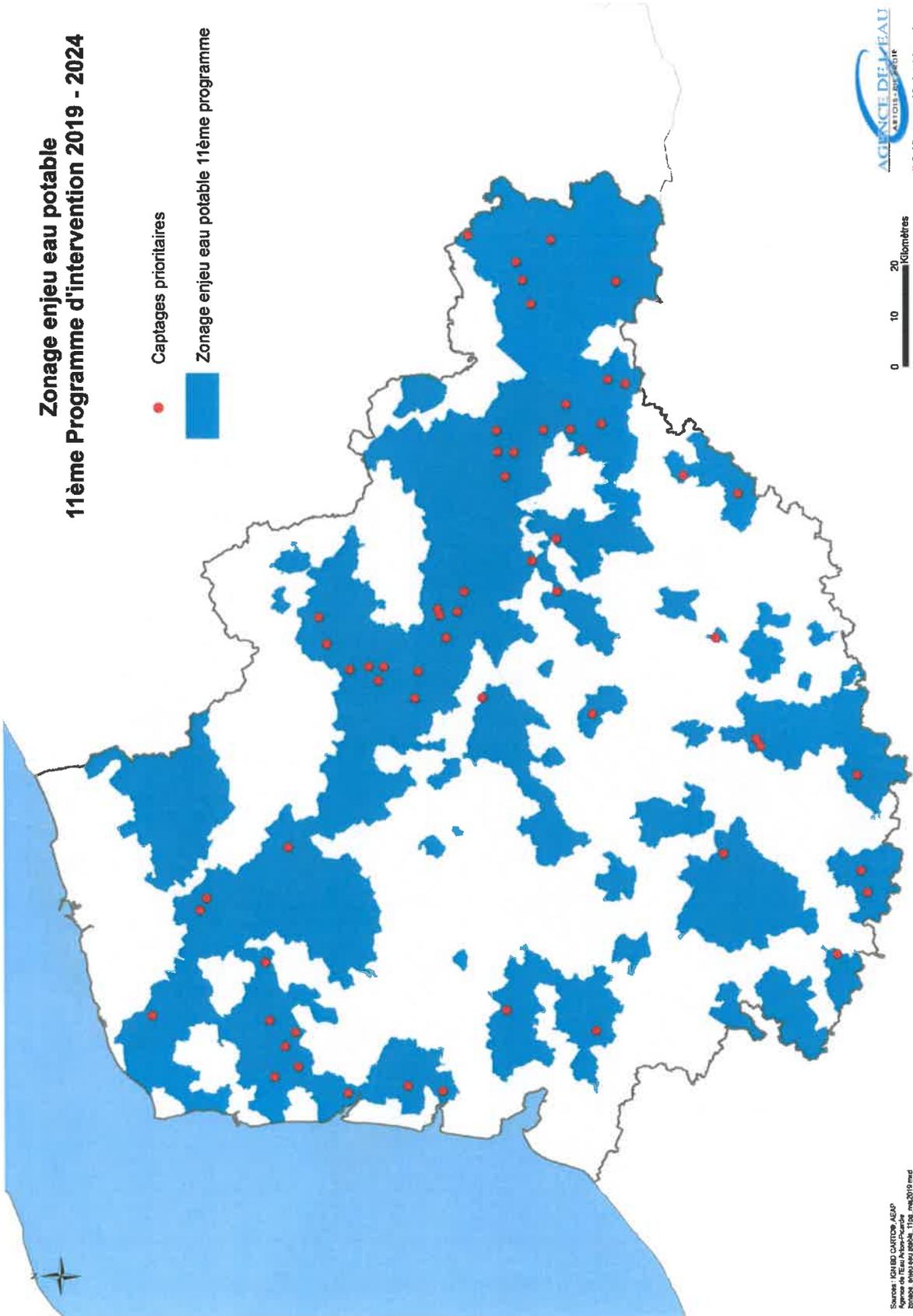


Document : C01110\_C0111002\_ASCP  
Agence de l'Eau Adour-Pyrénées  
Zonage macropolluants - 11ème programme d'intervention  
Révisé le : 27/05/2019

BC

# Carte n°3 : ZONAGE ENJEU EAU POTABLE

## Zonage enjeu eau potable 11ème Programme d'intervention 2019 - 2024



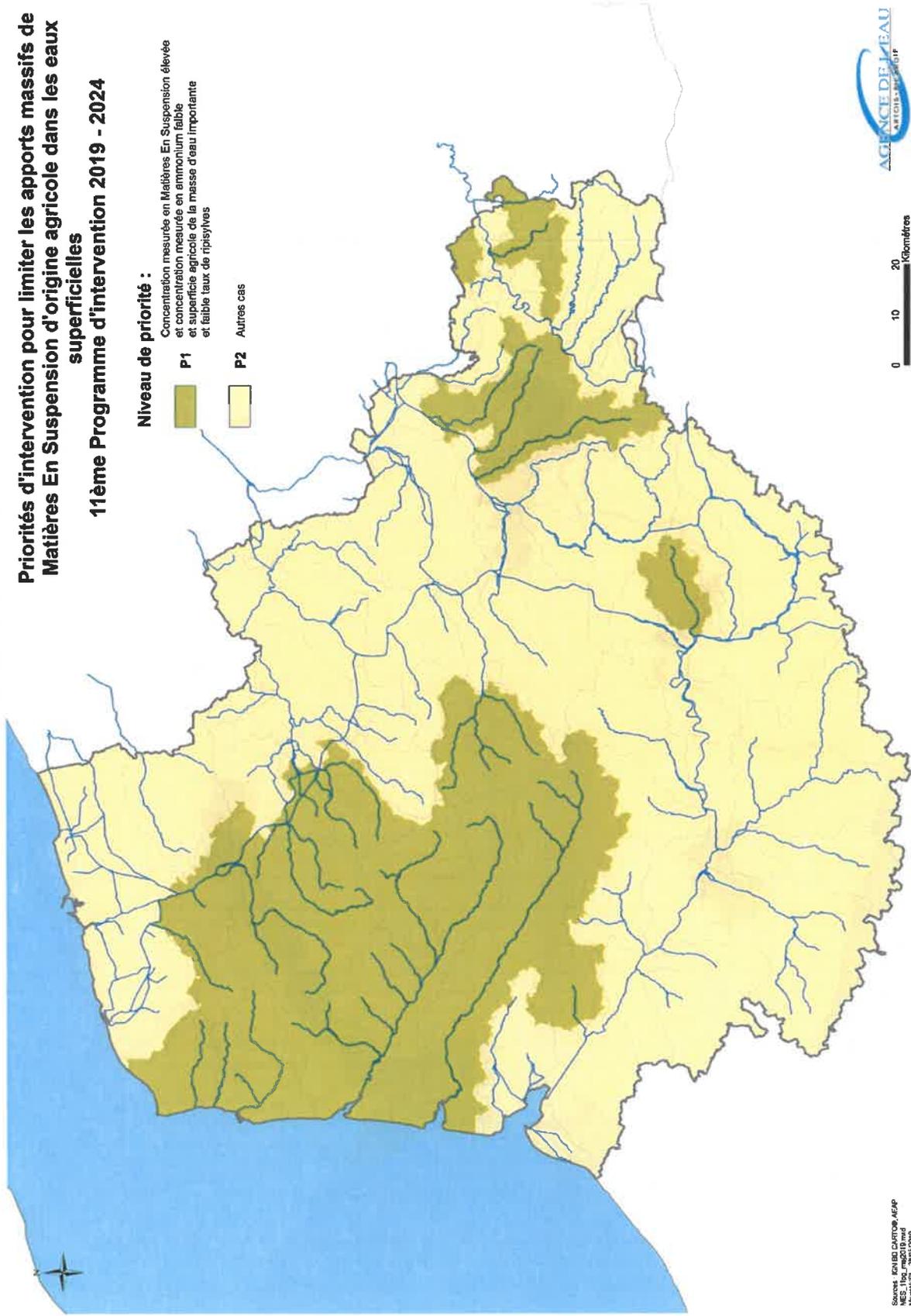
Source : IGN IBD CARTON ALP  
Mise à jour : 2019  
Zonage enjeu eau potable - 11ème programme  
Mars 2019 - 200002019

*Ma*

# Carte n°4 : ZONAGE MATIERES EN SUSPENSION

## Priorités d'intervention pour limiter les apports massifs de Matières En Suspension d'origine agricole dans les eaux superficielles

### 11ème Programme d'intervention 2019 - 2024



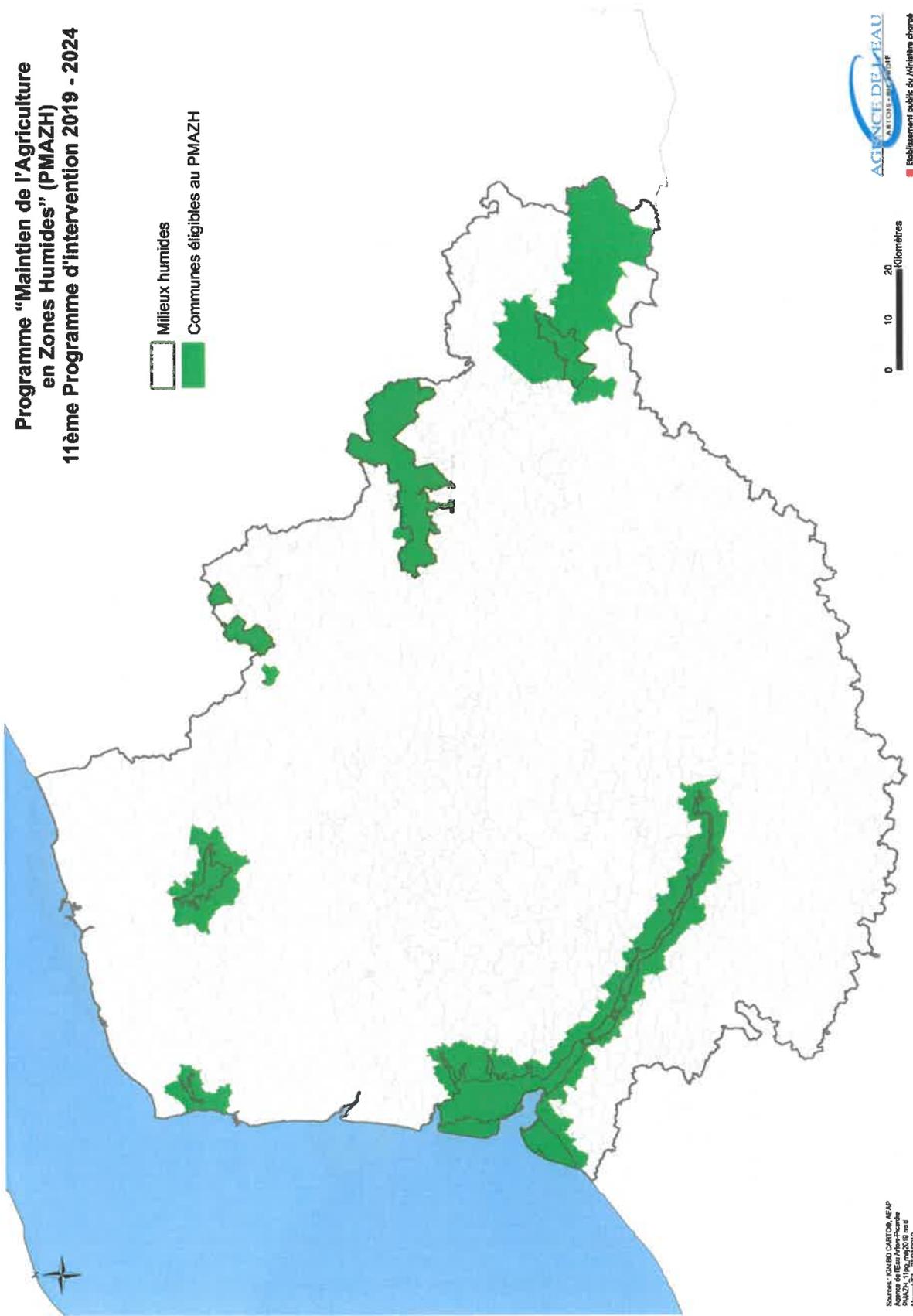
Source : FRAI GIS, GDFI, MAP  
MES, Nov 2019 mod  
Mynéa, 2019 - 2019/2019



*Handwritten signature*

# Carte n°5 : ZONAGE PROGRAMME DE MAINTIEN DE L'AGRICULTURE EN ZONES HUMIDES

Programme "Maintien de l'Agriculture  
en Zones Humides" (PMAZH)  
11ème Programme d'intervention 2019 - 2024

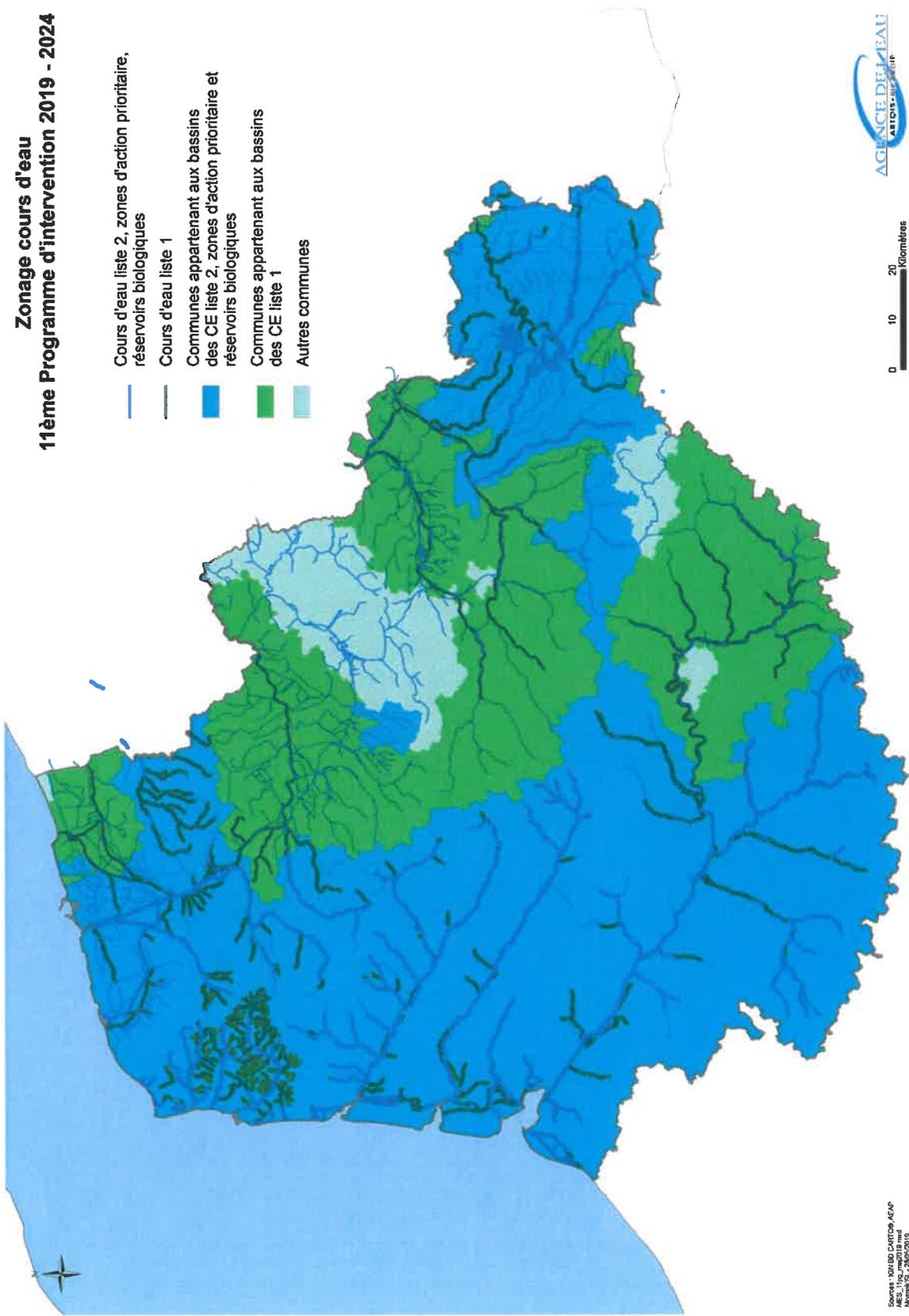


Source : IGN BD CARTEAU AEAP  
Mise à jour de l'Etat des lieux  
Mars 2018  
Mars 2018

32

# Carte n°6 : ZONAGE COURS D'EAU

## Zonage cours d'eau 11ème Programme d'intervention 2019 - 2024



Source : VOUAD CARTEO, AEP  
AES, 11/09/2018 mod  
Meyreuil, 28/05/2019

037

## Récapitulatif des différents zonages et des lignes de programme concernées

Désignation du zonage	Zonage de : priorisation/éligibilité	Lignes de programme concernées
Solidarité territoriale	éligibilité	1110 : stations d'épuration
		1120 : création des réseaux d'assainissement
		1122 : réhabilitation des réseaux d'assainissement
		1210 : gestion quantitative de la ressource en eau
		1250 : amélioration de la qualité de l'eau potable distribuée
		1251 : sécurisation quantitative de l'alimentation en eau potable
Zonage macropolluants (assainissement collectif et industrie)	priorisation	1110 : stations d'épuration
		1160 : traitement des eaux pluviales
		1120 : création des réseaux d'assainissement
		1122 : réhabilitation des réseaux d'assainissement
		1123 : raccordement au réseau public de collecte
		1161 : réseaux d'eaux pluviales
Zonage enjeu eau potable	éligibilité	1113 : assainissement non collectif
		1123 : raccordement aux réseaux publics de collecte
	priorisation	Partie de 1182 : pollutions diffuses
		1185 : agriculture biologique
Zonage Matières en Suspension	priorisation	Partie de 1233 : études et animation pour les ORQUE (DTMP)
Zonage Programme de Maintien de l'Agriculture en Zones Humides	éligibilité	1242 : érosion
Zonage Cours d'eau	priorisation	1187 : maintien de l'agriculture en zones humides
Zonage nouvelles zones vulnérables	éligibilité	1240 : entretien et restauration des cours d'eau
		1241 : curage de sédiments toxiques
		1246 : rétablissement de la continuité écologique
Zonage nouvelles zones vulnérables	éligibilité	Partie de 1181 : effluents d'élevage

Nom de la commune	Code INSEE	Solidarité territoriale	Etat physico chimique	Enjeu Baignade	Priorité macropolluants	Captage prioritaire*	Enjeu eau potable	Matières en suspension	Programme de Maintien de l'Agriculture en Zones Humides	Cours d'eau
ABANCOURT	59001	NON	Non att.	NON	P1	NON	OUI	P2	NON	P2
ABBEVILLE	80001	NON	Atteint	OUI	P1	OUI	OUI	P2	OUI	P1
ABLAING-COURT-PRESSOIR	80002	OUI	Non att.	NON	P1	NON	NON	P2	NON	P2
ABLAIN-SAINT-NAZAIRE	62001	NON	Non att.	NON	P1	OUI	OUI	P2	NON	Autres
ABLAING-VEVILLE	62002	NON	Atteint	NON	P2	NON	NON	P2	NON	P2
ABSCON	59002	NON	Non att.	NON	P1	NON	OUI	P2	NON	P2
ACHEUX-EN-AMIENOIS	80003	OUI	Atteint	NON	P2	NON	NON	P1	NON	P1
ACHEUX-EN-VIMEU	80004	OUI	Atteint	NON	P2	NON	NON	P2	NON	P1
ACHEVILLE	62003	NON	Non att.	NON	P1	OUI	OUI	P2	NON	Autres
ACHICOURT	62004	NON	Non att.	NON	P1	NON	OUI	P1	NON	P2
ACHIEZ-LE-GRAND	62005	OUI	Atteint	NON	P2	NON	NON	P2	NON	P2
ACHIEZ-LE-PETIT	62006	NON	Atteint	NON	P2	NON	NON	P2	NON	P2
ACQ	62007	NON	Non att.	NON	P1	NON	NON	P1	NON	P1
ACQUIN-WESTBECOURT	62008	OUI	Non att.	NON	P2	NON	OUI	P2	NON	P2
ADINFER	62009	NON	Atteint	NON	P1	NON	OUI	P1	NON	P1
AFFRINGUES	62010	NON	Non att.	NON	P2	NON	NON	P2	NON	P2
AGENVILLE	80005	OUI	Atteint	NON	P2	NON	NON	P1	NON	P1
AGENVILLERS	80006	OUI	Non att.	NON	P1	NON	NON	P1	NON	P1
AGNEZ-LES-DUISANS	62011	NON	Atteint	NON	P2	NON	OUI	P1	NON	P2
AGNIERES	62012	NON	Non att.	NON	P1	NON	NON	P1	NON	P2
AGNY	62013	NON	Non att.	NON	P1	NON	OUI	P1	NON	P2
AIBES	59003	OUI	Atteint	NON	P1	OUI	OUI	P1	NON	P1
AILLY-LE-HAUT-CLOCHER	80008	OUI	Atteint	NON	P2	NON	OUI	P2	NON	P1
AILLY-SUR-NOYE	80010	NON	Atteint	NON	P2	NON	NON	P2	NON	P1
AILLY-SUR-SOMME	80011	OUI	Atteint	NON	P2	NON	OUI	P2	OUI	P1
AIRAINES	80013	OUI	Atteint	NON	P2	NON	NON	P2	NON	P1
AIRE-SUR-LA-LYS	62014	NON	Non att.	NON	P1	OUI	OUI	P1	NON	P2
AIRON-NOTRE-DAME	62015	NON	Atteint	NON	P1	OUI	OUI	P1	NON	P1
AIRON-SAINT-VAAST	62016	OUI	Atteint	NON	P1	OUI	OUI	P1	NON	P1
AISONVILLE-ET-BERNOVILLE	02006	OUI	Non att.	NON	P1	NON	NON	P2	NON	P2
AIX-EN-PEVELE	59004	NON	Non att.	NON	P1	NON	NON	P2	NON	P2
AIX-EN-ERGNY	62017	OUI	Atteint	NON	P2	NON	NON	P1	NON	P1
AIX-EN-HSSART	62018	OUI	Atteint	NON	P2	NON	NON	P1	NON	P1
AIX-NOULETTE	62019	NON	Non att.	NON	P1	OUI	OUI	P2	NON	P1
AIZECOURT-LE-BAS	80014	OUI	Non att.	NON	P1	NON	NON	P1	NON	P2
AIZECOURT-LE-HAUT	80015	OUI	Non att.	NON	P1	NON	NON	P1	NON	P2
ALBERT	80016	OUI	Atteint	NON	P2	NON	NON	P2	NON	P1
ALEMBON	62020	OUI	Non att.	NON	P1	NON	OUI	P1	NON	P1
ALETTE	62021	OUI	Atteint	NON	P2	NON	NON	P1	NON	P1
ALINGTHUIN	62022	OUI	Non att.	NON	P1	OUI	OUI	P1	NON	P1
ALLAINES	80017	OUI	Non att.	NON	P1	NON	NON	P2	NON	P2
ALLENAY	80018	NON	Atteint	NON	P2	NON	NON	P2	NON	P1
ALLENNES-LES-MARAIS	59005	NON	Non att.	NON	P1	OUI	OUI	P2	NON	Autres
ALLERY	80019	OUI	Atteint	NON	P2	NON	NON	P2	NON	P1
ALLOUVILLE	80020	NON	Atteint	NON	P2	NON	NON	P2	NON	P1
ALLOUAGNE	62023	NON	Non att.	NON	P1	NON	OUI	P1	NON	P2
ALQUINES	62024	OUI	Atteint	NON	P2	NON	NON	P1	NON	P1
AMBLETEUSE	62025	OUI	Non att.	NON	P1	NON	OUI	P1	OUI	P1
AMBRICOURT	62026	OUI	Atteint	NON	P2	NON	NON	P1	NON	P1
AMBRINES	62027	OUI	Atteint	NON	P2	NON	NON	P1	NON	P1
AMES	62028	OUI	Non att.	NON	P1	NON	OUI	P1	NON	P2
AMETTES	62029	OUI	Non att.	NON	P1	NON	NON	P1	NON	P2
AMFROIPIRET	59006	NON	Non att.	NON	P1	NON	NON	P2	NON	P1

134

Nom de la commune	Code INSEE	Solidarité territoriale	Etat physique chimique	Enjeu Baignade	Priorité macropolluants	Captage prioritaire*	Enjeu eau potable	Matières en suspension	Programme de Maintien de l'Agriculture en Zones Humides	Cours d'eau
AMIENS	80021	NON	Atteint	NON	P1	OUI	OUI	P2	OUI	P1
AMPLIER	62030	OUI	Atteint	NON	P2	NON	OUI	P1	NON	P1
AMY	60011	OUI	Non att.	NON	P1	NON	OUI	P2	NON	P1
ANDAINVILLE	80022	NON	Atteint	NON	P2	NON	NON	P2	NON	P1
ANDECHY	80023	NON	Non att.	NON	P1	NON	OUI	P2	NON	P1
ANDRES	62031	OUI	Non att.	NON	P1	NON	OUI	P2	NON	P1
ANGRES	62032	NON	Non att.	NON	P1	OUI	OUI	P2	NON	Autres
ANHIERS	59007	NON	Non att.	NON	P1	NON	NON	P2	OUI	P2
ANICHE	59008	NON	Non att.	NON	P1	NON	OUI	P2	NON	P2
ANNAY	62033	NON	Non att.	NON	P1	OUI	OUI	P2	NON	Autres
ANNEQUIN	62034	NON	Non att.	NON	P1	OUI	OUI	P2	NON	P1
ANNEUX	59010	OUI	Non att.	NON	P1	NON	NON	P2	NON	P2
ANNEZIN	62035	NON	Non att.	NON	P1	NON	OUI	P2	NON	P2
ANNOEULLIN	59011	NON	Non att.	NON	P1	OUI	OUI	P2	NON	Autres
ANNOIS	02019	OUI	Non att.	NON	P1	NON	NON	P2	NON	P1
ANOR	59012	OUI	Non att.	NON	P1	NON	OUI	P2	NON	P2
ANSTAING	59013	NON	Non att.	NON	P1	NON	NON	P2	NON	Autres
ANVIN	62036	OUI	Atteint	NON	P2	NON	NON	P1	NON	P1
ANZIN	59014	NON	Non att.	NON	P1	NON	OUI	P2	NON	P2
ANZIN-SAINT-AUBIN	62037	NON	Atteint	NON	P2	NON	NON	P1	NON	P2
ARDRES	62038	OUI	Non att.	NON	P1	NON	NON	P2	NON	P1
ARGOEUVES	80024	NON	Non att.	NON	P2	NON	NON	P2	OUI	P1
ARGOULES	80025	OUI	Atteint	NON	P2	NON	NON	P1	NON	P1
ARGUEL	80026	NON	Atteint	NON	P2	NON	NON	P2	NON	P1
ARLEUX	59015	OUI	Atteint	NON	P2	NON	OUI	P2	NON	Autres
ARLEUX-EN-GOHELLE	62039	NON	Non att.	NON	P1	OUI	OUI	P2	NON	Autres
ARMANCOURT	80027	NON	Non att.	NON	P1	NON	OUI	P2	NON	P1
ARMOUETS-CAPPEL	59016	NON	Non att.	OUI	P1	NON	NON	P2	NON	P2
ARMENTIERES	59017	NON	Non att.	NON	P1	NON	NON	P2	NON	P2
ARNEKE	59018	OUI	Non att.	NON	P1	NON	OUI	P2	NON	P1
ARQUES	62040	NON	Non att.	NON	P1	NON	NON	P1	OUI	P1
ARQUEVES	80028	OUI	Atteint	NON	P2	NON	NON	P1	NON	P1
ARRAS	62041	NON	Non att.	NON	P1	OUI	OUI	P1	NON	P2
ARREST	80029	OUI	Atteint	OUI	P1	NON	NON	P2	NON	P1
ARRY	80030	OUI	Non att.	NON	P1	NON	NON	P2	OUI	P1
ARTEMPS	02025	NON	Non att.	NON	P1	NON	NON	P2	NON	P2
ARTRES	59019	NON	Non att.	NON	P1	NON	OUI	P1	NON	P1
ARVILLERS	80031	NON	Non att.	NON	P1	NON	OUI	P2	NON	P1
ASSAINVILLERS	80032	NON	Atteint	NON	P1	OUI	OUI	P2	NON	P1
ASSEVENT	59021	NON	Non att.	NON	P1	NON	OUI	P2	NON	P1
ASSEVILLERS	80033	OUI	Non att.	NON	P1	NON	NON	P2	NON	Autres
ATHIES	62042	NON	Non att.	NON	P1	NON	NON	P2	NON	P2
ATHIES	80034	NON	Atteint	NON	P2	NON	NON	P2	NON	P2
ATTICHES	59022	NON	Non att.	NON	P1	NON	OUI	P2	NON	Autres
ATTILLY	02029	NON	Atteint	NON	P2	NON	NON	P2	NON	P2
ATTIN	62044	OUI	Atteint	OUI	P2	NON	NON	P1	NON	P1
AUBENCHEUL-AU-BAC	59023	NON	Non att.	NON	P1	NON	OUI	P2	NON	P2
AUBENCHEUL-AUX-BOIS	02030	OUI	Non att.	NON	P1	NON	NON	P2	NON	Autres
AUBERCHICOURT	59024	NON	Non att.	NON	P1	NON	OUI	P2	NON	P2
AUBERCOURT	80035	NON	Atteint	NON	P2	NON	NON	P2	NON	P1
AUBERS	59025	NON	Non att.	NON	P1	NON	NON	P2	NON	P2
AUBIGNY	80036	NON	Atteint	NON	P2	NON	NON	P2	OUI	P1
AUBIGNY-AU-BAC	59026	OUI	Non att.	NON	P1	NON	OUI	P2	NON	P2

\* Les communes "captage prioritaire" seront considérées en priorité 1 "macropolluants" à la validation d'un plan d'actions

34

Nom de la commune	Code INSEE	Solidarité territoriale	Etat physico chimique	Enjeu Baignade	Priorité macropolluants	Captage prioritaire*	Enjeu eau potable	Matières en suspension	Programme de Maintien de l'Agriculture en Zones Humides	Cours d'eau
AUBIGNY-AUX-KAISNES	02032	OUI	Non att.	NON	P1	NON	NON	P2	NON	P2
AUBIGNY-EN-ARTOIS	62045	OUI	Non att.	NON	P1	NON	OUI	P1	NON	P2
AUBIGNY-SAINT-VAAST	62046	OUI	Atteint	NON	P2	NON	NON	P1	NON	P1
AUBROMETZ	62047	OUI	Atteint	NON	P2	NON	NON	P1	NON	P1
AUBRY-DU-HAINAUT	59027	NON	Non att.	NON	P1	NON	OUI	P2	NON	P2
AUBVILLERS	80037	NON	Atteint	NON	P1	NON	NON	P2	NON	P1
AUBY	59028	NON	Non att.	NON	P1	NON	NON	P2	NON	Autres
AUCHEL	62048	NON	Non att.	NON	P1	NON	OUI	P1	NON	P2
AUCHONVILLERS	80038	OUI	Atteint	NON	P2	NON	NON	P2	NON	P1
AUCHY-AU-BOIS	62049	OUI	Non att.	NON	P1	NON	NON	P1	NON	P2
AUCHY-LES-HESDIN	62050	OUI	Atteint	OUI	P1	NON	NON	P1	NON	P1
AUCHY-LES-MINES	62051	NON	Non att.	NON	P1	OUI	OUI	P2	NON	Autres
AUCHY-LEZ-ORCHIES	59029	NON	Non att.	NON	P1	NON	NON	P2	NON	P2
AUDEMBERT	62052	NON	Non att.	NON	P1	NON	OUI	P1	NON	P1
AUDIGNIES	59031	NON	Non att.	NON	P1	NON	NON	P2	NON	P1
AUDIGNIES	62053	OUI	Atteint	NON	P1	OUI	OUI	P1	NON	P1
AUDINC'THUN	62054	OUI	Non att.	NON	P1	NON	NON	P1	NON	P1
AUDINGHEN	62054	OUI	Non att.	NON	P2	NON	NON	P1	NON	P1
AUDREHEM	62055	OUI	Atteint	NON	P1	NON	NON	P1	NON	P1
AUDRESSELLES	62056	OUI	Non att.	NON	P1	NON	NON	P2	NON	P1
AUDRUICQ	62057	OUI	Non att.	NON	P1	OUI	OUI	P2	OUI	P1
AULNOYE-AYMERIES	59033	NON	Non att.	NON	P1	NON	OUI	P1	NON	P1
AULNOY-LEZ-VALENCIENNES	59032	NON	Non att.	NON	P1	NON	NON	P2	NON	P1
AULT	80039	OUI	Non att.	NON	P1	NON	NON	P2	NON	P1
AUMATRE	80040	OUI	Atteint	NON	P2	NON	NON	P2	NON	P1
AUMERVAL	62058	OUI	Non att.	NON	P1	NON	NON	P1	NON	P2
AUMONT	80041	OUI	Atteint	NON	P2	NON	NON	P2	NON	P1
AUTHEUX	80042	OUI	Atteint	NON	P2	NON	NON	P1	NON	P1
AUTHIE	80043	OUI	Atteint	NON	P2	NON	NON	P1	NON	P1
AUTHIEULE	80044	OUI	Atteint	NON	P2	NON	OUI	P1	NON	P1
AUTHUILLE	80045	OUI	Atteint	NON	P2	NON	NON	P2	NON	P1
AUTINGUES	62059	NON	Non att.	NON	P1	NON	OUI	P2	NON	P1
AUX-LE-CHATEAU	62060	OUI	Atteint	NON	P2	NON	NON	P2	NON	P1
AVELESSES	80046	NON	Atteint	NON	P1	NON	NON	P2	NON	Autres
AVELIN	59034	NON	Non att.	NON	P2	NON	OUI	P2	NON	P1
AVELUY	80047	OUI	Atteint	NON	P2	NON	NON	P1	NON	P1
AVERDOINGT	62061	OUI	Non att.	NON	P1	NON	NON	P2	NON	P1
AVESNELLES	59035	NON	Non att.	NON	P1	NON	OUI	P1	OUI	P1
AVESNES	62062	OUI	Atteint	NON	P2	NON	NON	P2	NON	P1
AVESNES-CHAUSSOY	80048	NON	Atteint	NON	P2	NON	NON	P1	NON	P1
AVESNES-LE-COMTE	62063	OUI	Atteint	NON	P2	NON	NON	P1	NON	P2
AVESNES-LES-AUBERT	59037	NON	Non att.	NON	P1	NON	OUI	P2	NON	P2
AVESNES-LES-BAPAUME	62064	NON	Atteint	NON	P2	NON	NON	P2	NON	P2
AVESNES-LE-SEC	59038	NON	Non att.	NON	P1	NON	OUI	P2	NON	P2
AVESNES-SUR-HELPE	59036	NON	Non att.	NON	P1	NON	OUI	P2	OUI	P1
AVION	62065	NON	Non att.	NON	P1	OUI	OUI	P2	NON	Autres
AVONDANCE	62066	OUI	Atteint	NON	P2	NON	NON	P1	NON	P1
AVRICOURT	62066	OUI	Atteint	NON	P2	NON	NON	P2	NON	P1
AVROULT	62067	OUI	Atteint	NON	P1	OUI	OUI	P1	NON	P1
AWOINGT	59039	NON	Non att.	NON	P1	NON	NON	P2	NON	P2
AYENCOURT	80049	NON	Atteint	NON	P1	OUI	OUI	P2	NON	P1
AYETTE	62068	OUI	Atteint	NON	P2	NON	NON	P2	NON	P2
AZINCOURT	62069	OUI	Atteint	NON	P2	NON	NON	P1	NON	P1
BACHANT	59041	NON	Non att.	NON	P1	OUI	OUI	P2	OUI	P1

\*Les communes "captage prioritaire" seront considérées en priorité 1 "macropolluants" à la validation d'un plan d'actions

Nom de la commune	Code INSEE	Solidarité territoriale	Etat physico chimique	Enjeu Baignade	Priorité macropolluants	Captage prioritaire*	Enjeu eau potable	Matières en suspension	Programme de Maintien de l'Agriculture en Zones Humides	Cours d'eau
BACHY	59042	NON	Non att.	NON	P1	NON	NON	P2	NON	P2
BACQUEL	60039	OUI	Atteint	NON	P2	NON	NON	P2	NON	P1
BACQUEL-SUR-SELLE	80050	NON	Atteint	NON	P2	NON	OUI	P2	NON	P1
BAILLEUL	59043	NON	Non att.	NON	P1	NON	NON	P2	NON	P2
BAILLEUL	80051	OUI	Atteint	NON	P2	NON	NON	P2	NON	P1
BAILLEUL-AUX-CORNAILLES	62070	OUI	Non att.	NON	P1	NON	NON	P1	NON	P1
BAILLEUL-LES-PERNES	62071	OUI	Non att.	NON	P1	NON	NON	P1	NON	P2
BAILLEULMONT	62072	NON	Non att.	NON	P1	NON	OUI	P1	NON	P2
BAILLEUL-SIR-BERTHOULT	62073	NON	Non att.	NON	P1	NON	OUI	P2	NON	Autres
BAILLEULVAL	62074	NON	Non att.	NON	P1	NON	OUI	P1	NON	P2
BAINCTHUN	62075	NON	Non att.	OUI	P1	OUI	OUI	P1	NON	P1
BAINGHEN	62076	NON	Non att.	NON	P1	NON	NON	P1	NON	P1
BAISIEUX	59044	NON	Non att.	NON	P1	NON	NON	P2	NON	Autres
BAIVES	59045	OUI	Non att.	NON	P1	NON	OUI	P2	OUI	P1
BAIZIEUX	80052	NON	Atteint	NON	P2	NON	NON	P2	NON	P1
BAJUS	62077	NON	Non att.	NON	P1	NON	NON	P2	NON	P2
BALATRE	80053	NON	Non att.	NON	P1	NON	NON	P2	NON	P2
BALINGHEM	62078	OUI	Non att.	NON	P1	NON	OUI	P2	NON	P1
BAMBECCQUE	59046	OUI	Non att.	NON	P1	NON	OUI	P2	NON	P1
BANCOURT	62079	NON	Atteint	NON	P2	NON	NON	P2	NON	P2
BANTEUX	59047	OUI	Non att.	NON	P1	NON	OUI	P2	NON	P1
BANTIGNY	59048	NON	Non att.	NON	P1	NON	OUI	P2	NON	P2
BANTOUZELLE	59049	OUI	Non att.	NON	P2	NON	OUI	P2	NON	P1
BAPAUME	62080	OUI	Atteint	NON	P2	NON	NON	P2	NON	P2
BARALLE	62081	OUI	Atteint	NON	P2	NON	NON	P2	NON	P2
BARASTRE	62082	OUI	Non att.	NON	P1	NON	OUI	P2	NON	P1
BARLEUX	80054	OUI	Non att.	NON	P1	NON	NON	P2	NON	Autres
BARLIN	62083	NON	Non att.	NON	P1	NON	NON	P2	NON	P2
BARLY	80055	OUI	Atteint	NON	P2	NON	NON	P1	NON	P1
BARLY	62084	NON	Atteint	NON	P2	NON	NON	P1	NON	P2
BARZY-EN-THERACHE	02050	OUI	Non att.	NON	P1	NON	NON	P2	NON	P2
BAS-LIEU	59050	NON	Non att.	NON	P1	NON	OUI	P2	NON	P1
BASSEUX	62085	NON	Non att.	NON	P1	NON	NON	P1	NON	P2
BAUVIN	59052	NON	Non att.	NON	P1	OUI	OUI	P2	NON	Autres
BAVAY	59053	OUI	Non att.	NON	P1	NON	NON	P2	NON	P1
BAVELINCOURT	80056	NON	Atteint	NON	P2	NON	OUI	P2	NON	P1
BAVINCHOVE	59054	NON	Non att.	NON	P1	NON	OUI	P2	NON	P1
BAVINCOURT	62086	NON	Non att.	NON	P1	NON	OUI	P1	NON	P2
BAYENCOURT	80057	OUI	Atteint	NON	P2	NON	NON	P1	NON	P1
BAYENGHEM-LES-EPERLECCQUES	62087	NON	Non att.	NON	P1	OUI	OUI	P1	NON	P1
BAYENGHEM-LES-SENINGHEM	62088	NON	Atteint	NON	P2	NON	NON	P1	NON	P1
BAYONVILLERS	80058	OUI	Atteint	NON	P2	NON	NON	P2	NON	P2
BAZENTIN	80059	OUI	Atteint	NON	P2	NON	NON	P2	NON	P1
BAZINGHEN	62089	NON	Non att.	NON	P1	NON	OUI	P1	OUI	P1
BAZUEL	59055	OUI	Non att.	NON	P1	NON	OUI	P1	NON	P1
BEALCOURT	80060	OUI	Atteint	NON	P2	NON	OUI	P1	NON	P1
BEALENCOURT	62090	OUI	Atteint	NON	P2	NON	NON	P1	NON	P1
BEAUCAMPS-LIGNY	59056	NON	Non att.	NON	P1	NON	OUI	P2	NON	Autres
BEAUCOURT-EN-SANTERRE	80064	NON	Atteint	NON	P2	NON	NON	P2	NON	P1
BEAUCOURT-SUR-L'ANCRE	80065	OUI	Atteint	NON	P2	NON	NON	P2	NON	P1
BEAUCOURT-SUR-L'HALLUE	80066	NON	Atteint	NON	P2	NON	OUI	P2	NON	P1
BEAUDEDUIT	60051	OUI	Atteint	NON	P1	OUI	OUI	P2	NON	P1
BEAUDIGNIES	59057	NON	Non att.	NON	P1	NON	OUI	P1	NON	P1

\* Les communes "captage prioritaire" seront considérées en priorité 1 "macropolluants" à la validation d'un plan d'actions

Norm de la commune	Code INSEE	Solidarité territoriale	Etat physique chimique	Enjeu Baignade	Priorité macropolluants	Captage prioritaire*	Enjeu eau potable	Matières en suspension	Programme de Maintien de l'Agriculture en Zones Humides	Cours d'eau
BEAUDRICOURT	62091	NON	Atteint	NON	P2	NON	NON	P1	NON	P1
BEAUFORT	59058	NON	Non att.	NON	P1	OUI	OUI	P2	NON	P1
BEAUFORT-BLAVINCOURT	62092	NON	Atteint	NON	P2	NON	NON	P1	NON	P1
BEAUFORT-EN-SANTERRE	80067	OUI	Atteint	NON	P1	OUI	OUI	P2	NON	P1
BEAULENCOURT	62093	OUI	Atteint	NON	P2	NON	NON	P2	NON	P1
BEAULIEU-LES-FONTAINES	60053	OUI	Non att.	NON	P1	NON	NON	P1	NON	P1
BEAUMERIE-SAINT-MARTIN	62094	OUI	Atteint	NON	P2	NON	OUI	P2	NON	P1
BEAUMETZ	80068	OUI	Atteint	NON	P1	OUI	NON	P1	NON	P1
BEAUMETZ-LES-AIRE	62095	OUI	Non att.	NON	P2	NON	OUI	P2	NON	P2
BEAUMETZ-LES-CAMBRAI	62096	OUI	Atteint	NON	P1	NON	OUI	P1	NON	P2
BEAUMETZ-LES-LOGES	62097	NON	Non att.	NON	P1	NON	NON	P2	NON	P2
BEAUMONT-EN-BEINE	02056	NON	Non att.	NON	P1	NON	OUI	P2	NON	P2
BEAUMONT-EN-CAMBRESIS	59059	OUI	Non att.	NON	P1	NON	OUI	P2	NON	P1
BEAUMONT-EN-CAMBRESIS	80069	OUI	Atteint	NON	P2	NON	NON	P1	NON	P1
BEAUMONT-HAMEL	80070	OUI	Atteint	NON	P1	OUI	OUI	P1	NON	P2
BEAUMONT-LES-AIRE	59060	NON	Non att.	NON	P2	NON	OUI	P2	NON	P1
BEAURAIN	62099	NON	Atteint	NON	P1	NON	NON	P1	NON	P1
BEAURAINVILLE	62100	OUI	Atteint	OUI	P1	OUI	OUI	P2	NON	P2
BEAUREPAIRE-SUR-SAMBRE	59061	OUI	Non att.	NON	P1	NON	NON	P2	NON	Autres
BEAUREVOIR	02057	OUI	Non att.	NON	P2	NON	OUI	P1	NON	P1
BEAUREUX	59062	NON	Atteint	NON	P2	NON	OUI	P1	NON	P1
BEAUVAIL	80071	OUI	Atteint	NON	P1	OUI	OUI	P2	NON	P1
BEAUVOIR	60058	OUI	Atteint	NON	P1	NON	OUI	P1	NON	P1
BEAUVOIR-WAVANS	62881	OUI	Atteint	NON	P2	NON	NON	P1	NON	P1
BEAUVOIS	62101	OUI	Atteint	NON	P2	NON	NON	P1	NON	P1
BEAUVOIS-EN-CAMBRESIS	59063	NON	Non att.	NON	P1	NON	NON	P2	NON	P2
BEAUVOIS-EN-VERMANDOIS	02060	NON	Non att.	NON	P1	NON	NON	P2	NON	P2
BECORDEL-BECOURT	80073	OUI	Atteint	NON	P2	NON	NON	P2	NON	P1
BECOURT	62102	OUI	Atteint	NON	P1	NON	OUI	P1	NON	Autres
BECQUIGNY	02061	OUI	Non att.	NON	P2	NON	NON	P2	NON	P1
BECQUIGNY	80074	NON	Atteint	NON	P2	NON	NON	P2	NON	P2
BEHAGNIES	62103	NON	Atteint	NON	P2	NON	NON	P2	NON	P1
BEHEN	80076	NON	Atteint	NON	P2	NON	NON	P2	NON	P1
BEHENCOURT	80077	NON	Atteint	NON	P1	NON	OUI	P2	NON	P2
BELLAING	59064	NON	Non att.	NON	P1	NON	OUI	P1	NON	P1
BELLANCOURT	80078	NON	Non att.	NON	P1	NON	OUI	P1	NON	P1
BELLEBRUNE	62104	NON	Non att.	NON	P1	NON	NON	P1	NON	P1
BELLE-ET-HOULLEFORT	62105	NON	Non att.	NON	P1	NON	NON	P1	NON	P2
BELLENGLISE	02063	OUI	Atteint	NON	P2	NON	NON	P2	NON	P1
BELLEUSE	80079	NON	Atteint	NON	P2	NON	NON	P2	NON	P2
BELLECOURT	02065	OUI	Atteint	NON	P1	NON	NON	P2	NON	P1
BELLIGNIES	59065	OUI	Non att.	NON	P1	NON	NON	P1	NON	P1
BELLINGHEM	62471	OUI	Non att.	NON	P1	OUI	OUI	P2	NON	P2
BELLONNE	62106	NON	Atteint	NON	P2	NON	OUI	P2	NON	Autres
BELLOY-EN-SANTERRE	80080	OUI	Non att.	NON	P1	NON	NON	P2	NON	P1
BELLOY-SAINT-LEONARD	80081	NON	Atteint	NON	P2	NON	NON	P2	OUI	Autres
BELLOY-SUR-SOMME	80082	NON	Atteint	NON	P2	OUI	OUI	P2	NON	P1
BENIFONTAINE	62107	NON	Non att.	NON	P1	NON	NON	P1	NON	P1
BERCK	62108	NON	Atteint	NON	P2	NON	OUI	P1	NON	P1
BERELLES	59066	NON	Atteint	NON	P2	NON	NON	P2	NON	P1
BERGICOURT	80083	NON	Atteint	NON	P2	NON	NON	P1	NON	P1
BERGUENEUSE	62109	OUI	Atteint	NON	P2	NON	NON	P1	NON	P1
BERGUES	59067	NON	Non att.	NON	P1	NON	NON	P2	NON	P2

\*Les communes "captage prioritaire" seront considérées en priorité 1 "macropolluants" à la validation d'un plan d'actions

Bd

Nom de la commune	Code INSEE	Solidarité territoriale	Etat physico chimique	Enjeu Baignade	Priorité macropolluants	Captage prioritaire*	Enjeu eau potable	Matières en suspension	Programme de Maintien de l'Agriculture en Zones Humides	Cours d'eau
BERGUES-SUR-SAMBRE	02067	OUI	Non att.	NON	P1	NON	NON	P2	NON	P2
BERLAIMONT	59068	NON	Non att.	NON	P1	NON	OUI	P2	OUI	P1
BERLENCOURT-LE-CAUROY	62111	OUI	Atteint	NON	P2	NON	NON	P1	NON	P1
BERLES-AU-BOIS	62112	NON	Atteint	NON	P2	NON	NON	P1	NON	P2
BERLES-MONCHEL	62113	NON	Non att.	NON	P1	NON	NON	P1	NON	P2
BERMERAIN	59069	NON	Non att.	NON	P1	NON	OUI	P1	NON	P1
BERMIERES	59070	NON	Non att.	NON	P1	NON	NON	P2	NON	P1
BERMESNIL	80084	NON	Atteint	NON	P2	NON	NON	P2	NON	P1
BERMICOURT	62114	OUI	Atteint	NON	P2	NON	NON	P1	NON	P1
BERNATRE	80085	OUI	Atteint	NON	P2	NON	NON	P1	NON	P1
BERNAVILLE	80086	OUI	Atteint	NON	P2	NON	NON	P1	NON	P1
BERNAY-EN-PONTHIEU	80087	OUI	Atteint	NON	P1	NON	OUI	P2	OUI	P1
BERNES	80088	OUI	Atteint	NON	P2	NON	NON	P2	NON	P2
BERNEUIL	80089	OUI	Atteint	NON	P2	NON	NON	P2	NON	P1
BERNEVILLE	62115	NON	Non att.	NON	P1	NON	OUI	P1	NON	P2
BERNIEULLES	62116	NON	Atteint	NON	P2	NON	NON	P1	NON	P1
BERNY-EN-SANTERRE	80090	OUI	Non att.	NON	P1	NON	NON	P2	NON	P2
BERSEE	59071	NON	Non att.	NON	P1	NON	NON	P2	NON	P2
BERSILLIES	59072	NON	Non att.	NON	P1	NON	NON	P1	NON	P1
BERTANGLES	80092	NON	Atteint	NON	P2	NON	NON	P2	NON	P1
BERTEAUCOURT-LES-DAMES	80093	NON	Atteint	NON	P2	NON	NON	P2	NON	P1
BERTEAUCOURT-LES-THENNES	80094	NON	Atteint	NON	P2	NON	NON	P2	NON	P1
BERTHEN	59073	NON	Non att.	NON	P1	NON	NON	P2	NON	P2
BERTINCOURT	62117	OUI	Non att.	NON	P1	NON	OUI	P2	NON	P1
BERTRANCOURT	80095	OUI	Atteint	NON	P2	NON	NON	P1	NON	P1
BERTRY	59074	OUI	Non att.	NON	P2	OUI	OUI	P2	NON	P1
BETHENCOURT	59075	NON	Non att.	NON	P1	NON	NON	P2	NON	P2
BETHENCOURT-SUR-MER	80096	NON	Atteint	NON	P2	NON	NON	P2	NON	P1
BETHENCOURT-SUR-SOMME	80097	OUI	Non att.	NON	P1	NON	NON	P2	NON	P2
BETHONSART	62118	NON	Non att.	NON	P1	NON	OUI	P2	NON	P2
BETHUNE	62119	NON	Non att.	NON	P1	NON	OUI	P2	NON	P2
BETTENCOURT-RIVIERE	80099	NON	Atteint	NON	P2	NON	NON	P2	NON	P2
BETTENCOURT-SAINT-OUEN	80100	OUI	Atteint	NON	P2	NON	NON	P2	NON	P1
BETTIGNIES	59076	OUI	Non att.	NON	P1	NON	NON	P1	NON	P1
BETTRECHIES	59077	NON	Non att.	NON	P1	NON	NON	P2	NON	P1
BEUGIN	62120	NON	Non att.	NON	P1	NON	OUI	P2	NON	P2
BEUGNATRE	62121	OUI	Atteint	NON	P2	NON	NON	P2	NON	P2
BEUGNIES	59078	NON	Non att.	NON	P1	NON	OUI	P1	NON	P1
BEUGNY	62122	NON	Atteint	NON	P2	NON	OUI	P2	NON	P2
BEUSSENT	62123	OUI	Atteint	NON	P2	NON	NON	P1	NON	P1
BEUTIN	62124	OUI	Atteint	OUI	P1	NON	NON	P1	NON	P1
BEUVRAGES	59079	NON	Non att.	NON	P1	NON	OUI	P2	NON	P2
BEUVRAGNES	80101	NON	Non att.	NON	P1	NON	OUI	P2	NON	P1
BEUVREQUEN	62125	NON	Non att.	NON	P1	NON	NON	P1	OUI	P1
BEUVRY	62126	NON	Non att.	NON	P1	NON	OUI	P2	NON	P2
BEUVRY-LA-FORET	59080	NON	Non att.	NON	P1	NON	NON	P2	NON	P2
BEVILLERS	59081	NON	Non att.	NON	P1	NON	NON	P2	NON	P2
BEZINGHEM	62127	OUI	Atteint	NON	P2	NON	NON	P1	NON	P1
BIACHES	80102	OUI	Non att.	NON	P2	NON	NON	P2	NON	Autres
BIACHE-SAINT-VAAST	62128	OUI	Non att.	NON	P1	NON	OUI	P2	NON	P2
BIARRE	80103	NON	Non att.	NON	P1	NON	NON	P2	NON	P2
BIEFVILLERS-LES-BAPAUME	62129	NON	Atteint	NON	P2	NON	NON	P2	NON	P2
BIENVILLERS-AU-BOIS	62130	NON	Atteint	NON	P2	NON	OUI	P2	NON	P2

\*Les communes "captage prioritaire" seront considérées en priorité 1 "macropolluants" à la validation d'un plan d'actions

134

Nom de la commune	Code INSEE	Solidarité territoriale	Etat physico chimique	Enjeu Baignade	Priorité macropolluants	Captage prioritaire*	Enjeu eau potable	Matières en suspension	Programme de Maintien de l'Agriculture en Zones Humides	Cours d'eau
BIERNE	59082	NON att.	NON att.	NON	P1	NON	NON	P2	NON	P2
BIHUCOURT	62131	NON	Atteint	NON	P2	NON	NON	P2	NON	P2
BILLANCOURT	80105	OUI	Non att.	NON	P1	NON	NON	P2	NON	P2
BILLY-BERCLAU	62132	NON	Non att.	NON	P1	OUI	OUI	P2	NON	Autres
BILLY-MONTIGNY	62133	NON	Non att.	NON	P1	NON	OUI	P2	NON	Autres
BIMONT	62134	OUI	Atteint	NON	P2	NON	NON	P1	NON	P1
BISSEZELE	59083	NON	Non att.	NON	P1	NON	OUI	P2	NON	P2
BLAIRVILLE	62135	OUI	Atteint	NON	P2	NON	OUI	P1	NON	P2
BLANGFOSSE	60075	OUI	Atteint	NON	P2	NON	NON	P2	NON	P1
BLANGERVAL-BLANGERMONT	62137	OUI	Atteint	NON	P2	NON	NON	P1	NON	P1
BLANGY-SOUS-POIX	80106	NON	Atteint	NON	P2	NON	OUI	P2	NON	P1
BLANGY-SUR-TERNOISE	62138	OUI	Atteint	NON	P2	NON	NON	P1	NON	P1
BLANGY-TRONVILLE	80107	NON	Atteint	NON	P2	NON	NON	P2	OUI	P1
BLARINGHEM	59084	NON	Non att.	NON	P1	NON	NON	P2	NON	P2
BLECOURT	59085	NON	Non att.	NON	P1	NON	NON	P2	NON	P2
BLENDÉCQUES	62139	NON	Non att.	NON	P1	NON	OUI	P1	NON	P1
BLEQUIN	62140	OUI	Non att.	NON	P1	NON	OUI	P1	NON	P1
BLESSY	62141	OUI	Non att.	NON	P1	NON	OUI	P1	NON	P1
BLINGEL	62142	OUI	Atteint	NON	P2	NON	NON	P1	NON	P1
BOESCHEPE	59086	NON	Non att.	NON	P1	NON	OUI	P2	NON	P1
BOFEGHEM	59087	OUI	Non att.	NON	P1	NON	NON	P2	NON	P1
BOFFLES	62143	OUI	Atteint	NON	P2	NON	NON	P1	NON	P2
BOHAIN-EN-VERMANDOIS	02095	NON	Non att.	NON	P1	NON	NON	P2	NON	P1
BOIRY-BEQUERELLE	62144	NON	Atteint	NON	P2	NON	NON	P2	NON	Autres
BOIRY-NOTRE-DAME	62145	NON	Atteint	NON	P2	NON	OUI	P2	NON	P2
BOIRY-SAINTE-RICTRUDE	62147	NON	Atteint	NON	P2	NON	NON	P2	NON	P2
BOIRY-SAINT-MARTIN	62146	OUI	Atteint	NON	P2	NON	NON	P2	NON	P2
BOISBERGUES	80108	OUI	Atteint	NON	P2	NON	NON	P1	NON	P1
BOIS-BERNARD	62148	NON	Non att.	NON	P1	NON	OUI	P2	NON	Autres
BOISDINGHEM	62149	NON	Non att.	NON	P1	NON	OUI	P1	NON	P1
BOIS-GRENIER	59088	NON	Non att.	NON	P1	NON	OUI	P2	NON	P2
BOISJEAN	62150	OUI	Atteint	NON	P2	NON	OUI	P1	NON	P1
BOISLEUX-AU-MONT	62151	NON	Atteint	NON	P2	NON	NON	P2	NON	P1
BOISLEUX-SAINT-MARC	62152	NON	Atteint	NON	P2	NON	NON	P2	NON	P2
BOISMONT	80110	OUI	Atteint	NON	P2	NON	NON	P2	OUI	P1
BOLLEZELE	59089	OUI	Non att.	NON	P1	NON	OUI	P2	NON	P1
BOMY	62153	OUI	Non att.	NON	P1	OUI	OUI	P1	NON	P1
BONDUES	59090	NON	Non att.	NON	P1	NON	NON	P2	NON	P2
BONNAY	80112	NON	Atteint	NON	P2	NON	NON	P2	NON	P1
BONNEUIL-LES-EAUX	60082	OUI	Atteint	NON	P2	NON	NON	P2	NON	P1
BONNEVILLE	80113	OUI	Atteint	NON	P2	NON	OUI	P2	NON	P1
BONNIERES	62154	OUI	Atteint	NON	P2	NON	NON	P1	NON	P1
BONNINGUES-LES-ARDRES	62155	OUI	Atteint	NON	P2	NON	NON	P1	NON	P1
BONNINGUES-LES-CALAIS	62156	NON	Non att.	NON	P1	NON	OUI	P2	NON	P1
BONVILLERS	60085	OUI	Atteint	NON	P2	NON	OUI	P2	NON	P1
BONY	02100	OUI	Non att.	NON	P1	NON	NON	P2	NON	Autres
BORRE	59091	NON	Non att.	NON	P1	NON	NON	P2	NON	P2
BOSQUEL	80114	NON	Atteint	NON	P2	NON	OUI	P2	NON	P1
BOUBERS-LES-HESMOND	62157	OUI	Atteint	NON	P2	NON	NON	P1	NON	P1
BOUBERS-SUR-CANCHE	62158	OUI	Atteint	NON	P2	NON	NON	P1	NON	P1
BOUCHAIN	59092	NON	Non att.	NON	P1	NON	OUI	P2	NON	P1
BOUCHAVESNES-BERGEN	80115	OUI	Atteint	NON	P2	NON	NON	P2	NON	P2
BOUCHOIR	80116	OUI	Non att.	NON	P1	NON	OUI	P2	NON	P1

\*Les communes "captage prioritaire" seront considérées en priorité 1 "macropolluants" à la validation d'un plan d'actions

BC

Norm de la commune	Code INSEE	Solidarité territoriale	Etat physico chimique	Enjeu Baignade	Priorité macropolluants	Captage prioritaire*	Enjeu eau potable	Matières en suspension	Programme de Maintien de l'Agriculture en Zones Humides	Cours d'eau
BOUCHON	80117	OUI	Atteint	NON	P2	NON	NON	P2	NON	P1
BOUFFERS	80118	OUI	Atteint	NON	P2	NON	NON	P1	NON	P1
BOUGAINVILLE	80119	NON	Atteint	NON	P2	NON	NON	P2	NON	P1
BOUILLANCOURT-LA-BATAILLE	80121	NON	Atteint	NON	P2	NON	NON	P2	NON	P1
BOUIN-PLUMOISON	62661	OUI	Atteint	OUI	P1	NON	NON	P1	NON	P1
BOULOGNE-SUR-HELPE	59093	OUI	Non att.	NON	P1	NON	OUI	P2	OUI	P1
BOULOGNE-SUR-MER	62160	NON	Non att.	OUI	P1	NON	NON	P1	NON	P1
BOUQUERHAULT	62161	OUI	Non att.	NON	P1	NON	OUI	P2	NON	P1
BOUQUEMAISON	80122	OUI	Atteint	NON	P2	NON	NON	P1	NON	P1
BOURBOURG	59094	NON	Non att.	NON	P2	NON	NON	P1	NON	P1
BOURDON	80123	NON	Atteint	NON	P2	NON	NON	P2	OUI	P1
BOURECQ	62162	NON	Non att.	NON	P1	NON	OUI	P1	NON	P2
BOURET-SUR-CANCHE	62163	OUI	Atteint	NON	P2	NON	NON	P1	NON	P1
BOURGHELLES	59096	NON	Non att.	NON	P1	NON	NON	P2	NON	Autres
BOURLON	62164	NON	Atteint	NON	P2	NON	OUI	P2	NON	P2
BOURNONVILLE	62165	OUI	Non att.	NON	P1	OUI	OUI	P1	NON	P1
BOURS	62166	OUI	Non att.	NON	P1	NON	NON	P1	NON	P2
BOURSEVILLE	80124	OUI	Atteint	NON	P2	NON	NON	P2	NON	P1
BOURSIES	59097	NON	Atteint	NON	P2	NON	OUI	P2	NON	P2
BOURSIN	62167	NON	Non att.	NON	P1	NON	NON	P1	NON	P1
BOUTHES	62168	OUI	Atteint	NON	P2	NON	OUI	P1	NON	P1
BOUSBECCQUE	59098	NON	Non att.	NON	P1	NON	NON	P2	OUI	P2
BOUSIES	59099	OUI	Non att.	NON	P1	OUI	NON	P1	NON	P1
BOUSIGNIES	59100	NON	Non att.	NON	P1	NON	OUI	P2	OUI	P2
BOUSIGNIES-SUR-ROC	59101	OUI	Atteint	NON	P2	NON	OUI	P1	NON	P1
BOUSSICOURT	80125	NON	Atteint	NON	P2	NON	NON	P2	NON	P1
BOUSSIERES-EN-CAMBRESIS	59102	OUI	Non att.	NON	P1	NON	NON	P2	NON	P2
BOUSSIERES-SUR-SAMBRE	59103	NON	Non att.	NON	P1	NON	NON	P1	OUI	P1
BOUSSOIS	59104	NON	Non att.	NON	P1	NON	OUI	P2	NON	P1
BOUVELINGHEM	62169	OUI	Atteint	NON	P2	NON	NON	P1	NON	P1
BOUVIGNIES	59105	NON	Non att.	NON	P1	NON	NON	P2	OUI	P2
BOUVIGNY-BOYEFFLES	62170	NON	Non att.	NON	P1	OUI	OUI	P2	NON	P1
BOUVINCOURT-EN-VERMANDOIS	80128	OUI	Non att.	NON	P1	NON	NON	P2	NON	P2
BOUVINES	59106	NON	Non att.	NON	P1	NON	NON	P2	NON	Autres
BOUZINCOURT	80129	OUI	Atteint	NON	P2	NON	NON	P2	NON	P1
BOVELLES	80130	NON	Atteint	NON	P2	NON	OUI	P2	NON	P1
BOVES	80131	NON	Atteint	NON	P1	OUI	OUI	P2	NON	P1
BOYAVAL	62171	OUI	Atteint	NON	P2	NON	NON	P1	NON	P1
BOYELLES	62172	NON	Atteint	NON	P2	NON	NON	P2	NON	P2
BRACHES	80132	NON	Atteint	NON	P2	NON	NON	P2	NON	P1
BRAILLY-CORNEHOTTE	80133	OUI	Non att.	NON	P1	OUI	OUI	P2	NON	P1
BRANCOURT-LE-GRAND	02112	OUI	Non att.	NON	P1	NON	NON	P2	NON	Autres
BRASSY	80134	NON	Atteint	NON	P2	NON	NON	P2	NON	P1
BRAY-DUNES	59107	NON	Non att.	OUI	P1	NON	NON	P2	NON	Autres
BRAY-LES-MAREUIL	80135	OUI	Atteint	NON	P2	NON	NON	P2	OUI	P1
BRAY-SAINT-CHRISTOPHE	02117	NON	Non att.	NON	P1	NON	NON	P2	NON	P2
BRAY-SUR-SOMME	80136	OUI	Atteint	NON	P2	NON	NON	P2	NON	P2
BREBIERES	62173	NON	Non att.	NON	P1	OUI	OUI	P2	NON	Autres
BREILLY	80137	NON	Atteint	NON	P2	NON	OUI	P2	OUI	P1
BREMES	62174	NON	Non att.	NON	P1	NON	OUI	P2	NON	P1
BRESLE	80138	NON	Atteint	NON	P2	NON	OUI	P2	NON	P1
BRETEUIL	60104	OUI	Atteint	NON	P1	OUI	OUI	P2	NON	P1
BREUIL	80139	NON	Non att.	NON	P1	NON	NON	P2	NON	P2

\*Les communes "captage prioritaire" seront considérées en priorité 1 "macropolluants" à la validation d'un plan d'actions

34

Nom de la commune	Code INSEE	Solidarité territoriale	Etat physico chimique	Enjeu Baignade	Priorité macropolluants	Captage prioritaire*	Enjeu eau potable	Matières en suspension	Programme de Maintien de l'Agriculture en Zones Humides	Cours d'eau
BREVILLERS	80140	NON	Atteint	NON	P2	NON	NON	P1	NON	P1
BREVILLERS	62175	OUI	Atteint	NON	P2	NON	NON	P1	NON	P1
BREXENT-ENOCQ	62176	OUI	Atteint	NON	P2	NON	NON	P1	NON	P1
BRIAS	62180	OUI	Non att.	NON	P1	NON	NON	P1	NON	P1
BRIASTRE	59108	OUI	Non att.	NON	P1	NON	NON	P1	NON	P1
BRIE	80141	OUI	Non att.	NON	P1	OUI	OUI	P2	NON	P2
BRILLON	59109	NON	Non att.	NON	P1	NON	NON	P2	OUI	P2
BRIMEUX	62177	OUI	Atteint	OUI	P1	NON	NON	P1	NON	P1
BRIQUEMESNIL-FLOXCOURT	80142	NON	Atteint	NON	P2	NON	NON	P2	NON	P2
BROUCHY	80144	OUI	Non att.	NON	P1	NON	NON	P2	NON	P2
BROUCKERQUE	59110	NON	Non att.	NON	P1	NON	NON	P2	NON	P2
BROXEELE	59111	NON	Non att.	NON	P1	NON	OUI	P2	NON	P1
BROYES	60111	OUI	Atteint	NON	P2	NON	NON	P2	NON	P1
BRUAY-LA-BUISSIERE	62178	NON	Non att.	NON	P1	NON	OUI	P2	NON	P2
BRUAY-SUR-L'ESCAUT	59112	NON	Non att.	NON	P1	NON	NON	P2	NON	P2
BRUCAMPS	80145	OUI	Atteint	NON	P2	NON	NON	P2	NON	P1
BRUILLE-LEZ-MARCHIENNES	59113	OUI	Non att.	NON	P1	NON	OUI	P2	NON	P2
BRUILLE-SAINT-AMAND	59114	NON	Non att.	NON	P1	NON	OUI	P2	OUI	P2
BRUNEMBERT	62179	OUI	Non att.	NON	P1	OUI	OUI	P1	NON	P1
BRUNEMONT	59115	NON	Non att.	NON	P1	NON	OUI	P2	NON	P2
BRUTELLES	80146	OUI	Non att.	NON	P1	NON	NON	P2	OUI	P1
BRY	59116	NON	Non att.	NON	P1	NON	NON	P2	NON	P1
BUCQUOY	62181	OUI	Atteint	NON	P2	NON	NON	P2	NON	P1
BUGNICOURT	59117	OUI	Non att.	NON	P1	NON	OUI	P2	NON	P2
BUIGNY-L'ABBE	80147	OUI	Non att.	NON	P1	NON	OUI	P2	NON	P2
BUIGNY-SAINT-AMCLOU	80149	OUI	Atteint	OUI	P1	NON	NON	P1	NON	P1
BUIRE-AU-BOIS	62182	OUI	Atteint	NON	P2	NON	NON	P1	NON	P1
BUIRE-COURCELLES	80150	OUI	Non att.	NON	P1	NON	OUI	P1	NON	P2
BUIRE-LE-SEC	62183	OUI	Atteint	NON	P2	NON	NON	P1	NON	P1
BUIRE-SUR-L'ANGRE	80151	OUI	Atteint	NON	P2	NON	NON	P2	NON	P1
BUISSY	62184	NON	Atteint	NON	P2	NON	NON	P2	NON	P2
BULLECOURT	62185	NON	Atteint	NON	P2	NON	NON	P2	NON	P2
BULLY-LES-MINES	62186	NON	Non att.	NON	P1	OUI	OUI	P2	NON	P1
BUNEVILLE	62187	OUI	Atteint	NON	P2	NON	NON	P1	NON	P1
BURBURE	62188	NON	Non att.	NON	P1	NON	OUI	P1	NON	P2
BUS	62189	OUI	Non att.	NON	P1	NON	NON	P2	NON	P2
BUSIGNY	59118	OUI	Non att.	NON	P1	NON	OUI	P2	NON	P2
BUS-LA-MESIERE	80152	OUI	Non att.	NON	P1	NON	OUI	P2	NON	Autres
BUS-LES-ARTOIS	80153	OUI	Atteint	NON	P2	NON	NON	P2	NON	P1
BUSNES	62190	NON	Non att.	NON	P1	NON	NON	P1	NON	P2
BUSSU	80154	OUI	Non att.	NON	P1	NON	NON	P1	NON	P2
BUSSUS-BUSSUEL	80155	OUI	Non att.	NON	P1	NON	NON	P1	NON	P1
BUSSY-LES-DAOURS	80156	NON	Atteint	NON	P2	NON	OUI	P2	NON	P1
BUSSY-LES-POIX	80157	NON	Atteint	NON	P2	NON	NON	P2	NON	P1
BUVERCHY	80158	NON	Non att.	NON	P1	NON	NON	P2	NON	P2
BUYSCHEURE	59119	OUI	Non att.	NON	P1	NON	OUI	P2	NON	P1
CACHY	80159	NON	Atteint	NON	P2	NON	NON	P2	NON	P1
CAESTRE	59120	NON	Non att.	NON	P1	NON	NON	P2	NON	P2
CAFFIERS	62191	OUI	Non att.	NON	P1	NON	OUI	P1	NON	P1
CAGNICOURT	62192	NON	Atteint	NON	P2	NON	NON	P2	NON	P2
CAGNONCLES	59121	NON	Non att.	NON	P1	NON	NON	P2	NON	P2
CAGNY	80160	NON	Atteint	NON	P1	OUI	OUI	P2	NON	P1
CAHON	80161	OUI	Atteint	NON	P2	NON	OUI	P2	OUI	P1

\* Les communes "captage prioritaire" seront considérées en priorité 1 "macropolluants" à la validation d'un plan d'actions

BC

Norm de la commune	Code INSEE	Solidarité territoriale	Etat physico chimique	Enjeu Baignade	Priorité macropolluants	Captage prioritaire*	Enjeu eau potable	Matières en suspension	Programme de Maintien de l'Agriculture en Zones Humides	Cours d'eau
CAIX	80162	OUI	Atteint	NON	P1	OUI	OUI	P2	NON	P1
CALAIS	62193	NON	Non att.	OUI	P1	NON	NON	P2	NON	P1
CALONNE-RICOUART	62194	NON	Non att.	NON	P1	NON	OUI	P1	NON	P2
CALONNE-SUR-LA-LYS	62195	NON	Non att.	NON	P1	NON	NON	P2	NON	P2
CAMBLAIN-CHATELAIN	62197	NON	Non att.	NON	P1	NON	OUI	P1	NON	P2
CAMBLAIN-L'ABBE	62199	NON	Non att.	NON	P1	NON	OUI	P1	NON	P2
CAMBLIGNEUL	62198	NON	Non att.	NON	P1	NON	NON	P1	NON	P2
CAMBRAI	59122	NON	Non att.	NON	P1	NON	OUI	P2	NON	P1
CAMBRIN	62200	NON	Non att.	NON	P1	NON	OUI	P2	NON	P1
CAMBRON	80163	NON	Atteint	OUI	P1	NON	OUI	P2	OUI	P1
CAMIERS	62201	OUI	Non att.	OUI	P1	NON	OUI	P1	NON	P1
CAMON	80164	NON	Atteint	NON	P2	NON	OUI	P2	OUI	P1
CAMPAGNE	60121	OUI	Non att.	NON	P1	NON	NON	P2	NON	P2
CAMPAGNE-LES-BOULONNAIS	62202	OUI	Atteint	NON	P2	NON	NON	P1	NON	P1
CAMPAGNE-LES-GUINES	62203	NON	Non att.	NON	P1	NON	OUI	P2	NON	P1
CAMPAGNE-LES-HESDIN	62204	OUI	Atteint	OUI	P1	NON	NON	P1	NON	P1
CAMPAGNE-LES-WARDRECOUES	62205	NON	Non att.	NON	P1	NON	NON	P1	NON	P2
CAMPAIN-EN-CAREMBAULT	59123	NON	Non att.	NON	P1	NON	OUI	P2	NON	Autres
CAMPAIN-EN-PEVELE	59124	NON	Non att.	NON	P1	NON	NON	P2	NON	Autres
CAMPAGNE-LES-GRANDES	62206	NON	Atteint	OUI	P1	OUI	OUI	P1	NON	P1
CAMPAGNE-LES-PETITES	62207	NON	Atteint	OUI	P1	NON	OUI	P1	NON	P1
CAMPREMY	60123	OUI	Atteint	NON	P2	NON	OUI	P2	NON	P1
CAMPS-EN-AMIENOIS	80165	NON	Atteint	NON	P2	NON	NON	P2	NON	P1
CANAPLES	80166	NON	Non att.	NON	P1	NON	OUI	P2	NON	P1
CANCHY	80167	OUI	Non att.	NON	P1	NON	OUI	P1	NON	P1
CANDAS	80168	OUI	Atteint	NON	P2	NON	NON	P1	NON	P1
CANETTEMONT	62208	NON	Atteint	NON	P2	NON	NON	P1	NON	P1
CANLERS	62209	OUI	Atteint	NON	P1	OUI	OUI	P1	NON	P1
CANNESSIERES	80169	NON	Atteint	NON	P2	NON	NON	P2	NON	P1
CANTAING-SUR-ESCAUT	59125	NON	Non att.	NON	P1	NON	NON	P2	NON	P2
CANTIGNY	80170	NON	Atteint	NON	P2	NON	NON	P2	NON	P1
CANTIN	59126	NON	Non att.	NON	P1	NON	OUI	P2	NON	Autres
CAOURS	80171	NON	Non att.	NON	P1	NON	OUI	P1	NON	P1
CAPELLE	59127	NON	Non att.	NON	P1	NON	OUI	P1	NON	P1
CAPELLE-FERMONT	62211	NON	Non att.	NON	P1	NON	OUI	P1	NON	P2
CAPELLE-LES-HESDIN	62212	OUI	Atteint	NON	P2	NON	NON	P1	NON	P1
CAPINGHEM	59128	NON	Non att.	NON	P1	NON	NON	P2	NON	Autres
CAPPELLE-BROUCK	59130	NON	Non att.	NON	P1	NON	NON	P2	NON	P1
CAPPELLE-EN-PEVELE	59129	NON	Non att.	NON	P1	NON	NON	P2	NON	Autres
CAPPELLE-LA-GRANDE	59131	NON	Non att.	OUI	P1	NON	NON	P2	NON	Autres
CAPPY	80172	OUI	Atteint	NON	P2	NON	NON	P2	NON	Autres
CARDONNETTE	80173	NON	Atteint	NON	P2	NON	NON	P2	NON	P1
CARENCY	62213	NON	Atteint	NON	P2	NON	NON	P2	NON	Autres
CARLY	62214	NON	Non att.	NON	P1	OUI	OUI	P1	NON	P1
CARNIERES	59132	OUI	Non att.	NON	P1	NON	NON	P2	NON	P2
CARNIN	59133	NON	Non att.	NON	P1	OUI	OUI	P2	NON	Autres
CARNOY-MAMETZ	80505	OUI	Atteint	NON	P2	NON	NON	P2	NON	P1
CARREPUIS	80176	NON	Non att.	NON	P1	NON	NON	P2	NON	P1
CARTIGNIES	59134	OUI	Non att.	NON	P1	NON	OUI	P2	OUI	P1
CARTIGNY	80177	OUI	Non att.	NON	P1	NON	NON	P1	NON	P2
CARVIN	62215	NON	Non att.	NON	P1	NON	OUI	P2	NON	Autres
CASSEL	59135	NON	Non att.	NON	P1	NON	OUI	P2	NON	P1
CASTRES	02142	NON	Non att.	NON	P1	NON	NON	P2	NON	P2

\*Les communes "captage prioritaire" seront considérées en priorité 1 "macropolluants" à la validation d'un plan d'actions

BX

Nom de la commune	Code INSEE	Solidarité territoriale	Etat physico chimique	Enjeu Baignade	Priorité macropolluants	Captage prioritaire*	Enjeu eau potable	Matières en suspension	Programme de Maintien de l'Agriculture en Zones Humides	Cours d'eau
CATHEUX	60131	OUI	Atteint	NON	P2	NON	NON	P2	NON	P1
CATILLON-SUR-SAMBRE	59137	OUI	Non att.	NON	P1	OUI	OUI	P2	OUI	P1
CATTENIERES	59138	NON	Non att.	NON	P1	NON	NON	P2	NON	P2
CAUCHY-A-LA-TOUR	62217	NON	Non att.	NON	P1	NON	OUI	P1	NON	P2
CAUCOURT	62218	OUI	Non att.	NON	P1	NON	NON	P2	NON	P2
CAUDRY	59139	NON	Non att.	NON	P1	NON	NON	P2	NON	P2
CAULAINCOURT	02144	NON	Atteint	NON	P2	NON	NON	P2	NON	P2
CAULIERES	80179	NON	Atteint	NON	P2	NON	OUI	P2	NON	P1
CAULLERY	59140	NON	Non att.	NON	P1	NON	NON	P2	NON	P1
CAUMONT	62219	OUI	Atteint	NON	P2	NON	NON	P1	NON	P1
CAUROIR	59141	OUI	Non att.	NON	P1	NON	NON	P2	NON	P2
CAVILLON	80180	OUI	Atteint	NON	P2	NON	NON	P2	NON	P1
CAVRON-SAINT-MARTIN	62220	OUI	Atteint	NON	P2	NON	NON	P1	NON	P1
CAYEUX-EN-SANTERRE	80181	OUI	Atteint	NON	P2	NON	NON	P2	NON	P1
CAYEUX-SUR-MER	80182	OUI	Non att.	OUI	P1	NON	NON	P2	OUI	P1
CEMPUIS	60136	OUI	Atteint	NON	P1	OUI	OUI	P2	NON	P1
CERFONTAINE	59142	NON	Non att.	NON	P1	OUI	OUI	P1	NON	P1
CERISY	80184	OUI	Atteint	NON	P2	NON	NON	P2	NON	P2
CHAMPIEN	80185	NON	Non att.	NON	P1	NON	NON	P2	NON	P1
CHATEAU-L'ABBAYE	59144	NON	Non att.	NON	P1	NON	OUI	P2	OUI	P2
CHAULNES	80186	OUI	Non att.	NON	P1	NON	NON	P2	NON	P2
CHAUSSEY-EPAGNY	80188	NON	Atteint	NON	P2	NON	NON	P2	NON	P1
CHELERS	62221	OUI	Non att.	NON	P1	NON	NON	P2	NON	P2
CHEMY	59145	NON	Non att.	NON	P1	OUI	OUI	P2	NON	Autres
CHEPOIX	60146	OUI	Atteint	NON	P2	NON	NON	P2	NON	P1
CHEPY	80190	OUI	Atteint	NON	P2	NON	NON	P2	NON	P1
CHERENG	59146	NON	Non att.	NON	P1	NON	NON	P2	NON	Autres
CHERIENNES	62222	OUI	Atteint	NON	P2	NON	NON	P1	NON	P1
CHERY	62223	NON	Atteint	NON	P2	NON	NON	P2	NON	P2
CHILLY	80191	OUI	Non att.	NON	P1	NON	NON	P2	NON	P2
CHIPILLY	80192	NON	Atteint	NON	P2	NON	OUI	P2	NON	P2
CHIRMONT	80193	NON	Atteint	NON	P2	NON	NON	P2	NON	P1
CHOCQUES	62224	NON	Non att.	NON	P1	NON	OUI	P1	NON	P2
CHOISIES	59147	NON	Atteint	NON	P2	NON	OUI	P1	NON	P1
CHOQUEUSE-LES-BENARDS	60153	OUI	Atteint	NON	P2	NON	NON	P2	NON	P1
CHUIGNES	80194	OUI	Atteint	NON	P2	NON	NON	P2	NON	P2
CHUIGNOLLES	80195	OUI	Atteint	NON	P2	NON	NON	P2	NON	P2
CITERNE	80196	OUI	Atteint	NON	P2	NON	NON	P2	NON	P2
CIZANCOURT	80197	NON	Non att.	NON	P1	NON	NON	P2	NON	P2
CLAIRFAYTS	59148	OUI	Atteint	NON	P2	NON	OUI	P2	NON	P1
CLAIRMARAIS	62225	NON	Non att.	NON	P1	NON	NON	P1	NON	P1
CLAIRY-SAULCHOIX	80198	NON	Atteint	NON	P2	NON	OUI	P2	OUI	P1
CLARY	59149	OUI	Non att.	NON	P1	NON	OUI	P2	NON	P1
CLASTRES	02199	OUI	Non att.	NON	P2	NON	NON	P2	NON	P2
CLENLEU	62227	OUI	Atteint	NON	P2	NON	NON	P1	NON	P1
CLERQUES	62228	OUI	Non att.	NON	P1	NON	OUI	P1	NON	P1
CLERY-SUR-SOMME	80199	OUI	Atteint	NON	P2	NON	NON	P2	NON	P2
CLETY	62229	NON	Non att.	NON	P1	OUI	OUI	P1	NON	P1
COBRIEUX	59150	NON	Non att.	NON	P1	NON	NON	P2	NON	Autres
COCQUEREL	80200	OUI	Atteint	NON	P2	NON	NON	P2	OUI	P1
COIGNEUX	80201	OUI	Atteint	NON	P2	NON	NON	P2	NON	P1
COISY	80202	NON	Atteint	NON	P2	NON	NON	P2	NON	P1
COIVREL	60158	NON	Atteint	NON	P2	NON	OUI	P2	NON	P1

MCG

Nom de la commune	Code INSEE	Solidarité territoriale	Etat physique chimique	Enjeu Baignade	Priorité macropolluants	Captage prioritaire*	Enjeu eau potable	Matières en suspension	Programme de Maintien de l'Agriculture en Zones Humides	Cours d'eau
COLEMBERT	62230	NON	Non att.	NON	P1	OUI	OUI	P1	NON	P1
COLINCAMPS	80203	OUI	Atteint	NON	P2	NON	NON	P1	NON	P1
COLLERET	59151	NON	Non att.	NON	P1	NON	OUI	P2	NON	P1
COLLINE-BEAUMONT	62231	NON	Atteint	NON	P1	OUI	OUI	P1	OUI	P1
COMBLES	80204	OUI	Atteint	NON	P2	NON	NON	P2	NON	P2
COMINES	59152	NON	Non att.	NON	P1	NON	NON	P2	NON	P2
CONCHIL-LE-TEMPLE	62233	OUI	Atteint	NON	P1	OUI	OUI	P1	NON	P1
CONCHY-SUR-CANCHE	62234	OUI	Atteint	NON	P2	NON	NON	P1	NON	P1
CONDE-FOLIE	80205	OUI	Atteint	NON	P2	NON	NON	P2	OUI	P1
CONDE-SUR-L'ESCAUT	59153	NON	Non att.	NON	P1	NON	NON	P2	OUI	P2
CONDETTE	62235	NON	Non att.	OUI	P1	OUI	OUI	P1	NON	P1
CONTALMAISON	80206	OUI	Atteint	NON	P2	NON	NON	P2	NON	P1
CONTAY	80207	NON	Atteint	NON	P2	NON	OUI	P2	NON	P1
CONTES	62236	OUI	Atteint	OUI	P1	NON	NON	P1	NON	P1
CONTESCOURT	02214	NON	Non att.	NON	P1	NON	NON	P1	NON	P2
CONTEVILLE	80208	OUI	Atteint	NON	P2	NON	NON	P1	NON	P1
CONTEVILLE	60161	OUI	Atteint	NON	P1	OUI	OUI	P2	NON	P1
CONTEVILLE-EN-TERNOIS	62238	OUI	Atteint	NON	P2	NON	NON	P1	NON	P1
CONTEVILLE-LES-BOULOGNE	62237	NON	Non att.	NON	P1	NON	NON	P1	NON	P1
CONTRE	80210	NON	Atteint	NON	P2	NON	NON	P2	NON	P1
CONTY	80211	OUI	Atteint	NON	P2	NON	OUI	P2	NON	P1
COQUELLES	62239	NON	Non att.	OUI	P1	NON	OUI	P2	NON	P1
CORBEHEM	62240	NON	Atteint	NON	P2	NON	OUI	P2	NON	P2
CORBIE	80212	NON	Atteint	NON	P2	NON	OUI	P2	OUI	P1
CORMEILLES	60163	OUI	Atteint	NON	P2	NON	NON	P2	NON	P1
CORMONT	62241	OUI	Atteint	OUI	P1	NON	NON	P1	NON	P1
COTTENCHY	80213	NON	Atteint	NON	P2	NON	NON	P2	NON	P1
COUDEKERQUE-BRANCHE	59155	NON	Non att.	OUI	P1	NON	NON	P2	NON	P2
COUIN	62242	NON	Atteint	NON	P2	NON	NON	P1	NON	P1
COULLEMELLE	80214	OUI	Atteint	NON	P2	NON	NON	P2	NON	P1
COULLEMONT	62243	OUI	Atteint	NON	P2	NON	NON	P1	NON	P1
COULOGNE	62244	NON	Non att.	OUI	P1	NON	NON	P2	NON	P1
COULOMBY	62245	OUI	Atteint	NON	P2	NON	NON	P1	NON	P1
COULONVILLERS	80215	OUI	Non att.	NON	P1	NON	NON	P1	NON	P1
COUPELLE-NEUVE	62246	OUI	Atteint	NON	P1	OUI	OUI	P1	NON	P1
COUPELLE-VEILLE	62247	OUI	Atteint	NON	P1	OUI	OUI	P1	NON	P1
COURCELETTE	80216	OUI	Atteint	NON	P2	NON	OUI	P2	NON	P1
COURCELLES-AU-BOIS	80217	OUI	Atteint	NON	P2	NON	NON	P1	NON	P1
COURCELLES-LE-COMTE	62248	NON	Atteint	NON	P2	NON	NON	P1	NON	P2
COURCELLES-LES-LENS	62249	NON	Non att.	NON	P1	NON	NON	P2	NON	Autres
COURCELLES-SOUS-MOYENCOURT	80218	NON	Atteint	NON	P2	NON	NON	P2	NON	P1
COURCELLES-SOUS-THOIX	80219	NON	Atteint	NON	P2	NON	NON	P2	NON	P1
COURCHELLETES	59156	NON	Atteint	NON	P2	NON	OUI	P2	NON	P2
COURRIERES	62250	NON	Non att.	NON	P1	NON	OUI	P2	NON	Autres
COURSET	62251	NON	Atteint	NON	P1	OUI	OUI	P1	NON	P1
COURTEMANCHE	80220	OUI	Atteint	NON	P2	NON	NON	P2	NON	P1
COUSOLRE	59157	OUI	Atteint	NON	P2	NON	OUI	P1	NON	P1
COUTICHES	59158	NON	Non att.	NON	P1	NON	NON	P2	NON	P2
COUTURELLE	62253	NON	Atteint	NON	P2	NON	OUI	P1	NON	P1
COYECQUES	62254	OUI	Non att.	NON	P1	OUI	OUI	P1	NON	P1
CRAMONT	80221	OUI	Non att.	NON	P1	NON	NON	P1	NON	P1
CRAPEAUMESNIL	60174	NON	Non att.	NON	P1	NON	NON	P2	NON	P1
CRAYWICK	59159	NON	Non att.	NON	P1	NON	NON	P2	NON	P1

\*Les communes "captage prioritaire" seront considérées en priorité 1 "macropolluants" à la validation d'un plan d'actions

ANNEXE 1 : Liste des communes du Bassin Artois-Picardie appartenant aux différents zonages à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2019

Nom de la commune	Code INSEE	Solidarité territoriale	Etat physico chimique	Enjeu Baignade	Priorité macropolluants	Captage prioritaire*	Enjeu eau potable	Matières en suspension	Programme de Maintien de l'Agriculture en Zones Humides	Cours d'eau
CRECY-EN-PONTHIEU	80222	OUI	Non att.	OUI	P1	OUI	OUI	P2	NON	P1
CREMAREST	62255	NON	Non att.	NON	P1	OUI	OUI	P1	NON	P1
CREMERY	80223	NON	Non att.	NON	P1	NON	NON	P2	NON	P2
CREPY	62256	OUI	Atteint	NON	P2	NON	NON	P1	NON	P1
CREQUY	62257	OUI	Atteint	NON	P1	OUI	OUI	P1	NON	P1
CRESSPIN	59160	NON	Non att.	NON	P1	NON	OUI	P2	OUI	P2
CRESSY-OMENCOURT	80224	NON	Non att.	NON	P1	NON	NON	P2	NON	P2
CREUSE	80225	NON	Atteint	NON	P2	NON	OUI	P2	NON	P1
CREVECOEUR-LE-GRAND	60178	OUI	Atteint	NON	P2	NON	NON	P2	NON	P1
CREVECOEUR-LE-PETIT	60179	NON	Atteint	NON	P2	NON	NON	P2	NON	P1
CREVECOEUR-SUR-L'ESCAUT	59161	NON	Non att.	NON	P1	NON	OUI	P2	NON	P1
CROCHTE	59162	NON	Non att.	NON	P1	NON	OUI	P2	NON	P2
CROISSETTE	62258	OUI	Atteint	NON	P2	NON	NON	P1	NON	P1
CROISILLES	62259	OUI	Atteint	NON	P2	NON	NON	P2	NON	P2
CROISSY-SUR-CELLE	60183	OUI	Atteint	NON	P2	NON	NON	P2	NON	P1
CROIX	59163	NON	Non att.	NON	P1	NON	NON	P2	NON	Autres
CROIX-CALUYAU	59164	NON	Non att.	NON	P1	OUI	OUI	P1	NON	P1
CROIX-EN-TERNOIS	62260	OUI	Non att.	NON	P1	NON	NON	P1	NON	P1
CROIX-FONSOMME	02240	OUI	Non att.	NON	P1	OUI	OUI	P2	NON	P2
CROIX-MOLIGNEAUX	80226	OUI	Non att.	NON	P1	NON	NON	P2	NON	P2
CROIXRAULT	80227	NON	Atteint	NON	P2	NON	OUI	P2	NON	P1
CROUY-SAINT-PIERRE	80229	NON	Atteint	NON	P2	NON	NON	P2	OUI	P1
CUCQ	62261	NON	Atteint	OUI	P1	NON	NON	P1	NON	P1
CUGNY	02246	NON	Non att.	NON	P1	NON	NON	P2	NON	P2
CUINCHY	62262	NON	Non att.	NON	P1	NON	OUI	P2	NON	P2
CUINCY	59165	NON	Non att.	NON	P1	OUI	OUI	P2	NON	Autres
CURCHY	80230	OUI	Non att.	NON	P1	NON	OUI	P2	NON	P2
CURGIES	59166	NON	Non att.	NON	P2	NON	NON	P1	NON	P1
CURLU	80231	OUI	Atteint	NON	P1	NON	NON	P2	NON	P2
CUVILLERS	59167	NON	Non att.	NON	P1	NON	NON	P2	NON	P2
CYSOING	59168	NON	Non att.	NON	P1	NON	NON	P2	NON	P2
DAINVILLE	62263	NON	Non att.	NON	P1	NON	NON	P2	NON	Autres
DALLON	02257	NON	Non att.	NON	P1	OUI	OUI	P1	NON	Autres
DAMERAUCOURT	60193	OUI	Atteint	NON	P2	NON	NON	P2	NON	P2
DAMERY	80232	OUI	Non att.	NON	P1	NON	OUI	P2	NON	P1
DAMOUSIES	59169	NON	Non att.	NON	P1	NON	OUI	P1	NON	P1
DANCOURT-POPINCOURT	80233	NON	Non att.	NON	P1	NON	OUI	P2	NON	P1
DANNES	62264	OUI	Non att.	OUI	P1	NON	NON	P1	NON	P1
DAOURS	80234	NON	Atteint	NON	P2	NON	OUI	P2	NON	P1
DARGIES	60194	OUI	Atteint	NON	P2	NON	NON	P2	NON	P1
DAVENESCOURT	80236	OUI	Atteint	NON	P2	NON	NON	P2	NON	P1
DECHY	59170	NON	Non att.	NON	P1	NON	OUI	P2	NON	P2
DEHERIES	59171	NON	Non att.	NON	P1	NON	OUI	P2	NON	P1
DELETTES	62265	OUI	Non att.	NON	P1	OUI	OUI	P1	NON	P1
DEMUIN	80237	NON	Atteint	NON	P2	NON	NON	P2	NON	P1
DENAIN	59172	NON	Non att.	NON	P1	NON	OUI	P2	NON	P1
DENIER	62266	NON	Atteint	NON	P2	NON	OUI	P2	NON	P1
DENNEBROEUCQ	62267	OUI	Atteint	NON	P2	NON	NON	P1	NON	P1
DERNANCOURT	80238	OUI	Atteint	NON	P1	OUI	OUI	P1	NON	P1
DESVRES	62268	NON	Non att.	OUI	P1	OUI	OUI	P1	NON	P1
DEULEMONT	59173	NON	Non att.	NON	P1	NON	NON	P2	OUI	P2
DEUISE	80239	OUI	Atteint	NON	P2	NON	NON	P2	NON	P2
DIEVAL	62269	OUI	Non att.	NON	P1	NON	NON	P2	NON	P2

\*Les communes "captage prioritaire" seront considérées en priorité 1 "macropolluants" à la validation d'un plan d'actions

Nom de la commune	Code INSEE	Solidarité territoriale	Etat physique chimique	Enjeu Baignade	Priorité macropolluants	Captage prioritaire*	Enjeu eau potable	Matières en suspension	Programme de Maintien de l'Agriculture en Zones Humides	Cours d'eau
DIMECHAUX	59174	NON	Atteint	NON	P2	NON	OUI	P1	NON	P1
DIMONT	59175	OUI	Atteint	NON	P2	NON	OUI	P1	NON	P1
DIVION	62270	NON	Non att.	NON	P1	NON	OUI	P2	NON	P2
DOHEM	62271	OUI	Non att.	NON	P1	OUI	OUI	P1	NON	P1
DOIGNIES	59176	OUI	Atteint	NON	P2	NON	OUI	P2	NON	P2
DOINGT	80240	OUI	Non att.	NON	P1	NON	NON	P1	NON	P1
DOMART-EN-PONTHIEU	80241	OUI	Atteint	NON	P2	NON	NON	P2	NON	P1
DOMART-SUR-LA-LUCE	80242	NON	Atteint	NON	P2	NON	NON	P2	NON	P1
DOMELIERS	60199	OUI	Atteint	NON	P2	NON	OUI	P2	NON	P1
DOMESMONT	80243	OUI	Atteint	NON	P2	NON	NON	P2	NON	P1
DOMFRONT	60200	OUI	Atteint	NON	P1	OUI	OUI	P2	NON	P1
DOMINOIS	80244	OUI	Atteint	NON	P2	NON	NON	P1	NON	P1
DOMLEGER-LONGVILLERS	80245	OUI	Atteint	NON	P2	NON	NON	P1	NON	P1
DOMMARTIN	80246	NON	Atteint	NON	P2	NON	NON	P2	NON	P1
DOMPIERRE	60201	OUI	Atteint	NON	P1	OUI	OUI	P2	NON	P1
DOMPIERRE-BECQUINCOURT	80247	OUI	Atteint	NON	P2	NON	NON	P2	NON	P1
DOMPIERRE-SUR-AUTHIE	80248	OUI	Atteint	NON	P2	NON	NON	P1	NON	P1
DOMPIERRE-SUR-HELPE	59177	NON	Non att.	NON	P1	NON	OUI	P2	OUI	P1
DOMQUEUR	80249	OUI	Non att.	NON	P1	NON	NON	P1	NON	P1
DOMVAST	80250	OUI	Non att.	NON	P1	NON	OUI	P2	NON	P1
DON	59670	NON	Non att.	NON	P1	OUI	OUI	P2	NON	Autres
DOUAI	59178	NON	Non att.	NON	P1	NON	OUI	P2	NON	P2
DOUCHY	02270	OUI	Non att.	NON	P1	NON	NON	P2	NON	P2
DOUCHY-LES-AYETTE	62272	OUI	Atteint	NON	P2	NON	NON	P2	NON	P2
DOUCHY-LES-MINES	59179	NON	Non att.	NON	P1	NON	OUI	P1	NON	P1
DOUDEAUVILLE	62273	OUI	Atteint	NON	P2	OUI	OUI	P1	NON	P1
DOUDEAUVILLE	80251	OUI	Atteint	NON	P2	NON	NON	P2	NON	P1
DOUILLY	80252	OUI	Non att.	NON	P1	NON	NON	P2	NON	P2
DOULLENS	80253	NON	Atteint	NON	P2	NON	OUI	P1	NON	P1
DOURGES	62274	NON	Non att.	NON	P1	NON	NON	P2	NON	Autres
DOURIEZ	62275	OUI	Atteint	NON	P2	NON	NON	P1	NON	P1
DOURLERS	59181	NON	Non att.	NON	P1	NON	OUI	P1	NON	P1
DOUVRAIN	62276	NON	Non att.	NON	P1	OUI	OUI	P2	NON	Autres
DREUIL-LES-AMIENS	80256	NON	Atteint	NON	P2	NON	OUI	P2	OUI	P1
DRIENCOURT	80258	OUI	Non att.	NON	P1	NON	OUI	P1	NON	P2
DRINCHEM	59182	OUI	Non att.	NON	P1	NON	NON	P2	NON	P1
DROCOURT	62277	NON	Non att.	NON	P1	NON	OUI	P2	NON	Autres
DROMESNIL	80259	OUI	Atteint	NON	P2	NON	NON	P2	NON	P1
DROUVINLE-MARAIS	62278	NON	Non att.	NON	P1	NON	OUI	P2	NON	P1
DRUCAT	80260	NON	Non att.	OUI	P1	NON	OUI	P1	NON	P1
DUISANS	62279	NON	Non att.	NON	P1	NON	OUI	P1	NON	P2
DUNKERQUE	59183	NON	Non att.	OUI	P1	NON	NON	P2	NON	P2
DURY	02273	NON	Non att.	OUI	P1	NON	NON	P2	NON	P2
DURY	62280	NON	Atteint	NON	P2	NON	OUI	P2	NON	P2
DURY	80261	NON	Atteint	NON	P1	OUI	OUI	P2	NON	P1
EAUCOURT-SUR-SOMME	80262	NON	Atteint	NON	P2	NON	OUI	P2	OUI	P1
EBBLINGHEM	59184	NON	Non att.	NON	P1	NON	NON	P1	NON	P2
ECAILLON	59185	NON	Non att.	NON	P1	NON	OUI	P2	NON	P2
ECCLES	59186	NON	Atteint	NON	P2	NON	OUI	P1	NON	P1
ECHINGHEN	62281	NON	Non att.	NON	P1	NON	NON	P1	NON	P1
ECLAIBES	59187	NON	Non att.	NON	P1	NON	OUI	P2	NON	P1
ECLIMEUX	62282	OUI	Atteint	NON	P2	NON	NON	P1	NON	P1
ECLUSIER-VAUX	80264	OUI	Atteint	NON	P2	NON	NON	P2	NON	P2

\*Les communes "captage prioritaire" seront considérées en priorité 1 "macropolluants" à la validation d'un plan d'actions

Bu

Nom de la commune	Code INSEE	Solidarité territoriale	Etat physico chimique	Enjeu Baignade	Priorité macropolluants	Captage prioritaire*	Enjeu eau potable	Matières en suspension	Programme de Maintien de l'Agriculture en Zones Humides	Cours d'eau
ECOIVRES	62283	OUI	Atteint	NON	P2	NON	NON	P1	NON	P1
ECOURT-SAINT-QUENTIN	62284	OUI	Atteint	NON	P2	NON	OUI	P2	NON	P2
ECOURT-SAINT-MEIN	62285	NON	Atteint	NON	P2	NON	NON	P2	NON	P2
ECUEDEQUES	62286	NON	Non att.	NON	P1	NON	OUI	P1	NON	P2
ECUES	62288	NON	Non att.	NON	P1	OUI	OUI	P1	NON	P2
ECUJELIN	59188	NON	Non att.	NON	P1	NON	OUI	P2	NON	P1
ECUIRES	62289	NON	Atteint	OUI	P1	NON	OUI	P1	NON	P1
ECURIE	62290	NON	Non att.	NON	P1	NON	NON	P1	NON	P2
ECKE	59189	NON	Non att.	NON	P1	NON	OUI	P2	NON	P1
ELENCOURT	60205	OUI	Atteint	NON	P2	NON	NON	P2	NON	P1
ELESMES	59190	NON	Non att.	NON	P1	NON	OUI	P1	NON	P1
ELEU-DIT-LEAUWETTE	62291	NON	Non att.	NON	P1	OUI	OUI	P2	NON	Autres
ELEUCOURT	59191	OUI	Non att.	NON	P1	NON	NON	P2	NON	Autres
ELNES	62292	OUI	Atteint	NON	P2	NON	OUI	P1	NON	P1
EMBRY	62293	OUI	Atteint	NON	P2	NON	NON	P1	NON	P1
EMERCHICOURT	59192	NON	Non att.	NON	P1	NON	OUI	P2	NON	P2
EMMERIN	59193	NON	Non att.	NON	P1	OUI	OUI	P2	NON	Autres
ENGLEBELMER	80266	OUI	Atteint	NON	P2	NON	NON	P2	NON	P1
ENGLEFONTAINE	59194	OUI	Non att.	NON	P1	NON	OUI	P1	NON	P1
ENGLOS	59195	NON	Non att.	NON	P1	NON	NON	P2	NON	P2
ENNEMAIN	80267	OUI	Atteint	NON	P2	NON	NON	P2	NON	P2
ENNETIERES-EN-WEPPE	59196	NON	Non att.	NON	P1	NON	NON	P2	NON	P2
ENNEVELIN	59197	NON	Non att.	NON	P1	NON	OUI	P2	NON	Autres
ENQUIN-LEZ-GUINEGATTE	62295	OUI	Non att.	NON	P1	OUI	OUI	P1	NON	P1
ENQUIN-SUR-BAILLONS	62296	OUI	Atteint	NON	P2	NON	NON	P1	NON	P1
EPAGNE-EPAGNETTE	80268	NON	Atteint	NON	P2	NON	OUI	P2	OUI	P1
EPAUMESNIL	80269	OUI	Atteint	NON	P2	NON	NON	P2	NON	P1
EPECAMPS	80270	OUI	Atteint	NON	P2	NON	NON	P2	NON	P1
EPEHY	80271	OUI	Non att.	NON	P1	NON	NON	P1	NON	P2
EPENANCOURT	80272	OUI	Non att.	NON	P1	OUI	OUI	P2	NON	P2
EPERLEQUES	62297	OUI	Non att.	NON	P1	OUI	OUI	P1	OUI	P1
EPINUY	62298	NON	Non att.	NON	P1	NON	OUI	P2	NON	P2
EPLESSIER	80273	NON	Atteint	NON	P2	NON	OUI	P2	NON	P1
EPPE-SAUVAGE	59198	NON	Non att.	NON	P1	NON	OUI	P2	OUI	P1
EPPEVILLE	80274	NON	Non att.	NON	P1	NON	NON	P2	NON	P2
EPS	62299	OUI	Atteint	NON	P2	NON	NON	P1	NON	P1
EQUANCOURT	80275	OUI	Non att.	NON	P1	NON	NON	P2	NON	P2
EQUENNES-ERAMECOURT	80276	NON	Atteint	NON	P2	NON	OUI	P2	NON	P1
EQUIHEN-PLAGE	62300	OUI	Non att.	NON	P1	NON	NON	P1	NON	P1
EQUIRRE	62301	OUI	Atteint	NON	P2	NON	NON	P1	NON	P1
ERCHES	80278	NON	Non att.	NON	P1	NON	OUI	P2	NON	P1
ERCHEU	80279	OUI	Non att.	NON	P1	NON	OUI	P2	NON	P2
ERCHIN	59199	NON	Non att.	NON	P1	NON	OUI	P2	NON	P2
ERCOURT	80280	OUI	Atteint	NON	P2	NON	NON	P2	NON	P1
ERGIES	80281	OUI	Non att.	NON	P1	NON	NON	P1	NON	P1
ERGNY	62302	OUI	Atteint	NON	P2	NON	NON	P1	NON	P1
ERIN	62303	OUI	Atteint	NON	P2	NON	NON	P1	NON	P1
ERINGHEM	59200	OUI	Non att.	NON	P1	NON	NON	P2	NON	P1
ERNY-SAINT-JULIEN	62304	OUI	Non att.	NON	P1	OUI	OUI	P1	NON	P1
ERONDELLE	80282	OUI	Atteint	NON	P2	NON	NON	P2	OUI	P1
ERQUINGHEM-LE-SEC	59201	NON	Non att.	NON	P1	NON	OUI	P2	NON	Autres
ERQUINGHEM-LYS	59202	NON	Non att.	NON	P1	NON	NON	P2	OUI	P2
ERRE	59203	NON	Non att.	NON	P1	NON	OUI	P2	OUI	P2

\*Les communes "captage prioritaire" seront considérées en priorité 1 "macropolluants" à la validation d'un plan d'actions

Nom de la commune	Code INSEE	Solidarité territoriale	Etat physico chimique	Enjeu Baignade	Priorité macropolluants	Captage prioritaire*	Enjeu eau potable	Matières en suspension	Programme de Maintien de l'Agriculture en Zones Humides	Cours d'eau
ERVILLERS	62306	NON	Atteint	NON	P2	NON	NON	P2	NON	P2
ESCALLES	62307	NON	Non att.	OUI	P1	NON	OUI	P1	NON	P1
ESCARMAIN	59204	NON	Non att.	NON	P1	NON	OUI	P1	NON	P1
ESCAUDAIN	59205	NON	Non att.	NON	P1	NON	NON	P2	NON	P1
ESCAUDOEUVRES	59206	NON	Non att.	NON	P1	NON	OUI	P2	NON	P2
ESCAUTPOINT	59207	NON	Non att.	NON	P1	NON	NON	P2	OUI	P2
ESCLAINVILLERS	80283	NON	Atteint	NON	P2	NON	NON	P2	NON	P1
ESCOBECQUES	59208	NON	Non att.	NON	P1	NON	OUI	P2	NON	P2
ESCOEVILLES	62308	OUI	Non att.	NON	P1	NON	NON	P1	NON	P1
ESMERY-HALLON	80284	OUI	Non att.	NON	P1	NON	NON	P2	NON	P2
ESNES	59209	OUI	Non att.	NON	P1	NON	NON	P2	NON	P1
ESQUELBEQ	59210	NON	Non att.	NON	P1	NON	OUI	P2	NON	P1
ESQUENNOY	60221	OUI	Atteint	NON	P2	NON	OUI	P2	NON	P1
ESQUERCHIN	59211	NON	Non att.	NON	P1	OUI	OUI	P2	NON	Autres
ESQUERDES	62309	NON	Atteint	NON	P2	NON	OUI	P1	NON	P1
ESSARS	62310	NON	Non att.	NON	P1	NON	NON	P2	NON	P2
ESSERTAUX	80285	NON	Atteint	NON	P2	NON	OUI	P2	NON	P1
ESSIGNY-LE-GRAND	02287	OUI	Non att.	NON	P1	NON	NON	P2	NON	P2
ESSIGNY-LE-PETIT	02288	OUI	Non att.	NON	P1	NON	OUI	P2	NON	P2
ESTAIRES	59212	NON	Non att.	NON	P1	NON	NON	P2	NON	P2
ESTEVILLES	62311	NON	Non att.	NON	P1	NON	NON	P2	NON	Autres
ESTOURMEL	59213	NON	Non att.	NON	P1	NON	NON	P2	NON	P2
ESTREBOEUF	80287	NON	Atteint	NON	P2	NON	NON	P2	NON	P1
ESTREE	62312	NON	Atteint	NON	P2	NON	NON	P1	NON	P1
ESTREE-BLANCHE	62313	OUI	Non att.	NON	P1	OUI	OUI	P1	NON	P1
ESTREE-CAUCHY	62314	NON	Non att.	NON	P1	NON	NON	P2	NON	P2
ESTREELLES	62315	NON	Atteint	NON	P2	NON	NON	P1	NON	P1
ESTREES	02291	OUI	Non att.	NON	P1	NON	NON	P2	NON	Autres
ESTREES	59214	NON	Atteint	NON	P2	NON	OUI	P2	NON	Autres
ESTREES-DENIECOURT	80288	OUI	Atteint	NON	P2	NON	NON	P2	NON	P2
ESTREES-LES-CRECY	80290	OUI	Atteint	NON	P1	OUI	OUI	P1	NON	P1
ESTREES-MONS	80557	OUI	Non att.	NON	P1	NON	NON	P2	NON	P2
ESTREES-SUR-NOYE	80281	NON	Atteint	NON	P1	NON	NON	P2	NON	P1
ESTREE-WAMIN	62316	OUI	Atteint	NON	P2	NON	NON	P1	NON	P1
ESTREUX	59215	NON	Non att.	NON	P1	NON	NON	P1	NON	P1
ESTRUN	59219	NON	Non att.	NON	P1	NON	OUI	P2	NON	P2
ESWARS	59216	NON	Non att.	NON	P1	NON	NON	P2	NON	P2
ETAING	62317	NON	Atteint	NON	P2	NON	OUI	P2	NON	P2
ETALON	80292	NON	Non att.	NON	P1	NON	NON	P2	NON	P2
ETAPLES	62318	NON	Atteint	OUI	P1	OUI	OUI	P1	NON	P1
ETAVES-ET-BOCQUAUX	02293	OUI	Non att.	NON	P1	NON	NON	P2	NON	P2
ETELFAY	80293	NON	Atteint	NON	P2	NON	NON	P2	NON	P1
ETERPIGNY	80294	OUI	Non att.	NON	P1	NON	NON	P2	NON	P2
ETERPIGNY	62319	NON	Atteint	NON	P2	NON	OUI	P2	NON	P2
ETH	59217	NON	Non att.	NON	P1	NON	OUI	P2	NON	P1
ETIHEM-MERICOURT	80295	OUI	Atteint	NON	P2	NON	NON	P2	NON	P2
ETREILLERS	02296	NON	Non att.	NON	P1	NON	OUI	P2	NON	P2
ETREJUST	80297	NON	Atteint	NON	P2	NON	NON	P2	NON	P1
ETRICOURT-MANANCOURT	80298	OUI	Non att.	NON	P1	NON	NON	P2	NON	P2
ETROEUNGT	59218	OUI	Non att.	NON	P1	OUI	OUI	P2	OUI	P1
ETRUN	62320	NON	Atteint	NON	P2	NON	NON	P1	NON	P2
EVIN-MALMAISON	62321	NON	Non att.	NON	P1	NON	NON	P2	NON	Autres
FACHES-THUMESNIL	59220	NON	Non att.	NON	P1	OUI	OUI	P2	NON	Autres

\*Les communes "captage prioritaire" seront considérées en priorité 1 "macropolluants" à la validation d'un plan d'actions

B34

Nom de la commune	Code INSEE	Solidarité territoriale	Etat physico chimique	Enjeu Baignade	Priorité macropolluants	Captage prioritaire*	Enjeu eau potable	Matières en suspension	Programme de Maintien de l'Agriculture en Zones Humides	Cours d'eau
FALVY	80300	NON	Non att.	NON	P1	NON	NON	P2	NON	P2
FAMARS	59221	NON	Non att.	NON	P1	NON	OUI	P1	NON	P1
FAMECHON	62322	NON	Atteint	NON	P2	NON	NON	P1	NON	P1
FAMECHON	80301	NON	Atteint	NON	P2	NON	NON	P2	NON	P1
FAMPOUX	62323	NON	Non att.	NON	P1	NON	NON	P2	NON	P2
FARBUS	62324	NON	Non att.	NON	P1	OUI	OUI	P2	NON	Autres
FAUMONT	59222	NON	Non att.	NON	P1	NON	NON	P2	NON	P2
FAUQUEMBERGUES	62325	OUI	Atteint	NON	P1	OUI	OUI	P1	NON	P1
FAVEROLLES	80302	OUI	Atteint	NON	P1	OUI	OUI	P2	NON	P1
FAVIERES	80303	OUI	Non att.	NON	P1	NON	NON	P2	OUI	P1
FAVREUIL	62326	OUI	Atteint	NON	P2	NON	NON	P2	NON	P2
FAY	80304	OUI	Atteint	NON	P2	NON	NON	P2	NON	P2
FAYET	02303	NON	Non att.	NON	P1	OUI	OUI	P1	NON	P1
FEVIN-PALFART	62327	OUI	Non att.	NON	P1	OUI	OUI	P2	NON	P2
FECHAIN	59224	NON	Non att.	NON	P1	NON	NON	P2	NON	P2
FEIGNIES	59225	NON	Non att.	NON	P1	NON	OUI	P1	NON	P1
FELLERIES	59226	OUI	Non att.	NON	P1	NON	OUI	P2	NON	P2
FENAIN	59227	NON	Non att.	NON	P1	NON	OUI	P1	NON	P2
FERFAY	62328	OUI	Non att.	NON	P1	NON	OUI	P2	NON	P2
FERIN	59228	NON	Non att.	NON	P1	OUI	OUI	P2	NON	P2
FERON	59229	OUI	Non att.	NON	P1	NON	OUI	P2	OUI	P2
FERQUES	62329	OUI	Non att.	NON	P1	NON	NON	P1	NON	P1
FERRIERE-LA-GRANDE	59230	NON	Non att.	NON	P1	OUI	OUI	P1	NON	P1
FERRIERE-LA-PETITE	59231	NON	Non att.	NON	P1	OUI	OUI	P1	NON	P1
FERRIERES	80305	NON	Atteint	NON	P2	NON	OUI	P2	NON	P1
FERRIERES	60232	OUI	Atteint	NON	P1	OUI	OUI	P2	NON	P1
FESCAMPS	80306	OUI	Atteint	NON	P2	NON	OUI	P2	NON	P1
FESMY-LE-SART	02308	OUI	Non att.	NON	P1	NON	OUI	P2	NON	P1
FESTUBERT	62330	NON	Non att.	NON	P1	NON	OUI	P2	NON	P2
FEUCHY	62331	NON	Non att.	NON	P1	NON	NON	P2	NON	P2
FEUILLERES	80307	OUI	Atteint	NON	P2	NON	NON	P2	NON	Autres
FEUQUIERES-EN-VIMEU	80308	NON	Atteint	NON	P2	NON	NON	P2	NON	P1
FICHEUX	62332	NON	Atteint	NON	P2	NON	OUI	P2	NON	P2
FLIEFFES-MONTRELET	80566	OUI	Atteint	NON	P2	NON	NON	P2	NON	P1
FLIEFS	62333	OUI	Non att.	NON	P1	NON	NON	P1	NON	P1
FIENNES	62334	OUI	Non att.	NON	P1	NON	OUI	P1	NON	P1
FIENVILLERS	80310	OUI	Atteint	NON	P2	NON	NON	P1	NON	P1
FLIULAIN	02310	NON	Non att.	NON	P1	OUI	OUI	P2	NON	P2
FIGNIERES	80311	OUI	Atteint	NON	P2	NON	NON	P2	NON	P1
FILLIEVRES	62335	OUI	Atteint	NON	P2	NON	NON	P1	NON	P2
FINS	80312	OUI	Non att.	NON	P1	NON	NON	P2	NON	Autres
FLAUCOURT	80313	OUI	Non att.	NON	P1	NON	NON	P2	NON	P1
FLAUMONT-WAUDRECHIES	59233	OUI	Non att.	NON	P1	NON	OUI	P2	NON	P2
FLAVY-LE-MARTEL	02315	OUI	Non att.	NON	P1	NON	NON	P2	NON	P2
FLAVY-LE-MIEUX	60236	OUI	Non att.	NON	P1	NON	NON	P2	NON	P1
FLECHIN	62336	OUI	Non att.	NON	P1	OUI	OUI	P1	NON	P1
FLECHY	60237	OUI	Atteint	NON	P2	NON	NON	P2	NON	P1
FLERS	62337	OUI	Atteint	NON	P2	NON	NON	P1	NON	P1
FLERS	80314	OUI	Atteint	NON	P2	NON	NON	P2	NON	P1
FLERS-EN-ESCREBIEUX	59234	NON	Non att.	NON	P1	NON	OUI	P2	NON	Autres
FLERS-SUR-NOYE	80315	NON	Atteint	NON	P2	NON	NON	P2	NON	P1
FLESQUIERES	59236	OUI	Non att.	NON	P1	NON	OUI	P2	NON	P2
FLESSELLES	80316	NON	Atteint	NON	P2	NON	NON	P2	NON	P1

\*Les communes "captage prioritaire" seront considérées en priorité 1 "macropolluants" à la validation d'un plan d'actions

Norm de la commune	Code INSEE	Solidarité territoriale	Etat physique chimique	Enjeu Baignade	Priorité macropolluants	Captage prioritaire*	Enjeu eau potable	Matières en suspension	Programme de Maintien de l'Agriculture en Zones Humides	Cours d'eau
FLETRE	59237	NON	Non att.	NON	P1	NON	NON	P2	NON	P2
FLEURBAIX	62338	NON	Non att.	NON	P1	NON	NON	P2	NON	P2
FLEURY	62339	OUI	Atteint	NON	P2	NON	NON	P1	NON	P1
FLEURY	80317	NON	Atteint	NON	P2	NON	NON	P2	NON	P1
FLINES-LES-MORTAGNE	59238	NON	Non att.	NON	P1	NON	NON	P2	OUI	P2
FLINES-LEZ-RACHES	59239	NON	Non att.	NON	P1	NON	NON	P2	OUI	P2
FLIXECOURT	80318	NON	Atteint	NON	P2	NON	OUI	P2	OUI	P1
FLORINGHEM	62340	OUI	Non att.	NON	P1	NON	OUI	P1	NON	P2
FLOURSIES	59240	NON	Non att.	NON	P1	NON	OUI	P1	NON	P1
FLOYON	59241	OUI	Non att.	NON	P1	OUI	OUI	P2	NON	P1
FLUQUIERES	02317	NON	Non att.	NON	P1	NON	NON	P2	NON	P2
FLUY	80319	NON	Atteint	NON	P2	NON	OUI	P2	NON	P1
FOLIES	80320	OUI	Non att.	NON	P1	NON	OUI	P2	NON	P1
FOLLEVILLE	80321	NON	Atteint	NON	P2	NON	NON	P2	NON	P1
FONCHES-FONCHETTE	80322	OUI	Non att.	NON	P1	NON	NON	P2	NON	P2
FONCOUEVILLERS	62341	NON	Atteint	NON	P2	NON	NON	P1	NON	P1
FONSOMME	02319	OUI	Non att.	NON	P1	NON	OUI	P2	NON	P2
FONTAINE-AU-BOIS	59242	OUI	Non att.	NON	P1	OUI	OUI	P1	NON	P1
FONTAINE-AU-PIRE	59243	NON	Non att.	NON	P2	NON	NON	P2	NON	P2
FONTAINE-BONNELEAU	60240	OUI	Atteint	NON	P1	NON	NON	P2	NON	P1
FONTAINE-LES-BOULANS	62342	OUI	Atteint	NON	P2	NON	NON	P1	NON	P1
FONTAINE-LES-CAPPY	80325	OUI	Atteint	NON	P2	NON	NON	P2	NON	P2
FONTAINE-LES-CLERCS	02320	NON	Non att.	NON	P1	NON	NON	P2	NON	P2
FONTAINE-LES-CROISILLES	62343	NON	Atteint	NON	P2	NON	NON	P2	NON	P2
FONTAINE-LE-SEC	80324	NON	Atteint	NON	P2	NON	NON	P2	NON	P1
FONTAINE-LES-HERMANS	62344	OUI	Non att.	NON	P1	NON	NON	P1	NON	P2
FONTAINE-L'ETALON	62345	OUI	Atteint	NON	P2	NON	NON	P1	NON	P1
FONTAINE-NOTRE-DAME	59244	NON	Non att.	NON	P1	NON	NON	P2	NON	P2
FONTAINE-NOTRE-DAME	02322	NON	Non att.	NON	P1	OUI	OUI	P2	NON	P2
FONTAINE-SOUS-MONTDIDIER	80326	NON	Atteint	NON	P2	NON	NON	P2	NON	P1
FONTAINE-SUR-MAYE	80327	OUI	Non att.	NON	P1	OUI	OUI	P2	NON	P1
FONTAINE-SUR-SOMME	80328	OUI	Atteint	NON	P2	NON	NON	P2	OUI	P1
FONTAINE-UTERTE	02323	NON	Non att.	NON	P1	NON	NON	P2	NON	P2
FONTENELLE	02324	OUI	Non att.	NON	P1	NON	OUI	P2	NON	P1
FORCEVILLE	80329	OUI	Atteint	NON	P2	NON	NON	P2	NON	P1
FORCEVILLE-EN-VIMEU	80330	OUI	Atteint	NON	P2	NON	NON	P2	NON	P1
FORESTE	02327	OUI	Non att.	NON	P1	NON	NON	P2	NON	P2
FOREST-EN-CAMBRESIS	59246	OUI	Non att.	NON	P1	OUI	OUI	P1	NON	P1
FOREST-L'ABBAYE	80331	OUI	Non att.	NON	P1	NON	OUI	P2	NON	P1
FOREST-MONTIERS	80332	OUI	Non att.	NON	P1	NON	OUI	P2	OUI	P1
FOREST-SUR-MARQUE	59247	NON	Non att.	NON	P1	NON	NON	P2	NON	Autres
FORTE-EN-ARTOIS	62346	OUI	Atteint	NON	P2	NON	NON	P2	NON	P1
FORT-MAHON-PLAGE	80333	OUI	Atteint	NON	P2	NON	NON	P1	NON	P1
FOSSEMANANT	80334	NON	Atteint	NON	P2	NON	OUI	P2	NON	P1
FOSSEUX	62347	OUI	Atteint	NON	P2	NON	NON	P1	NON	P2
FOUCAUCOURT-EN-SANTERRE	80335	OUI	Atteint	NON	P2	NON	NON	P2	NON	P2
FOUCAUCOURT-HORS-NESLIE	80336	NON	Atteint	NON	P2	NON	NON	P2	NON	P1
FOUENCAMPS	80337	NON	Atteint	NON	P2	NON	NON	P2	NON	P1
FOUFFLIN-RICAMETZ	62348	OUI	Non att.	NON	P1	NON	NON	P1	NON	P1
FOUILLOY	80338	NON	Atteint	NON	P2	NON	NON	P2	OUI	P1
FOUILLOY	60248	OUI	Atteint	NON	P2	NON	NON	P2	OUI	P1
FOUQUEREUIL	62349	NON	Non att.	NON	P1	NON	OUI	P2	NON	P2
FOUQUESCOURT	80339	OUI	Non att.	NON	P1	NON	OUI	P2	NON	P2

*BM*

\*Les communes "captage prioritaire" seront considérées en priorité 1 "macropolluants" à la validation d'un plan d'actions



Nom de la commune	Code INSEE	Solidarité territoriale	Etat physique chimique	Enjeu Baignade	Priorité macropolluants	Captage prioritaire*	Enjeu eau potable	Matières en suspension	Programme de Maintien de l'Agriculture en Zones Humides	Cours d'eau
FROMELLES	59257	NON	Non att.	NON	P1	NON	NON	P2	NON	P2
FROYELLES	80371	OUI	Non att.	NON	P1	NON	OUI	P2	NON	P1
FRUCOURT	80372	OUI	Atteint	NON	P2	NON	NON	P2	NON	P1
FRUGES	62364	OUI	Atteint	NON	P1	OUI	OUI	P1	NON	P1
GALAMETZ	62365	OUI	Atteint	NON	P2	NON	NON	P1	NON	P1
GANNES	60268	NON	Atteint	NON	P2	NON	NON	P2	NON	P1
GAPENNES	80374	OUI	Non att.	NON	P1	NON	NON	P1	NON	P1
GAUCHIN-LEGAL	62366	NON	Non att.	NON	P1	NON	NON	P2	NON	P2
GAUCHIN-VERLOINGT	62367	OUI	Non att.	NON	P1	NON	NON	P1	NON	P1
GAUCHY	02340	NON	Non att.	NON	P1	NON	OUI	P2	NON	P2
GAUDIEMPRE	62368	OUI	Atteint	NON	P2	NON	NON	P1	NON	P1
GAVRELLE	62369	NON	Non att.	NON	P1	NON	OUI	P2	NON	P2
GENECH	59258	NON	Non att.	NON	P1	NON	OUI	P2	NON	P2
GENNES-VERGNY	62370	OUI	Atteint	NON	P2	NON	NON	P1	NON	P1
GENTELLES	80376	NON	Atteint	NON	P2	NON	NON	P2	NON	P2
GERMAINE	02343	NON	Non att.	NON	P1	NON	NON	P2	NON	P2
GEZAINCOURT	80377	NON	Atteint	NON	P2	NON	NON	P1	NON	P1
GHISSIGNIES	59259	NON	Non att.	NON	P1	NON	OUI	P1	NON	P1
GHYVELDE	59260	NON	Non att.	OUI	P1	NON	NON	P2	NON	P2
GIBERCOURT	02345	OUI	Non att.	NON	P1	NON	NON	P2	NON	P2
GINCHY	80378	OUI	Atteint	NON	P2	NON	NON	P2	NON	P1
GIVENCHY-EN-GOHELLE	62371	NON	Non att.	NON	P1	OUI	OUI	P2	NON	Autres
GIVENCHY-LE-NOBLE	62372	OUI	Non att.	NON	P1	NON	NON	P1	NON	P2
GIVENCHY-LES-LA-BASSEE	62373	NON	Non att.	NON	P1	NON	OUI	P2	NON	P2
GLAGEON	59261	OUI	Non att.	NON	P1	NON	OUI	P2	OUI	P1
GLISY	80379	NON	Atteint	NON	P2	NON	OUI	P2	OUI	P1
GODENVILLERS	60276	OUI	Atteint	NON	P1	OUI	OUI	P2	NON	P1
GODEWAERSVELDE	59262	NON	Non att.	NON	P1	NON	OUI	P2	NON	P1
GOEULZIN	59263	NON	Non att.	NON	P1	NON	OUI	P2	NON	P2
GOGNIES-CHAUSSEE	59264	NON	Non att.	NON	P1	NON	NON	P1	NON	P1
GOLANCOURT	60278	OUI	Non att.	NON	P1	NON	NON	P2	NON	P2
GOMIECOURT	62374	OUI	Atteint	NON	P2	NON	NON	P2	NON	P2
GOMMECOURT	62375	NON	Atteint	NON	P2	NON	NON	P1	NON	P1
GOMMEGNIES	59265	NON	Non att.	NON	P1	NON	NON	P2	NON	P1
GONDECOURT	59266	NON	Non att.	NON	P1	OUI	OUI	P2	NON	Autres
GONNEHEM	62376	NON	Non att.	NON	P1	NON	OUI	P1	NON	P2
GONNELIEU	59267	OUI	Non att.	NON	P1	NON	NON	P2	NON	P1
GORENFLOS	80380	OUI	Non att.	NON	P1	NON	NON	P1	NON	P1
GORGES	80381	OUI	Atteint	NON	P2	NON	NON	P2	NON	P1
GOSNAY	62377	NON	Non att.	NON	P1	NON	OUI	P2	NON	P2
GOUVES	62378	NON	Atteint	NON	P2	NON	OUI	P1	NON	P2
GOUY	02352	OUI	Non att.	NON	P1	NON	NON	P2	NON	Autres
GOUY-EN-ARTOIS	62379	OUI	Non att.	NON	P1	NON	OUI	P1	NON	P2
GOUY-EN-TERNOIS	62381	OUI	Atteint	NON	P2	NON	NON	P1	NON	P1
GOUY-LES-GROSEILLERS	60283	OUI	Atteint	NON	P2	NON	NON	P2	NON	P1
GOUY-SAINT-ANDRE	62382	OUI	Atteint	NON	P2	NON	NON	P1	NON	P1
GOUY-SERVINS	62380	NON	Atteint	NON	P2	NON	NON	P2	NON	Autres
GOUY-SOUS-BELLONNE	62383	NON	Atteint	NON	P2	NON	OUI	P2	NON	P2
GOUZAUCOURT	59269	OUI	Non att.	NON	P1	NON	NON	P2	NON	P1
GOYENCOURT	80383	NON	Non att.	NON	P1	NON	NON	P2	NON	P1
GRAINCOURT-LES-HAVRINCOURT	62384	NON	Atteint	NON	P2	NON	NON	P2	NON	P2
GRANDCOURT	80384	OUI	Atteint	NON	P2	NON	NON	P2	NON	P1
GRANDE-SYNTHIE	59271	NON	Non att.	OUI	P1	NON	NON	P2	NON	P1

\*Les communes "captage prioritaire" seront considérées en priorité 1 "macropolluants" à la validation d'un plan d'actions

Nom de la commune	Code INSEE	Solidarité territoriale	Etat physico chimique	Enjeu Baignade	Priorité macropolluants	Captage prioritaire*	Enjeu eau potable	Matières en suspension	Programme de Maintien de l'Agriculture en Zones Humides	Cours d'eau
GRAND-FAYT	59270	OUI	Non att.	NON	P1	NON	OUI	P2	OUI	P1
GRAND-FORT-PHILIPPE	59272	NON	Non att.	NON	P1	NON	NON	P2	NON	P1
GRAND-LAUVIERS	80385	NON	Atteint	OUI	P1	NON	NON	P2	OUI	P1
GRAND-RULLECOURT	62385	OUI	Atteint	NON	P2	NON	NON	P1	NON	P1
GRANDVILLIERS	60286	OUI	Atteint	NON	P2	NON	OUI	P2	NON	P1
GRATIBUS	80386	NON	Atteint	NON	P2	NON	NON	P2	NON	P1
GRATTEPANCHE	80387	NON	Atteint	NON	P2	NON	OUI	P2	NON	P1
GRAVELINES	59273	NON	Non att.	NON	P1	NON	NON	P2	NON	P1
GREBAULT-MESNIL	80388	OUI	Atteint	NON	P2	NON	NON	P2	NON	P1
GRENAY	62386	NON	Non att.	NON	P1	OUI	OUI	P2	NON	P1
GREVILLERS	62387	NON	Atteint	NON	P2	NON	NON	P2	NON	P2
GREZ	60289	OUI	Atteint	NON	P2	NON	OUI	P2	NON	P2
GRICOURT	02355	NON	Atteint	NON	P2	NON	NON	P2	NON	P2
GRIGNY	62388	OUI	Atteint	OUI	P1	NON	NON	P2	NON	P1
GRINCOURT-LES-PAS	62389	NON	Atteint	NON	P2	NON	OUI	P1	NON	P1
GRIVESNES	80390	NON	Atteint	NON	P2	NON	NON	P2	NON	P1
GRIVILLERS	80391	NON	Non att.	NON	P1	NON	OUI	P2	NON	P1
GROFFLIERS	62390	NON	Atteint	NON	P2	NON	NON	P1	NON	P1
GROUCHES-LUCHUEL	80392	OUI	Atteint	NON	P2	NON	OUI	P1	NON	P1
GRUGIES	02359	NON	Non att.	NON	P1	NON	NON	P2	NON	P2
GRUNY	80393	OUI	Non att.	NON	P1	NON	OUI	P2	NON	P2
GRUSON	59275	NON	Non att.	NON	P1	NON	NON	P2	NON	Autres
GUARBEQUE	62391	NON	Non att.	NON	P1	NON	NON	P1	NON	P2
GUEMAPPE	62392	NON	Atteint	NON	P2	NON	NON	P2	NON	P2
GUEMPS	62393	OUI	Non att.	NON	P1	NON	NON	P2	NON	P1
GUERBIGNY	80395	OUI	Atteint	NON	P2	NON	OUI	P2	NON	P1
GUESCHART	80396	OUI	Atteint	NON	P2	NON	OUI	P1	NON	P1
GUESNAIN	59276	NON	Non att.	NON	P1	NON	OUI	P2	NON	P2
GUEUDECOURT	80397	OUI	Atteint	NON	P2	NON	NON	P2	NON	P1
GUIGNEMICOURT	80399	NON	Atteint	NON	P2	NON	OUI	P2	NON	P1
GUIGNY	62395	OUI	Atteint	NON	P2	NON	NON	P1	NON	P1
GUILLAUCOURT	80400	OUI	Atteint	NON	P2	NON	NON	P2	NON	P1
GUILLEMONT	80401	OUI	Atteint	NON	P2	NON	NON	P2	NON	P1
GUINECOURT	62396	OUI	Atteint	NON	P2	NON	NON	P1	NON	P1
GUINES	62397	NON	Non att.	NON	P1	OUI	OUI	P2	NON	P1
GUISY	62398	OUI	Atteint	OUI	P1	NON	NON	P1	NON	P1
GUIZANCOURT	80402	NON	Atteint	NON	P2	NON	NON	P2	NON	P1
GUSSIGNIES	59277	NON	Non att.	NON	P1	NON	NON	P2	NON	P1
GUYENCOURT-SAULCOURT	80404	OUI	Non att.	NON	P1	NON	NON	P1	NON	P2
GUYENCOURT-SUR-NOYE	80403	NON	Atteint	NON	P2	NON	NON	P2	NON	P1
HABARCQ	62399	NON	Atteint	NON	P2	NON	OUI	P1	NON	P2
HAILLES	80405	NON	Atteint	NON	P2	NON	NON	P2	NON	P1
HAILLICOURT	62400	NON	Non att.	NON	P1	NON	NON	P2	NON	P2
HAISNES	62401	NON	Non att.	NON	P1	OUI	OUI	P2	NON	Autres
HALINGHEN	62402	NON	Atteint	OUI	P1	OUI	OUI	P1	NON	P1
HALLENCOURT	80406	OUI	Atteint	NON	P2	NON	NON	P2	NON	P1
HALLENNES-LEZ-HAUBOURDIN	59278	NON	Non att.	NON	P1	NON	OUI	P2	NON	Autres
HALLINES	62403	NON	Non att.	NON	P1	NON	OUI	P1	NON	P1
HALLIVILLERS	80407	NON	Atteint	NON	P2	NON	NON	P2	NON	P1
HALLOY	62404	NON	Atteint	NON	P2	NON	OUI	P1	NON	P1
HALLOY	60295	OUI	Atteint	NON	P2	NON	OUI	P2	NON	P1
HALLOY-LES-FERNOIS	80408	OUI	Non att.	NON	P1	NON	NON	P2	NON	P1
HALLU	80409	OUI	Non att.	NON	P1	NON	NON	P2	NON	P2

136

Norm de la commune	Code INSEE	Solidarité territoriale	Etat physico chimique	Enjeu Baignade	Priorité macropolluants	Captage prioritaire*	Enjeu eau potable	Matières en suspension	Programme de Maintien de l'Agriculture en Zones Humides	Cours d'eau
HALLUIN	59279	NON	Non att.	NON	P1	NON	NON	P2	NON	Autres
HAM	80410	NON	Non att.	NON	P1	NON	NON	P2	NON	P2
HAMBLAIN-LES-PRES	62405	NON	Atteint	NON	P2	NON	OUI	P2	NON	P2
HAMEL	59280	NON	Atteint	NON	P2	NON	OUI	P2	NON	P2
HAMELET	80412	NON	Atteint	NON	P2	NON	NON	P2	OUI	P1
HAMELINCOURT	62406	NON	Atteint	NON	P2	NON	NON	P2	NON	P2
HAM-EN-ARTOIS	62407	NON	Non att.	NON	P1	NON	NON	P1	NON	P2
HAMES-BOUCRES	62408	NON	Non att.	NON	P1	OUI	OUI	P2	NON	P1
HANCOURT	80413	OUI	Atteint	NON	P2	NON	NON	P2	NON	P2
HANGARD	80414	NON	Atteint	NON	P2	NON	NON	P2	NON	P1
HANGEST-EN-SANTERRE	80415	NON	Atteint	NON	P2	NON	OUI	P2	NON	P1
HANGEST-SUR-SOMME	80416	NON	Atteint	NON	P2	NON	NON	P2	OUI	P1
HANNESCAMPS	62409	NON	Atteint	NON	P2	NON	NON	P2	NON	P2
HANTAY	59281	NON	Non att.	NON	P1	OUI	OUI	P2	NON	Autres
HAPLINCOURT	62410	OUI	Non att.	NON	P1	NON	OUI	P2	NON	P1
HAPPENCOURT	02367	NON	Non att.	NON	P1	NON	NON	P2	NON	P2
HARAVESNES	62411	OUI	Atteint	NON	P2	NON	NON	P1	NON	P1
HARBONNIERES	80417	OUI	Atteint	NON	P2	NON	OUI	P2	NON	P2
HARDECOURT-AUX-BOIS	80418	OUI	Atteint	NON	P2	NON	NON	P2	NON	P2
HARDIFORT	59282	NON	Non att.	NON	P1	NON	OUI	P2	NON	P1
HARDINGHEN	62412	OUI	Non att.	NON	P1	NON	NON	P1	NON	P1
HARDIVILLERS	60299	OUI	Atteint	NON	P1	OUI	OUI	P2	NON	P1
HARGICOURT	02370	OUI	Non att.	NON	P1	NON	NON	P1	NON	P2
HARGNIES	59283	NON	Non att.	NON	P1	NON	OUI	P2	NON	P1
HARLY	02371	NON	Non att.	NON	P1	OUI	OUI	P2	NON	P2
HARNES	62413	NON	Non att.	NON	P1	OUI	OUI	P2	NON	Autres
HARPONVILLE	80420	OUI	Atteint	NON	P2	NON	NON	P2	NON	P1
HASNON	59284	NON	Non att.	NON	P1	NON	NON	P2	OUI	P2
HASPRES	59285	OUI	Non att.	NON	P1	NON	OUI	P1	NON	P1
HATTENCOURT	80421	OUI	Non att.	NON	P1	NON	NON	P2	NON	P2
HAUBOURDIN	59286	NON	Non att.	NON	P1	OUI	OUI	P2	NON	Autres
HAUCOURT	62414	NON	Atteint	NON	P2	NON	OUI	P2	NON	P2
HAUCOURT-EN-CAMBRESIS	59287	NON	Non att.	NON	P1	NON	NON	P2	NON	P1
HAULCHIN	59288	NON	Non att.	NON	P1	NON	OUI	P2	NON	P1
HAUSSY	59289	OUI	Non att.	NON	P1	NON	OUI	P1	NON	P1
HAUTE-AVESNES	62415	NON	Atteint	NON	P2	NON	NON	P1	NON	P2
HAUTECLOQUE	62416	OUI	Non att.	NON	P1	NON	NON	P1	NON	P1
HAUTEVILLE	62418	NON	Atteint	NON	P2	NON	NON	P1	NON	P2
HAUT-LIEU	59290	OUI	Non att.	NON	P1	NON	OUI	P2	OUI	P1
HAUT-LOQUIN	62419	OUI	Atteint	NON	P2	NON	NON	P1	NON	P1
HAUTMONT	59291	NON	Non att.	NON	P1	NON	OUI	P2	NON	P1
HAUTVILLERS-OUVILLE	80422	OUI	Non att.	NON	P1	NON	NON	P2	NON	P1
HAVELUY	59292	NON	Non att.	NON	P1	NON	OUI	P2	NON	P2
HAVERNAS	80423	NON	Non att.	NON	P1	NON	OUI	P2	NON	P1
HAVERSKERQUE	59293	NON	Non att.	NON	P1	NON	NON	P1	NON	P2
HAVRINCOURT	62421	OUI	Non att.	NON	P1	NON	NON	P2	NON	P1
HAYNECOURT	59294	NON	Non att.	NON	P1	OUI	OUI	P2	NON	P2
HAZEBROUCK	59295	NON	Non att.	NON	P1	NON	NON	P2	NON	P2
HEBECOURT	80424	NON	Atteint	NON	P2	NON	OUI	P2	NON	P1
HEBUTERNE	62422	OUI	Atteint	NON	P2	NON	NON	P1	NON	P1
HECQ	59296	NON	Non att.	NON	P1	NON	OUI	P1	NON	P1
HEDAUVILLE	80425	OUI	Atteint	NON	P2	NON	NON	P2	NON	P1
HELLY	80426	NON	Atteint	NON	P2	NON	NON	P2	NON	P1

34

\*Les communes "captage prioritaire" seront considérées en priorité 1 "macropolluants" à la validation d'un plan d'actions

Nom de la commune	Code INSEE	Solidarité territoriale	Etat physico chimique	Enjeu Baignade	Priorité macropolluants	Captage prioritaire*	Enjeu eau potable	Matières en suspension	Programme de Maintien de l'Agriculture en Zones Humides	Cours d'eau
HELESMES	59297	NON	Non att.	NON	P1	NON	OUI	P2	NON	P2
HELFAUT	62423	NON	Non att.	NON	P1	OUI	OUI	P1	NON	P2
HEM	59299	NON	Non att.	NON	P1	NON	NON	P2	NON	Autres
HEM-HARDINVAL	80427	OUI	Atteint	NON	P2	NON	NON	P1	NON	P1
HEM-LENGLET	59300	OUI	Non att.	NON	P1	NON	OUI	P2	NON	P2
HEM-MONACU	80428	OUI	Atteint	NON	P2	NON	NON	P2	NON	P2
HENDECOURT-LES-CAGNICOURT	62424	OUI	Atteint	NON	P2	NON	OUI	P2	NON	P2
HENDECOURT-LES-RANSART	62425	OUI	Atteint	NON	P2	NON	OUI	P2	NON	P2
HENENCOURT	80429	NON	Atteint	NON	P2	NON	NON	P2	NON	P1
HENIN-BEAUMONT	62427	NON	Non att.	NON	P1	NON	OUI	P2	NON	Autres
HENINEL	62426	NON	Atteint	NON	P2	NON	NON	P2	NON	P2
HENIN-SUR-COJEU	62428	NON	Atteint	NON	P2	NON	NON	P2	NON	P2
HENNEVEUX	62429	OUI	Non att.	NON	P1	OUI	OUI	P1	NON	P1
HENU	62430	OUI	Atteint	NON	P2	NON	NON	P1	NON	P1
HERBECOURT	80430	OUI	Non att.	NON	P1	NON	NON	P2	NON	Autres
HERBINGHEN	62432	OUI	Non att.	NON	P1	NON	NON	P1	NON	P1
HERGNIES	59301	NON	Non att.	NON	P1	NON	NON	P2	OUI	P2
HERICOURT	62433	OUI	Atteint	NON	P2	NON	NON	P1	NON	P1
HERIN	59302	NON	Non att.	NON	P1	NON	OUI	P2	NON	P2
HERISSART	80431	OUI	Atteint	NON	P2	NON	NON	P2	NON	P1
HERLEVILLE	80432	OUI	Atteint	NON	P2	NON	NON	P2	NON	P2
HERLIES	59303	NON	Non att.	NON	P1	NON	NON	P2	NON	P2
HERLINCOURT	62435	OUI	Non att.	NON	P1	NON	NON	P1	NON	P1
HERLIN-LE-SEC	62436	OUI	Non att.	NON	P1	NON	NON	P1	NON	P1
HERLY	62437	OUI	Atteint	NON	P1	OUI	OUI	P1	NON	P1
HERLY	80433	NON	Non att.	NON	P1	NON	NON	P2	NON	P2
HERMAVILLE	62438	NON	Non att.	NON	P1	NON	NON	P1	NON	P2
HERMELINGHEN	62439	OUI	Non att.	NON	P1	NON	OUI	P1	NON	P1
HERMIES	62440	OUI	Atteint	NON	P2	NON	OUI	P2	NON	P1
HERMIN	62441	NON	Non att.	NON	P1	NON	NON	P2	NON	P2
HERNICOURT	62442	OUI	Atteint	NON	P2	NON	NON	P1	NON	P1
HERRIN	59304	NON	Non att.	NON	P1	OUI	OUI	P2	NON	Autres
HERSIN-COUPIGNY	62443	NON	Non att.	NON	P1	OUI	OUI	P2	NON	P1
HERVELINGHEN	62444	NON	Non att.	NON	P1	NON	OUI	P1	NON	P1
HERVILLY	80434	OUI	Atteint	NON	P2	NON	NON	P1	NON	P2
HERZELE	59305	NON	Non att.	NON	P1	NON	OUI	P2	NON	P1
HESBECOURT	80435	OUI	Atteint	NON	P2	NON	NON	P1	NON	P2
HESCAMPS	80436	NON	Atteint	NON	P2	NON	OUI	P2	NON	P2
HESDIGNEUJ-LES-BETHUNE	62445	NON	Non att.	NON	P1	NON	OUI	P2	NON	P2
HESDIGNEUJ-LES-BOULOGNE	62446	NON	Non att.	OUI	P1	OUI	OUI	P1	NON	P1
HESDIN	62447	OUI	Atteint	NON	P1	NON	NON	P1	NON	P1
HESDIN-L'ABBE	62448	NON	Non att.	OUI	P1	OUI	OUI	P1	NON	P1
HESMOND	62449	OUI	Atteint	NON	P2	NON	NON	P1	NON	P1
HESTRUD	59306	NON	Atteint	NON	P2	NON	OUI	P1	NON	P1
HESTRUS	62450	OUI	Atteint	NON	P2	NON	NON	P1	NON	P1
HETOMESNIL	60314	OUI	Atteint	NON	P2	NON	OUI	P2	NON	P1
HEUCHIN	62451	OUI	Atteint	NON	P2	NON	NON	P1	NON	P1
HEUCOURT-CROQUOISON	80437	OUI	Atteint	NON	P2	NON	NON	P2	NON	P1
HEUDICOURT	80438	OUI	Non att.	NON	P1	NON	NON	P2	NON	P2
HEURINGHEM	62452	NON	Non att.	NON	P1	OUI	OUI	P1	NON	P2
HEZECOURT	80439	OUI	Atteint	NON	P2	NON	NON	P1	NON	P1
HEZECQUES	62453	OUI	Non att.	NON	P1	OUI	OUI	P1	NON	P1
HIERMONT	80440	OUI	Atteint	NON	P2	NON	NON	P1	NON	P1

36

Nom de la commune	Code INSEE	Solidarité territoriale	Etat physico chimique	Enjeu Baignade	Priorité macropolluants	Captage prioritaire*	Enjeu eau potable	Matières en suspension	Programme de Maintien de l'Agriculture en Zones Humides	Cours d'eau
HINACOURT	02380	OUI	Non att.	NON	P1	NON	NON	P2	NON	P2
HINGES	62454	NON	Non att.	NON	P1	NON	NON	P1	NON	P2
HOCQUINGHEN	62455	OUI	Atteint	NON	P2	NON	NON	P1	NON	P1
HOLNON	02382	NON	Atteint	NON	P2	NON	NON	P2	NON	P2
HOLQUE	59307	OUI	Non att.	NON	P1	NON	NON	P2	NON	P1
HOMBLEUX	80442	OUI	Non att.	NON	P1	NON	NON	P2	NON	P2
HOMBLIERES	02383	NON	Non att.	NON	P1	OUI	OUI	P2	NON	P2
HONDEGHEM	59308	NON	Non att.	NON	P1	NON	OUI	P2	NON	P2
HONDSCHOOTE	59309	OUI	Non att.	NON	P1	NON	OUI	P2	NON	P2
HON-HERGIES	59310	NON	Non att.	NON	P1	NON	NON	P2	NON	P1
HONNECHY	59311	OUI	Non att.	NON	P1	OUI	OUI	P1	NON	P1
HONNECOURT-SUR-ESCAUT	59312	OUI	Non att.	NON	P1	NON	OUI	P2	NON	P1
HORDAIN	59313	NON	Non att.	NON	P1	NON	OUI	P2	NON	P2
HORNAING	59314	NON	Non att.	NON	P1	NON	OUI	P2	NON	P2
HORNOY-LE-BOURG	80443	OUI	Atteint	NON	P2	NON	OUI	P2	NON	P1
HOUCHEIN	62456	NON	Non att.	NON	P1	NON	NON	P2	NON	P2
HOUDAIN	62457	NON	Non att.	NON	P1	NON	OUI	P2	NON	P2
HOUDAIN-LEZ-BAVAY	59315	NON	Non att.	NON	P1	NON	NON	P2	NON	P1
HOULLE	62458	OUI	Non att.	NON	P1	OUI	OUI	P1	OUI	P1
HOULPIN-ANCOISNE	59316	NON	Non att.	NON	P1	OUI	OUI	P2	NON	Autres
HOULPINES	59317	NON	Non att.	NON	P1	NON	NON	P2	OUI	P2
HOUTKERQUE	59318	NON	Non att.	NON	P1	NON	OUI	P2	NON	P1
HOUVIN-HOUVIGNEUL	62459	OUI	Atteint	NON	P2	NON	NON	P1	NON	P1
HOYMILLE	59319	NON	Non att.	NON	P1	NON	NON	P2	NON	P2
HUBERSENT	62460	NON	Atteint	NON	P2	NON	NON	P1	NON	P1
HUBY-SAINT-LEU	62461	OUI	Atteint	OUI	P1	NON	NON	P1	NON	P1
HUCHENNEVILLE	80444	OUI	Atteint	NON	P2	NON	NON	P2	NON	P1
HUCLIER	62462	OUI	Atteint	NON	P2	NON	NON	P1	NON	P1
HUCQUELIERS	62463	OUI	Atteint	OUI	P1	NON	NON	P1	NON	P1
HULLUCH	62464	NON	Non att.	NON	P1	OUI	OUI	P2	NON	Autres
HUMBERCAMPES	62465	OUI	Atteint	NON	P2	NON	NON	P1	NON	P2
HUMBERCOURT	80445	OUI	Atteint	NON	P2	NON	NON	P1	NON	P1
HUMBERT	62466	OUI	Atteint	NON	P2	NON	NON	P1	NON	P1
HUMEROEUILLE	62467	OUI	Atteint	NON	P2	NON	NON	P1	NON	P1
HUMIERES	62468	OUI	Atteint	NON	P2	NON	NON	P1	NON	P1
HUPPY	80446	NON	Atteint	NON	P2	NON	NON	P2	NON	P1
HYPERCOURT	80621	OUI	Non att.	NON	P1	NON	OUI	P2	NON	P2
IGNAUCOURT	80449	NON	Atteint	NON	P2	NON	NON	P2	NON	P1
ILLIES	59320	NON	Non att.	NON	P1	NON	NON	P2	NON	P2
INCHY	59321	NON	Non att.	NON	P1	OUI	OUI	P2	NON	P2
INCHY-EN-ARTOIS	62469	OUI	Atteint	NON	P2	NON	OUI	P2	NON	P2
INCOURT	62470	OUI	Atteint	NON	P2	NON	NON	P1	NON	P1
INXENT	62472	NON	Atteint	NON	P2	NON	NON	P1	NON	P1
IRLES	80451	OUI	Atteint	NON	P2	NON	OUI	P2	NON	P1
ISBERGUES	62473	NON	Non att.	NON	P1	NON	NON	P1	NON	P2
ISQUES	62474	NON	Non att.	OUI	P1	NON	OUI	P1	NON	P1
IVERGNY	62475	OUI	Atteint	NON	P2	NON	NON	P1	NON	P1
IWUY	59322	OUI	Non att.	NON	P1	NON	OUI	P2	NON	P2
IZEL-LES-EQUERCHIN	62476	NON	Non att.	NON	P1	OUI	OUI	P2	NON	Autres
IZEL-LES-HAMEAU	62477	NON	Non att.	NON	P1	NON	NON	P2	NON	P2
JEANCOURT	02390	OUI	Atteint	NON	P2	NON	NON	P1	NON	P2
JENLAIN	59323	NON	Non att.	NON	P1	NON	NON	P2	NON	P1
JEUMONT	59324	NON	Non att.	NON	P1	NON	OUI	P2	NON	P2

\*Les communes "captage prioritaire" seront considérées en priorité 1 "macropolluants" à la validation d'un plan d'actions

Nom de la commune	Code INSEE	Solidarité territoriale	Etat physico chimique	Enjeu Baignade	Priorité macropolluants	Captage prioritaire*	Enjeu eau potable	Matières en suspension	Programme de Maintien de l'Agriculture en Zones Humides	Cours d'eau
JOLIMETZ	59325	NON	Non att.	NON	P1	NON	NON	P1	NON	P1
JONCOURT	02392	NON	Non att.	NON	P1	NON	NON	P2	NON	Autres
JOURNY	62478	OUI	Atteint	NON	P2	NON	NON	P1	NON	P1
JUMEL	80452	NON	Atteint	NON	P2	NON	NON	P2	NON	P1
JUSSY	02397	OUI	Non att.	NON	P1	NON	NON	P2	NON	P2
KILLEM	59326	OUI	Non att.	NON	P1	NON	NON	P2	NON	P2
LA BASSEE	59051	NON	Non att.	NON	P1	NON	OUI	P2	NON	P2
LA CALOTTERIE	62196	OUI	Atteint	NON	P2	NON	OUI	P1	NON	P1
LA CAPELLE-LES-BOULOGNE	62908	NON	Non att.	NON	P1	NON	NON	P1	NON	P1
LA GAUCHIE	62216	OUI	Atteint	NON	P2	NON	NON	P1	NON	P2
LA CHAPELLE-D'ARMENTIERES	59143	NON	Non att.	NON	P1	NON	NON	P2	NON	P2
LA CHAUSSEE-TIRANCOURT	80187	NON	Atteint	NON	P2	NON	NON	P2	OUI	P1
LA CHAVATTE	80189	OUI	Non att.	NON	P1	NON	NON	P2	NON	P2
LA COMTE	62232	NON	Non att.	NON	P1	NON	NON	P2	NON	P2
LA COUTURE	62252	NON	Non att.	NON	P1	NON	NON	P2	NON	P2
LA FALOISE	80299	OUI	Atteint	NON	P2	NON	NON	P2	NON	P1
LA FLAMENGRIE	59232	NON	Non att.	NON	P1	NON	NON	P2	NON	P1
LA FLAMENGRIE	02312	OUI	Non att.	NON	P1	NON	OUI	P2	NON	P1
LA GORGUE	59268	NON	Non att.	NON	P1	NON	NON	P2	NON	P2
LA GROISE	59274	OUI	Non att.	NON	P1	OUI	OUI	P2	NON	P1
LA HERLIE	60311	OUI	Atteint	NON	P2	NON	NON	P2	NON	P1
LA HERLIERE	62434	OUI	Atteint	NON	P2	NON	NON	P1	NON	P2
LA LOGE	62521	OUI	Atteint	OUI	P1	NON	NON	P1	NON	P1
LA LONGUEVILLE	59357	NON	Non att.	NON	P1	NON	NON	P2	NON	P1
LA MADELAINE-SOUS-MONTREUIL	62935	NON	Atteint	OUI	P1	NON	OUI	P1	NON	P1
LA MADELAINE	59368	NON	Non att.	NON	P1	NON	OUI	P2	NON	Autres
LA NEUVILLE	59427	NON	Non att.	NON	P1	NON	OUI	P2	NON	Autres
LA NEUVILLE-LES-BRAY	80593	OUI	Atteint	NON	P2	NON	NON	P2	NON	P2
LA NEUVILLE-SIRE-BERNARD	80595	NON	Atteint	NON	P2	NON	NON	P2	NON	P1
LA SENTINELLE	59664	NON	Non att.	NON	P1	NON	OUI	P2	NON	P2
LA THIEULOYE	62813	OUI	Non att.	NON	P1	NON	NON	P2	NON	P2
LA VALLEE-MULATRE	02760	OUI	Non att.	NON	P1	NON	NON	P1	NON	P1
LA VICOGNE	80792	NON	Non att.	NON	P1	NON	OUI	P2	NON	P1
LABEUVRIERE	62479	NON	Non att.	NON	P1	NON	OUI	P1	NON	P2
LABOISSIERE-EN-SANTERRE	80453	OUI	Atteint	NON	P2	NON	OUI	P2	NON	P1
LABOURSE	62480	NON	Non att.	NON	P1	NON	OUI	P2	NON	P1
LABROYE	62481	OUI	Atteint	NON	P2	NON	NON	P1	NON	P1
LACHAPELLE	80455	NON	Atteint	NON	P2	NON	OUI	P2	NON	P1
LACRES	62483	NON	Atteint	OUI	P1	OUI	OUI	P1	NON	P1
LAGNICOURT-MARCEL	62484	OUI	Atteint	NON	P2	NON	NON	P2	NON	P2
LAHOUSOYE	80458	NON	Atteint	NON	P2	NON	NON	P2	NON	P1
LAIRES	62485	OUI	Non att.	NON	P1	OUI	OUI	P1	NON	P1
LALEU	80459	NON	Atteint	NON	P2	NON	NON	P2	NON	P1
LALLAING	59327	NON	Non att.	NON	P1	NON	OUI	P2	OUI	P2
LAMBERSART	59328	NON	Non att.	NON	P1	NON	OUI	P2	NON	Autres
LAMBRES	62486	NON	Non att.	NON	P1	NON	OUI	P1	NON	P2
LAMBRES-LEZ-DOUAI	59329	NON	Non att.	NON	P1	NON	OUI	P2	NON	Autres
LAMOTTE-BREBIERE	80461	NON	Atteint	NON	P2	NON	NON	P2	OUI	P1
LAMOTTE-BULEUX	80462	OUI	Non att.	NON	P2	NON	NON	P2	NON	P1
LAMOTTE-WARFUSEE	80463	NON	Atteint	NON	P2	NON	NON	P2	NON	P2
LANCHERES	80464	OUI	Non att.	NON	P1	NON	NON	P2	OUI	P1
LANCHES-SAINT-HILAIRE	80466	NON	Atteint	OUI	P2	NON	NON	P2	NON	P1
LANCHY	02402	NON	Non att.	NON	P1	NON	NON	P2	NON	P2

MSG

Nom de la commune	Code INSEE	Solidarité territoriale	Etat physique chimique	Baignade	Priorité macropolluants	Captage prioritaire*	Enjeu eau potable	Matières en suspension	Programme de Maintien de l'Agriculture en Zones Humides	Cours d'eau
LANDAS	59330	NON	Non att.	NON	P1	NON	NON	P2	NON	P2
LANDRECIES	59331	OUI	Non att.	NON	P1	NON	OUI	P2	OUI	P1
LANDRETHUN-LE-NORD	62487	OUI	Non att.	NON	P1	NON	OUI	P1	NON	P1
LANDRETHUN-LES-ARDRES	62488	OUI	Non att.	NON	P1	NON	OUI	P2	NON	P1
LANGUEVOISIN-QUIQUERY	80465	OUI	Non att.	NON	P1	NON	NON	P2	NON	P2
LANNON	59332	NON	Non att.	NON	P1	NON	NON	P2	NON	Autres
LAPUGNOY	62489	NON	Non att.	NON	P1	NON	OUI	P1	NON	P2
LAROUILLIES	59333	OUI	Non att.	NON	P1	OUI	OUI	P2	NON	P1
LATTRE-SAINT-QUENTIN	62490	NON	Atteint	NON	P2	NON	NON	P1	NON	P2
LAUCOURT	80467	OUI	Non att.	NON	P1	NON	OUI	P2	NON	P1
LAUWIN-PLANQUE	59334	NON	Non att.	NON	P1	OUI	OUI	P2	NON	Autres
LAVACQUERIE	60353	OUI	Atteint	NON	P2	NON	NON	P2	NON	P1
LAVENTIE	62491	NON	Non att.	NON	P1	NON	NON	P2	NON	P2
LAVERRIERE	60354	OUI	Atteint	NON	P2	NON	NON	P2	NON	P1
LAVIEVILLE	80468	OUI	Atteint	NON	P2	NON	NON	P2	NON	P1
LAWARDE-MAUGER-L'HORTOY	80469	NON	Atteint	NON	P2	NON	NON	P2	NON	P1
LE BOISLE	80109	OUI	Atteint	NON	P2	NON	NON	P1	NON	P1
LE CARDONNOIS	80174	NON	Atteint	NON	P2	NON	NON	P2	NON	P1
LE CATEAU-CAMBRESIS	59136	NON	Non att.	NON	P1	NON	OUI	P1	NON	P1
LE CATELET	02143	OUI	Non att.	NON	P1	NON	NON	P2	NON	Autres
LE CROCCQ	60182	OUI	Atteint	NON	P2	NON	OUI	P2	NON	P1
LE CROTOY	80228	OUI	Non att.	OUI	P1	NON	NON	P2	OUI	P1
LE DOULIEU	59180	NON	Non att.	NON	P1	NON	NON	P2	NON	P2
LE FAVRIL	59223	OUI	Non att.	NON	P1	NON	NON	P2	NON	P2
LE FRESTOY-VAUX	60262	OUI	Atteint	NON	P1	OUI	OUI	P2	NON	P1
LE GALLET	60267	OUI	Atteint	NON	P2	NON	NON	P2	NON	P1
LE HAMEL	80411	NON	Atteint	NON	P2	NON	NON	P2	NON	P2
LE HAMEL	60297	OUI	Atteint	NON	P1	OUI	OUI	P2	NON	P1
LE MAISNIL	59371	NON	Non att.	NON	P1	NON	NON	P2	NON	P2
LE MEILLARD	80526	OUI	Atteint	NON	P2	NON	NON	P1	NON	P1
LE MESE	80535	OUI	Atteint	NON	P2	NON	NON	P2	NON	P1
LE MESNIL-CONTEVILLE	60397	OUI	Atteint	NON	P1	OUI	OUI	P2	NON	P1
LE MESNIL-SAINT-FIRMIN	60399	OUI	Atteint	NON	P2	NON	NON	P2	NON	P1
LE PARCQ	62647	OUI	Atteint	OUI	P1	NON	NON	P1	NON	P1
LE PLESSIER-ROZAINVILLERS	80628	NON	Atteint	NON	P2	NON	NON	P2	NON	P1
LE PLOYRON	60503	OUI	Atteint	NON	P1	OUI	OUI	P2	NON	P1
LE PONCHEL	62665	OUI	Atteint	NON	P2	NON	NON	P1	NON	P1
LE PORTEL	62667	NON	Non att.	OUI	P1	NON	NON	P2	NON	P1
LE QUESNEL	80652	NON	Atteint	NON	P1	OUI	OUI	P2	NON	P1
LE QUESNOY	59481	OUI	Non att.	NON	P1	NON	OUI	P1	NON	P1
LE QUESNOY-EN-ARTOIS	62677	OUI	Atteint	NON	P2	NON	OUI	P1	NON	P1
LE SARS	62777	OUI	Atteint	NON	P2	NON	OUI	P2	NON	P1
LE SAULCHOY	60608	OUI	Atteint	NON	P2	NON	NON	P2	NON	P1
LE SOUICH	62802	OUI	Atteint	NON	P2	NON	NON	P1	NON	P1
LE TITRE	80763	OUI	Non att.	OUI	P1	NON	OUI	P2	NON	P1
LE TOUQUET-PARIS-PLAGE	62826	NON	Atteint	OUI	P1	NON	OUI	P1	NON	P1
LE TRANSLOY	62829	OUI	Non att.	NON	P1	NON	NON	P2	NON	P2
LE VERGUIER	02782	OUI	Atteint	NON	P2	NON	NON	P2	NON	P2
LE WAST	62880	NON	Non att.	NON	P1	NON	NON	P1	NON	P1
LEALVILLERS	80470	OUI	Non att.	NON	P2	NON	NON	P1	NON	P1
LEBIEZ	62492	OUI	Atteint	NON	P2	NON	NON	P1	NON	P1
LEBUCQUIERE	62493	OUI	Atteint	NON	P2	NON	OUI	P2	NON	P1
LECELLES	59335	NON	Non att.	NON	P1	NON	NON	P2	NON	P2

\*Les communes "captage prioritaire" seront considérées en priorité 1 "macropolluants" à la validation d'un plan d'actions

B4

Nom de la commune	Code INSEE	Solidarité territoriale	Etat physico chimique	Enjeu Baignade	Priorité macropolluants	Captage prioritaire*	Enjeu eau potable	Matières en suspension	Programme de Maintien de l'Agriculture en Zones Humides	Cours d'eau
LECHELLE	62494	NON	Non att.	NON	P1	NON	NON	P2	NON	P2
LECHELLE-SAINT-AURIN	80263	NON	Non att.	NON	P1	NON	OUI	P2	NON	P1
LECLUSE	59336	OUI	Atteint	NON	P2	NON	OUI	P2	NON	P2
LEDERZEELE	59337	OUI	Non att.	NON	P1	NON	OUI	P2	NON	P1
LEDINGHEM	62495	OUI	Non att.	NON	P1	NON	NON	P1	NON	P1
LEDRINGHEM	59338	NON	Non att.	NON	P1	NON	OUI	P2	NON	P1
LEERS	59339	NON	Non att.	NON	P1	NON	NON	P2	NON	Autres
LEFAUX	62496	OUI	Atteint	OUI	P1	OUI	OUI	P1	NON	P1
LEFRINCKOUCKE	59340	NON	Non att.	OUI	P1	NON	NON	P2	NON	P2
LEFOREST	62497	NON	Non att.	NON	P1	NON	NON	P2	NON	Autres
LEHAUCOURT	02374	OUI	Atteint	NON	P2	NON	NON	P2	NON	P2
LEMPIRE	02417	OUI	Non att.	NON	P1	OUI	OUI	P2	NON	Autres
LENS	62498	NON	Non att.	NON	P2	NON	NON	P2	NON	Autres
LEPINE	62499	NON	Atteint	NON	P1	NON	OUI	P1	NON	P1
LES ATTAQUES	62043	OUI	Non att.	NON	P1	NON	NON	P2	NON	P1
LES RUES-DES-VIGNES	59517	NON	Non att.	NON	P1	NON	OUI	P2	NON	P1
LESBOEUF	80472	OUI	Atteint	NON	P2	NON	NON	P2	NON	P1
LESDAIN	59341	NON	Non att.	NON	P1	NON	NON	P2	NON	P1
LESDINS	02420	NON	Non att.	NON	P1	NON	NON	P2	NON	P1
LESPESES	62500	NON	Non att.	NON	P1	NON	OUI	P1	NON	P2
LESPINQY	62501	OUI	Atteint	OUI	P1	NON	NON	P2	NON	P1
LESQUIN	59343	NON	Non att.	NON	P1	NON	OUI	P1	NON	Autres
LESTREM	62502	NON	Non att.	NON	P1	NON	NON	P2	NON	P2
L'ETOILE	80296	OUI	Atteint	NON	P2	NON	OUI	P2	OUI	P1
LEUBRINGHEN	62503	NON	Non att.	NON	P1	NON	OUI	P1	NON	P1
LEULINGHEM	62504	OUI	Non att.	NON	P1	NON	OUI	P1	NON	P1
LEULINGHEN-BERNES	62505	OUI	Non att.	NON	P1	NON	OUI	P1	NON	P1
LEVAL	59344	NON	Non att.	NON	P2	NON	NON	P2	OUI	P2
LEVERGIES	02426	NON	Non att.	NON	P1	NON	NON	P2	NON	P2
LEWARDE	59345	NON	Non att.	NON	P1	NON	OUI	P2	NON	P2
LEZENNES	59346	NON	Non att.	NON	P1	NON	NON	P2	NON	Autres
LEZ-FONTAINE	59342	NON	Atteint	NON	P1	OUI	OUI	P1	NON	P1
LIANCOURT-FOSSE	80473	NON	Non att.	NON	P1	NON	NON	P2	NON	P2
LIBERCOURT	62907	NON	Non att.	NON	P1	NON	NON	P2	NON	Autres
LIBERMONT	60362	OUI	Non att.	NON	P1	NON	NON	P2	NON	P2
LICOURT	80474	OUI	Non att.	NON	P1	NON	OUI	P2	NON	P2
LICQUES	62506	OUI	Non att.	NON	P1	NON	OUI	P1	NON	P1
LIENCOURT	62507	NON	Atteint	NON	P2	NON	NON	P1	NON	P1
LIERAMONT	80475	OUI	Non att.	NON	P1	NON	NON	P1	NON	P2
LIERCOURT	80476	OUI	Atteint	NON	P2	NON	NON	P2	OUI	P1
LIERS	62508	OUI	Non att.	NON	P1	NON	OUI	P1	NON	P2
LIESSIES	59347	NON	Non att.	NON	P1	NON	OUI	P2	NON	P1
LIETTRES	62509	OUI	Non att.	NON	P1	OUI	OUI	P1	NON	P1
LIEU-SAINT-AMAND	59348	NON	Non att.	NON	P1	NON	OUI	P2	NON	P2
LIEVIN	62510	NON	Non att.	NON	P1	OUI	OUI	P2	NON	Autres
LIGESCOURT	80477	OUI	Atteint	NON	P2	NON	NON	P1	NON	P1
LIGNEREUIL	62511	NON	Atteint	NON	P2	NON	NON	P1	NON	P1
LIGNIERES	80478	OUI	Atteint	NON	P2	NON	OUI	P2	NON	P1
LIGNIERES-EN-VIMEU	80480	NON	Atteint	NON	P2	NON	NON	P2	NON	P1
LIGNY-EN-CAMBRESIS	59349	NON	Non att.	NON	P1	NON	NON	P2	NON	P1
LIGNY-LES-AIRE	62512	OUI	Non att.	NON	P1	NON	NON	P1	NON	P1
LIGNY-SAINT-FLOCHEL	62514	OUI	Non att.	NON	P1	NON	NON	P1	NON	P1
LIGNY-SUR-CANCHE	62513	OUI	Atteint	NON	P2	NON	NON	P1	NON	P1

Nom de la commune	Code INSEE	Solidarité territoriale	Etat physico chimique	Enjeu Baignade	Priorité macropolluants	Captage prioritaire*	Enjeu eau potable	Matières en suspension	Programme de Maintien de l'Agriculture en Zones Humides	Cours d'eau
LIGNY-THILLOY	62515	NON	Atteint	NON	P2	NON	NON	P2	NON	P1
LIHONS	80481	OUI	Atteint	NON	P2	NON	OUI	P2	NON	P2
LILLE	59350	NON	Non att.	NON	P1	NON	NON	P2	NON	Autres
LILLERS	62516	NON	Non att.	NON	P1	NON	OUI	P1	NON	P2
LIMEUX	80482	OUI	Atteint	NON	P2	NON	NON	P2	NON	P1
LIMONT-FONTAINE	59351	NON	Non att.	NON	P1	OUI	OUI	P2	NON	P1
LINGHEM	62517	OUI	Non att.	NON	P1	NON	NON	P1	NON	P2
LINSELLES	59352	NON	Non att.	NON	P1	NON	NON	P2	NON	P2
LINZEUX	62518	OUI	Atteint	NON	P2	NON	NON	P1	NON	P1
LISBOURG	62519	OUI	Atteint	NON	P1	OUI	OUI	P1	NON	P1
LOCON	62520	NON	Non att.	NON	P1	NON	NON	P2	NON	P2
LOCQUIGNOL	59353	OUI	Non att.	NON	P1	NON	OUI	P1	OUI	P1
LOFFRE	59354	NON	Non att.	NON	P1	NON	OUI	P2	NON	P2
LOISON-SOUS-LENS	62523	NON	Non att.	NON	P1	OUI	OUI	P2	NON	Autres
LOISON-SUR-CREQUOISE	62522	OUI	Atteint	NON	P2	NON	NON	P1	NON	P1
LOMPRET	59356	NON	Non att.	NON	P1	NON	NON	P2	NON	Autres
LONG	80486	OUI	Atteint	NON	P2	NON	NON	P2	OUI	P1
LONGAVESNES	80487	OUI	Non att.	NON	P1	NON	OUI	P1	NON	P2
LONGFOSSE	62524	OUI	Non att.	OUI	P1	OUI	OUI	P1	NON	P1
LONGPRE-LES-CORPS-SAINTS	80488	OUI	Atteint	NON	P2	NON	NON	P2	OUI	P1
LONGUEAU	80489	NON	Atteint	NON	P1	OUI	OUI	P2	OUI	P1
LONGUENESSE	62525	NON	Non att.	NON	P1	NON	OUI	P1	OUI	P1
LONGUEVAL	80490	OUI	Atteint	NON	P2	NON	NON	P2	NON	P1
LONGUEVILLE	62526	OUI	Non att.	NON	P1	OUI	OUI	P1	NON	P1
LONGUEVILLETTTE	80491	NON	Atteint	NON	P2	NON	NON	P1	NON	P1
LONGVILLIERS	62527	OUI	Atteint	NON	P2	NON	NON	P1	NON	P1
LOOBERGHE	59358	NON	Non att.	NON	P1	NON	NON	P2	NON	P1
LOON-PLAGE	59359	NON	Non att.	NON	P1	NON	NON	P2	NON	P1
LOOS	59360	NON	Non att.	NON	P1	OUI	OUI	P2	NON	P1
LOOS-EN-GOHELLE	62528	NON	Non att.	NON	P1	OUI	OUI	P2	NON	Autres
LORGIES	62529	NON	Non att.	NON	P1	NON	NON	P2	NON	Autres
LOTTINGHEN	62530	OUI	Non att.	NON	P1	OUI	OUI	P1	NON	P1
LOUCHES	62531	OUI	Non att.	NON	P1	NON	OUI	P2	NON	P1
LOURCHES	59361	NON	Non att.	NON	P1	NON	OUI	P2	NON	P1
LOUVENCOURT	80493	OUI	Atteint	NON	P2	NON	NON	P1	NON	P1
LOUVIGNIES-QUESNOY	59363	NON	Non att.	NON	P1	NON	OUI	P1	NON	P1
LOUVIL	59364	NON	Non att.	NON	P1	NON	NON	P2	NON	Autres
LOUVRECHY	80494	NON	Atteint	NON	P2	NON	NON	P2	NON	P1
LOUVROIL	59365	NON	Non att.	NON	P1	NON	OUI	P2	NON	P2
LOZINGHEM	62532	NON	Non att.	NON	P1	NON	OUI	P1	NON	P2
LUCHEUX	80495	OUI	Atteint	NON	P2	NON	OUI	P1	NON	P1
LUGY	62533	OUI	Atteint	NON	P1	OUI	OUI	P1	NON	P1
LUMBRES	62534	OUI	Atteint	NON	P2	NON	OUI	P1	NON	P1
LYNDE	59366	NON	Non att.	NON	P1	NON	NON	P1	NON	P2
LYS-LEZ-LANNOY	59367	NON	Non att.	NON	P1	NON	NON	P2	NON	Autres
MACHIEL	80496	OUI	Non att.	NON	P1	NON	OUI	P2	NON	P1
MACHY	80497	OUI	Non att.	NON	P1	NON	OUI	P2	NON	P1
MAGNICOURT-EN-COMTE	62536	NON	Non att.	NON	P1	NON	NON	P2	NON	P2
MAGNICOURT-SUR-CANCHE	62537	OUI	Atteint	NON	P2	NON	NON	P1	NON	P1
MAGNY-LA-FOSSE	02451	OUI	Atteint	NON	P2	NON	NON	P2	NON	P2
MAILLY-MAILLET	80498	OUI	Atteint	NON	P2	NON	NON	P2	NON	P1
MAILLY-RAINEVAL	80499	NON	Atteint	NON	P2	NON	NON	P2	NON	P1
MAING	59369	NON	Non att.	NON	P1	NON	OUI	P2	NON	P2

\*Les communes "captage prioritaire" seront considérées en priorité 1. "macropolluants" à la validation d'un plan d'actions

34

Nom de la commune	Code INSEE	Solidarité territoriale	Etat physico chimique	Enjeu Baignade	Priorité macropolluants	Captage prioritaire*	Enjeu eau potable	Matières en suspension	Programme de Maintien de l'Agriculture en Zones Humides	Cours d'eau
MAINTENAY	62538	OUI	Atteint	NON	P2	NON	NON	P1	NON	P1
MAIRIEUX	59370	NON	Non att.	NON	P1	NON	NON	P1	NON	P1
MAISNIL	62539	OUI	Non att.	NON	P1	NON	NON	P1	NON	P1
MAISNIL-LES-RUITZ	62540	NON	Non att.	NON	P1	NON	NON	P2	NON	P2
MAISONCELLE	62541	OUI	Atteint	NON	P2	NON	OUI	P1	NON	P1
MAISONCELLE-TUILERIE	60377	OUI	Atteint	NON	P2	NON	OUI	P1	NON	P1
MAISON-PONTHIEU	80501	OUI	Atteint	NON	P2	NON	OUI	P1	NON	P1
MAISON-ROLAND	80502	OUI	Non att.	NON	P1	NON	NON	P1	NON	P1
MAISSEMY	02452	NON	Atteint	NON	P2	NON	NON	P2	NON	P2
MAIZICOURT	80503	OUI	Atteint	NON	P2	NON	NON	P1	NON	P1
MAIZIERES	62542	OUI	Atteint	NON	P2	NON	NON	P1	NON	P1
MALINCOURT	59372	OUI	Non att.	NON	P1	NON	OUI	P2	NON	P1
MALPART	80504	NON	Atteint	NON	P2	NON	NON	P2	NON	P1
MAMETZ	62543	OUI	Non att.	NON	P1	OUI	OUI	P1	NON	P1
MANIN	62544	NON	Non att.	NON	P1	NON	NON	P1	NON	P2
MANINGHEM	62545	OUI	Atteint	NON	P2	NON	NON	P1	NON	P1
MANINGHEN-HENNE	62546	NON	Non att.	NON	P1	NON	NON	P1	NON	P1
MARANT	62547	OUI	Atteint	NON	P2	NON	NON	P1	NON	P1
MARBAIX	59374	OUI	Non att.	NON	P1	NON	OUI	P2	OUI	P1
MARCELCAVE	80507	NON	Atteint	NON	P2	NON	NON	P2	NON	P2
MARCHE-ALLOUARDE	80508	NON	Non att.	NON	P1	NON	NON	P2	NON	P2
MARCHELEPOT-MISERY	80509	OUI	Non att.	NON	P1	NON	NON	P2	NON	P2
MARCHEIENNES	59375	NON	Non att.	NON	P1	NON	NON	P2	OUI	P2
MARCK	62548	NON	Non att.	OUI	P1	NON	NON	P2	NON	P1
MARCOING	59377	OUI	Non att.	NON	P1	NON	OUI	P2	NON	P1
MARCONNE	62549	OUI	Atteint	OUI	P1	NON	NON	P1	NON	P1
MARCONNELLE	62550	OUI	Atteint	OUI	P1	NON	NON	P1	NON	P1
MARCO-EN-BAROEUL	59378	NON	Non att.	NON	P1	NON	NON	P2	NON	Autres
MARCO-EN-OSTREVANT	59379	OUI	Non att.	NON	P1	NON	OUI	P2	NON	P2
MARCY	02459	NON	Non att.	NON	P1	OUI	OUI	P2	NON	P2
MARENLA	62551	OUI	Atteint	NON	P2	NON	NON	P1	NON	P1
MARESCHES	59381	NON	Non att.	NON	P1	NON	NON	P1	NON	P1
MARQUEL-ECQUEMICOURT	62552	OUI	Atteint	OUI	P1	NON	NON	P1	NON	P1
MAREST	62553	OUI	Non att.	NON	P1	NON	NON	P1	NON	P2
MARESTMONTIERS	80511	NON	Atteint	NON	P2	NON	NON	P2	NON	P1
MARESVILLE	62554	NON	Atteint	NON	P2	NON	NON	P1	NON	P1
MARETZ	59382	OUI	Non att.	NON	P1	NON	OUI	P2	NON	Autres
MAREUIL-CAUBERT	80512	OUI	Atteint	NON	P2	NON	OUI	P2	OUI	P1
MARGNY-AUX-CERISES	60381	NON	Atteint	NON	P2	NON	NON	P2	NON	P1
MARICOURT	80513	OUI	Atteint	NON	P2	NON	NON	P2	NON	P2
MARIEUX	80514	OUI	Atteint	NON	P2	NON	NON	P1	NON	P1
MARLERS	80515	NON	Atteint	NON	P2	NON	OUI	P2	NON	P1
MARLES-LIES-MINES	62555	NON	Non att.	NON	P1	NON	OUI	P1	NON	P2
MARLES-SUR-CANCHE	62556	OUI	Atteint	NON	P2	NON	NON	P1	NON	P1
MARLY	59383	NON	Non att.	NON	P1	NON	OUI	P1	NON	P1
MAROEUIL	62557	NON	Atteint	NON	P2	NON	NON	P1	NON	P2
MAROILLES	59384	OUI	Non att.	NON	P1	NON	OUI	P2	OUI	P1
MARPENT	59385	NON	Non att.	NON	P1	NON	OUI	P2	NON	P1
MARQUAIX	80516	OUI	Atteint	NON	P2	NON	NON	P2	NON	P2
MARQUAY	62558	OUI	Non att.	NON	P1	NON	NON	P1	NON	P1
MARQUETTE-EN-OSTREVANT	59387	OUI	Non att.	NON	P1	NON	OUI	P2	NON	P2
MARQUETTE-LEZ-LILLE	59386	NON	Non att.	NON	P1	NON	NON	P2	NON	Autres
MARQUILLIES	59388	NON	Non att.	NON	P1	OUI	OUI	P2	NON	Autres

\*Les communes "captage prioritaire" seront considérées en priorité 1 "macropolluants" à la validation d'un plan d'actions

ANNEXE 1 : Liste des communes du Bassin Artois-Picardie appartenant aux différents zonages à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2019

Nom de la commune	Code INSEE	Solidarité territoriale	Etat physico chimique	Enjeu Baignade	Priorité macropolluants	Captage prioritaire*	Enjeu eau potable	Matières en suspension	Programme de Maintien de l'Agriculture en Zones Humides	Cours d'eau
MARQUION	62559	NON	Atteint	NON	P2	NON	NON	P2	NON	P2
MARQUISE	62560	NON	Non att.	NON	P1	NON	OUI	P1	OUI	P1
MARQUILLERS	60517	NON	Non att.	NON	P1	NON	OUI	P2	NON	P1
MARTINPUICH	62561	NON	Atteint	NON	P2	NON	OUI	P2	NON	P1
MASNIERES	59389	OUI	Non att.	NON	P1	NON	OUI	P2	NON	P1
MASNY	59390	NON	Non att.	NON	P1	NON	OUI	P2	NON	P2
MASTAING	59391	NON	Non att.	NON	P1	NON	OUI	P2	NON	P1
MATIGNY	80519	OUI	Non att.	NON	P1	NON	OUI	P2	NON	P2
MATRINGHEM	62562	OUI	Non att.	NON	P1	OUI	OUI	P1	NON	P1
MAUBEUGE	59392	NON	Non att.	NON	P1	NON	OUI	P2	NON	P1
MAUCOURT	80520	OUI	Non att.	NON	P1	NON	OUI	P2	NON	P1
MAULDE	59393	NON	Non att.	NON	P1	NON	OUI	P2	NON	P2
MAUREPAS	80521	OUI	Atteint	NON	P2	NON	NON	P2	NON	P2
MAUROIS	59394	OUI	Non att.	NON	P1	OUI	OUI	P2	NON	P2
MAZINGARBE	62563	NON	Non att.	NON	P1	OUI	OUI	P2	NON	P1
MAZINGHEM	62564	NON	Non att.	NON	P1	NON	OUI	P2	NON	P2
MAZINGHIEN	59395	OUI	Non att.	NON	P1	OUI	OUI	P2	NON	P1
MEAULTE	80523	OUI	Atteint	NON	P2	NON	NON	P2	NON	P1
MECQUIGNIES	59396	NON	Non att.	NON	P1	NON	NON	P2	NON	P1
MEHARICOURT	80524	OUI	Atteint	NON	P1	OUI	OUI	P2	NON	P1
MEIGNEUX	80525	NON	Atteint	NON	P2	NON	OUI	P2	NON	P1
MENCAS	62565	OUI	Atteint	NON	P1	OUI	OUI	P1	NON	P1
MENNEVILLE	62566	NON	Non att.	NON	P1	OUI	OUI	P1	NON	P1
MENNEVRET	02476	OUI	Non att.	NON	P1	NON	NON	P1	NON	P1
MENTQUE-NORTBECOURT	62567	OUI	Non att.	NON	P1	OUI	OUI	P1	NON	P1
MERCATEL	62568	NON	Atteint	NON	P2	NON	NON	P2	NON	P2
MERCKEGHEM	59397	NON	Non att.	NON	P1	NON	OUI	P2	NON	P1
MERCK-SAINT-LIEVIN	62569	OUI	Atteint	NON	P2	NON	OUI	P1	NON	P1
MEREAUCOURT	80528	NON	Atteint	NON	P2	NON	OUI	P2	NON	P1
MERELESSART	80529	OUI	Atteint	NON	P2	NON	NON	P2	NON	P1
MERICOURT	62570	NON	Non att.	NON	P1	OUI	OUI	P2	NON	Autres
MERICOURT-EN-VIMEU	80531	OUI	Atteint	NON	P2	NON	NON	P2	NON	P1
MERICOURT-L'ABBE	80530	NON	Atteint	NON	P2	NON	NON	P2	NON	P1
MERIGNIES	59398	NON	Non att.	NON	P1	NON	NON	P2	NON	Autres
MERLIMONT	62571	NON	Atteint	OUI	P1	NON	NON	P1	NON	P1
MERRIS	59399	NON	Non att.	NON	P1	NON	NON	P2	NON	P2
MERVILLE	59400	NON	Non att.	NON	P1	NON	NON	P2	NON	P2
MESNIL-BRUNTEL	80536	OUI	Non att.	NON	P1	NON	NON	P2	NON	P2
MESNIL-DOMQUEUR	80537	OUI	Non att.	NON	P1	NON	NON	P1	NON	P1
MESNIL-EN-ARROUAISE	80538	OUI	Non att.	NON	P1	NON	NON	P2	NON	P2
MESNIL-MARTINSART	80540	OUI	Atteint	NON	P2	NON	NON	P2	NON	P1
MESNIL-SAINT-GEORGES	80541	OUI	Atteint	NON	P2	NON	OUI	P2	NON	P1
MESNIL-SAINT-LAURENT	02481	NON	Non att.	NON	P1	OUI	OUI	P2	NON	P2
MESNIL-SAINT-NICAISE	80542	NON	Non att.	NON	P1	OUI	OUI	P2	NON	P2
METEREN	59401	NON	Non att.	NON	P1	NON	NON	P2	NON	P2
METIGNY	80543	OUI	Atteint	NON	P2	NON	NON	P2	NON	P1
METZ-EN-COUTURE	62572	OUI	Non att.	NON	P1	NON	NON	P2	NON	P1
MEURCHIN	62573	OUI	Non att.	NON	P1	OUI	OUI	P2	NON	Autres
MEZEROLLES	80544	OUI	Atteint	NON	P2	NON	NON	P1	NON	P1
MEZIERES-EN-SANTERRE	80545	NON	Atteint	NON	P2	NON	NON	P2	NON	P1
MIANNAY	80546	NON	Atteint	NON	P2	NON	OUI	P2	NON	P1
MILLAM	59402	NON	Non att.	NON	P1	NON	OUI	P2	NON	P1
MILLENCOURT	80547	OUI	Atteint	NON	P2	NON	NON	P2	NON	P1

\*Les communes "captage prioritaire" seront considérées en priorité 1 "macropolluants" à la validation d'un plan d'actions

Nom de la commune	Code INSEE	Solidarité territoriale	Etat physico chimique	Enjeu Baignade	Priorité macropolluants	Captage prioritaire*	Enjeu eau potable	Matières en suspension	Programme de Maintien de l'Agriculture en Zones Humides	Cours d'eau
MILLENCOURT-EN-PONTHIEU	80548	OUI	Non att.	NON	P1	NON	OUI	P1	NON	P1
MILLONFOSSE	59403	NON	Non att.	NON	P1	NON	OUI	P2	OUI	P2
MINGOVAL	62574	NON	Non att.	NON	P1	NON	NON	P2	NON	P2
MIRAUMONT	80549	OUI	Atteint	NON	P1	OUI	OUI	P2	NON	P1
MIRVAUX	80550	NON	Atteint	NON	P2	NON	OUI	P2	NON	P1
MOEUVRES	59405	OUI	Atteint	NON	P1	OUI	OUI	P2	NON	P2
MOISLAINS	80552	OUI	Non att.	NON	P1	NON	NON	P2	NON	P2
MOLAIN	02488	OUI	Non att.	NON	P1	NON	NON	P1	NON	P1
MOLLIENS-AU-BOIS	80553	NON	Atteint	NON	P2	NON	OUI	P2	NON	P1
MOLLIENS-DREUIL	80554	NON	Atteint	NON	P2	NON	NON	P2	NON	P1
MONCEAU-SAINT-VAAST	59406	NON	Non att.	NON	P1	NON	OUI	P1	NON	P1
MONCHEAU-SUR-ECAILLON	59407	NON	Non att.	NON	P1	NON	OUI	P1	NON	P1
MONCHEAUX	59408	NON	Non att.	NON	P1	NON	NON	P2	NON	P2
MONCHEAUX-LES-FREVENT	62576	OUI	Atteint	NON	P2	NON	NON	P1	NON	P1
MONCHECOURT	59409	OUI	Non att.	NON	P1	NON	OUI	P2	NON	P2
MONCHEL-SUR-CANCHE	62577	OUI	Atteint	NON	P2	NON	NON	P1	NON	P1
MONCHIE	62578	NON	Non att.	NON	P1	NON	OUI	P1	NON	P2
MONCHY-AU-BOIS	62579	OUI	Atteint	NON	P2	NON	NON	P2	NON	P2
MONCHY-BRETON	62580	OUI	Non att.	NON	P1	NON	NON	P2	NON	P2
MONCHY-CAYEUX	62581	OUI	Atteint	NON	P2	NON	NON	P1	NON	P1
MONCHY-LAGACHE	80555	NON	Atteint	NON	P2	NON	NON	P2	NON	P2
MONCHY-LE-PREUX	62582	NON	Atteint	NON	P2	NON	OUI	P2	NON	P2
MONDICOURT	62583	OUI	Atteint	NON	P2	NON	OUI	P1	NON	P1
MONS-BOUBERT	80556	OUI	Atteint	NON	P2	NON	NON	P2	NON	P1
MONS-EN-BAROEUIL	59410	NON	Non att.	NON	P1	NON	NON	P2	NON	Autres
MONS-EN-PEVELE	59411	NON	Non att.	NON	P1	NON	NON	P2	NON	Autres
MONSURES	80558	NON	Atteint	NON	P2	NON	OUI	P2	NON	P1
MONSIEUR	80559	OUI	Atteint	NON	P2	NON	NON	P2	NON	P1
MONTAGNE-FAYEL	80560	OUI	Atteint	NON	P2	NON	NON	P2	NON	P1
MONTAUBAN-DE-PICARDIE	59412	OUI	Non att.	NON	P2	NON	OUI	P1	NON	P1
MONTAY	62584	NON	Non att.	NON	P1	NON	OUI	P2	NON	P1
MONT-BERNANCHON	02500	NON	Non att.	NON	P1	NON	NON	P2	NON	P2
MONTBREHAIN	80561	OUI	Non att.	NON	P2	NON	NON	P2	NON	Autres
MONTCAVREL	62585	OUI	Atteint	NON	P1	NON	NON	P1	NON	P1
MONTDIDIER	80562	NON	Atteint	NON	P2	OUI	OUI	P2	NON	P1
MONTENESCOURT	62586	NON	Non att.	NON	P1	NON	OUI	P1	NON	P2
MONTESCOURT-LIZEROLLES	02504	OUI	Non att.	NON	P1	NON	NON	P2	NON	P2
MONTIGNY-EN-ARROUaise	02511	OUI	Non att.	NON	P1	NON	OUI	P2	NON	P2
MONTIGNY-EN-CAMBRESIS	59413	OUI	Non att.	NON	P1	NON	NON	P2	NON	P1
MONTIGNY-EN-GOHELLE	62587	NON	Non att.	NON	P1	NON	OUI	P2	NON	Autres
MONTIGNY-EN-OSTREVENT	59414	NON	Non att.	NON	P1	NON	OUI	P2	NON	P2
MONTIGNY-LES-JONGLEURS	80563	OUI	Atteint	NON	P2	NON	NON	P1	NON	P1
MONTIGNY-SUR-L'HALLUE	80562	NON	Atteint	NON	P2	NON	OUI	P2	NON	P1
MONTONVILLERS	80565	NON	Atteint	NON	P2	NON	NON	P2	NON	P1
MONTRECOURT	59415	NON	Non att.	NON	P1	NON	OUI	P1	NON	P1
MONTREUIL	62588	OUI	Atteint	OUI	P1	NON	OUI	P1	NON	P1
MONT-SAINT-ELOI	62589	NON	Atteint	NON	P2	NON	NON	P1	NON	P2
MONTS-EN-TERNOIS	62590	OUI	Atteint	NON	P2	NON	NON	P1	NON	P1
MORBECQUE	59416	NON	Non att.	NON	P1	NON	NON	P1	NON	P2
MORCHAIN	80568	OUI	Non att.	NON	P1	OUI	OUI	P2	NON	P2
MORCHIES	62591	OUI	Atteint	NON	P2	NON	NON	P2	NON	P2
MORCOURT	02525	NON	Non att.	NON	P1	NON	NON	P2	NON	P2
MORCOURT	80569	NON	Atteint	NON	P2	NON	NON	P2	NON	P2
MOREUIL	80570	OUI	Atteint	NON	P2	NON	NON	P2	NON	P1

\*Les communes "captage prioritaire" seront considérées en priorité 1 "macropolluants" à la validation d'un plan d'actions

Nom de la commune	Code INSEE	Solidarité territoriale	Etat physico chimique	Enjeu Baignade	Priorité macropolluants	Captage prioritaire*	Enjeu eau potable	Matières en suspension	Programme de Maintien de l'Agriculture en Zones Humides	Cours d'eau
MORINGHEM	62592	OUI	Non att.	NON	P1	OUI	OUI	P1	NON	P1
MORISEL	80571	NON	Atteint	NON	P2	NON	NON	P2	NON	P1
MORLANCOURT	80572	OUI	Atteint	NON	P2	NON	NON	P2	NON	P1
MORTAGNE-DU-NORD	59418	OUI	Non att.	NON	P1	NON	OUI	P2	OUI	P2
MORVAL	62593	NON	Atteint	NON	P2	NON	NON	P2	NON	P2
MORY	62594	OUI	Atteint	NON	P2	NON	NON	P2	NON	P2
MORY-MONTCRUX	60436	OUI	Atteint	NON	P2	NON	NON	P2	NON	P1
MOUCHIN	59419	NON	Non att.	NON	P1	NON	NON	P2	NON	P2
MOUFLERS	80574	OUI	Atteint	NON	P2	NON	OUI	P2	NON	P1
MOUFLIERES	80575	NON	Atteint	NON	P2	NON	NON	P2	NON	P1
MOULLE	62595	NON	Non att.	NON	P1	OUI	OUI	P1	OUI	P1
MOURIEZ	62596	OUI	Atteint	NON	P2	NON	NON	P1	NON	P1
MOUSTIER-EN-FAGNE	59420	NON	Non att.	NON	P1	NON	OUI	P2	OUI	P1
MOUVAUX	59421	NON	Non att.	NON	P1	NON	NON	P2	NON	Autres
MOYENCOURT	80576	OUI	Non att.	NON	P1	NON	NON	P2	NON	P2
MOYENCOURT-LES-POIX	80577	NON	Atteint	NON	P2	NON	NON	P2	NON	P1
MOYENNEVILLE	62597	NON	Atteint	NON	P2	NON	NON	P2	NON	P2
MOYENNEVILLE	80578	NON	Atteint	NON	P2	NON	NON	P2	NON	P1
MUILLE-VILLETTE	80579	OUI	Non att.	NON	P1	NON	NON	P2	NON	P2
MUNCQ-NIEURLET	62598	NON	Non att.	NON	P1	NON	NON	P1	NON	P1
NABRINGHEN	62599	NON	Non att.	NON	P1	OUI	OUI	P1	NON	P1
NAMPONT	80580	OUI	Atteint	NON	P2	NON	NON	P1	OUI	P1
NAMPS-MAISNIL	80582	NON	Atteint	NON	P2	NON	OUI	P2	NON	P1
NAMPY	80583	NON	Atteint	NON	P2	NON	OUI	P2	NON	P1
NAOURS	80584	NON	Non att.	NON	P1	NON	OUI	P2	NON	P1
NAUROY	02539	OUI	Atteint	NON	P2	NON	OUI	P2	NON	P2
NAVES	59422	OUI	Non att.	NON	P1	NON	NON	P2	NON	P2
NEDON	62600	OUI	Non att.	NON	P1	NON	NON	P1	NON	P2
NEDONCHEL	62601	OUI	Non att.	NON	P1	NON	NON	P1	NON	P2
NEMPONT-SAINT-FIRMIN	62602	OUI	Atteint	NON	P2	NON	NON	P1	OUI	P1
NESLE	80585	OUI	Non att.	NON	P1	NON	NON	P2	NON	P2
NESLES	62603	OUI	Non att.	OUI	P1	NON	NON	P1	NON	P1
NEUF-BERQUIN	59423	NON	Non att.	NON	P1	NON	NON	P2	NON	P2
NEUF-CHATEL-HARDELOT	62604	NON	Non att.	OUI	P1	NON	NON	P1	NON	P1
NEUF-MESNIL	59424	NON	Non att.	NON	P1	NON	NON	P2	NON	P1
NEUFMOULIN	80588	NON	Non att.	NON	P1	NON	OUI	P1	NON	P1
NEUILLY-LE-DIEN	80589	OUI	Atteint	NON	P2	NON	NON	P1	NON	P1
NEUILLY-L'HOPITAL	80590	OUI	Non att.	NON	P1	NON	NON	P1	NON	P1
NEUILLETTE	62605	OUI	Atteint	NON	P2	NON	NON	P1	NON	P1
NEUVE-CHAPELLE	62606	NON	Non att.	NON	P1	NON	NON	P2	NON	P2
NEUVILLE-AU-BOIS	80591	OUI	Atteint	NON	P2	NON	NON	P2	NON	P1
NEUVILLE-AU-CORNET	62607	OUI	Non att.	NON	P1	NON	NON	P1	NON	P1
NEUVILLE-BOURJONVAL	62608	NON	Non att.	NON	P1	NON	NON	P2	NON	P2
NEUVILLE-EN-AVESNOIS	59425	NON	Non att.	NON	P1	NON	OUI	P1	NON	P1
NEUVILLE-EN-FERRAIN	59426	NON	Non att.	NON	P1	NON	NON	P2	NON	P1
NEUVILLE-SAINT-AMAND	02549	NON	Non att.	NON	P1	NON	NON	P2	NON	Autres
NEUVILLE-SAINT-REMY	59428	NON	Non att.	NON	P1	NON	NON	P2	NON	P2
NEUVILLE-SAINT-VAAST	62609	NON	Non att.	NON	P1	OUI	OUI	P1	NON	P2
NEUVILLE-SOUS-MONTREUIL	62610	OUI	Atteint	OUI	P1	NON	NON	P1	NON	P1
NEUVILLE-SUR-ESCAUT	59429	NON	Non att.	NON	P1	NON	OUI	P2	NON	P2
NEUVILLETTE	80596	OUI	Atteint	NON	P2	NON	NON	P1	NON	P1
NEUVILLE-VITASSE	62611	NON	Atteint	NON	P2	NON	NON	P2	NON	P2
NEUVILLY	59430	OUI	Non att.	NON	P1	OUI	OUI	P1	NON	P1

\*Les communes "captage prioritaire" seront considérées en priorité 1 "macropolluants" à la validation d'un plan d'actions

134

Nom de la commune	Code INSEE	Solidarité territoriale	Etat physico chimique	Enjeu Baignade	Priorité macropolluants	Captage prioritaire*	Enjeu eau potable	Matières en suspension	Programme de Maintien de l'Agriculture en Zones Humides	Cours d'eau Autres
NEUVREUIL	62612	NON	Non att.	NON	P1	NON	OUI	P2	NON	P1
NIBAS	80597	NON	Atteint	NON	P2	NON	NON	P2	NON	P1
NIELLES-LES-ARDRES	62614	NON	Non att.	NON	P1	NON	NON	P2	NON	P1
NIELLES-LES-BLEQUIN	62613	OUI	Non att.	NON	P1	OUI	OUI	P1	NON	P1
NIELLES-LES-CALAIS	62615	NON	Non att.	NON	P1	NON	NON	P2	NON	P2
NIEPPE	59431	NON	Non att.	NON	P1	NON	NON	P2	NON	P1
NIERGNIES	59432	NON	Non att.	NON	P1	NON	OUI	P1	OUI	P1
NIEURLET	59433	OUI	Non att.	NON	P1	NON	NON	P2	OUI	P2
NIVELLE	59434	NON	Non att.	NON	P1	NON	OUI	P1	OUI	P1
NOEUX-LES-AUXI	62616	OUI	Atteint	NON	P2	NON	NON	P1	NON	P1
NOEUX-LES-MINES	62617	NON	Non att.	NON	P1	OUI	OUI	P2	NON	P1
NOMAIN	59435	NON	Non att.	NON	P1	NON	NON	P2	NON	P2
NOORDPEENE	59436	OUI	Non att.	NON	P1	NON	OUI	P2	OUI	P1
NORDAUSQUES	62618	OUI	Non att.	NON	P1	NON	OUI	P1	NON	P1
NORRENT-FONTES	62619	OUI	Atteint	NON	P2	NON	NON	P2	NON	P2
NORTKERQUE	62620	OUI	Non att.	NON	P1	NON	OUI	P1	NON	P1
NORT-LEULINGHEM	62622	OUI	Non att.	NON	P1	NON	NON	P2	NON	P2
NOUVELLE-EGLISE	62623	OUI	Non att.	NON	P1	OUI	OUI	P1	NON	P1
NOUVION	80598	OUI	Non att.	OUI	P1	NON	OUI	P2	NON	P1
NOYELLES-EN-CHAUSSEE	80599	OUI	Non att.	NON	P1	NON	OUI	P2	NON	P1
NOYELLES-GODAULT	62624	OUI	Non att.	NON	P1	NON	NON	P2	NON	Autres
NOYELLES-LES-HUMIERES	62625	OUI	Atteint	NON	P2	NON	NON	P1	NON	P1
NOYELLES-LES-SECLIN	59437	NON	Non att.	NON	P1	OUI	OUI	P2	NON	Autres
NOYELLES-LES-VERMELLES	62626	NON	Non att.	NON	P1	OUI	OUI	P2	NON	P1
NOYELLES-SOUS-BELLONNE	62627	NON	Atteint	NON	P2	NON	OUI	P2	NON	P2
NOYELLES-SOUS-LENS	62628	NON	Non att.	NON	P1	OUI	OUI	P2	NON	Autres
NOYELLES-SUR-ESCAUT	59438	NON	Non att.	NON	P1	NON	OUI	P2	NON	P1
NOYELLES-SUR-MER	80600	OUI	Non att.	OUI	P1	NON	NON	P2	OUI	P1
NOYELLES-SUR-SAMBRE	59439	NON	Non att.	NON	P1	NON	OUI	P2	OUI	P1
NOYELLES-SUR-SELLE	59440	NON	Non att.	NON	P1	NON	OUI	P1	NON	P1
NOYELLETTTE	62629	NON	Atteint	NON	P2	NON	NON	P1	NON	P2
NOYELLE-VION	62630	NON	Atteint	NON	P2	NON	NON	P1	NON	P2
NUNCO-HAUTECOTE	62631	OUI	Atteint	NON	P2	NON	NON	P1	NON	P1
NURLU	80601	OUI	Non att.	NON	P1	NON	NON	P2	NON	P2
OBIES	59441	NON	Non att.	NON	P1	NON	NON	P2	NON	P1
OBLINGHEM	62632	OUI	Non att.	NON	P1	NON	OUI	P1	NON	P2
OBRECHIES	59442	NON	Atteint	NON	P2	NON	OUI	P1	NON	P1
OCCOCHES	80602	OUI	Atteint	NON	P1	NON	NON	P1	NON	P1
OCHANCOURT	80603	NON	Atteint	NON	P2	NON	NON	P2	NON	P1
OCHTEZELE	59443	NON	Non att.	NON	P1	NON	OUI	P2	NON	P1
O-DE-SELLE	80485	NON	Non att.	NON	P2	NON	OUI	P2	NON	P1
ODOMEZ	59444	OUI	Non att.	NON	P1	NON	NON	P2	OUI	P2
OEUF-EN-TERNOIS	62633	OUI	Atteint	NON	P2	NON	NON	P1	NON	P1
OFFEKERQUE	62634	NON	Non att.	NON	P1	NON	NON	P2	NON	P1
OFFIN	62635	OUI	Atteint	NON	P2	NON	NON	P1	NON	P1
OFFOY	80605	NON	Non att.	NON	P1	NON	NON	P2	NON	P2
OFFOY	60472	OUI	Atteint	NON	P2	NON	NON	P2	NON	P2
OFFRETHUN	62636	NON	Non att.	NON	P1	NON	NON	P1	NON	P1
OGNOLLES	60474	NON	Non att.	NON	P1	NON	NON	P2	NON	P2
OHAIN	59445	OUI	Non att.	NON	P1	NON	OUI	P2	OUI	P1
OIGNIES	62637	NON	Non att.	NON	P1	NON	NON	P2	NON	Autres
OISEMONT	80606	OUI	Atteint	NON	P2	NON	NON	P2	NON	P1

B34

Nom de la commune	Code INSEE	Solidarité territoriale	Etat physico chimique	Enjeu Baignade	Priorité macropolluants	Captage prioritaire*	Enjeu eau potable	Matières en suspension	Programme de Maintien de l'Agriculture en Zones Humides	Cours d'eau
OISSY	80607	NON	Atteint	NON	P2	NON	NON	P2	NON	P1
OISY	02569	OUI	Non att.	NON	P1	NON	OUI	P2	NON	P2
OISY	59446	NON	Non att.	NON	P1	NON	OUI	P2	NON	P2
OISY-LE-VERGER	62638	OUI	Atteint	NON	P2	NON	OUI	P2	NON	P2
OLLEZY	02570	OUI	Non att.	NON	P1	NON	NON	P2	NON	P2
OMISSY	02571	NON	Non att.	NON	P1	NON	NON	P2	NON	P2
ONEUX	80609	OUI	Non att.	NON	P1	NON	OUI	P1	NON	P1
ONNAING	59447	NON	Non att.	NON	P1	NON	OUI	P1	NON	P1
OOST-CAPPEL	59448	OUI	Non att.	NON	P1	NON	OUI	P2	NON	P1
OPPY	62639	NON	Non att.	NON	P1	NON	OUI	P2	NON	P2
ORCHIES	59449	NON	Non att.	NON	P1	NON	NON	P2	NON	P2
ORESMAUX	80611	NON	Atteint	NON	P2	NON	OUI	P2	NON	P1
ORS	59450	OUI	Non att.	NON	P1	NON	OUI	P2	OUI	P1
ORSINVAL	59451	NON	Non att.	NON	P1	NON	NON	P1	NON	P1
ORVILLE	62640	OUI	Atteint	NON	P2	NON	NON	P1	NON	P1
OSTREVILLE	62641	OUI	Non att.	NON	P1	NON	NON	P1	NON	P1
OSTRICOURT	59452	NON	Non att.	NON	P1	NON	NON	P2	NON	Autres
OUDEZEELLE	59453	NON	Non att.	NON	P1	NON	OUI	P2	NON	P1
OURSSEL-MAISON	60485	OUI	Atteint	NON	P2	NON	OUI	P2	NON	P1
OURTON	62642	OUI	Non att.	NON	P1	NON	NON	P2	NON	P2
OUTREAU	62643	NON	Non att.	OUI	P1	NON	NON	P1	NON	P1
OUTREBOIS	80614	OUI	Atteint	NON	P2	NON	OUI	P1	NON	P1
OUIVE-WIRQUIN	62644	OUI	Atteint	NON	P1	OUI	OUI	P1	NON	P1
OVILLERS-LA-BOISSELLE	80615	OUI	Atteint	NON	P2	NON	NON	P2	NON	P1
OXELAERE	59454	NON	Non att.	NON	P1	NON	OUI	P2	NON	P1
OYE-PLAGE	62645	NON	Non att.	NON	P1	NON	NON	P2	NON	P1
PAILLART	60486	OUI	Atteint	NON	P2	NON	OUI	P2	NON	P1
PAILLENCOURT	59455	NON	Non att.	NON	P1	NON	OUI	P2	NON	P2
PALLUEL	62646	OUI	Atteint	NON	P2	NON	OUI	P2	NON	P2
PAPLEUX	02584	OUI	Non att.	NON	P1	NON	OUI	P2	NON	P1
PARENTY	62648	OUI	Atteint	NON	P2	NON	NON	P1	NON	P1
PARGNY	80616	OUI	Non att.	NON	P1	NON	OUI	P2	NON	P2
PARVILLERS-LE-QUESNOY	80617	OUI	Non att.	NON	P1	NON	OUI	P2	NON	P1
PAS-EN-ARTOIS	62649	OUI	Atteint	NON	P2	NON	NON	P1	NON	P1
PECQUENCOURT	59456	NON	Non att.	NON	P1	NON	OUI	P2	NON	P2
PELVES	62650	NON	Atteint	NON	P2	NON	OUI	P2	NON	P2
PENDE	80618	OUI	Atteint	OUI	P1	NON	NON	P2	OUI	P1
PENIN	62651	OUI	Non att.	NON	P1	NON	NON	P1	NON	P2
PERENCHIES	59457	NON	Non att.	NON	P1	NON	NON	P2	NON	P2
PERNES	62652	OUI	Non att.	NON	P1	NON	NON	P1	NON	P2
PERNES-LES-BOULOGNE	62653	NON	Non att.	NON	P1	NON	NON	P1	NON	P1
PERNOIS	80619	NON	Atteint	NON	P2	NON	NON	P2	NON	P1
PERONNE	80620	OUI	Non att.	NON	P1	NON	NON	P2	NON	P2
PERONNE-EN-MELANTOIS	59458	NON	Non att.	NON	P1	NON	NON	P2	NON	Autres
PETITE-FORET	59459	NON	Non att.	NON	P1	NON	OUI	P2	NON	P2
PETIT-FAYT	59461	NON	Non att.	NON	P1	NON	OUI	P2	OUI	P1
PEUPLINGUES	62654	NON	Non att.	NON	P1	NON	OUI	P2	NON	P1
PHALEMPIN	59462	NON	Non att.	NON	P1	NON	OUI	P2	NON	Autres
PICQUIGNY	80622	OUI	Atteint	NON	P2	NON	OUI	P2	OUI	P1
PIENNES-ONVILLERS	80623	OUI	Atteint	NON	P2	NON	OUI	P2	NON	P1
PIERREGOT	80624	NON	Atteint	NON	P2	NON	OUI	P2	NON	P1
PIERREMONT	62655	OUI	Atteint	NON	P2	NON	NON	P1	NON	P1
PIHEM	62656	NON	Non att.	NON	P1	OUI	OUI	P1	NON	P2

\*Les communes "captage prioritaire" seront considérées en priorité 1 "macropolluants" à la validation d'un plan d'actions

B34

Nom de la commune	Code INSEE	Solidarité territoriale	Etat physico chimique	Enjeu Baignade	Priorité macropolluants	Captage prioritaire*	Enjeu eau potable	Matières en suspension	Programme de Maintien de l'Agriculture en Zones Humides	Cours d'eau
PIHEN-LES-GUINES	62657	NON	Non att.	NON	P1	NON	OUI	P2	NON	P1
PISSY	60526	NON	Atteint	NON	P2	NON	OUI	P2	NON	P1
PITGAM	59463	NON	Non att.	NON	P1	NON	NON	P2	NON	P2
PITHON	02604	NON	Non att.	NON	P1	NON	NON	P2	NON	P2
PITTEFAUX	62658	NON	Non att.	NON	P1	NON	NON	P1	NON	P1
PLACHY-BUYON	80627	NON	Atteint	NON	P2	NON	OUI	P2	NON	P1
PLAINVILLE	60496	OUI	Atteint	NON	P2	NON	NON	P2	NON	P1
PLANQUES	62659	OUI	Atteint	NON	P2	NON	NON	P1	NON	P1
PLOUVAIN	62660	NON	Non att.	NON	P1	NON	NON	P2	NON	P2
POEUILLY	80629	OUI	Atteint	NON	P2	NON	NON	P2	NON	P2
POIX-DE-PICARDIE	80630	OUI	Atteint	NON	P2	NON	OUI	P2	NON	P1
POIX-DU-NORD	59464	OUI	Non att.	NON	P1	NON	OUI	P1	NON	P1
POLINCOVE	62662	NON	Non att.	NON	P1	NON	NON	P1	NON	P1
POMMERA	62663	OUI	Atteint	NON	P2	NON	OUI	P1	NON	P1
POMMEREUIL	59465	OUI	Non att.	NON	P1	NON	OUI	P1	NON	P1
POMMIER	62664	OUI	Atteint	NON	P2	NON	OUI	P1	NON	P2
PONCHES-ESTRIVAL	80631	OUI	Atteint	NON	P2	NON	NON	P1	NON	P1
PONT-A-MARCO	59466	NON	Non att.	NON	P1	NON	NON	P2	NON	Autres
PONT-A-VENDIN	62666	NON	Non att.	NON	P1	OUI	OUI	P2	NON	Autres
PONT-DE-METZ	80632	NON	Atteint	NON	P2	NON	OUI	P2	NON	P1
PONTHOILE	80633	OUI	Non att.	NON	P1	NON	NON	P2	OUI	P1
PONT-NOYELLES	80634	NON	Atteint	NON	P2	NON	OUI	P2	NON	P1
PONT-REMY	80635	OUI	Atteint	NON	P2	NON	OUI	P2	OUI	P1
PONTRU	02614	OUI	Atteint	NON	P2	NON	NON	P2	NON	P2
PONTRUET	02815	NON	Atteint	NON	P2	NON	NON	P2	NON	P2
PONT-SUR-SAMBRE	59467	NON	Non att.	NON	P1	NON	OUI	P2	OUI	P1
PORT-LE-GRAND	80637	OUI	Atteint	OUI	P1	NON	NON	P2	OUI	P1
POTELLE	59468	NON	Non att.	NON	P1	NON	NON	P1	NON	P1
POTTE	80638	OUI	Non att.	NON	P1	OUI	OUI	P2	NON	P2
POULAINVILLE	80639	NON	Atteint	NON	P2	NON	NON	P2	NON	P1
POZIERES	80640	OUI	Atteint	NON	P2	NON	NON	P2	NON	P1
PRADELLES	59469	NON	Non att.	NON	P1	NON	NON	P2	NON	P2
PREDEFIN	62668	OUI	Atteint	NON	P1	OUI	OUI	P1	NON	P1
PREMESQUES	59470	NON	Non att.	NON	P1	NON	NON	P2	NON	P2
PREMONT	02818	OUI	Non att.	NON	P1	NON	NON	P2	NON	Autres
PRESEAU	59471	NON	Non att.	NON	P1	NON	NON	P1	NON	P1
PRESSY	62669	OUI	Non att.	NON	P1	NON	NON	P1	NON	P2
PREURES	62670	OUI	Atteint	NON	P2	NON	OUI	P1	NON	P1
PREUX-AU-BOIS	59472	OUI	Non att.	NON	P1	NON	OUI	P1	NON	P1
PREUX-AU-SART	59473	NON	Non att.	NON	P1	NON	NON	P2	NON	P1
PRISCHES	59474	OUI	Non att.	NON	P1	NON	NON	P2	NON	P2
PRONVILLE-EN-ARTOIS	62671	OUI	Atteint	NON	P2	NON	NON	P2	NON	P2
PROUVILLE	80642	OUI	Atteint	NON	P2	NON	NON	P1	NON	P1
PROUVY	59475	NON	Non att.	NON	P1	NON	OUI	P2	NON	P1
PROUZEL	80643	NON	Atteint	NON	P2	NON	OUI	P2	NON	P1
PROVILLE	59476	NON	Non att.	NON	P1	OUI	OUI	P2	NON	P1
PROVIN	59477	NON	Non att.	NON	P1	OUI	OUI	P2	NON	Autres
PROYART	80644	OUI	Atteint	NON	P2	NON	NON	P2	NON	P2
PUCHEVILLERS	80645	OUI	Atteint	NON	P2	NON	NON	P1	NON	P1
PUISIEUX	62672	OUI	Atteint	NON	P1	OUI	OUI	P2	NON	P1
PUITS-LA-VALLÉE	60518	OUI	Atteint	NON	P1	OUI	OUI	P2	NON	P1
PUNCHY	80646	OUI	Non att.	NON	P1	NON	NON	P2	NON	P2
PUZEAUX	80647	OUI	Non att.	NON	P1	NON	OUI	P2	NON	P2

\*Les communes "captage prioritaire" seront considérées en priorité 1 "macropolluants" à la validation d'un plan d'actions

Nom de la commune	Code INSEE	Solidarité territoriale	Etat physico chimique	Baignade	Priorité macropolluants	Captage prioritaire*	Enjeu eau potable	Matières en suspension	Programme de Maintien de l'Agriculture en Zones Humides	Cours d'eau
PYS	80648	OUI	Atteint	NON	P2	NON	OUI	P2	NON	P1
QUAEDYPRE	59478	NON att.	NON att.	NON	P1	NON	NON	P2	NON	P2
QUAROUBLE	59479	NON	NON att.	NON	P2	NON	OUI	P2	OUI	P2
QUEANT	62673	OUI	Atteint	NON	P1	NON	NON	P2	NON	P2
QUELMES	62674	NON	NON att.	NON	P1	NON	OUI	P1	NON	P1
QUEND	80649	OUI	Atteint	NON	P2	NON	NON	P1	OUI	P1
QUERCAMPS	62675	OUI	NON att.	NON	P1	NON	OUI	P1	NON	P1
QUERENAING	59480	NON	NON att.	NON	P1	NON	OUI	P2	NON	P2
QUERNES	62676	OUI	NON att.	NON	P1	NON	OUI	P1	NON	P1
QUERRIEU	80650	NON	Affecté	NON	P2	NON	OUI	P2	NON	P1
QUESNOY-LE-MONTANT	80654	NON	Atteint	NON	P2	NON	NON	P2	NON	P1
QUESNOY-SUR-AIRAINES	80655	NON	Atteint	NON	P2	NON	NON	P2	NON	P1
QUESNOY-SUR-DEULE	59482	NON	NON att.	NON	P1	NON	NON	P2	NON	P2
QUESQUES	62678	OUI	NON att.	NON	P1	OUI	OUI	P1	NON	P1
QUESTRECOQUES	62679	OUI	NON att.	NON	P1	OUI	OUI	P1	NON	P1
QUEVAUVILLERS	80656	NON	Atteint	NON	P2	NON	NON	P2	NON	P1
QUIERY-LA-MOTTE	62680	NON	NON att.	NON	P1	NON	OUI	P2	NON	P2
QUIESTEDE	62681	NON	NON att.	NON	P1	OUI	OUI	P1	NON	P2
QUIEVELON	59483	NON	NON att.	NON	P1	OUI	OUI	P1	NON	P1
QUIEVRECHAIN	59484	NON	NON att.	NON	P1	NON	OUI	P2	NON	P2
QUIEVY	59485	NON	NON att.	NON	P1	NON	NON	P2	NON	P2
QUILEN	62682	OUI	Atteint	NON	P2	NON	NON	P1	NON	P1
QUIRY-LE-SEC	80657	NON	Atteint	NON	P2	NON	NON	P2	NON	P1
QUIMERES	80658	OUI	NON att.	NON	P1	NON	NON	P2	NON	P2
QUOEUX-HAUT-MAINIL	62683	OUI	Atteint	NON	P2	NON	NON	P1	NON	P1
RACHES	59486	NON	NON att.	NON	P1	NON	NON	P2	OUI	P2
RACQUINGHEM	62684	OUI	NON att.	NON	P1	NON	NON	P1	NON	P2
RADINGHEM	62685	OUI	Atteint	NON	P1	OUI	OUI	P1	NON	P1
RADINGHEM-EN-WEPPE	59487	NON	NON att.	NON	P1	NON	NON	P2	NON	P2
RAILLENCOURT-SAINTE-OLLE	59488	NON	NON att.	NON	P1	NON	OUI	P2	NON	P2
RAIMBEAUCOURT	59489	NON	NON att.	NON	P1	NON	NON	P2	NON	P2
RAINCHEVAL	80659	OUI	Atteint	NON	P2	NON	NON	P1	NON	P1
RAINNEVILLE	80661	NON	Atteint	NON	P2	NON	NON	P1	NON	P1
RAINSARS	59490	OUI	NON att.	NON	P1	NON	OUI	P2	OUI	P1
RAISMES	59491	NON	NON att.	NON	P1	NON	OUI	P2	NON	P2
RAMECOURT	62686	OUI	NON att.	NON	P1	NON	OUI	P1	NON	P1
RAMICOURT	02635	OUI	NON att.	NON	P1	NON	NON	P2	NON	P2
RAMILLIES	59492	NON	NON att.	NON	P1	NON	OUI	P2	NON	P2
RAMOUSIES	59493	OUI	Atteint	NON	P2	NON	OUI	P2	OUI	P1
RANCOURT	80664	OUI	Atteint	NON	P2	NON	OUI	P2	OUI	P1
RANG-DU-FLIERS	62688	NON	Atteint	NON	P2	NON	OUI	P1	NON	P2
RANSART	62689	NON	Atteint	NON	P2	NON	OUI	P1	NON	P1
RAUCOURT-AU-BOIS	59494	NON	Atteint	NON	P2	NON	OUI	P1	NON	P1
RAYE-SUR-AUTHIE	62690	OUI	Atteint	NON	P2	NON	NON	P1	NON	P1
REBERGUES	62692	OUI	Atteint	NON	P2	NON	NON	P1	NON	P1
REBREUVE-RANCHICOURT	62693	NON	NON att.	NON	P1	NON	OUI	P2	NON	P2
REBREUVE-SUR-CANCHE	62694	OUI	Atteint	NON	P2	NON	NON	P1	NON	P1
REBREUVETTE	62695	OUI	Atteint	NON	P2	NON	NON	P1	NON	P1
RECLINGHEM	62696	OUI	NON att.	NON	P1	OUI	OUI	P1	NON	P1
RECOURT	62697	NON	Atteint	NON	P2	NON	NON	P2	NON	P2
RECQUES-SUR-COURSE	62698	NON	Atteint	NON	P2	NON	NON	P1	NON	P1
RECQUES-SUR-HEM	62699	NON	NON att.	NON	P1	NON	NON	P1	NON	P1
RECQUIGNIES	59495	NON	NON att.	NON	P1	NON	OUI	P2	NON	P1

\*Les communes "captage prioritaire" seront considérées en priorité 1 "macropolluants" à la validation d'un plan d'actions

Nom de la commune	Code INSEE	Solidarité territoriale	Etat physico chimique	Enjeu Baignade	Priorité macropolluants	Captage prioritaire*	Enjeu eau potable	Matières en suspension	Programme de Maintien de l'Agriculture en Zones Humides	Cours d'eau
REGNAUVILLE	62700	OUI	Atteint	NON	P2	NON	NON	P1	NON	P1
REGNIERE-ECLUSE	80665	OUI	Non att.	NON	P1	NON	NON	P2	OUI	P1
REJET-DE-BEAULIEU	59496	OUI	Non att.	NON	P1	OUI	OUI	P2	NON	P1
RELY	62701	NON	Non att.	NON	P1	NON	NON	P1	NON	P2
REMAISNIL	80666	OUI	Atteint	NON	P2	NON	NON	P1	NON	P1
REMAUCOURT	02637	NON	Non att.	NON	P1	NON	NON	P2	NON	P2
REMAUGIES	80667	OUI	Atteint	NON	P2	NON	OUI	P2	NON	P1
REMIENCOURT	80668	NON	Atteint	NON	P2	NON	NON	P2	NON	P1
REMILLY-WIRQUIN	62702	OUI	Non att.	NON	P1	OUI	OUI	P1	NON	P1
REMY	62703	NON	Atteint	NON	P2	NON	OUI	P2	NON	P2
RENESECURE	59497	NON	Non att.	NON	P1	NON	NON	P1	NON	P2
RENTY	62704	OUI	Atteint	NON	P1	OUI	OUI	P1	NON	P1
RENTY	80669	OUI	Non att.	NON	P1	NON	NON	P2	NON	P2
RETHONVILLERS	62705	OUI	Non att.	NON	P1	NON	NON	P1	NON	P1
RETY	62706	OUI	Non att.	NON	P1	OUI	NON	P2	NON	P2
REUMONT	59498	OUI	Non att.	NON	P2	NON	OUI	P2	NON	P1
REVELLES	80670	OUI	Atteint	NON	P1	NON	OUI	P2	NON	P1
REXPOEDE	59499	OUI	Atteint	NON	P2	NON	OUI	P2	NON	P1
RIBEAUCOURT	80671	OUI	Atteint	NON	P2	NON	NON	P2	NON	P1
RIBEAUVILLE	02647	OUI	Non att.	NON	P1	NON	OUI	P2	NON	P1
RIBECOURT-LA-TOUR	59500	NON	Non att.	NON	P1	NON	OUI	P2	NON	P1
RIBEMONT-SUR-ANCRE	80672	NON	Atteint	NON	P2	NON	NON	P2	NON	P1
RICHEBOURG	62706	NON	Non att.	NON	P1	NON	NON	P2	NON	P2
RIENCOURT	80673	NON	Atteint	NON	P2	NON	NON	P2	NON	P1
RIENCOURT-LES-BAPAUME	62708	NON	Atteint	NON	P2	NON	NON	P2	NON	P2
RIENCOURT-LES-CAGNICOURT	62709	NON	Atteint	NON	P2	NON	NON	P2	NON	P2
RIEULAY	59501	OUI	Non att.	NON	P1	NON	OUI	P2	OUI	P2
RIEUX-EN-CAMBRESIS	59502	NON	Non att.	NON	P2	NON	NON	P2	NON	P1
RIMBOVAL	62710	OUI	Atteint	NON	P1	NON	NON	P1	NON	P1
RINXY	62711	NON	Non att.	NON	P2	NON	NON	P2	OUI	P1
RIVERY	80674	NON	Atteint	NON	P2	NON	NON	P1	NON	P2
RIVIERE	62712	NON	Non att.	NON	P1	NON	OUI	P1	NON	P1
ROBECQ	62713	NON	Non att.	NON	P1	NON	NON	P1	NON	P2
ROBERSART	59503	NON	Non att.	NON	P1	OUI	OUI	P1	NON	P1
ROCLINCOURT	62714	NON	Non att.	NON	P1	NON	NON	P1	NON	P2
ROCUENCOURT	60544	OUI	Atteint	NON	P2	NON	NON	P2	NON	P1
ROCUIGNY	62715	OUI	Non att.	NON	P1	NON	NON	P2	NON	P2
ROCUIGNY	02650	OUI	Non att.	NON	P1	NON	OUI	P2	NON	P1
RODELINGHEM	62716	NON	Non att.	NON	P1	NON	NON	P2	NON	P1
ROELLECOURT	62717	OUI	Non att.	NON	P1	NON	NON	P1	NON	P1
ROEULX	59504	NON	Non att.	NON	P1	NON	OUI	P2	NON	P1
ROEUX	62718	NON	Non att.	NON	P2	NON	NON	P2	NON	P2
ROGY	80675	NON	Atteint	NON	P2	NON	NON	P2	NON	P1
ROGLISE	80676	OUI	Non att.	NON	P1	NON	NON	P2	NON	P1
ROISEL	80677	OUI	Atteint	NON	P2	NON	NON	P1	NON	P2
ROLLANCOURT	62719	OUI	Atteint	NON	P2	NON	NON	P1	NON	P1
ROLLOT	80678	OUI	Atteint	NON	P2	NON	OUI	P2	NON	P1
ROMBIES-ET-MARCHIPONT	59505	NON	Non att.	NON	P1	NON	OUI	P1	NON	P1
ROMBLY	62720	NON	Non att.	NON	P1	NON	OUI	P1	NON	P2
ROMERIES	59506	NON	Non att.	NON	P1	OUI	OUI	P1	NON	P1
ROMESCAMPS	60545	OUI	Atteint	NON	P2	NON	OUI	P2	NON	P1
RONCHIN	59507	NON	Non att.	NON	P1	NON	NON	P2	NON	Autres
RONCQ	59508	NON	Non att.	NON	P1	NON	NON	P2	NON	Autres
RONSSOY	80679	OUI	Non att.	NON	P1	NON	NON	P1	NON	P2

\*Les communes "captage prioritaire" seront considérées en priorité 1 "macropolluants" à la validation d'un plan d'actions

Nom de la commune	Code INSEE	Solidarité territoriale	Etat physico chimique	Enjeu Baignade	Priorité macropolluants	Captage prioritaire*	Enjeu eau potable	Matières en suspension	Programme de Maintien de l'Agriculture en Zones Humides	Cours d'eau
ROOST-WARENDIN	59509	NON	Non att.	NON	P1	NON	NON	P2	NON	P2
ROQUETOIRE	62721	NON	Non att.	NON	P1	OUI	OUI	P1	NON	P2
ROSIERES-EN-SANTERRE	80680	OUI	Atteint	NON	P1	OUI	OUI	P2	NON	P1
ROSULT	59511	NON	Non att.	NON	P1	NON	NON	P2	NON	P2
ROUBAIX	59512	NON	Non att.	NON	P1	NON	NON	P2	NON	Autres
ROUCOURT	59513	NON	Non att.	NON	P1	NON	OUI	P2	NON	P2
ROUGEFAY	62722	OUI	Atteint	NON	P2	NON	NON	P1	NON	P1
ROUPY	02658	NON	Non att.	NON	P1	NON	NON	P2	NON	P2
ROUSIES	59514	NON	Non att.	NON	P1	OUI	OUI	P1	NON	P1
ROUSSENT	62723	OUI	Atteint	NON	P2	NON	OUI	P1	OUI	P1
ROUVIGNIES	59515	NON	Non att.	NON	P1	NON	OUI	P2	NON	P1
ROUVREL	80681	NON	Atteint	NON	P2	NON	NON	P2	NON	P1
ROUVROY	02659	NON	Non att.	NON	P1	NON	OUI	P2	NON	P2
ROUVROY	62724	NON	Non att.	NON	P1	NON	OUI	P2	NON	P2
ROUVROY-LES-SANTERRE	80682	OUI	Non att.	NON	P1	NON	OUI	P2	NON	Autres
ROUVROY-LES-MERLES	60555	OUI	Atteint	NON	P2	NON	NON	P2	NON	P2
ROUY-LE-GRAND	80683	NON	Non att.	NON	P1	NON	NON	P2	NON	P1
ROUY-LE-PETIT	80684	OUI	Non att.	NON	P1	NON	NON	P2	NON	P2
ROYAUCOURT	60556	NON	Atteint	NON	P1	OUI	OUI	P2	NON	P1
ROYE	80685	NON	Non att.	NON	P1	NON	NON	P2	NON	P1
ROYON	62725	OUI	Atteint	NON	P2	NON	NON	P1	NON	P1
RUBEMPRE	80686	NON	Non att.	NON	P1	NON	NON	P2	NON	P1
RUBESCOURT	80687	OUI	Atteint	NON	P1	OUI	OUI	P2	NON	P1
RUBROUCK	59516	NON	Non att.	NON	P1	NON	OUI	P2	NON	P1
RUE	80688	OUI	Non att.	OUI	P1	NON	NON	P2	OUI	P1
RUESNES	59518	NON	Non att.	NON	P1	NON	OUI	P1	NON	P1
RUISSEAUVILLE	62726	OUI	Atteint	NON	P1	OUI	OUI	P1	NON	P1
RUITS	62727	NON	Non att.	NON	P1	NON	NON	P2	NON	P2
RUMAUCOURT	62728	NON	Atteint	NON	P2	NON	OUI	P2	NON	P2
RUMEGIES	59519	NON	Non att.	NON	P1	NON	NON	P2	NON	P2
RUMIGNY	80690	NON	Atteint	NON	P2	NON	OUI	P2	NON	P1
RUMILLY	62729	OUI	Atteint	NON	P2	NON	NON	P1	NON	P1
RUMILLY-EN-CAMBRESIS	59520	OUI	Non att.	NON	P1	NON	NON	P2	NON	P1
RUMINGHEM	62730	OUI	Non att.	NON	P1	NON	NON	P1	NON	P1
RUVAULCOURT	62731	OUI	Non att.	NON	P1	NON	NON	P2	NON	P1
SACHIN	62732	OUI	Non att.	NON	P1	NON	NON	P1	NON	P2
SAGNEVILLE	80691	NON	Atteint	NON	P2	NON	NON	P2	OUI	P1
SAILLY-AU-BOIS	62733	OUI	Atteint	NON	P2	NON	NON	P1	NON	P1
SAILLY-EN-OSTREVENT	62734	NON	Atteint	NON	P2	NON	OUI	P2	NON	P2
SAILLY-FIBEACOURT	80692	OUI	Non att.	OUI	P1	NON	OUI	P2	NON	P1
SAILLY-LABOURSE	62735	NON	Non att.	NON	P1	OUI	OUI	P2	NON	P2
SAILLY-LAURETTE	80693	NON	Atteint	NON	P2	NON	NON	P2	NON	P2
SAILLY-LE-SEC	80694	OUI	Atteint	NON	P2	NON	NON	P2	NON	P1
SAILLY-LEZ-CAMBRAI	59521	NON	Non att.	NON	P1	NON	NON	P2	NON	P2
SAILLY-LEZ-LANNOY	59522	NON	Non att.	NON	P1	NON	NON	P2	NON	Autres
SAILLY-SAILLISEL	80695	OUI	Atteint	NON	P2	NON	NON	P2	NON	P2
SAILLY-SUR-LA-LYS	62736	NON	Non att.	NON	P1	NON	NON	P2	NON	P2
SAINGHIN-EN-MELANTOIS	59523	NON	Non att.	NON	P1	NON	NON	P2	NON	Autres
SAINGHIN-EN-WEPPE	59524	NON	Non att.	NON	P1	OUI	OUI	P2	NON	Autres
SAINS-DU-NORD	59525	OUI	Non att.	NON	P1	NON	OUI	P2	OUI	P1
SAINS-EN-AMIENOIS	80696	NON	Atteint	NON	P2	NON	OUI	P2	NON	P1
SAINS-EN-GOHELLE	62737	NON	Non att.	NON	P1	OUI	OUI	P2	NON	P1
SAINS-LES-FRESSIN	62738	OUI	Atteint	OUI	P1	NON	NON	P1	NON	P1

\*Les communes "captage prioritaire" seront considérées en priorité 1 "macropolluants" à la validation d'un plan d'actions

M4

Nom de la commune	Code INSEE	Solidarité territoriale	Etat physico chimique	Enjeu Baignade	Priorité macropolluants	Captage prioritaire*	Enjeu eau potable	Matières en suspension	Programme de Maintien de l'Agriculture en Zones Humides	Cours d'eau
SAINS-LES-MARQUION	62739	NON	Atteint	NON	P2	NON	NON	P2	NON	P2
SAINS-LES-PERNES	62740	OUI	Non att.	NON	P1	NON	NON	P1	NON	P1
SAINS-MORAINVILLERS	60564	NON	Atteint	NON	P2	NON	NON	P2	NON	P1
SAINTE-ACHEUL	80697	OUI	Atteint	NON	P2	NON	NON	P1	NON	P1
SAINTE-AMAND	62741	NON	Non att.	NON	P2	NON	NON	P2	OUI	P2
SAINTE-AMAND-LES-EAUX	59526	OUI	Atteint	NON	P1	OUI	OUI	P2	NON	P1
SAINTE-ANDRE-FARIVILLERS	60565	OUI	Atteint	NON	P1	OUI	OUI	P2	NON	Autres
SAINTE-ANDRE-LEZ-LILLE	59527	NON	Non att.	NON	P1	NON	OUI	P2	NON	P2
SAINTE-AUBERT	59528	OUI	Non att.	NON	P1	NON	OUI	P2	NON	P1
SAINTE-AUBIN	59529	NON	Non att.	NON	P1	NON	OUI	P1	NON	P1
SAINTE-AUBIN	62742	NON	Atteint	NON	P2	NON	NON	P2	NON	P1
SAINTE-AUBIN-MONTENOY	80698	NON	Atteint	NON	P2	NON	NON	P1	NON	P1
SAINTE-AUGUSTIN	62691	NON	Non att.	NON	P1	OUI	OUI	P2	NON	P2
SAINTE-AYBERT	59530	NON	Non att.	NON	P1	NON	NON	P2	NON	P1
SAINTE-BENIN	59531	OUI	Non att.	NON	P1	OUI	OUI	P1	NON	P1
SAINTE-BLIMONT	80700	OUI	Atteint	NON	P2	NON	NON	P2	NON	P2
SAINTE-CRIST-BRIOST	80701	OUI	Non att.	NON	P1	NON	NON	P2	NON	P1
SAINTE-DENOEUX	62745	OUI	Atteint	NON	P2	NON	NON	P1	NON	P1
SAINTE-AUSTREBERTHE	62743	OUI	Atteint	OUI	P1	NON	NON	P1	NON	P1
SAINTE-CATHERINE	62744	NON	Non att.	NON	P1	NON	NON	P2	NON	P2
SAINTE-EUSOYE	60573	OUI	Atteint	NON	P1	OUI	OUI	P2	NON	P1
SAINTE-MARIE-CAPPEL	59536	NON	Non att.	NON	P1	NON	OUI	P2	NON	P1
SAINTE-MARIE-KERQUE	62756	OUI	Non att.	NON	P2	NON	NON	P2	NON	P1
SAINTE-SEGREE	80719	NON	Atteint	NON	P2	NON	OUI	P1	NON	P1
SAINTE-ETIENNE-AU-MONT	62746	NON	Non att.	OUI	P1	NON	NON	P2	NON	P2
SAINTE-FLORES	62747	NON	Non att.	NON	P1	NON	NON	P2	NON	P1
SAINTE-FOLQUIN	62748	NON	Non att.	NON	P1	NON	NON	P2	NON	P1
SAINTE-FUSCIEN	80702	NON	Non att.	NON	P1	OUI	OUI	P2	NON	P1
SAINTE-GEORGES	62749	OUI	Atteint	OUI	P1	NON	NON	P2	NON	P1
SAINTE-GEORGES-SUR-L'AA	59532	OUI	Non att.	NON	P1	NON	NON	P2	NON	P1
SAINTE-GRATIEN	80704	NON	Atteint	NON	P2	NON	NON	P2	NON	P2
SAINTE-HILAIRE-COTTES	62750	OUI	Non att.	NON	P1	NON	OUI	P1	NON	P2
SAINTE-HILAIRE-LEZ-CAMBRAI	59533	NON	Non att.	NON	P1	NON	NON	P2	NON	P2
SAINTE-HILAIRE-SUR-HELPE	59534	OUI	Non att.	NON	P1	NON	OUI	P2	OUI	P1
SAINTE-INGLEVERT	62751	NON	Non att.	NON	P1	NON	OUI	P1	NON	P1
SAINTE-JANS-CAPPEL	59535	NON	Non att.	NON	P1	NON	NON	P2	NON	P2
SAINTE-JOSSE	62752	NON	Atteint	OUI	P1	NON	OUI	P1	NON	P1
SAINTE-LAURENT-BLANGY	62753	NON	Non att.	NON	P1	NON	NON	P2	NON	P2
SAINTE-LEGER	62754	NON	Atteint	NON	P2	NON	OUI	P2	NON	P2
SAINTE-LEGER-LES-AUTHIE	80705	OUI	Atteint	NON	P2	NON	NON	P1	NON	P1
SAINTE-LEGER-LES-DOMART	80706	NON	Atteint	NON	P2	NON	NON	P2	NON	P1
SAINTE-LEONARD	62755	NON	Non att.	OUI	P1	NON	OUI	P1	NON	P1
SAINTE-MARD	80708	NON	Non att.	NON	P1	NON	OUI	P2	NON	P1
SAINTE-MARTIN-BOULOGNE	62758	NON	Non att.	OUI	P1	NON	NON	P1	NON	P1
SAINTE-MARTIN-CHOQUEL	62759	NON	Non att.	NON	P1	OUI	OUI	P1	NON	P1
SAINTE-MARTIN-D'HARDINGHEM	62760	OUI	Atteint	NON	P1	OUI	OUI	P1	NON	P1
SAINTE-MARTIN-LEZ-TATINGHEM	62757	NON	Non att.	NON	P1	OUI	OUI	P1	NON	P1
SAINTE-MARTIN-RIVIERE	02683	OUI	Non att.	NON	P1	NON	NON	P1	NON	P1
SAINTE-MARTIN-SUR-COJEU	62761	NON	Atteint	NON	P2	NON	NON	P2	NON	P2
SAINTE-MARTIN-SUR-ECAILLON	59537	NON	Non att.	NON	P1	NON	OUI	P1	NON	P1
SAINTE-MAULVIS	80709	OUI	Atteint	NON	P2	NON	NON	P2	NON	P1
SAINTE-MICHEL-SOUS-BOIS	62762	OUI	Atteint	NON	P2	NON	NON	P1	NON	P1
SAINTE-MICHEL-SUR-TERNOISE	62763	OUI	Non att.	NON	P1	NON	OUI	P1	NON	P1

M29

Nom de la commune	Code INSEE	Solidarité territoriale	Etat physico chimique	Enjeu Baignade	Priorité macropolluants	Captage prioritaire*	Enjeu eau potable	Matières en suspension	Programme de Maintien de l'Agriculture en Zones Humides	Cours d'eau
SAINT-MOMELIN	59538	OUI	Non att.	NON	P1	NON	NON	P1	OUI	P1
SAINT-NICOLAS	62764	NON	Non att.	NON	P1	NON	NON	P2	NON	P2
SAINT-OMER	62765	NON	Non att.	NON	P1	NON	OUI	P1	OUI	P1
SAINT-OMER-CAPELLE	62766	NON	Non att.	NON	P1	NON	NON	P2	NON	P1
SAINT-OUEN	80711	NON	Atteint	NON	P2	NON	NON	P2	NON	P1
SAINT-PIERRE-BROUCK	59539	NON	Non att.	NON	P1	NON	NON	P2	NON	P1
SAINT-POL-SUR-TERNOISE	62767	OUI	Non att.	NON	P1	NON	OUI	P1	NON	P1
SAINT-PYTHON	59541	OUI	Non att.	NON	P1	NON	OUI	P1	NON	P1
SAINT-QUENTIN	02891	NON	Non att.	NON	P1	NON	OUI	P2	NON	P2
SAINT-QUENTIN-EN-TOURMONT	80713	OUI	Non att.	NON	P1	NON	NON	P2	OUI	P1
SAINT-REMY-AU-BOIS	62768	OUI	Atteint	NON	P2	NON	NON	P1	NON	P1
SAINT-REMY-CHAUSSEE	59542	NON	Non att.	NON	P1	NON	OUI	P1	NON	P1
SAINT-REMY-DU-NORD	59543	NON	Non att.	NON	P1	OUI	OUI	P2	NON	P1
SAINT-RIQUIER	80716	OUI	Non att.	NON	P1	NON	OUI	P1	NON	P1
SAINT-SAUFLIEU	80717	NON	Atteint	NON	P2	NON	OUI	P2	NON	P1
SAINT-SAULVE	59544	NON	Non att.	NON	P1	NON	NON	P1	NON	P1
SAINT-SAUVEUR	80718	NON	Atteint	NON	P2	NON	NON	P2	OUI	P1
SAINT-SIMON	02694	NON	Non att.	NON	P1	NON	NON	P2	NON	P2
SAINT-SOUPLET	59545	OUI	Non att.	NON	P1	OUI	OUI	P1	NON	P1
SAINT-SYLVESTRE-CAPPEL	59546	NON	Non att.	NON	P1	NON	OUI	P2	NON	P1
SAINT-THIBAULT	60599	OUI	Atteint	NON	P2	NON	OUI	P2	NON	P1
SAINT-TRICAT	62769	NON	Non att.	NON	P1	OUI	OUI	P2	NON	P1
SAINT-VAAST-EN-CAMBRESIS	59547	NON	Non att.	NON	P1	NON	OUI	P2	NON	P2
SAINT-VAAST-EN-CHAUSSEE	80722	NON	Atteint	NON	P2	NON	NON	P2	OUI	P1
SAINT-VALERY-SUR-SOMME	80721	NON	Atteint	OUI	P1	NON	NON	P2	OUI	P1
SAINT-VENANT	62770	NON	Non att.	NON	P1	NON	NON	P1	NON	P2
SAINT-WAAST	59548	NON	Non att.	NON	P1	NON	NON	P2	NON	P1
SAISSEVAL	80723	NON	Atteint	NON	P2	NON	OUI	P2	NON	P1
SALESCHES	59549	OUI	Non att.	NON	P1	NON	OUI	P1	NON	P1
SALEUX	80724	NON	Atteint	NON	P2	NON	OUI	P2	NON	P1
SALAUMINES	62771	NON	Non att.	NON	P1	OUI	OUI	P2	NON	Autres
SALOME	59550	NON	Non att.	NON	P1	OUI	OUI	P2	NON	Autres
SALOUEL	80725	NON	Atteint	NON	P2	NON	OUI	P2	NON	P1
SALPERWICK	62772	NON	Non att.	NON	P1	OUI	OUI	P1	OUI	P1
SAMEON	59551	NON	Non att.	NON	P1	NON	NON	P2	NON	P2
SAMER	62773	OUI	Non att.	OUI	P1	OUI	OUI	P1	NON	P1
SANCOURT	59552	NON	Non att.	NON	P1	NON	NON	P2	NON	P2
SANCOURT	80726	NON	Non att.	NON	P1	NON	NON	P2	NON	P2
SANGATTE	62774	NON	Non att.	OUI	P1	NON	NON	P2	NON	P1
SANGHEN	62775	OUI	Atteint	NON	P2	NON	OUI	P1	NON	P1
SANTES	59553	NON	Non att.	NON	P1	OUI	OUI	P2	NON	Autres
SAPIGNIES	62776	NON	Atteint	NON	P2	NON	OUI	P2	NON	P2
SARCUS	60604	OUI	Atteint	NON	P2	NON	NON	P2	NON	P1
SARNOIS	60605	OUI	Atteint	NON	P2	NON	NON	P2	NON	P1
SARS-ET-ROSIERES	59554	NON	Non att.	NON	P1	NON	NON	P2	NON	P2
SARS-LE-BOIS	62778	NON	Atteint	NON	P2	NON	NON	P1	NON	P1
SARS-POTERIES	59555	OUI	Atteint	NON	P1	OUI	OUI	P1	NON	P1
SARTON	62779	OUI	Atteint	NON	P2	NON	NON	P1	NON	P1
SASSEGNIES	59556	NON	Non att.	NON	P1	NON	OUI	P2	OUI	P1
SAUCHY-CAUCHY	62780	OUI	Atteint	NON	P2	NON	OUI	P2	NON	P2
SAUCHY-LESTREE	62781	OUI	Atteint	NON	P2	NON	OUI	P2	NON	P2
SAUDEMONT	62782	NON	Atteint	NON	P2	NON	NON	P2	NON	P2
SAULCHOY	62783	OUI	Atteint	NON	P2	NON	NON	P1	NON	P1

\*Les communes "captage prioritaire" seront considérées en priorité 1 "macropolluants" à la validation d'un plan d'actions

*Handwritten signature*

Nom de la commune	Code INSEE	Solidarité territoriale	Etat physico chimique	Enjeu Baignade	Priorité macropolluants	Captage prioritaire*	Enjeu eau potable	Matières en suspension	Programme de Maintien de l'Agriculture en Zones Humides	Cours d'eau
SAULCHOY-SOUS-POIX	80728	NON	Atteint	NON	P2	NON	OUI	P2	NON	P1
SAULTAIN	59557	NON	Non att.	NON	P1	NON	NON	P1	NON	P1
SAULTY	62784	OUI	Atteint	NON	P2	NON	OUI	P1	NON	P1
SAULZOIR	59558	NON	Non att.	NON	P1	OUI	OUI	P1	NON	P1
SAUVILLERS-MONGIVAL	80729	NON	Atteint	NON	P2	NON	NON	P2	NON	P1
SAVEUSE	80730	NON	Atteint	NON	P2	NON	OUI	P2	NON	P2
SAVY	02702	NON	Non att.	NON	P1	NON	NON	P1	NON	P2
SAVY-BERLETTE	62785	NON	Non att.	NON	P1	NON	OUI	P2	NON	Autres
SEBONCOURT	02703	OUI	Non att.	NON	P1	NON	NON	P2	NON	P1
SEBOURG	59559	NON	Non att.	NON	P1	NON	NON	P2	NON	Autres
SECLIN	59560	NON	Non att.	NON	P1	OUI	OUI	P2	NON	P1
SELLES	62786	OUI	Non att.	NON	P1	OUI	OUI	P1	NON	P1
SEMERIES	59562	OUI	Non att.	NON	P1	NON	OUI	P2	NON	P1
SEMERIES	59563	NON	Non att.	NON	P1	NON	OUI	P1	NON	P1
SEMOSIES	59563	NON	Non att.	NON	P2	NON	NON	P1	NON	P1
SEMPY	62787	OUI	Atteint	NON	P1	NON	OUI	P1	NON	P1
SENINGHEM	62788	OUI	Non att.	NON	P1	NON	OUI	P1	NON	P1
SENECQUES	62789	OUI	Non att.	NON	P1	NON	OUI	P1	NON	P1
SENLIS	62790	OUI	Atteint	NON	P2	NON	OUI	P2	NON	P1
SENLIS-LE-SEC	80733	OUI	Atteint	NON	P2	NON	NON	P2	NON	P1
SENTELIE	80734	NON	Atteint	NON	P1	NON	OUI	P1	NON	P1
SEPMERIES	59565	NON	Non att.	NON	P1	NON	NON	P2	NON	Autres
SEPMERIES	59565	NON	Non att.	NON	P1	NON	NON	P2	NON	P2
SEQUEDIN	59566	NON	Non att.	NON	P1	NON	NON	P2	NON	P1
SEQUEHART	02708	NON	Non att.	NON	P2	NON	NON	P2	NON	P1
SERAIN	02709	OUI	Non att.	NON	P1	OUI	OUI	P1	NON	P1
SERAIN	59567	NON	Non att.	NON	P1	NON	OUI	P2	NON	Autres
SERAVILLERS-FORENVILLE	02710	NON	Non att.	NON	P1	NON	NON	P2	NON	P2
SERAVICOURT-LE-GRAND	59568	NON	Non att.	NON	P1	NON	NON	P2	NON	P2
SERCUS	60615	OUI	Atteint	NON	P2	NON	NON	P2	NON	P1
SEREVILLERS	62791	OUI	Atteint	NON	P2	NON	NON	P1	NON	P1
SERICOURT	62792	NON	Non att.	NON	P1	OUI	OUI	P1	NON	Autres
SERQUES	62793	NON	Non att.	NON	P1	NON	OUI	P2	NON	P1
SERVINS	62794	NON	Non att.	NON	P2	NON	OUI	P2	NON	P1
SETQUES	80735	NON	Atteint	NON	P2	NON	OUI	P2	NON	P1
SEUX	80735	NON	Atteint	NON	P2	NON	OUI	P2	NON	P1
SIBIVILLE	62795	OUI	Atteint	NON	P2	NON	NON	P1	NON	P2
SIMENCOURT	62796	NON	Non att.	NON	P1	NON	OUI	P1	NON	P2
SIN-LE-NOBLE	59569	NON	Non att.	NON	P1	NON	OUI	P2	NON	P2
SIRACOURT	62797	OUI	Non att.	NON	P1	NON	NON	P1	NON	P1
SIRACOURT	59570	NON	Non att.	NON	P1	NON	NON	P2	NON	P2
SOCX	60621	OUI	Non att.	NON	P1	NON	NON	P2	NON	P2
SOLENTE	59571	OUI	Non att.	NON	P1	OUI	OUI	P1	NON	P1
SOLESMES	59572	OUI	Atteint	NON	P2	NON	OUI	P1	NON	P1
SOLRE-LE-CHATEAU	59573	NON	Atteint	NON	P2	NON	OUI	P1	NON	P1
SOLRINNES	59574	NON	Non att.	NON	P1	NON	OUI	P2	NON	P2
SOMAIN	59574	NON	Non att.	NON	P2	NON	OUI	P1	NON	P2
SOMBRIN	62798	NON	Atteint	NON	P1	NON	NON	P1	NON	P1
SOMMAING	59575	NON	Non att.	NON	P1	NON	OUI	P2	NON	P1
SOMMEREUX	60622	OUI	Atteint	NON	P1	OUI	OUI	P2	NON	P2
SOMMETTE-EAUCOURT	02726	NON	Non att.	NON	P1	NON	NON	P2	NON	P2
SOREL	80737	OUI	Non att.	NON	P1	NON	NON	P2	NON	P2
SOREL-EN-VIMEU	80736	NON	Atteint	NON	P2	NON	NON	P2	NON	P1
SORRUS	62799	NON	Atteint	OUI	P1	NON	OUI	P1	NON	P1
SOUASTRE	62800	OUI	Atteint	NON	P2	NON	NON	P1	NON	P1
SOUACHEZ	62801	NON	Non att.	NON	P1	OUI	OUI	P2	NON	Autres
SOUES	80781	NON	Atteint	NON	P2	NON	NON	P2	NON	P1

B9

\*Les communes "captage prioritaire" seront considérées en priorité 1 "macropolluants" à la validation d'un plan d'actions

Nom de la commune	Code INSEE	Solidarité territoriale	Etat physico chimique	Enjeu Baignade	Priorité macropolluants	Captage prioritaire*	Enjeu eau potable	Matières en suspension	Programme de Maintien de l'Agriculture en Zones Humides	Cours d'eau
SOURDON	80740	NON	Atteint	NON	P2	NON	NON	P2	NON	P1
SOYECOURT	80741	OUI	Atteint	NON	P2	NON	NON	P2	NON	P2
SPYCKER	59576	NON	Non att.	NON	P1	NON	NON	P2	NON	P2
STAPLE	59577	OUI	Non att.	NON	P1	NON	OUI	P2	NON	P1
STEENBECQUE	59578	NON	Non att.	NON	P1	NON	NON	P2	NON	P2
STEENE	59579	NON	Non att.	NON	P1	NON	NON	P2	NON	P2
STEENVOORDE	59580	NON	Non att.	NON	P1	NON	OUI	P2	NON	P1
STEENWERCK	59581	NON	Non att.	NON	P1	NON	NON	P2	NON	P2
STRAZEELE	59582	NON	Non att.	NON	P1	NON	NON	P2	NON	P2
SURCAMP	80742	NON	Atteint	NON	P2	NON	NON	P2	NON	P1
SURQUES	62803	OUI	Non att.	NON	P1	NON	NON	P1	NON	P1
SUS-SAINT-LEGER	62804	OUI	Atteint	NON	P2	NON	NON	P1	NON	P1
SUZANNE	80743	OUI	Atteint	NON	P2	NON	NON	P2	NON	P2
TALLY	80744	NON	Atteint	NON	P2	NON	NON	P2	NON	P1
TAISNIERES-EN-THIERACHE	59583	OUI	Non att.	NON	P1	NON	OUI	P2	OUI	P1
TAISNIERES-SUR-HON	59584	NON	Non att.	NON	P1	NON	NON	P2	NON	P1
TALMAS	80746	NON	Non att.	NON	P1	NON	NON	P2	NON	P1
TANGRY	62805	OUI	Non att.	NON	P1	NON	NON	P1	NON	P2
TARDINGHEN	62806	NON	Non att.	NON	P1	NON	NON	P1	NON	P1
TARTIGNY	60627	OUI	Atteint	NON	P2	NON	NON	P2	NON	P1
TEMPLEMARS	59585	NON	Non att.	NON	P1	OUI	OUI	P2	NON	Autres
TEMPLEUVE-EN-PEVELE	59586	NON	Non att.	NON	P1	NON	NON	P2	NON	Autres
TEMPLEUX-LA-FOSSE	80747	OUI	Non att.	NON	P1	NON	OUI	P1	NON	P2
TEMPLEUX-LE-GUERARD	80748	OUI	Atteint	NON	P2	NON	NON	P1	NON	P2
TENEUR	62808	OUI	Atteint	NON	P2	NON	NON	P1	NON	P1
TERDEGHEM	59587	NON	Non att.	NON	P1	NON	OUI	P2	NON	P1
TERNAS	62809	OUI	Non att.	NON	P1	NON	OUI	P1	NON	P1
TERRAMESNIL	80749	OUI	Atteint	NON	P2	NON	NON	P1	NON	P1
TERRY	80750	OUI	Atteint	NON	P2	NON	NON	P2	NON	P2
TETEGHEM-COUDEKERQUE-VILLAGE	59588	NON	Non att.	OUI	P1	NON	NON	P2	NON	P2
THELUS	62810	NON	Non att.	NON	P1	OUI	OUI	P1	NON	Autres
THENNES	80751	NON	Atteint	NON	P2	NON	NON	P2	NON	P1
THEROUANNE	62811	OUI	Non att.	NON	P1	OUI	OUI	P1	NON	P1
THEZY-GLIMONT	80752	NON	Atteint	NON	P2	NON	NON	P2	NON	P1
THIANT	59589	NON	Non att.	NON	P1	NON	OUI	P1	NON	P1
THIEBRONNE	62812	OUI	Non att.	NON	P1	NON	NON	P1	NON	P1
THIENNES	59590	OUI	Non att.	NON	P1	NON	NON	P2	NON	P2
THIEPVAL	80753	OUI	Atteint	NON	P2	NON	NON	P2	NON	P1
THIEULLOY-L'ABBAYE	80754	OUI	Atteint	NON	P2	NON	NON	P2	NON	P1
THIEULLOY-LA-VILLE	80755	OUI	Atteint	NON	P2	NON	OUI	P2	NON	P1
THIEVRES	62814	OUI	Atteint	NON	P2	NON	NON	P1	NON	P1
THIEVRES	80756	OUI	Atteint	NON	P2	NON	NON	P1	NON	P1
THIVENCELLE	59591	OUI	Non att.	NON	P1	NON	NON	P2	OUI	P2
THOIX	80757	NON	Atteint	NON	P2	NON	NON	P2	NON	P1
THORY	80758	NON	Atteint	NON	P2	NON	NON	P2	NON	P1
THUMERIES	59592	NON	Non att.	NON	P1	NON	NON	P2	NON	Autres
THUN-L'EEVEQUE	59593	NON	Non att.	NON	P1	NON	OUI	P2	NON	P2
THUN-SAINT-AMAND	59594	OUI	Non att.	NON	P1	NON	OUI	P2	OUI	P2
THUN-SAINT-MARTIN	59595	NON	Non att.	NON	P1	NON	NON	P2	NON	P2
TIGNY-NOYELLE	62815	OUI	Atteint	NON	P2	NON	OUI	P1	OUI	P1
TILLOLOY	80759	NON	Non att.	NON	P1	NON	OUI	P2	NON	P1
TILLOY-LES-HERMAVILLE	62816	NON	Non att.	NON	P1	NON	NON	P1	NON	P1
TILLOY-LES-MOFFLAINES	62817	NON	Non att.	NON	P1	NON	NON	P2	NON	P2

\*Les communes "captage prioritaire" seront considérées en priorité 1 "macropolluants" à la validation d'un plan d'actions

Nom de la commune	Code INSEE	Solidarité territoriale	Etat physico chimique	Enjeu Baignade	Priorité macropolluants	Captage prioritaire*	Enjeu eau potable	Matières en suspension	Programme de Maintien de l'Agriculture en Zones Humides	Cours d'eau
TILLOY-LEZ-CAMBRAI	59597	NON	Non att.	NON	P1	NON	NON	P2	NON	P1
TILLOY-LEZ-MARCHIENNES	59596	NON	Non att.	NON	P1	NON	NON	P2	OUI	P2
TILLY-CAPELLE	62818	OUI	Atteint	NON	P2	NON	NON	P1	NON	P1
TILQUES	62819	NON	Non att.	NON	P1	OUI	OUI	P1	OUI	P1
TINCOURT-BOUJLY	80762	OUI	Non att.	NON	P1	NON	OUI	P1	NON	P2
TINCQUES	62820	NON	Non att.	NON	P1	NON	NON	P1	NON	P2
TINGRY	62821	OUI	Non att.	OUI	P1	OUI	OUI	P1	NON	P1
TOEFULES	80764	OUI	Atteint	NON	P2	NON	NON	P2	NON	P1
TOLLENT	62822	OUI	Atteint	NON	P2	NON	NON	P1	NON	P1
TORCY	62823	OUI	Atteint	NON	P2	NON	NON	P1	NON	P1
TORTEFONTAINE	62824	OUI	Atteint	NON	P2	NON	NON	P1	NON	P1
TORTEQUESNE	62825	NON	Atteint	NON	P2	NON	OUI	P2	NON	P2
TOUFFLERS	59598	NON	Non att.	NON	P1	NON	NON	P2	NON	Autres
TOURCOING	59599	NON	Non att.	NON	P1	NON	NON	P2	NON	Autres
TOURMIGNIES	59600	NON	Non att.	NON	P1	NON	OUI	P2	NON	P1
TOURNEHEM-SUR-LA-HEM	62827	OUI	Non att.	NON	P1	OUI	OUI	P1	NON	P1
TOURS-EN-VIMEU	80765	OUI	Atteint	NON	P2	NON	NON	P2	NON	P1
TOUTENCOURT	80766	OUI	Atteint	NON	P2	NON	NON	P2	NON	P1
TOUTENCOURT	62828	OUI	Atteint	NON	P2	NON	NON	P1	NON	P1
TRAMECOURT	02747	NON	Atteint	NON	P2	NON	NON	P2	NON	P2
TRECON	02747	NON	Atteint	NON	P2	NON	OUI	P2	OUI	P1
TRELON	59601	OUI	Non att.	NON	P1	NON	NON	P2	NON	P1
TRESCAULT	62830	OUI	Non att.	NON	P1	NON	NON	P2	NON	Autres
TRESSIN	59602	NON	Non att.	NON	P1	NON	NON	P2	NON	P1
TREUX	80769	NON	Atteint	NON	P2	NON	NON	P2	NON	P1
TRICOT	60643	OUI	Atteint	NON	P2	NON	OUI	P2	NON	P1
TRITH-SAINT-LEGER	59603	NON	Non att.	NON	P1	NON	OUI	P2	NON	P2
TROIS-RIVIERES	80625	OUI	Atteint	NON	P2	NON	NON	P2	NON	P1
TROISVAUX	62831	OUI	Non att.	NON	P1	NON	NON	P2	NON	P1
TROISVAUX	59604	OUI	Non att.	NON	P1	OUI	OUI	P2	NON	P2
TROISVILLES	60648	OUI	Atteint	NON	P1	OUI	OUI	P2	NON	P1
TROUSSENCOURT	62832	NON	Atteint	NON	P2	NON	NON	P1	NON	P2
TUBERSENT	02752	OUI	Non att.	NON	P1	NON	NON	P2	NON	P1
TUGNY-ET-PONT	02750	NON	Atteint	NON	P2	NON	NON	P2	NON	P2
TULLY	80770	NON	Atteint	NON	P1	NON	NON	P2	NON	P1
UGNY-L'EQUIPEE	80771	NON	Non att.	NON	P1	NON	NON	P2	NON	P2
URVILLERS	02756	OUI	Non att.	NON	P1	NON	NON	P2	NON	P2
UXEM	59605	NON	Non att.	NON	P1	NON	NON	P2	NON	P2
VACQUERIE-LE-BOUCQ	62833	OUI	Atteint	NON	P2	NON	NON	P1	NON	P1
VACQUERIE-LE-BOUCQ	62834	OUI	Atteint	NON	P2	NON	NON	P1	NON	P1
VACQUERIE-ERQUIERES	62834	OUI	Atteint	NON	P2	NON	NON	P2	NON	P2
VADENCOURT	80773	NON	Atteint	NON	P2	NON	NON	P2	NON	P1
VADENCOURT	80774	NON	Atteint	NON	P2	NON	NON	P2	NON	P2
VAIRE-SOUS-CORBIE	59606	NON	Non att.	NON	P1	NON	OUI	P1	NON	P1
VALENCIENNES	62835	OUI	Non att.	NON	P1	NON	NON	P2	NON	P2
VALHUON	80775	OUI	Atteint	NON	P2	NON	NON	P2	NON	P1
VALINES	80775	OUI	Atteint	NON	P2	NON	NON	P2	NON	P1
VARENNES	80776	OUI	Atteint	NON	P2	NON	NON	P1	NON	P1
VARENNES	80776	OUI	Atteint	NON	P2	NON	NON	P1	NON	P1
VAUCHELLES-LES-AUTHIE	80777	OUI	Atteint	NON	P2	NON	NON	P2	NON	P1
VAUCHELLES-LES-DOMART	80778	NON	Atteint	NON	P2	NON	OUI	P2	NON	P1
VAUCHELLES-LES-QUESNOY	80779	NON	Non att.	NON	P1	OUI	OUI	P1	NON	P1
VAUDRICOURT	80780	NON	Atteint	NON	P2	NON	NON	P2	NON	P2
VAUDRICOURT	62836	NON	Atteint	NON	P1	NON	OUI	P2	NON	P2
VAUDRICOURT	62837	OUI	Non att.	NON	P1	NON	NON	P1	NON	P1
VAUDRINGHEM	62837	OUI	Non att.	NON	P2	NON	NON	P1	NON	P1
VAULX	62838	OUI	Atteint	NON	P2	NON	NON	P2	NON	P2
VAULX	62839	OUI	Atteint	NON	P2	NON	NON	P2	NON	P2
VAULX-VRAUCOURT	62839	OUI	Atteint	NON	P2	NON	NON	P2	NON	P2
VAUVILLERS	80781	OUI	Atteint	NON	P2	NON	NON	P2	NON	P2

\* Les communes "captage prioritaire" seront considérées en priorité 1 "macropolluants" à la validation d'un plan d'actions

34

Nom de la commune	Code INSEE	Solidarité territoriale	Etat physico chimique	Baignade	Priorité macropolluants	Captage prioritaire*	Enjeu eau potable	Matières en suspension	Programme de Maintien de l'Agriculture en Zones Humides	Cours d'eau
VAUX-ANDIGNY	02769	OUI	Non att.	NON	P1	NON	NON	P1	NON	P1
VAUX-EN-AMIENOIS	80782	NON	Atteint	NON	P2	NON	NON	P2	NON	P1
VAUX-EN-VERMANDOIS	02772	NON	Non att.	NON	P1	NON	NON	P2	NON	P2
VAUX-MARQUENNEVILLE	80783	NON	Atteint	NON	P2	NON	NON	P2	NON	P1
VAUX-SUR-SOMME	80784	NON	Atteint	NON	P2	NON	NON	P2	NON	P1
VEQUEMONT	80785	NON	Atteint	NON	P2	NON	OUI	P2	OUI	P1
VELENNES	80786	OUI	Atteint	NON	P2	NON	NON	P2	NON	P1
VELU	62840	NON	Non att.	NON	P1	NON	OUI	P2	NON	P1
VENDEGIES-AU-BOIS	59607	NON	Non att.	NON	P1	OUI	OUI	P1	NON	P1
VENDEGIES-SUR-ECAILLON	59608	NON	Non att.	NON	P1	OUI	OUI	P1	NON	P1
VENDELLES	02774	OUI	Atteint	NON	P2	NON	NON	P2	NON	P2
VENDEUIL-CAPLY	60664	OUI	Atteint	NON	P1	NON	OUI	P2	NON	P1
VENDEVILLE	59609	NON	Non att.	NON	P1	OUI	OUI	P2	NON	Autres
VENDHUILE	02776	OUI	Non att.	NON	P1	NON	OUI	P2	NON	Autres
VENDIN-LES-BETHUNE	62841	NON	Non att.	NON	P1	NON	OUI	P2	NON	P2
VENDIN-LE-VEIL	62842	NON	Non att.	NON	P1	NON	OUI	P2	NON	Autres
VERCHAIN-MAUGRE	59610	NON	Non att.	NON	P1	OUI	OUI	P1	NON	P1
VERCHIN	62843	OUI	Atteint	NON	P1	OUI	OUI	P1	NON	P1
VERCHOCQ	62844	OUI	Atteint	NON	P1	OUI	OUI	P1	NON	P1
VERCOURT	80787	OUI	Atteint	NON	P2	NON	NON	P1	OUI	P1
VERGIES	80788	OUI	Atteint	NON	P2	NON	NON	P2	NON	P1
VERLINGTHUN	62845	NON	Non att.	NON	P1	OUI	OUI	P1	NON	P1
VERLINGHEM	59611	NON	Non att.	NON	P1	NON	NON	P2	NON	P2
VERMAND	02785	NON	Atteint	NON	P2	NON	NON	P2	NON	P2
VERMANDOVIERS	80789	OUI	Atteint	NON	P2	NON	NON	P2	NON	P2
VERMELLES	62846	NON	Non att.	NON	P1	OUI	OUI	P2	NON	Autres
VERPILLIERES	80790	NON	Non att.	NON	P1	NON	NON	P2	NON	P1
VERQUIGNEUL	62847	NON	Non att.	NON	P1	NON	OUI	P2	NON	P1
VERQUIN	62848	NON	Non att.	NON	P1	NON	OUI	P2	NON	P1
VERS-SUR-SELLE	80791	NON	Atteint	NON	P2	NON	OUI	P2	NON	P1
VERTAIN	59612	NON	Non att.	NON	P1	NON	OUI	P1	NON	P1
VERTON	62849	NON	Atteint	NON	P2	NON	OUI	P1	NON	P1
VICQ	59613	NON	Non att.	NON	P1	NON	OUI	P2	OUI	P2
VIEFVILLERS	60673	OUI	Atteint	NON	P2	NON	NON	P2	NON	P1
VIEIL-HESDIN	62850	OUI	Atteint	OUI	P1	NON	NON	P1	NON	P1
VIEILLE-CHAPELLE	62851	NON	Non att.	NON	P1	NON	NON	P2	NON	P2
VIEILLE-EGLISE	62852	NON	Non att.	NON	P1	NON	NON	P2	NON	P1
VIEIL-MOUTIER	62853	OUI	Non att.	NON	P1	OUI	OUI	P1	NON	P1
VIESLY	59614	OUI	Non att.	NON	P1	NON	NON	P2	NON	P2
VIEUX-BERQUIN	59615	NON	Non att.	NON	P1	NON	NON	P2	NON	P2
VIEUX-CONDE	59616	NON	Non att.	NON	P1	NON	NON	P2	OUI	P2
VIEUX-MESNIL	59617	NON	Non att.	NON	P1	NON	OUI	P2	NON	P1
VIEUX-RENG	59618	NON	Non att.	NON	P1	OUI	OUI	P1	NON	P1
VIGNACOURT	80793	NON	Non att.	NON	P1	NON	NON	P2	NON	P1
VILLECOURT	80794	NON	Non att.	NON	P2	NON	NON	P2	NON	P2
VILLE-LE-MARCLET	80795	OUI	Atteint	NON	P1	NON	OUI	P2	NON	P1
VILLENEUVE-D'ASCQ	59009	NON	Non att.	NON	P1	NON	OUI	P2	NON	Autres
VILLEREAU	59619	NON	Non att.	NON	P1	NON	NON	P1	NON	P1
VILLERET	02808	OUI	Atteint	NON	P2	NON	NON	P1	NON	P2
VILLERS-AU-BOIS	62854	NON	Atteint	NON	P2	NON	NON	P1	NON	P2
VILLERS-AU-FLOS	62855	OUI	Atteint	NON	P1	NON	NON	P2	NON	Autres
VILLERS-AU-TERTRE	59620	NON	Non att.	NON	P1	NON	OUI	P2	NON	P1
VILLERS-AUX-ERABLES	80797	NON	Atteint	NON	P2	NON	NON	P2	NON	P2

\* Les communes "captage prioritaire" seront considérées en priorité 1 "macropolluants" à la validation d'un plan d'actions

Bu

Nom de la commune	Code INSEE	Solidarité territoriale	Etat physico chimique	Enjeu Baignade	Priorité macropolluants	Captage prioritaire*	Enjeu eau potable	Matières en suspension	Programme de Maintien de l'Agriculture en Zones Humides	Cours d'eau
VILLERS-BOCAGE	80798	NON	Non att.	NON	P1	NON	NON	P2	NON	P1
VILLERS-BRETONNEUX	80799	NON	Atteint	NON	P2	NON	NON	P2	NON	P1
VILLERS-BRULIN	82856	OUI	Non att.	NON	P1	NON	OUI	P1	NON	P2
VILLERS-CAMPSART	80800	NON	Atteint	NON	P2	NON	NON	P2	NON	P1
VILLERS-CARBONNEL	80801	OUI	Non att.	NON	P1	NON	NON	P2	NON	P2
VILLERS-CHATEL	62857	NON	Non att.	NON	P1	NON	OUI	P2	NON	P2
VILLERS-EN-CAUCHIES	59622	OUI	Non att.	NON	P1	NON	NON	P1	NON	P2
VILLERS-FAUCON	80802	OUI	Non att.	NON	P1	NON	NON	P2	NON	P1
VILLERS-GUISLAIN	59623	OUI	Non att.	NON	P2	NON	NON	P2	NON	P2
VILLERS-LES-CAGNICOURT	62858	NON	Atteint	NON	P1	NON	OUI	P1	NON	P1
VILLERS-LES-ROYE	80803	NON	Non att.	NON	P2	NON	NON	P2	NON	P1
VILLERS-L'HOPITAL	62859	OUI	Atteint	NON	P1	NON	OUI	P1	NON	Autres
VILLERS-OUTREAU	59624	OUI	Non att.	NON	P2	NON	OUI	P2	NON	P1
VILLERS-PLOUICH	59625	NON	Non att.	NON	P1	NON	NON	P1	NON	P1
VILLERS-POL	59626	NON	Non att.	NON	P1	NON	NON	P2	NON	P2
VILLERS-SAINT-CHRISTOPHE	02815	NON	Non att.	NON	P1	NON	NON	P1	NON	P1
VILLERS-SIRE-NICOLE	59627	NON	Non att.	NON	P1	NON	NON	P2	NON	P2
VILLERS-SIR-SIMON	62860	NON	Non att.	NON	P2	NON	NON	P1	NON	P1
VILLERS-SOUS-AILLY	80804	OUI	Atteint	NON	P2	NON	NON	P1	OUI	P1
VILLERS-SUR-AUTHIE	80806	OUI	Atteint	NON	P2	NON	NON	P2	NON	P1
VILLERS-TOURNELLE	80805	NON	Atteint	NON	P2	NON	NON	P1	NON	P1
VILLERS-VICOMTE	60692	OUI	Atteint	NON	P1	NON	NON	P2	NON	P2
VILLESERVE	60693	OUI	Non att.	NON	P2	NON	NON	P2	NON	P1
VILLE-SUR-ANCRE	80807	OUI	Atteint	NON	P1	OUI	OUI	P2	NON	Autres
VIMY	62861	NON	Non att.	NON	P1	OUI	OUI	P1	NON	P1
VINCLY	62862	OUI	Non att.	NON	P1	NON	OUI	P2	NON	P2
VIOLAINES	62863	NON	Non att.	NON	P2	NON	OUI	P1	NON	P1
VIRONCHAUX	80808	OUI	Atteint	NON	P2	NON	NON	P2	NON	P2
VIS-EN-ARTOIS	62864	NON	Atteint	NON	P1	OUI	OUI	P2	NON	P2
VITRY-EN-ARTOIS	62865	OUI	Non att.	NON	P2	NON	NON	P1	NON	P1
VITZ-SUR-AUTHIE	80810	OUI	Atteint	NON	P1	NON	OUI	P2	NON	P2
VOLCKERINCQHOVE	59628	NON	Non att.	NON	P2	NON	NON	P2	NON	P2
VOYENNES	80811	OUI	Non att.	NON	P1	NON	OUI	P1	NON	P1
VRAIGNES-EN-VERMANDOIS	80812	OUI	Atteint	NON	P2	NON	NON	P2	NON	P2
VRED	59629	NON	Non att.	NON	P1	NON	OUI	P2	OUI	P1
VRELY	80814	OUI	Atteint	NON	P1	OUI	OUI	P1	NON	P1
VRON	80815	OUI	Atteint	NON	P2	NON	NON	P1	OUI	P1
WABEN	62866	NON	Atteint	NON	P2	NON	NON	P1	NON	P1
WACQUINGHEN	62867	NON	Non att.	NON	P1	NON	NON	P1	NON	P1
WAHAGNIES	59630	NON	Non att.	NON	P1	NON	OUI	P2	NON	Autres
WAIL	62868	OUI	Atteint	NON	P2	NON	OUI	P1	NON	P1
WAILLY	62869	NON	Non att.	NON	P1	NON	OUI	P1	NON	P2
WAILLY-BEAUCAMP	62870	NON	Atteint	OUI	P1	OUI	OUI	P2	NON	P1
WALINCOURT-SELVIGNY	59631	OUI	Non att.	NON	P1	NON	OUI	P2	NON	P2
WALLERS	59632	NON	Non att.	NON	P1	NON	OUI	P2	OUI	P1
WALLON-EN-FAGNE	59633	OUI	Non att.	NON	P1	NON	OUI	P2	OUI	P2
WALLON-CAPPEL	59634	NON	Non att.	NON	P1	NON	NON	P2	NON	P2
WAMBAIX	59635	NON	Non att.	NON	P1	NON	NON	P2	NON	P1
WAMBERCOURT	62871	OUI	Atteint	NON	P2	NON	NON	P1	NON	P2
WAMBRECHIES	59636	NON	Non att.	NON	P1	NON	NON	P2	NON	P1
WAMIN	62872	OUI	Atteint	NON	P2	NON	NON	P1	NON	P2
WANCOURT	62873	NON	Atteint	NON	P2	NON	NON	P2	NON	P2
WANDIGNIES-HAMAGE	59637	NON	Non att.	NON	P1	NON	OUI	P2	OUI	P2

\*Les communes "captage prioritaire" seront considérées en priorité 1 "macropolluants" à la validation d'un plan d'actions

B4

Nom de la commune	Code INSEE	Solidarité territoriale	Etat physico chimique	Enjeu Baignade	Priorité macropolluants	Captage prioritaire*	Enjeu eau potable	Matières en suspension	Programme de Maintien de l'Agriculture en Zones Humides	Cours d'eau
WANNEHAIN	59638	NON	Non att.	NON	P1	NON	NON	P2	NON	Autres
WANQUETTIN	62874	NON	Non att.	NON	P1	NON	OUI	P1	NON	P2
WARDREQUES	62875	OUI	Non att.	NON	P1	NON	NON	P1	NON	P2
WARGNIES	80819	NON	Non att.	NON	P1	NON	OUI	P2	NON	P1
WARGNIES-LE-GRAND	59639	NON	Non att.	NON	P1	NON	NON	P2	NON	P1
WARGNIES-LE-PETIT	59640	NON	Non att.	NON	P1	NON	NON	P2	NON	P1
WARHEM	59641	NON	Non att.	NON	P1	NON	NON	P2	NON	P2
WARLAING	59642	NON	Non att.	NON	P1	NON	OUI	P2	OUI	P2
WARLENCOURT-EAUCOURT	62876	NON	Atteint	NON	P2	NON	OUI	P2	NON	P1
WARLENCOURT-LES-PAS	62877	OUI	Atteint	NON	P2	NON	OUI	P1	NON	P1
WARLOY-BAILLON	80820	OUI	Atteint	NON	P2	NON	NON	P2	NON	P1
WARLUS	62878	NON	Non att.	NON	P1	NON	OUI	P1	NON	P2
WARLUS	80821	OUI	Atteint	NON	P2	NON	NON	P2	NON	P1
WARLUZEL	62879	OUI	Atteint	NON	P2	NON	NON	P1	NON	P1
WARNETON	59643	NON	Non att.	NON	P1	NON	NON	P2	OUI	P2
WARSY	80822	OUI	Atteint	NON	P2	NON	OUI	P2	NON	P1
WARVILLERS	80823	OUI	Non att.	NON	P1	NON	OUI	P2	NON	P1
WASNES-AU-BAC	59645	OUI	Non att.	NON	P1	NON	OUI	P2	NON	P2
WASQUEHAL	59646	NON	Non att.	NON	P1	NON	NON	P2	NON	Autres
WASSIGNY	02830	OUI	Non att.	NON	P1	NON	NON	P1	NON	P1
WATTEN	59647	OUI	Non att.	NON	P1	NON	NON	P1	OUI	P1
WATTIGNIES	59648	NON	Non att.	NON	P1	OUI	OUI	P2	NON	Autres
WATTIGNIES-LA-VICTOIRE	59649	NON	Non att.	NON	P1	NON	OUI	P1	NON	P1
WATTRELOS	59650	NON	Non att.	NON	P1	NON	NON	P2	NON	Autres
WAVRANS-SUR-L'AA	62882	OUI	Atteint	NON	P2	NON	OUI	P1	NON	P1
WAVRANS-SUR-TERNOISE	62883	OUI	Atteint	NON	P2	NON	NON	P1	NON	P1
WAVRECHAIN-SOUS-DENAIN	59651	NON	Non att.	NON	P1	NON	OUI	P2	NON	P2
WAVRECHAIN-SOUS-FAULX	59652	NON	Non att.	NON	P1	NON	OUI	P2	NON	P2
WAVRIN	59653	NON	Non att.	NON	P1	OUI	OUI	P2	NON	Autres
WAZIERS	59654	NON	Non att.	NON	P1	NON	OUI	P2	NON	P2
WELLES-PERENNES	60702	OUI	Atteint	NON	P2	NON	OUI	P2	NON	P1
WEMAERS-CAPPEL	59655	NON	Non att.	NON	P1	NON	OUI	P2	NON	P1
WERVICQ-SUD	59656	NON	Non att.	NON	P1	NON	NON	P2	OUI	P2
WEST-CAPPEL	59657	NON	Non att.	NON	P1	NON	OUI	P2	NON	P1
WESTREHEM	62885	OUI	Non att.	NON	P1	NON	NON	P1	NON	P1
WICQUINGHEM	62886	OUI	Atteint	NON	P2	NON	NON	P1	NON	P1
WICRES	59658	NON	Non att.	NON	P1	NON	OUI	P2	NON	Autres
WIDHEM	62887	OUI	Atteint	NON	P1	NON	OUI	P1	NON	P1
WIENCOURT-L'EQUIPEE	80824	OUI	Atteint	NON	P2	NON	NON	P2	NON	P1
WIERRE-AU-BOIS	62888	NON	Non att.	NON	P1	OUI	OUI	P1	NON	P1
WIERRE-EFFROY	62889	NON	Non att.	NON	P1	NON	NON	P1	NON	P1
WIGNEHIES	59659	OUI	Non att.	NON	P1	NON	OUI	P2	OUI	P1
WILLEMAN	62890	OUI	Atteint	NON	P2	NON	NON	P1	NON	P1
WILLEMS	59660	NON	Non att.	NON	P1	NON	NON	P2	NON	Autres
WILLENCOURT	62891	OUI	Atteint	NON	P2	NON	NON	P1	NON	P1
WILLERVAL	62892	NON	Non att.	NON	P1	OUI	OUI	P2	NON	Autres
WILLIES	59661	NON	Atteint	NON	P2	NON	OUI	P2	OUI	P1
WIMEREUX	62893	NON	Non att.	NON	P1	NON	OUI	P1	OUI	P1
WIMILLE	62894	OUI	Non att.	NON	P1	NON	OUI	P1	OUI	P1
WINGLES	62895	NON	Non att.	NON	P1	OUI	OUI	P2	OUI	Autres
WINNEZEELE	59662	NON	Non att.	NON	P1	NON	OUI	P2	NON	P1
WIRWIGNES	62896	NON	Non att.	NON	P1	OUI	OUI	P1	NON	P1
WIRY-AU-MONT	80825	OUI	Atteint	NON	P2	NON	NON	P2	NON	P1

\*Les communes "captage prioritaire" seront considérées en priorité 1 "macropolluants" à la validation d'un plan d'actions

Bu

Nom de la commune	Code INSEE	Solidarité territoriale	Etat physico chimique	Enjeu Baignade	Priorité macropolluants	Captage prioritaire*	Enjeu eau potable	Matières en suspension	Programme de Maintien de l'Agriculture en Zones Humides	Cours d'eau
WISMES	62897	OUI	Non att.	NON	P1	NON	NON	P1	NON	P1
WISQUES	62898	NON	Non att.	NON	P1	NON	OUI	P1	NON	P1
WISSANT	62899	OUI	Non att.	NON	P1	NON	OUI	P1	NON	P1
WITTERNESSE	62900	OUI	Non att.	NON	P1	OUI	OUI	P1	NON	P1
WITTES	62901	OUI	Non att.	NON	P1	OUI	OUI	P1	NON	P2
WIZERNES	62902	NON	Non att.	NON	P1	NON	OUI	P1	NON	P1
WOIGNARUE	80828	OUI	Non att.	NON	P1	NON	NON	P2	OUI	P1
WOINCOURT	80827	NON	Atteint	NON	P2	NON	NON	P2	NON	P1
WOIREL	80828	NON	Atteint	NON	P1	NON	OUI	P2	NON	P1
WORMHOUT	59663	OUI	Non att.	NON	P1	NON	OUI	P2	NON	P1
WULVERDINGHE	59664	NON	Non att.	NON	P1	NON	OUI	P2	NON	P1
WYLDER	59665	NON	Non att.	NON	P1	NON	OUI	P2	NON	P2
Y	80829	NON	Non att.	NON	P1	NON	OUI	P2	NON	P2
YAUCCOURT-BUSSUS	80830	OUI	Non att.	NON	P1	NON	OUI	P1	NON	P1
YONVAL	80836	NON	Atteint	NON	P2	NON	NON	P2	NON	P1
YTRES	62909	OUI	Non att.	NON	P1	NON	NON	P2	NON	P2
YVRENCH	80832	OUI	Non att.	NON	P1	NON	OUI	P1	NON	P1
YVRENCHIEUX	80833	OUI	Non att.	NON	P1	NON	OUI	P1	NON	P1
YZENGREMER	80834	NON	Non att.	NON	P1	NON	OUI	P1	NON	P1
YZEUX	80835	NON	Atteint	NON	P2	NON	NON	P2	NON	P1
ZEGERSCAPPEL	59666	NON	Non att.	NON	P1	NON	OUI	P2	NON	P1
ZERMEZELE	59667	NON	Non att.	NON	P1	NON	OUI	P2	NON	P1
ZOTEUX	62903	OUI	Atteint	NON	P2	NON	NON	P1	NON	P1
ZOUAFQUES	62904	OUI	Non att.	NON	P1	NON	OUI	P1	NON	P1
ZUDAUSQUES	62905	NON	Non att.	NON	P1	OUI	OUI	P1	NON	P1
ZUTKERQUE	62906	OUI	Non att.	NON	P1	NON	NON	P2	NON	P1
ZUYDCOOTE	59668	NON	Non att.	OUI	P1	NON	NON	P2	NON	Autres
ZUYTPEENE	59669	OUI	Non att.	NON	P1	NON	OUI	P2	NON	P1

BG

## DELIBERATION N° 19-A-027 DU CONSEIL D'ADMINISTRATION DE L'AGENCE DE L'EAU ARTOIS-PICARDIE

### **TITRE : AIDES A LA PERFORMANCE EPURATOIRE DES SYSTEMES D'ASSAINISSEMENT DES POLLUTIONS DOMESTIQUES ET ASSIMILEES**

#### **VISA :**

- Vu la Charte de l'Environnement promulguée par la Loi Constitutionnelle n° 2005-205 du 1er mars 2005,
- Vu le Code de l'Environnement,
- Vu la Loi n° 2006-1772 du 30 décembre 2006 sur l'Eau et les Milieux Aquatiques,
- Vu le Décret n° 2007-981 du 15 mai 2007 relatif aux Agences de l'Eau,
- Vu le 11<sup>ème</sup> Programme d'Intervention 2019-2024 de l'Agence de l'Eau Artois Picardie, notamment la délibération du Conseil d'Administration en vigueur relative aux modalités générales d'interventions financières de l'Agence,
- Vu le Règlement Intérieur du Conseil d'Administration de l'Agence de l'Eau Artois-Picardie en vigueur,
- Vu l'avis conforme du Comité de Bassin en date du 5 octobre 2018,
- Vu le rapport du Directeur Général présenté au point n°5.3 de l'ordre du jour du Conseil d'Administration du 05/07/2019,

**Le Conseil d'Administration de l'Agence de l'Eau Artois-Picardie décide:**

**La délibération n°18-A-045 du Conseil d'Administration du 5 octobre 2018 est abrogée et remplacée comme suit :**

### **PARTIE 1 – PRINCIPES D'INTERVENTION**

Pour les années d'activités 2019 à 2024, l'Agence de l'Eau peut attribuer, aux collectivités territoriales (ou à leurs groupements) une Aide à la Performance Epuratoire (APE) pour la pollution d'origine domestique dont l'apport au milieu naturel est supprimé.

L'Aide à la Performance Epuratoire a pour objectif d'inciter les maîtres d'ouvrages à exploiter au mieux les systèmes d'assainissement (réseaux et stations d'épuration).

Pour bénéficier de l'Aide à la Performance Epuratoire, chaque maître d'ouvrage doit compléter le formulaire de déclaration à l'Agence.

## **PARTIE 2 – CONDITIONS GENERALES D'AIDE**

### **ARTICLE 1 – CRITERES D'ELIGIBILITE**

Pour être éligible à la prime, les critères suivants doivent être respectés :

- **Gestion dématérialisée** : les formulaires et justificatifs seront fournis obligatoirement au format électronique (plateforme de dépôt ou télédéclaration) ;
- **Transmission des données au format SANDRE** : les données, résultats d'analyses et commentaires-seront transmis au format SANDRE.
- **Le système d'assainissement n'a pas donné lieu à une pollution du milieu naturel** (Procès-verbal dressé par une autorité compétente et porté à connaissance de l'Agence).
- **Le système de traitement n'a pas donné lieu à un épandage** (direct ou indirect, c'est-à-dire après une opération de traitement comme le compostage ou la méthanisation) **sur sols agricoles de boues non conformes** (information de l'autorité compétente portée à connaissance de l'Agence)
- **Seuil de prix de l'eau** : Le maître d'ouvrage public sollicitant l'APE justifie ou s'engage à justifier d'un prix minimum de l'eau vendue aux particuliers de 1 € HT/m<sup>3</sup> hors redevance agence pour la part assainissement constitué de la taxe ou redevance d'assainissement perçue auprès des usagers (part variable et part fixe annuelle pour une consommation de 120 m<sup>3</sup> hors tarification sociale) à la date où il sollicite l'APE. A compter du 1er janvier 2020, ce prix minimum est fixé à 1,30 HT/m<sup>3</sup>. Le prix de l'eau considéré est celui de la commune d'implantation de la station de traitement des eaux usées.

Ne sont pas éligibles à l'APE :

- **Seuil d'éligibilité** : les stations de capacité nominale inférieure à 12 kg de DBO<sub>5</sub> (<200 EH) ;
- **Conformité ERU** : Les ouvrages non conformes ERU pour les équipements suite à une décision de la police de l'eau. Les cas de non-conformité ERU liés à la gestion du temps de pluie ne sont pas concernés par cette exclusion.

Pour des questions pratiques, les collectivités territoriales (ou leurs groupements) sollicitant une APE devront respecter les délais de transmission des pièces permettant de déterminer cette APE :

- les formulaires de demande devront parvenir dans les délais prévus et précisés dans le formulaire,
- les données SANDRE devront parvenir dans les délais réglementaires :
  - o transmission des données d'autosurveillance au format SANDRE le mois suivant,
  - o fourniture du bilan annuel de fonctionnement pour le 1/03/n+1,
  - o transmission des messages SANDRE conformes « plan d'épandage » et avant le 30/06/N+1 pour le message « bilan agronomique » de l'année N pour intégration dans SYCLOE,

L'Agence ne procédera plus à des relances et les données non reçues dans les délais ne seront pas retenues pour le calcul de l'APE.

Par défaut, les éléments déclaratifs du formulaire sont pris en compte pour le calcul de l'APE. L'Agence procédera à des contrôles détaillés statistiquement et en fonction des moyens dont elle dispose.

**En cas de fausse déclaration**, l'Agence se réserve le droit de déclarer le ou les stations concernées inéligibles à la prime.

MU

## **ARTICLE 2 – CAS DES STATIONS DE TRAITEMENT DES EAUX USEES DE CAPACITE NOMINALE SUPERIEURE OU EGALE A 12 KG/J DE DBO<sub>5</sub> ET INFERIEURE A 120 KG/J DE DBO<sub>5</sub> (STATIONS DE PLUS DE 200 A MOINS DE 2 000 EQUIVALENTS HABITANTS)**

L'Agence souhaite développer un système lisible et simple pour encourager les comportements vertueux sur ces petits ouvrages où la pression réglementaire et le niveau de connaissance est moindre.

### **2.1 – Deux niveaux de forfaits peuvent être attribués :**

- ✓ 4 000 € pour les stations de capacité nominale supérieure ou égale à 12 kg/j de DBO<sub>5</sub> et inférieure ou égale à 60 kg/j DBO<sub>5</sub> (de 200 à 1 000 EH),
- ✓ 6 000 € pour les stations capacité nominale supérieure à 60 kg/j de DBO<sub>5</sub> et inférieure à 120 kg/j DBO<sub>5</sub> (de 1 000 à 2 000 EH).

### **2.2 - Critères d'attribution de la prime forfaitaire**

Un certain nombre de **prérequis** permettent la connaissance du système d'assainissement et l'exploitation des résultats :

- le **diagnostic du système d'assainissement** de moins de 10 ans.
- le **cahier de vie** pour les sections « description, exploitation et gestion du système d'assainissement » et « organisation de la surveillance du système d'assainissement ».

Les **critères d'attribution** du forfait sont les suivants :

- réaliser des **campagnes de mesures 24h d'autosurveillance** en entrée et sortie de station (points réglementaires A3 et A4) :
  - 1 bilan par an pour les moins de 60 kg DBO<sub>5</sub> ( $\leq$  1000 EH)
  - 2 bilans par an pour les 60 à 120 kg de DBO<sub>5</sub> ( $>$  1000 à  $<$  2000 EH)
- ✓ Les bilans seront réalisés dans le respect des bonnes pratiques en matière de prélèvement et de mesure de débit.
- ✓ Les débits entrée et sortie, la pluviométrie seront mesurés et les analyses, réalisées en laboratoire agréé, porteront sur les paramètres DBO<sub>5</sub>, DCO, MES, NGL, NTK et Ptot.
- ✓ Le point réglementaire A2 (déversoir en tête de station) fera l'objet *a minima* d'une vérification de l'existence de traces de déversement expliquée, le cas échéant, par un commentaire.
- transmettre les données **au format SANDRE** (fichiers conformes et intégrables) :
  - les données (résultats et commentaires) des campagnes de mesures 24h d'autosurveillance,
  - le cas échéant, les messages « plan d'épandage » et « bilan agronomique » des boues épandues (message conforme avant le 30/06/N+1 pour le message bilan de l'année N).
- joindre la section « suivi du système d'assainissement » du **cahier de vie** qui comprendra un **bilan de fonctionnement** assurant
  - ✓ une **validation et une interprétation des résultats** des mesures pour évaluer les performances des ouvrages, notamment par rapport aux valeurs réglementaires à respecter,
  - ✓ des **conseils** afin d'assurer, le cas échéant une amélioration des performances.

Ce bilan devra mettre en évidence les points forts et les points sensibles du système d'assainissement, il pointera les dysfonctionnements et détaillera, le cas échéant, le programme d'amélioration mis en place.

## 2.3 – Modalités d’attribution et de contrôle

Pour les non-conformités, la première année se traduit par un avertissement qui est suivi d’une suppression du bénéfice du forfait si une non-conformité est constatée la seconde année consécutive.

Des **contrôles par un prestataire externe** selon les clauses du marché en cours pourront également être commandités en fonction des besoins.

### **ARTICLE 3 – CAS DES AGGLOMERATIONS D’ASSAINISSEMENT DE TAILLE SUPERIEURE OU EGALE A 120 KG/J DE DBO<sub>5</sub> ET DES SYSTEMES D’ASSAINISSEMENT DONT LA STATION DE TRAITEMENT DES EAUX USEES A UNE CAPACITE SUPERIEURE OU EGALE A 120 KG/J DE DBO<sub>5</sub> (SUPERIEURE OU EGALE A 2 000 EQUIVALENTS HABITANTS)**

#### 3.1 - Principe de calcul

L’Aide à la Performance Epuratoire (APE) est calculée en fonction de la quantité de pollution domestique collectée et éliminée par le système d’assainissement de la collectivité territoriale pendant une année considérée.

Pour tenir compte du respect des prescriptions imposées au titre de la police de l’eau et des efforts consentis par les maîtres d’ouvrages pour exploiter au mieux leurs ouvrages, l’APE est modulée selon des critères définis ci-après.

La formule générale de calcul est :

$$\text{Prime} = \text{Assiette} \times \text{Coefficient de performances} \times \text{Coefficient budgétaire}$$

#### 3.2 – Assiette de la prime

Elle est calculée sur la base des mesures d’autosurveillance réglementaire des STEU transmises à l’agence l’eau dans les fichiers SANDRE par les maîtres d’ouvrages ou leur exploitant.

Elle prend en compte :

- la **charge entrante** (en kg/an) est calculée sur la base des données mesurées en entrée de station (point A3),
- le **ratio financier** qui détermine la part domestique des redevances de pollution de l’Agence calculées sur l’agglomération d’assainissement considérée.
- le temps de fonctionnement de la station (*pro rata temporis*)
- le **rendement** de la station obtenu sur la base des données d’autosurveillance en A3 (entrée de station) et A4 (sortie station),
- le **taux** par paramètre de pollution qui détermine l’importance relative de chaque paramètre pour le bassin.

Le détail d’estimation de l’assiette est donné en annexe.

#### 3.3 – Coefficient de performance

Le coefficient de performance du système d’assainissement résulte de la combinaison de 5 coefficients thématiques et permet de moduler l’intensité de la prime :

- la **conformité réglementaire** (Dégressivité des aides pour accompagner l’application de la réglementation),
- la **validité du dispositif d’autosurveillance** (modalités d’audit et de contrôle de l’autosurveillance : les données exploitées sont-elles de qualité et représentatives ?),
- les **performances du système d’assainissement** (le système de collecte achemine-t-il correctement les effluents à traiter ? le bilan annuel est-il de qualité ? la production de boues est-elle compatible avec un bon fonctionnement des ouvrages ?),
- la **destination des boues** d’épuration (visé à garantir une destination vertueuse et conforme),
- le **coefficient spécifique au 11<sup>ème</sup> Programme** (visé à attribuer des bonus pour les nouvelles thématiques de la consommation énergétique et la prise en compte de la biodiversité)

Le détail d’estimation des coefficients thématiques est donné en annexe.

La combinaison de ces coefficients est faite par multiplication. Les coefficients spécifiques au 11<sup>ème</sup> Programme sont donnés sous la forme de bonus.

Les coefficients sont établis pour chaque année de fonctionnement N par rapport à la situation des ouvrages au 31 décembre de l'année N. Les coefficients retenus pour l'année de fonctionnement N sont notifiés aux maîtres d'ouvrages dans le courant de l'année N+1.

### **3.4 – Coefficient d'ajustement du budget**

Le coefficient d'ajustement budgétaire permet à l'agence de consommer exactement l'enveloppe budgétaire annuelle disponible pour les primes.

La part des primes forfaitaires des stations de moins de 120 kg DBO<sub>5</sub> (2000 EH) est déduite du montant de la dotation annuelle de l'Agence allouée à l'Aide à la Performance Epuratoire (APE).

Le reste de l'enveloppe ainsi obtenu constitue le total à répartir entre les différents ouvrages.

Le coefficient budgétaire est donc égal au prorata entre la somme des primes calculées et l'enveloppe à distribuer

Le seuil de versement de l'Aide à la Performance Epuratoire pour les systèmes de capacité supérieure ou égale à 120 kg DBO<sub>5</sub> au titre d'une année d'activité est fixé à 4 000 €. En deçà, l'APE ne sera pas versée.

### **ARTICLE 4 – MODALITES D'ATTRIBUTION**

**4.1** - La participation financière est décidée par le Conseil d'Administration, hormis les cas de délégation de compétence prévus au règlement intérieur du Conseil d'Administration, et fait l'objet d'un acte, conformément aux dispositions prévues par la délibération fixant les modalités générales d'interventions de l'Agence.

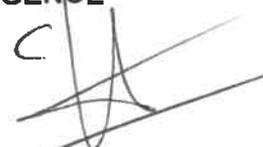
**4.2** - Le montant des participations financières est imputé sur la ligne de Programme « 1117 Aide à la performance épuratoire ».

**LE PRESIDENT DU CONSEIL  
D'ADMINISTRATION**

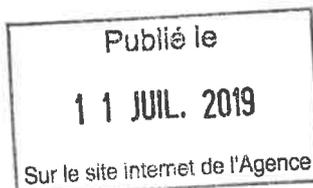


**Michel LALANDE**

**LE DIRECTEUR GENERAL DE  
L'AGENCE**



**Bertrand GALTIER**



## ANNEXE

### CALCUL DE L'APE DES SYSTEMES D'ASSAINISSEMENT DONT LA STATION DE TRAITEMENT DES EAUX USEES (STEU) A UNE CAPACITE SUPERIEURE OU EGALE A 120 KG/J DE DBO<sub>5</sub>

(supérieure ou égale à 2000 EH)

La formule générale de calcul est :

**Prime = Assiette x Coefficient de performances x Coefficient budgétaire**

#### **A. Assiette de la prime**

Elle est calculée sur la base des mesures d'autosurveillance réglementaire des STEU transmises à l'agence l'eau dans les fichiers SANDRE par les maîtres d'ouvrages ou leur exploitant.

$$assiette = \sum_{paramètres} \left( \frac{charge\ entrante}{mesurée} \times \frac{rendement}{mesuré} \times \text{taux} \right) \times \text{ratio financier} \times \frac{prorata}{temporis}$$

- **Charge entrante**

Les paramètres classiques (DBO<sub>5</sub>, DCO, MES, NK, Pt) sont utilisés.

La charge entrante, exprimée en kg/j, est la moyenne des données (jours de bilan autosurveillance) en entrée de station (point A3). Seules les données qualifiées correctes sont prises en compte.

- **Rendement :**

Le rendement par paramètre est obtenu sur la base des données moyennes d'autosurveillance en A3 (entrée de station) et A4 (sortie station) mesurées.

$$\text{Rendement} = (A3-A4)/A3$$

- **Taux :**

Les taux par paramètre de pollution sont définis annuellement par l'agence de l'eau. Ils déterminent l'importance relative de chaque paramètre pour le bassin.

Éléments constitutifs de la pollution	Taux (en €/kg)
Matières en suspension	0,06
Demande chimique en oxygène	0,04
Demande biochimique en oxygène à cinq jours	0,08
Azote réduit	0,18
Phosphore total, organique ou minéral	0,4

- **R : Ratio financier**

Le ratio financier vise à déterminer la part domestique des redevances de pollution de l'Agence calculées sur l'agglomération d'assainissement considérée. Elle est déterminée au prorata des redevances brutes de pollution calculées sur le territoire de l'agglomération considérée :

- redevance de pollution domestique facturée aux habitants de l'agglomération d'assainissement collectif,
- redevance brute de pollution industrielle rejetée au réseau d'assainissement collectif sur cette même agglomération d'assainissement par les établissements industriels raccordés redevables directs de l'Agence.

Ce prorata se traduit par l'application d'un ratio financier R :

$$R = \text{Ratio financier} = \frac{\text{Redevance de pollution domestique (€)}}{\text{Redevance de pollution domestique (€)} + \text{Redevance brute de pollution des établissements industriels raccordés redevables directs de l'Agence (€)}}$$

- **Pro rata temporis**

Il correspond au rapport du nombre de jours de fonctionnement réel de la station.

$$\text{prorata temporis} = \text{nb jours dans l'année} - \text{nb jours d'arrêt}$$

## B. Coefficient de performance

Le coefficient de performances du système d'assainissement permet de moduler l'intensité de la prime grâce à 5 coefficients thématiques différents basés sur la conformité réglementaire, la validité du dispositif d'autosurveillance, les performances du système d'assainissement, la destination des boues d'épuration, le coefficient spécifique au 11<sup>e</sup> Programme (consommation énergétique et prise en compte de la biodiversité)

$$\text{Coefficient de performance} = \frac{\text{Conformité réglementaire}}{\text{Coefficient spécifique du 11° programme}} \times \frac{\text{Validité du dispositif d'autosurveillance}}{\text{Coefficient spécifique}} \times \frac{\text{Performances du système d'assainissement}}{\text{Coefficient spécifique}} \times \frac{\text{Destination des boues d'épuration}}{\text{Coefficient spécifique}}$$

Plafond	Conformité réglementaire	Validité du dispositif d'autosurveillance	Performances du système d'assainissement	Destination des boues d'épuration	Coefficient spécifique 11 <sup>ème</sup> Programme
Coefficient	Pénalité de 0,25 Varie de 1 à 0 en 4 ans	Pénalité de 0,5 Varie de 1 à 0 en 3 ans	Pénalité de 0,25 Varie de 1 à 0,25	Pénalité de 0,5 Varie de 1 à 0 en 2 ans	Bonus de 0,05 Varie de 1 à 1,10

- Conformité réglementaire

Modalité d'application	Valeur de la pénalité et modulation	
<p>Dégressivité des aides pour accompagner l'application de la réglementation. L'année de démarrage du programme (2019) constitue le point « zéro » pour l'application de la dégressivité. Les résultats des jugements de conformité du programme précédant ne seront pas pris en compte. Ce critère est basé sur le jugement du service de police de l'eau au titre de l'année N dont l'agence dispose au 15/10/N+1. Un seul critère « Non-conformité réglementaire » couvre les 4 types de non conformités et s'applique si au moins un type de non-conformité est constaté.</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Non-conforme en performances niveau ERU / National</li> <li>- Non-conforme en performances niveau Local</li> <li>- Non-conforme en collecte temps sec niveau ERU / National</li> <li>- Non-conforme en collecte temps pluie niveau ERU / National</li> </ul>	0,25	<p style="text-align: center;">La dégressivité est appliquée sur 4 ans.</p> <p style="text-align: center;">0,75 en N 0,5 en N+1 0,25 en N+2 0 en N+3</p>

Validité du dispositif d'autosurveillance

Modalité d'application	Valeur de la pénalité et modulation	
<p><b>Le dispositif d'autosurveillance STEU est-il validé?</b></p> <p>1- production par le maître d'ouvrage d'un contrôle technique des équipements d'autosurveillance réalisé par un organisme compétent et indépendant,</p> <p>Si le contrôle technique n'est pas réalisé ou non transmis :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- avertissement la 1ère année.</li> <li>- pénalité en N+1 si ce contrôle est toujours absent</li> </ul> <p>2- un audit technique du dispositif d'autosurveillance peut être réalisé en plus par l'Agence.</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Si un audit Agence est réalisé et conclu à un dispositif non conforme, de la même façon, la pénalité s'applique en N+1.</li> <li>- Si l'un ou l'autre des points n'est toujours pas respecté en N+2, la pénalité est doublée : le coefficient tombe à 0.</li> </ul>	0,5	<p style="text-align: center;">Avertissement l'année N</p> <p style="text-align: center;">0,5 en N+1 0 en N+2</p>

<p><b>Le dispositif d'Autosurveillance Système de collecte est-il validé?</b></p> <p>1- production par le maître d'ouvrage d'un contrôle technique des équipements d'autosurveillance réalisé par un organisme compétent et indépendant,</p> <p>Si le contrôle technique n'est pas réalisé ou non transmis :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- avertissement la 1ère année.</li> <li>- pénalité en N+1 si ce contrôle est toujours absent</li> </ul> <p>2- un audit technique du dispositif d'autosurveillance peut être réalisé en plus par l'Agence.</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Si un audit Agence est réalisé et conclu à un dispositif non conforme, de la même façon, la pénalité s'applique en N+1.</li> <li>- Si l'un ou l'autre des points n'est toujours pas respecté en N+2, la pénalité est doublée : le coefficient tombe à 0.</li> </ul>	0,5
--	-----

• **Destination des boues d'épuration**

Modalité d'application	Valeur de la pénalité et modulation	
<p>La <b>destination</b> finale des boues (après éventuel regroupement, mélange ou traitement extérieur à la station) est-elle <b>conforme</b> aux exigences de l'Agence ?</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- transmission des messages SANDRE « plan d'épandage » et « bilan agronomique » pour intégration dans SYCLOE (messages conformes et délai pour le message bilan de l'année N avant le 30/06/N+1)</li> </ul> <p>Si ce point n'est pas respecté, la pénalité s'applique. Elle est doublée en cas de non-respect l'année suivante.</p>	0,5	<p>La dégressivité est appliquée sur 2 ans.</p> <p>0,5 en N</p> <p>0 en N+1</p>

• **Performances du système d'assainissement**

Modalité d'application	Valeur de la pénalité et modulation	
<p><b>LE SYSTEME DE COLLECTE FONCTIONNE-T-IL CORRECTEMENT ?</b></p> <p>La vocation première d'un système de collecte est d'acheminer l'intégralité des eaux usées qu'il reçoit à la station, indépendamment du fait qu'il soit unitaire, séparatif ou mixte. Ce critère se base donc sur l'analyse des volumes totaux déversés non traités sur la station :</p> $(A1+A2) / (A1+A2+A3)$ <ul style="list-style-type: none"> <li>- Si le ratio est inférieur à 15 %: pas de pénalité</li> <li>- Si le ratio est <math>\geq</math> à 15 %: un plan de gestion est-il défini et correctement suivi ? <ul style="list-style-type: none"> <li>• Oui : pas de pénalité</li> <li>• Non : Avertissement l'année N et la pénalité s'applique l'année N+1</li> </ul> </li> </ul>	0,25	<p>0,25</p> <p>0,5</p> <p>0,75</p>

## VALORISATION DU BILAN ANNUEL

1- Connaissance des industriels raccordés (identification, localisation, activité, modalité de raccordement, date des conventions et/ou autorisations : suivi des autorisations en vigueur + bilan des nouvelles autorisations de déversement délivrées dans l'année)

2- Analyse critique du fonctionnement du système d'assainissement (station et réseau) : tableau de synthèse des résultats de l'année et comparaison avec les 2 ou 3 années précédentes + éléments d'analyse et de conclusion (points forts, points sensibles, dysfonctionnements et programme d'amélioration)

3- Fonctionnement optimisé des Bassins de Stockage Restitution présents sur le système d'assainissement : fournir un bilan de fonctionnement des BSR (nombre de fois où le bassin a été mis en charge (avec le taux de remplissage), le nombre et les modalités des déstockages, avec analyse en correspondance des données pluviométriques...)

La pénalité s'applique si l'un des 3 points n'est pas transmis ou jugé incomplet ou ne satisfaisant pas aux attentes.

Nota : le 3<sup>ème</sup> point ne s'applique que si le système est équipé de BSR.

0.25

## PRODUCTION INSUFFISANTE DE BOUES

La quantité de boues produites est comparée à la quantité théorique : (formule IRSTEA)

$$\begin{aligned} \text{Ratio boues} &= \frac{\text{Quantité de boues produites (A6)}}{\text{MS théoriques}} \\ &= \frac{\text{Quantité de boues produites (A6)}}{0,84 \times (\text{DBO5 entrée} + \text{MES entrée}) / 2} \end{aligned}$$

0,25

En cas de traitement spécifique du phosphore, une marge de 10% du volume de boues produites est prise en compte :

$$\text{Ratio boues} = \frac{\text{Quantité de boues produites (A6)}}{1,1 \times 0,84 \times (\text{DBO5 entrée} + \text{MES entrée}) / 2}$$

Si le ratio boues n'est pas compris entre 0,7 et 1,3, une pénalité de 0,25 est appliquée.

• **Coefficient spécifiques 11<sup>ème</sup> Programme**

Modalité d'application	Valeur de la pénalité et modulation	
<p><b>La consommation énergétique de la STEU est-elle maîtrisée ?</b></p> <p><b>Instauration d'un bonus basé sur le ratio énergétique du traitement.</b></p> <p>La consommation énergétique correspond à l'énergie consommée sous toutes ses formes (électricité, gaz naturel, fuel...). Ces éléments seront déclarés par le maître d'ouvrage dans le formulaire prime.</p> <p>Un bonus de 5% est accordé aux stations qui ne dépassent pas le seuil de consommation énergétique de référence fixé à 3.2 kWh / kg DBO<sub>5</sub> éliminée.</p> <p>Ce seuil de consommation énergétique pourra être ajusté en cours de programme en fonction des retours d'expérience et pour favoriser la performance énergétique.</p>	1,05	
<p><b>Des aménagements favorisant la biodiversité ont-ils été mis en place ?</b></p> <p><u>Aménagements "biodiversité" dans le cadre de la gestion du temps de pluie:</u></p> <p>1- Présence significative de techniques alternatives végétalisées sur le système d'assainissement</p> <p><u>Aménagement "biodiversité" intégré aux ouvrages construits de la STEU jusqu'au rejet des effluents traités (hors procédé même de traitement) :</u></p> <p>2- Zone de Rejet Végétalisée ou aménagement végétalisé d'une zone d'infiltration            3- Dispositifs d'accueil de la biodiversité (nichoirs à hirondelles, abris pour chauves-souris...)            4- Végétalisation des murs et/ou toitures</p> <p><u>Gestion des milieux connexes aux ouvrages, dans l'enceinte de le STEU :</u></p> <p>5- Implantation de milieux favorables au développement de la biodiversité (zones de prairies, boisement, marres...)            6- Pratiques vertueuses : gestion différenciée des espaces (entretien adapté aux caractéristiques et fonctions de chaque espace, zéro phyto, sensibilisation du personnel...)            7- Installation de ruches à pollinisateurs (abeilles, bourdons...), implantation d'espèces végétales locales...</p> <p><u>Autre aménagement favorisant la biodiversité :</u></p> <p>8- autre aménagement déclaré (accepté par l'Agence)</p> <p>Le bonus s'applique dès la 1<sup>ère</sup> année si 2 actions sont mises en place. Le bonus est appliqué l'année suivante :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• si au moins 1 action supplémentaire et différente s'ajoute aux précédentes et ainsi de suite les années suivantes</li> <li>• ou si au moins 5 actions sont engagées.</li> </ul> <p>Les critères d'attribution pourront être revus et ajustés à mi programme.</p>	1,05	De 1 à 1,10

**DELIBERATION N° 19-A-028 DU CONSEIL D'ADMINISTRATION DE  
L'AGENCE DE L'EAU ARTOIS-PICARDIE**

**TITRE : STATIONS D'ÉPURATION**

**VISA :**

- Vu la Charte de l'Environnement promulguée par la Loi Constitutionnelle n° 2005-205 du 1er mars 2005,
- Vu le Code de l'Environnement,
- Vu la Loi n° 2006-1772 du 30 décembre 2006 sur l'Eau et les Milieux Aquatiques,
- Vu le Décret n° 2007-981 du 15 mai 2007 relatif aux Agences de l'Eau,
- Vu le Décret n°2007-980 du 15 mai 2007 modifié par le Décret n°2017-951 du 10 mai 2017 relatif aux Comités de Bassin,
- Vu le Règlement Intérieur du Comité de Bassin Artois - Picardie applicable au 15 mars 2019,
- Vu le Règlement Intérieur du Conseil d'Administration de l'Agence de l'Eau Artois-Picardie applicable au 15 mars 2019,
- Vu le 11ème Programme d'Intervention 2019-2024 de l'Agence de l'Eau Artois-Picardie et la délibération n° 19-A-010 du Conseil d'Administration du 15 mars 2019 en portant approbation des modalités générales des interventions financières de l'Agence,
- Vu la décision du Directeur Général de l'Agence du 23 mai 2019 d'adaptation n°19-01 du 11ème Programme d'Intervention,
- Vu la délibération n° 18-A-038 du Conseil d'Administration du 5 octobre 2018 relative aux ouvrages d'épuration des collectivités territoriales,
- Vu le rapport présenté au point n 3.2 (2) de l'ordre du jour de la Commission Permanente des Interventions du 14 Juin 2019,
- Vu le rapport du Directeur Général présenté au point n°6.1.1 de l'ordre du jour du Conseil d'Administration du 5 Juillet 2019,

**Le Conseil d'Administration de l'Agence de l'Eau Artois-Picardie décide :**

**ARTICLE 1 -**

L'Agence apporte une participation financière pour les opérations reprises en annexe à la présente délibération et selon les modalités qui y sont indiquées. Le montant de l'engagement s'établit à :

1 dossier d'interventions	
Montant cumulé sous forme de subvention	127 650,00 €
Montant cumulé sous forme d'avance convertible en subvention	
Montant cumulé sous forme d'avance remboursable	
<b>Montant total</b>	<b>127 650,00 €</b>

**ARTICLE 2 -**

Délégation est donnée au Directeur Général pour établir et signer avec chaque maître d'ouvrage la convention ou l'acte d'attribution correspondant, conformément aux dispositions prévues par la délibération fixant les modalités générales d'interventions de l'Agence.

**ARTICLE 3 -**

Le montant des participations financières est imputé sur la ligne de Programme 1110.

LE PRÉSIDENT DU  
CONSEIL D'ADMINISTRATION

**Michel LALANDE**

Publié le

**11 JUL. 2019**

Sur le site internet de l'Agence

LE DIRECTEUR GÉNÉRAL DE  
L'AGENCE

**Bertrand GALTIER**

**ANNEXE A LA DELIBERATION N° 19-A-028 DU CONSEIL D'ADMINISTRATION DE  
L'AGENCE DE L'EAU ARTOIS-PICARDIE**

N° de dossier	Nom du maître d'ouvrage	Opération		Montant prévisionnel de l'opération (€)				Participation financière (€)				
		Objet	Localisation	HT ou TTC	Montant total	Montant éligible	Montant finançable	Plafonné	Nature*	Taux ou forfait	Montant maximal	Garantie financière
82830.00	SYND INTERCOMMUNAL ASSAINISSEMENT TRITH ST LEGER	Etude de maîtrise d'œuvre de la station d'épuration	TRITH-SAINT-LEGER	HT	255 300	255 300	255 300		S	50	127 650	
					<b>255 300,00</b>	<b>255 300,00</b>	<b>255 300,00</b>				<b>127 650,00</b>	

\* S : Subvention

*Be*

DELIBERATION N° 19-A-029 DU CONSEIL D'ADMINISTRATION DE  
L'AGENCE DE L'EAU ARTOIS-PICARDIE

**TITRE : ASSAINISSEMENT NON COLLECTIF**

**VISA :**

- Vu la Charte de l'Environnement promulguée par la Loi Constitutionnelle n° 2005-205 du 1er mars 2005,
- Vu le Code de l'Environnement,
- Vu la Loi n° 2006-1772 du 30 décembre 2006 sur l'Eau et les Milieux Aquatiques,
- Vu le Décret n° 2007-981 du 15 mai 2007 relatif aux Agences de l'Eau,
- Vu le Décret n°2007-980 du 15 mai 2007 modifié par le Décret n°2017-951 du 10 mai 2017 relatif aux Comités de Bassin,
- Vu le Règlement Intérieur du Comité de Bassin Artois - Picardie applicable au 15 mars 2019,
- Vu le Règlement Intérieur du Conseil d'Administration de l'Agence de l'Eau Artois-Picardie applicable au 15 mars 2019,
- Vu le 11ème Programme d'Intervention 2019-2024 de l'Agence de l'Eau Artois-Picardie et la délibération n° 19-A-010 du Conseil d'Administration du 15 mars 2019 en portant approbation des modalités générales des interventions financières de l'Agence,
- Vu la décision du Directeur Général de l'Agence du 23 mai 2019 d'adaptation n°19-01 du 11ème Programme d'Intervention,
- Vu la délibération n° 18-A-039 du Conseil d'Administration du 5 octobre 2018 relative à l'assainissement non collectif,
- Vu le rapport présenté au point n.3.3 (2) de l'ordre du jour de la Commission Permanente des Interventions du 14 Juin 2019,
- Vu le rapport du Directeur Général présenté au point n°6.1.2 de l'ordre du jour du Conseil d'Administration du 5 Juillet 2019,

**Le Conseil d'Administration de l'Agence de l'Eau Artois-Picardie décide :**

**ARTICLE 1 -**

L'Agence apporte une participation financière pour les opérations reprises en annexe à la présente délibération et selon les modalités qui y sont indiquées. Le montant de l'engagement s'établit à :

1 dossier d'interventions	
Montant cumulé sous forme de subvention	23 042,00 €
Montant cumulé sous forme d'avance convertible en subvention	
Montant cumulé sous forme d'avance remboursable	
<b>Montant total</b>	<b>23 042,00 €</b>

**ARTICLE 2 -**

De déroger à la délibération ANC en vigueur sur le type d'opération envisagée, et les conditions d'éligibilité.

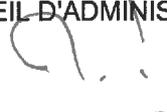
**ARTICLE 3 -**

Délégation est donnée au Directeur Général pour établir et signer avec chaque maître d'ouvrage la convention ou l'acte d'attribution correspondant, conformément aux dispositions prévues par la délibération fixant les modalités générales d'interventions de l'Agence.

**ARTICLE 4 -**

Le montant des participations financières est imputé sur la ligne de Programme 1113.

LE PRÉSIDENT DU  
CONSEIL D'ADMINISTRATION

  
Michel LALANDE

Publié le  
**11 JUL. 2019**  
Sur le site internet de l'Agence

LE DIRECTEUR GÉNÉRAL DE  
L'AGENCE

  
Bertrand GALTIER

**ANNEXE A LA DELIBERATION N° 19-A-029 DU CONSEIL D'ADMINISTRATION DE  
L'AGENCE DE L'EAU ARTOIS-PICARDIE**

N° de dossier	Nom du maître d'ouvrage		Opération		Montant prévisionnel de l'opération (€)				Participation financière (€)		
	Objet	Localisation	HT ou TTC	Montant total	Montant éligible	Montant finançable	Plafonné	Nature*	Taux ou forfait	Montant maximal	Garantie financière
82922.00	SYNDICAT MIXTE AMEVA	Missions d'animation de l'EPTB AMEVA dans le domaine de l'assainissement non collectif	Territoire EPTB	TTC	46 085	46 085	46 085	S	50	23 042	
	<b>TOTAL</b>				<b>46 085,00</b>	<b>46 085,00</b>	<b>46 085,00</b>			<b>23 042,00</b>	

\* S : Subvention

**DELIBERATION N° 19-A-030 DU CONSEIL D'ADMINISTRATION DE  
L'AGENCE DE L'EAU ARTOIS-PICARDIE**

**TITRE : PRISE EN COMPTE DES TRAVAUX DE RACCORDEMENT AU RÉSEAU PUBLIC  
DE COLLECTE RÉALISÉS DANS LE CADRE DU 10ÈME PROGRAMME  
SUR LA COMMUNE D'AVRICOURT**

**VISA :**

- Vu la Charte de l'Environnement promulguée par la Loi Constitutionnelle n° 2005-205 du 1er mars 2005,
- Vu le Code de l'Environnement,
- Vu la Loi n° 2006-1772 du 30 décembre 2006 sur l'Eau et les Milieux Aquatiques,
- Vu le Décret n° 2007-981 du 15 mai 2007 relatif aux Agences de l'Eau,
- Vu le Règlement Intérieur du Conseil d'Administration de l'Agence de l'Eau Artois-Picardie applicable au 5 juillet 2019,
- Vu le 11ème Programme d'Intervention 2019-2024 de l'Agence de l'Eau Artois-Picardie et la délibération n° 19-A-010 du Conseil d'Administration du 15 mars 2019 en portant approbation des modalités générales des interventions financières de l'Agence,
- Vu la délibération n° 18-A-042 du Conseil d'Administration du 5 octobre 2018 relative au raccordement aux réseaux publics de collecte,
- Vu la convention de Partenariat n° 97745 entre la commune d'Avricourt et l'Agence de l'Eau Artois-Picardie pour le raccordement au réseau public de collecte des particuliers,
- Vu le rapport du Directeur Général présenté au point n° 6.2 (1) de l'ordre du jour du Conseil d'Administration du 5 juillet 2019,

**Considérant :**

- que la convention de partenariat n° 97745 est échue au 31 décembre 2018 ;
- qu'au 28 février 2019, date limite de dépôt des bordereaux justifiant la réalisation des travaux de raccordement, la commune d'Avricourt n'avait pas déposé de bordereau et de demande de paiement ;
- la demande du maire d'Avricourt de prise en compte des dépenses exposées par elle pour la mise en œuvre de raccordement nonobstant le dépassement de la date limite fixée par l'Agence ;
- que le non-respect des délais par la commune est justifié par la défaillance de son prestataire ;
- la bonne foi de la commune et son engagement environnemental fort ;

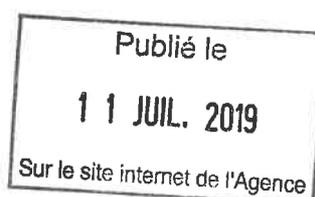
**Le Conseil d'Administration de l'Agence de l'Eau Artois-Picardie décide :**

**ARTICLE 1 -**

Le bordereau présenté par la Commune d'Avricourt justifiant de la réalisation des travaux de raccordement au réseau public de collecte effectués dans le cadre de la convention de partenariat n° 97 745 pour un montant de participation financière de 44076 € est validé et pris en charge pour la part due par l'Agence.

LE PRÉSIDENT DU  
CONSEIL D'ADMINISTRATION

Michel LALANDE



LE DIRECTEUR GÉNÉRAL DE  
L'AGENCE

Bertrand GALTIER

## DELIBERATION N° 19-A-031 DU CONSEIL D'ADMINISTRATION DE L'AGENCE DE L'EAU ARTOIS-PICARDIE

### TITRE : ACTION INTERNATIONALE - COOPÉRATION DÉCENTRALISÉE

#### VISA :

- Vu la Charte de l'Environnement promulguée par la Loi Constitutionnelle n° 2005-205 du 1er mars 2005,
- Vu le Code de l'Environnement,
- Vu la Loi n° 2006-1772 du 30 décembre 2006 sur l'Eau et les Milieux Aquatiques,
- Vu le Décret n° 2007-981 du 15 mai 2007 relatif aux Agences de l'Eau,
- Vu le Décret n°2007-980 du 15 mai 2007 modifié par le Décret n°2017-951 du 10 mai 2017 relatif aux Comités de Bassin,
- Vu le Règlement Intérieur du Comité de Bassin Artois - Picardie applicable au 15 mars 2019,
- Vu le Règlement Intérieur du Conseil d'Administration de l'Agence de l'Eau Artois-Picardie applicable au 15 mars 2019,
- Vu le 11ème Programme d'Intervention 2019-2024 de l'Agence de l'Eau Artois-Picardie et la délibération n° 19-A-010 du Conseil d'Administration du 15 mars 2019 en portant approbation des modalités générales des interventions financières de l'Agence,
- Vu la décision du Directeur Général de l'Agence du 23 mai 2019 d'adaptation n°19-01 du 11ème Programme d'Intervention,
- Vu la délibération n° 18-A-052 du Conseil d'Administration du 5 octobre 2018 relative à l'action internationale dans le cadre de la coopération institutionnelle, de la coopération décentralisée et de la solidarité internationale,
- Vu le rapport du Directeur Général présenté au point n° 7 (1) de l'ordre du jour du Conseil d'Administration du 5 juillet 2019,

**Le Conseil d'Administration de l'Agence de l'Eau Artois-Picardie décide :**

#### ARTICLE 1 -

L'Agence apporte une participation financière pour les opérations reprises en annexe à la présente délibération et selon les modalités qui y sont indiquées. Le montant de l'engagement s'établit à :

14 dossiers d'interventions	
Montant cumulé sous forme de subvention	601 888,00 €
Montant cumulé sous forme d'avance convertible en subvention	
Montant cumulé sous forme d'avance remboursable	
<b>Montant total</b>	<b>601 888,00 €</b>

#### ARTICLE 2 -

Demande un examen de la viabilité de 8 dossiers éligibles techniquement à l'appel à projets mais situés en zone rouge, déterminée par le Ministère des Affaires Etrangères et de l'Europe en raison du risque d'insécurité.

Les 8 dossiers seront présentés à nouveau au Conseil d'Administration du 29 novembre 2019 après avis de la Commission de l'Action Internationale et du Développement Durable.

En cas de décision de financement, la participation financière de l'agence sera de 80%(conditions de l'appel à projets).

#### ARTICLE 3 -

Délégation est donnée au Directeur Général pour établir et signer avec chaque maître d'ouvrage la convention ou l'acte d'attribution correspondant, conformément aux dispositions prévues par la délibération fixant les modalités générales d'interventions de l'Agence.

**ARTICLE 4 -**

Le montant des participations financières est imputé sur la ligne de Programme 1330.

LE PRÉSIDENT DU  
CONSEIL D'ADMINISTRATION



**Michel LALANDE**

Publié le  
**11 JUL. 2019**  
Sur le site internet de l'Agence

LE DIRECTEUR GÉNÉRAL DE  
L'AGENCE



**Bertrand GALTIER**

N° de dossier	Nom du maître d'ouvrage	Opérations		Montant prévisionnel de l'opération (€)					Participation financière (€)			
		Objet	Localisation	HT ou TTC	Montant total	Montant éligible	Montant finançable	Plateforme	Nature*	Taux ou forfait	Montant maximal	Garantie financière
62881.00	GOODPLANET	3ème édition de Young Water Fellowship- Soutien aux projets "eau et assainissement" durables et innovants portés par des jeunes. Hors appel à projets	Bruxelles- Stockholm- Suisse- Ouganda- Paris	TTC	293 220	100 000	100 000	S		30	30 000	
62897.00	TILLOY LES MOFFLAINES	Accès à l'eau et à l'assainissement pour le lycée Manampisoa à Madagascar	Ambatobé, ville de de Vavatenia, région d'Analajirofo - Madagascar	TTC	20 561	20 561	20 561	S		80	16 448	
62904.00	SUD DEVELOPEMENT	Accès à l'eau potable et à l'assainissement à Ounabé au Togo	Village de Ounabé, Préfecture de Wawa-TOGO	TTC	46 550	46 550	46 550	S		80	37 240	
62934.00	COMMUNAUTE URBAINE DE DUNKERQUE	Accès à l'eau potable pour deux communes du sud de l'archipel des Comores Année 1 Hors appel à projets	Communes d'itsahidi et de Domba, Région Mbjani sud de l'île des Comores	TTC	201 792	100 000	100 000	S		50	50 000	
62945.00	ASSOCIATION GRAIN DE SENEVE DU HAUT DE FRANCE	Projet 2 : Alimentation en eau potable avec assainissement à Kéta, Abaté, Kopé, Préfecture des Lacs -TOGO	Kéta, Abaté, Kopé Préfecture des Lacs TOGO	TTC	62 500	62 500	62 500	S		80	50 000	
62946.00	ASSOCIATION GRAIN DE SENEVE DU HAUT DE FRANCE	Projet 3 : Accès à l'eau potable et à l'assainissement à Séko TOGO	Village de Séko, Préfecture des Lacs, TOGO	TTC	62 500	62 500	62 500	S		80	50 000	
62956.00	DOUAI	Programme 2019-2021 : Coopération pour l'eau Douai- Dédougou volet eau et assainissement Année 1 Hors appel à projets	Dédougou - BURKINA FASO	TTC	108 752	100 000	100 000	S		50	50 000	

N° de dossier	Nom du maître d'ouvrage	Opérations			Montant prévisionnel de l'opération (€)					Participation financière (€)		
		Objet	Localisation	HT ou TTC	Montant total	Montant éligible	Montant finançable	Plafonné	Nature*	Taux ou forfait	Montant maximal	Garantie financière
62991.00	ASSOCIATION GRAIN DE SENEVE DU HAUT DE FRANCE	Projet 1 : Alimentation en eau potable et accès à l'assainissement à Agou, Nyogbo et Gamakui	Villages d'Agou, Nyogbo, Gamakui - Préfecture d'Agou-TOGO	TTC	62 500	62 500	62 500	S		80	50 000	
62992.00	INITIATIVE DEVELOPPEMENT	Consolidation du service public de l'eau dans le sud du Tchad Hors appel à projets	Province de Moundou- Région de Logone occidentale et Logone orientale -Région du Mandoul - Sud du Tchad	TTC	100 000	100 000	100 000	S		50	50 000	
63082.00	FAFADANE SOLIDARITE INTERNATIONALE	Accès à l'eau potable et à l'assainissement dans deux établissements scolaires et dans le quartier Nialou à Cabrousse	Cabrousse - Casamance - Sud du SENEGAL	TTC	55 250	55 250	55 250	S		80	44 200	
63096.00	ASSOCIATION FRANCO MAROCAINE DE PICARDIE LES DEUX RIVES	Accès à l'eau potable et à l'assainissement pour les écoles de Barrahat oulad ayad	Barrahat oulad ayad Province de Kenitra MAROC	TTC	30 000	30 000	30 000	S		80	24 000	
63097.00	SOLIDARITES INTERNATIONAL	Mise en place de l'assainissement et formation aux pratiques d'hygiène dans 5 écoles de la Grande Anse en Haïti	Anse d'Hainault - Département de la Grande Anse - HAÏTI	TTC	70 000	62 500	62 500	S		80	50 000	
63100.00	ELANS	Amélioration de l'accès à l'eau potable et à l'assainissement à Mbou CAMEROUN	Mbou-Groupement de villages Baleveng à Nkong-Zem CAMEROUN	TTC	70 000	62 500	62 500	S		80	50 000	

N° de dossier	Nom du maître d'ouvrage	Opérations		Montant prévisionnel de l'opération (€)					Participation financière (€)			
		Objet	Localisation	HT ou TTC	Montant total	Montant éligible	Montant finançable	Plafonné	Nature*	Taux ou forfait	Montant maximal	Garantie financière
63105.00	EAU SANS FRONTIERES	Accès à l'eau et à l'assainissement pour le canton de Morétan pour 7 quartiers excentrés TOGO	Canton de Morétan, Préfecture de l'Est Mono, Région des Plateaux TOGO Ofé-Atcha-Kodjo-Gbaga, Ofé-Agbébé-Ataké, Isati-Abujá, Isati-Modoukou, Niamtougou-Copé, Iiékohan-Odobkpo, Agodéka-Afévi.	TTC	70 000	62 500	62 500		S	80	50 000	
<b>TOTAL</b>					<b>1 253 625,00</b>	<b>927 361,00</b>	<b>927 361,00</b>				<b>601 888,00</b>	

\* S : Subvention



**ANNEXE A LA DELIBERATION N° 19-A-031 DU CONSEIL D'ADMINISTRATION DE  
L'AGENCE DE L'EAU ARTOIS-PICARDIE**

N° de dossier	Norm du maître d'ouvrage	Opérations		Montant prévisionnel de l'opération (€)					Participation financière (€)			
		Objet	Localisation	HT ou TTC	Montant total	Montant éligible	Montant finançable	Plafonné	Nature*	Taux ou forfait	Montant maximal	Garantie financière
62881.00	GOODPLANET	3ème édition de Young Water Fellowship- Soutien aux projets "eau et assainissement" durables et innovants portés par des jeunes. Hors appel à projets	Bruxelles- Stockholm- Suisse- Ouganda- Paris	TTC	293 220	100 000	100 000	S		30	30 000	
62897.00	TILLOY LES MOFFLAINES	Accès à l'eau et à l'assainissement pour le lycée Manampisoa à Madagascar	Ambatobé, ville de de Vavatenia, région d'Analanjirifo - Madagascar	TTC	20 561	20 561	20 561	S		80	16 448	
62904.00	SUD DEVELOPEMENT	Accès à l'eau potable et à l'assainissement à Ounabé au Togo	Village de Ounabé, Préfecture de Wawa-TOGO	TTC	46 550	46 550	46 550	S		80	37 240	
62934.00	COMMUNAUTE URBAINE DE DUNKERQUE	Accès à l'eau potable pour deux communes du sud de l'archipel des Comores Année 1 Hors appel à projets	Communes d'itsahidi et de Domba, Région Mbjeni sud de l'île des Comores	TTC	201 792	100 000	100 000	S		50	50 000	
62945.00	ASSOCIATION GRAIN DE SENEVE DU HAUT DE FRANCE	Projet 2 : Alimentation en eau potable avec assainissement à Kéta, Abaté, Kopé, Préfecture des Lacs -TOGO	Kéta, Abaté, Kopé Préfecture des Lacs TOGO	TTC	62 500	62 500	62 500	S		80	50 000	
62946.00	ASSOCIATION GRAIN DE SENEVE DU HAUT DE FRANCE	Projet 3 : Accès à l'eau potable et à l'assainissement à Séko TOGO	Village de Séko, Préfecture des Lacs, TOGO	TTC	62 500	62 500	62 500	S		80	50 000	
62956.00	DOUAI	Programme 2019-2021 : Coopération pour l'eau Douai- Dédougou volet eau et assainissement Année 1 Hors appel à projets	Dédougou - BURKINA FASO	TTC	108 752	100 000	100 000	S		50	50 000	

N° de dossier	Nom du maître d'ouvrage	Opérations		Montant prévisionnel de l'opération (€)					Participation financière (€)			
		Objet	Localisation	HT ou TTC	Montant total	Montant éligible	Montant finançable	Plafonné	Nature*	Taux ou forfait	Montant maximal	Garantie financière
62991.00	ASSOCIATION GRAIN DE SENEVE DU HAUT DE FRANCE	Projet 1 : Alimentation en eau potable et accès à l'assainissement à Agou, Nyogbo et Gamakui	Villages d'Agou, Nyogbo, Gamakui - Préfecture d'Agou-TOGO	TTC	62 500	62 500	62 500		S	80	50 000	
62992.00	INITIATIVE DEVELOPEMENT	Consolidation du service public de l'eau dans le sud du Tchad Hors appel à projets	Province de Moundou- Région de Logone occidentale et Logone orientale -Région du Mandoul - Sud du Tchad	TTC	100 000	100 000	100 000		S	50	50 000	
63092.00	FAFADANE SOLIDARITE INTERNATIONALE	Accès à l'eau potable et à l'assainissement dans deux établissements scolaires et dans le quartier Nialou à Cabrousse	Cabrousse - Casamance - Sud du SENEGAL	TTC	55 250	55 250	55 250		S	80	44 200	
63096.00	ASSOCIATION FRANCO MAROCAINE DE PICARDIE LES DEUX RIVES	Accès à l'eau potable et à l'assainissement pour les écoles de Barrahat oulad ayad	Barrahat oulad ayad Province de Kenitra MAROC	TTC	30 000	30 000	30 000		S	80	24 000	
63097.00	SOLIDARITES INTERNATIONAL	Mise en place de l'assainissement et formation aux pratiques d'hygiène dans 5 écoles de la Grande Anse en Haïti	Anse d'Hainault - Département de la Grande Anse - HAÏTI	TTC	70 000	62 500	62 500		S	80	50 000	
63100.00	ELANS	Amélioration de l'accès à l'eau potable et à l'assainissement à Mbou CAMEROUN	Mbou-Groupement de villages Baleveng à Nkong-Zem CAMEROUN	TTC	70 000	62 500	62 500		S	80	50 000	

N° de dossier	Opérations		Montant prévisionnel de l'opération (€)				Participation financière (€)					
	Nom du maître d'ouvrage	Objet	Localisation	HT ou TTC	Montant total	Montant éligible	Montant finançable	Plafonné	Nature*	Taux ou forfait	Montant maximal	Garantie financière
63105.00	EAU SANS FRONTIERES	Accès à l'eau et à l'assainissement pour le canton de Morétan pour 7 quartiers excentrés TOGO	Canton de Morétan, Préfecture de l'Est Mono, Région des Plateaux TOGO Ofé-Aïcha-Kodjo-Gbaga, Ofé- Agbébé-Ataké, Isati-Abuja, Isati-Modoukou, Niamtougou- Copé, Ilékohan-Odokpo, Agodéka-Afévi.	TTC	70 000	62 500	62 500		S	80	50 000	
<b>TOTAL</b>					<b>1 253 625,00</b>	<b>927 361,00</b>	<b>927 361,00</b>				<b>601 888,00</b>	

\* S : Subvention

**DELIBERATION N° 19-A-032 DU CONSEIL D'ADMINISTRATION DE  
L'AGENCE DE L'EAU ARTOIS-PICARDIE**

**TITRE : ACTION INTERNATIONALE - COOPÉRATION INSTITUTIONNELLE**

**VISA :**

- Vu la Charte de l'Environnement promulguée par la Loi Constitutionnelle n° 2005-205 du 1er mars 2005,
- Vu le Code de l'Environnement,
- Vu la Loi n° 2006-1772 du 30 décembre 2006 sur l'Eau et les Milieux Aquatiques,
- Vu le Décret n° 2007-981 du 15 mai 2007 relatif aux Agences de l'Eau,
- Vu le Décret n°2007-980 du 15 mai 2007 modifié par le Décret n°2017-951 du 10 mai 2017 relatif aux Comités de Bassin,
- Vu le Règlement Intérieur du Comité de Bassin Artois - Picardie applicable au 15 mars 2019,
- Vu le Règlement Intérieur du Conseil d'Administration de l'Agence de l'Eau Artois-Picardie applicable au 15 mars 2019,
- Vu le 11ème Programme d'Intervention 2019-2024 de l'Agence de l'Eau Artois-Picardie et la délibération n° 19-A-010 du Conseil d'Administration du 15 mars 2019 en portant approbation des modalités générales des interventions financières de l'Agence,
- Vu la décision du Directeur Général de l'Agence du 23 mai 2019 d'adaptation n°19-01 du 11ème Programme d'Intervention,
- Vu la délibération n° 18-A-052 du Conseil d'Administration du 5 octobre 2018 relative à l'action internationale dans le cadre de la coopération institutionnelle, de la coopération décentralisée et de la solidarité internationale,
- Vu le rapport du Directeur Général présenté au point n° 7 (2) de l'ordre du jour du Conseil d'Administration du 5 juillet 2019,

**Le Conseil d'Administration de l'Agence de l'Eau Artois-Picardie décide :**

**ARTICLE 1 -**

L'Agence apporte une participation financière pour les opérations reprises en annexe à la présente délibération et selon les modalités qui y sont indiquées. Le montant de l'engagement s'établit à :

4 dossiers d'interventions	
Montant cumulé sous forme de subvention	98 790,00 €
Montant cumulé sous forme d'avance convertible en subvention	
Montant cumulé sous forme d'avance remboursable	
<b>Montant total</b>	<b>98 790,00 €</b>

**ARTICLE 2 -**

Délégation est donnée au Directeur Général pour établir et signer avec chaque maître d'ouvrage la convention ou l'acte d'attribution correspondant, conformément aux dispositions prévues par la délibération fixant les modalités générales d'interventions de l'Agence.

**ARTICLE 3 -**

Le montant des participations financières est imputé sur la ligne de Programme 1331.

LE PRÉSIDENT DU  
CONSEIL D'ADMINISTRATION

Michel LALANDE

Publié le

11 JUL. 2019

Sur le site internet de l'Agence

LE DIRECTEUR GÉNÉRAL DE  
L'AGENCE

Bertrand GALTIER

N° de dossier	Nom du maître d'ouvrage	Opérations			Montant prévisionnel de l'opération (€)				Participation financière (€)			
		Objet	Localisation	HT ou TTC	Montant total	Montant éligible	Montant finançable	Plafonné	Nature*	Taux ou forfait	Montant maximal	Garantie financière
62879.00	PROGRAMME SOLIDARITE EAU	Renforcement des capacités d'information et d'intervention des acteurs de coopération internationale du bassin dans le domaine de l'eau et de l'assainissement (Réseau Ran'Eau)	Madagascar	TTC	131 600	131 600	131 600		S	15,19	19 990	
62947.00	GOODPLANET BELGIUM	Animation et promotion du Parlement des jeunes citoyens de l'Escaut	Belgique, Pays Bas, France	TTC	64 500	45 000	45 000		S	50	22 500	
63095.00	SOLIDARITE EAU EUROPE	Gestion du Parlement européen de la jeunesse pour l'eau et du Parlement mondial de la jeunesse pour l'eau	Monde	TTC	179 500	100 000	100 000		S	50	50 000	
83005.00	C. PAR HAZARD	Création d'un spectacle franco-bulgare sur le thème de l'eau	Dans un premier temps, Douai et Tourcoing - Bulgarie (Stara Zagora et villes du réseau Ecoles écologiques)	TTC	12 600	12 600	12 600		S	50	6 300	
<b>TOTAL</b>					<b>388 200,00</b>	<b>289 200,00</b>	<b>289 200,00</b>	<b>289 200,00</b>			<b>98 790,00</b>	

\* S : Subvention

**DELIBERATION N° 19-A-033 DU CONSEIL D'ADMINISTRATION DE  
L'AGENCE DE L'EAU ARTOIS-PICARDIE**

**TITRE : ACTION INTERNATIONALE - COOPERATION DECENTRALISEE**

**VISA :**

- Vu la Charte de l'Environnement promulguée par la Loi Constitutionnelle n° 2005-205 du 1er mars 2005,
- Vu le Code de l'Environnement,
- Vu la Loi n° 2006-1772 du 30 décembre 2006 sur l'Eau et les Milieux Aquatiques,
- Vu le Décret n° 2007-981 du 15 mai 2007 relatif aux Agences de l'Eau,
- Vu le Décret n°2007-980 du 15 mai 2007 modifié par le Décret n°2017-951 du 10 mai 2017 relatif aux Comités de Bassin,
- Vu le Règlement Intérieur du Comité de Bassin Artois - Picardie applicable au 15 mars 2019,
- Vu le Règlement Intérieur du Conseil d'Administration de l'Agence de l'Eau Artois-Picardie applicable au 15 mars 2019,
- Vu le 11ème Programme d'Intervention 2019-2024 de l'Agence de l'Eau Artois-Picardie et la délibération n° 19-A-010 du Conseil d'Administration du 15 mars 2019 en portant approbation des modalités générales des interventions financières de l'Agence,
- Vu la délibération n° 18-A-052 du Conseil d'Administration du 5 octobre 2018 relative à l'action internationale dans le cadre de la coopération institutionnelle, de la coopération décentralisée et de la solidarité internationale,
- Vu le rapport du Directeur Général présenté en point 6.2 de l'ordre du jour de la Commission Permanente de l'Action Internationale et du Développement Durable du 7 juin 2019,- Vu le rapport du Directeur Général présenté au point n° 7 (3) de l'ordre du jour du Conseil d'Administration du 5 juillet 2019,- Vu le rapport du Directeur Général présenté au point n° 7 (3) de l'ordre du jour du Conseil d'Administration du 5 juillet 2019,- Vu le rapport du Directeur Général présenté au point n° 7 (3) de l'ordre du jour du Conseil d'Administration du 5 juillet 2019,- Vu le rapport du Directeur Général présenté au point n° 7 (3) de l'ordre du jour du Conseil d'Administration du 5 juillet 2019,- Vu le rapport du Directeur Général présenté au point n° 7 (3) de l'ordre du jour du Conseil d'Administration du 5 juillet 2019,- Vu le rapport du Directeur Général présenté au point n° 7 (3) de l'ordre du jour du Conseil d'Administration du 5 juillet 2019,- Vu le rapport du Directeur Général présenté au point n° 6(1) de l'ordre du jour du Conseil d'Administration du 5 juillet 2019,

**Le Conseil d'Administration de l'Agence de l'Eau Artois-Picardie décide :**

- De valider le projet d'accord cadre de partenariat entre l'Agence Française de Développement (AFD) et les six agences de l'eau visant au renforcement de la collaboration entre les parties sur la période 2019-2024 ;
- De donner mandat, le cas échéant, au Directeur général de l'Agence de l'eau pour procéder à d'éventuels ajustements mineurs de sa rédaction préalablement à sa signature.

LE PRÉSIDENT DU  
CONSEIL D'ADMINISTRATION

  
Michel LALANDE

Publié le  
**11 JUIL. 2019**  
Sur le site internet de l'Agence

LE DIRECTEUR GÉNÉRAL DE  
L'AGENCE

  
Bertrand GALTIER

## ACCORD-CADRE DE PARTENARIAT

### ENTRE :

**l'Agence de l'eau Adour Garonne**, Etablissement Public Administratif dont le siège est situé 90 rue Férétra à Toulouse représenté par Guillaume CHOISY en sa qualité de directeur général dûment habilité aux fins des présentes,

**l'Agence de l'eau Artois Picardie**, Etablissement Public Administratif dont le siège est situé 200 rue Marceline à Douai représenté par Bertrand GALTIER en sa qualité de directeur général dûment habilité aux fins des présentes,

**l'Agence de l'eau Loire Bretagne**, Etablissement Public Administratif dont le siège est situé avenue Buffon à Orléans représenté par Martin GUTTON en sa qualité de directeur général dûment habilité aux fins des présentes,

**l'Agence de l'eau Rhin Meuse**, Etablissement Public Administratif dont le siège est situé à Rozérieulles représenté par Marc HOELTZEL en sa qualité de directeur général dûment habilité aux fins des présentes,

**l'Agence de l'eau Rhône Méditerranée Corse**, Etablissement Public Administratif dont le siège est situé 2-4 allée de Lodz à Lyon représenté par Laurent ROY en sa qualité de directeur général dûment habilité aux fins des présentes,

**l'Agence de l'eau Seine Normandie**, Etablissement Public Administratif dont le siège est situé 51 rue Salvador Allende à Nanterre représenté par Patricia BLANC en sa qualité de directrice générale dûment habilité aux fins des présentes,

(ci-après les « **Agences de l'eau** »)

### D'UNE PART,

### ET

**L'AGENCE FRANÇAISE DE DEVELOPPEMENT**, établissement public dont le siège est situé 5, rue Roland Barthes 75598 PARIS Cedex 12, immatriculée au Registre du Commerce de Paris sous le numéro 775 665 599, représentée par , en sa qualité de dûment habilité aux fins des présentes,

(ci-après l'« **AFD** ») ;

### D'AUTRE PART,

(ensemble désignés les « **Parties** » et séparément une « **Partie** »).

### IL EST PREALABLEMENT EXPOSE :

**Les six Agences de l'eau** sont des établissements publics français du ministère de la transition écologique et solidaire. Elles ont pour missions de contribuer à réduire les pollutions de toutes origines et à protéger les ressources en eau, les milieux aquatiques et la biodiversité. En France et à l'international elles s'engagent à soutenir techniquement et financièrement des actions d'adaptation et d'atténuation au changement climatique.

A l'échelle des bassins hydrographiques métropolitains, elles mettent en œuvre les objectifs et les dispositions des schémas d'aménagement et de gestion des eaux (SDAGE, plans de gestion français de la directive cadre sur l'eau et leur déclinaison locale, les SAGE), en favorisant une gestion équilibrée et économe de la ressource en eau, des milieux aquatiques et de la biodiversité, l'alimentation en eau potable, la régulation des crues et le développement durable des activités économiques (article L213-8-1 Code de l'environnement ; Loi sur l'eau et les milieux aquatiques du 30 décembre 2006 – article 82).

Acteurs essentiels de la mise en œuvre de la politique publique de l'eau, organisée en France autour du principe de la gestion concertée par bassin versant, les agences de l'eau exercent leurs missions dans le cadre de programmes d'actions pluriannuels avec pour objectif final l'atteinte du bon état des eaux (directive n° 2000/60/CE établissant un cadre pour une politique communautaire dans le domaine de l'eau).

La stratégie des Agences à l'international s'articule autour de 4 axes (I) promouvoir l'accès aux services essentiels (eau et assainissement), (II) favoriser les échanges techniques et scientifiques sur la gestion intégrée des ressources en eau, la protection de la biodiversité et la lutte contre le CC, (III) appuyer la gouvernance locale et (IV) soutenir la connaissance, l'éducation et les actions de sensibilisation à l'hygiène et à la santé. Les actions sont mises en œuvre selon deux modalités :

- A travers la loi Oudin-Santini, elles soutiennent des projets de solidarité et de coopération internationale dans le secteur de l'eau et assainissement, le plus souvent en partenariat avec des collectivités locales ou leurs groupements. Au cours de leur 10ème programme d'intervention (2013-2018) elles ont ainsi soutenu plus de 1 000 projets, dans une trentaine de pays, pour un montant d'aides sous forme de subvention de l'ordre de 60 millions d'euros. Leurs actions contribuent ainsi à l'atteinte des Objectifs de Développement Durable (ODD) et au premier rang desquels le 6 « Garantir l'accès de tous à l'eau et à l'assainissement et assurer une gestion durable des ressources en eau ».
- Via des accords de partenariat avec des organismes de gestion de l'eau dans de nombreux pays ou avec des organismes de gestion de fleuves transfrontaliers, les Agences de l'eau apportent leurs expertises et partagent leurs expériences en matière de gestion des ressources en eau.

**L'Agence Française de Développement** est un établissement public à caractère industriel et commercial et une Institution financière spécialisée. L'AFD est l'acteur central de la politique de développement de la France, selon une mission qui lui est donnée par le ministère de l'Europe et des Affaires étrangères, le ministère de l'Economie, des Finances, de l'Action et des Comptes publics, le ministère des Outre-mer et le ministère de l'Intérieur.

Elle s'engage sur des projets qui améliorent concrètement le quotidien des populations, dans les pays en développement, émergents et dans les territoires d'Outre-mer et intervient dans de nombreux secteurs - énergie, santé, biodiversité, eau, numérique, formation -. Elle accompagne la transition vers un monde plus sûr, plus juste et plus durable, un monde en commun. Cette action s'inscrit pleinement dans le cadre des objectifs de développement durable (ODD).

L'AFD intervient en faveur des Etats, des entreprises publiques et privées, du secteur financier, des collectivités locales et du secteur associatif. Elle noue également depuis quelques années des relations plus approfondies avec les différents acteurs français de l'aide internationale, acteurs traditionnels ou nouveaux, privés ou publics, dans une logique d'ouverture et de dialogue, afin de créer des synergies qui renforcent l'impact de ses interventions. Cette approche plus partenariale conduit l'Agence Française de Développement à se rapprocher des Agences de l'eau et mettre en place des modalités de plus en plus variées pour travailler avec elles.

Présente dans 110 pays via un réseau de 85 agences, l'AFD finance et suit aujourd'hui plus de 3600 projets de développement.

Dans le secteur de l'eau, elle octroie chaque année environ 1 Milliard d'euros de financement aux Etats, entreprises publiques et collectivités du sud. La stratégie actuelle de l'AFD dans ce secteur s'articule autour de 4 axes : (I) appui à la définition et mise en œuvre de cadres sectoriels clairs, (II) accès à l'eau pour tous, (III) assainissement urbain et (IV) gestion intégrée des ressources en eau.

La stratégie de l'AFD en matière d'accompagnement de l'action extérieure des collectivités territoriales vise avant tout à démultiplier les réponses aux besoins et demandes de ses interlocuteurs du Sud. Pour ce faire, l'AFD a ainsi intensifié ces dernières années ses relations avec les collectivités territoriales françaises. Ces dernières servent aussi l'influence économique et le rayonnement français, à travers les modèles qu'elles promeuvent et les acteurs économiques français qu'elles emmènent dans leurs coopérations (entreprises, CCI, pôles de compétitivité, bureaux d'études, ONG).

L'AFD propose trois modalités aux collectivités françaises pour travailler ensemble au service du développement :

- Un financement de leurs actions extérieures;
- Un apport en expertises et la production de connaissances ;
- Un dialogue stratégique avec elles, leurs réseaux et associations.

## **CECI EXPOSE, IL EST CONVENU CE QUI SUIT :**

### **1. OBJET DE L'ACCORD-CADRE DE PARTENARIAT**

Dans le cadre du présent accord (ci-après « l'Accord »), les Agences de l'eau et l'AFD souhaitent développer et formaliser un partenariat stratégique et opérationnel (ci-après « le Partenariat »). Ce Partenariat qui vise le renforcement de la collaboration entre les Parties a pour objectifs spécifiques :

- La définition des priorités stratégiques sur lesquelles Agences de l'eau et AFD souhaitent mobiliser leurs moyens pour renforcer l'efficacité globale des actions de la France.
- La recherche d'une convergence dans leurs actions respectives au regard de l'existence de champs d'intervention et de dispositifs financiers complémentaires et de partenaires communs.
- La valorisation des compétences de chacune des parties et la projection de l'expertise française à l'international via la promotion des coopérations décentralisée et institutionnelles.

### **2. PERIMETRE DU PARTENARIAT**

Le Partenariat concerne le secteur de l'eau et de l'assainissement dans l'ensemble des zones géographiques d'intervention des Agences de l'eau et de l'AFD dans le respect de leur périmètre d'intervention respectif.

Les actions que les parties prenantes s'engagent à mener s'inscrivent dans la stratégie nationale de l'Etat français en matière d'APD dans le secteur de l'eau et de l'assainissement.

A cet égard, elles portent sur les thématiques suivantes :

- Accès à l'eau potable et à l'assainissement pour les populations les plus défavorisées
- Gestion intégrée des ressources en eau
- Protection des ressources en eau et préservation de la biodiversité
- Adaptation au changement climatique

L'Accord-cadre ne constitue pas un engagement d'exclusivité pour aucune des Parties vis-à-vis de l'autre. Il ne constitue pas non plus un engagement de financement réciproque.

### **3. AXES DE PARTENARIAT ET TYPE D'ACTIONS**

#### **3.1 Coopération décentralisée**

L'AFD consacre une part croissante de son activité au financement direct des collectivités locales dans les pays où elle intervient. Pour ce faire, elle s'appuie notamment sur l'expertise des collectivités territoriales françaises. Nombre d'entre elles sont en effet des acteurs importants de l'aide au développement.

Aux côtés du ministère de l'Europe et des affaires étrangères, les Parties sont des partenaires privilégiés de la coopération décentralisée française. Elles proposent aux collectivités françaises intéressées à développer des coopérations dans le domaine de l'eau & assainissement des contacts pertinents dans les pays d'intervention, des appuis techniques et des financements. En retour, elles peuvent bénéficier de l'expertise de ces collectivités et des liens politiques forts qu'elles tissent au travers de ces coopérations.

La complémentarité de l'AFD et des Agences de l'eau en matière de coopération décentralisée prend deux modalités principales :

- Des interventions différenciées dans le temps : les Parties apportent leur financement à des stades différents, l'un finance les études préalables à un projet et/ou des investissements de proximité et l'autre finance les investissements structurants (exemple : eau et assainissement en milieu urbain).
- Des interventions concomitantes : les Parties se trouvent dans une position de co-financiers d'un projet de coopération. Cette modalité se présente notamment lorsque les dispositifs d'aides des agences sont cumulées avec les facilités de financement mis en place par l'AFD : FICOL – guichet ouvert aux collectivités françaises pour leurs projets et I-OSC – Dispositif de financement ouvert aux OSC françaises pouvant par ailleurs bénéficier d'une subvention d'une collectivité française et d'une agence de l'eau.

De façon générale:

- L'AFD peut faciliter la mise en œuvre et la pérennité des projets financés par les Parties grâce à ses implantations dans les pays bénéficiaires, sa connaissance du contexte et ses actions propres pouvant créer des conditions favorables au développement de la coopération décentralisée.
- Les agences de l'eau peuvent accompagner techniquement et financièrement l'action extérieure des collectivités territoriales dans le domaine de l'eau, dont les partenaires de l'AFD peuvent bénéficier.
- Les Agences de l'eau peuvent accompagner les démarches de sensibilisation et de renforcement des capacités des élus en s'appuyant sur les services techniques ou administratifs de la collectivité partenaire.

Les Parties voient un intérêt commun à mieux coordonner leurs actions concernant les projets de coopération décentralisée « eau et assainissement »<sup>1</sup> et à faciliter l'émergence de nouveaux projets. Dans cette optique et dans le cadre du Partenariat, les actions menées sont les suivantes :

- Les Parties s'apportent toute information et appui susceptible de faciliter le travail de chacun et de répondre à l'objectif du partenariat. Les Agences de l'eau peuvent notamment constituer un bon relais pour permettre à l'AFD d'associer plus aisément des collectivités françaises à ses projets. L'AFD peut informer ses partenaires du Sud des possibilités de soutien qu'offre la coopération décentralisée.
- Les Parties élaborent conjointement une cartographie des partenariats et co-financements en cours avec des collectivités françaises. Cet état des lieux doit permettre d'identifier les collectivités avec lesquelles il y a un fort potentiel de travail commun et les zones d'intervention les plus pertinentes. Les Parties informent le ps-eau des actions financées et le ps-eau assure la cartographie

---

<sup>1</sup> Les projets « eau et assainissement » s'entendent ici comme des projets comportant a minima un volet dans ce domaine. Les projets peuvent donc être entièrement ou partiellement dédiés à « l'eau et l'assainissement »

- Les Parties appuient le pS-Eau dans la promotion du 1% solidaire Eau et Assainissement (loi Oudin-Santini) et encouragent les collectivités françaises avec lesquelles elles travaillent à adopter ce dispositif.
- Les Parties partagent entre elles et avec les collectivités françaises et les organisations de la société civile (OSC) leurs informations sur les Fonds eau qui permettent le financement de nombreux projets.
- En tant que financeurs de projets, les Parties mettent en place des processus propices à l'accroissement du nombre et de la taille de projets de qualité financés ou co-financés par elles :

#### Dispositif FICOL :

- L'AFD via sa division Territoires et Entreprises (TEE) et les Agences de l'eau partagent au fil de l'eau leurs informations sur les projets dont elles ont connaissance.
- L'AFD encourage les collectivités françaises présentant un projet « eau et assainissement » au guichet FICOL à rechercher un co-financement ou appui de l'Agence de l'Eau dont elle dépend (entrée par la géographie française). Cet encouragement est directement traduit dans les termes de référence de la FICOL dès 2019.
- L'AFD envoie aux Agence de l'eau concernées (entrée par la géographie française) les notes d'intention rédigées par les collectivités territoriales françaises des projets « eau et assainissement » en amont de la phase de pré-sélection, qu'un co-financement ou non soit notifié dans ces notes.
- Les Agences de l'eau proposent en retour un avis technique consultatif sur ces projets, assistent aux comités de pré-sélections et se prononcent sur un potentiel co-financement de leur part.
- Pour les projets faisant l'objet d'un co-financement de l'AFD et d'une Agence de l'eau, ces dernières s'informent de leurs calendriers d'instruction et de suivi et de leurs avis sur le dossier au fil de l'eau. L'évaluation du projet, obligatoire et co-financée sera partagée entre l'ADF et l'Agence de l'eau concernée.

#### Dispositif I-OSC :

- L'AFD via sa division Organisation de la Société Civile (OSC) et les Agences de l'eau partagent au fil de l'eau leurs informations sur les projets dont elles ont connaissance et qui font l'objet de cofinancement par les Parties.
- L'AFD encourage les OSC qui présentent un projet « eau et assainissement » au dispositif I-OSC et qui bénéficient d'un co-financement d'une collectivité d'au moins 5% du montant du projet à prendre contact avec l'Agence de l'eau référente pour le pays d'intervention afin que la possibilité d'un co-financement soit examinée.
- L'AFD partage avec les Agences de l'eau le panorama annuel des intentions de projets « eau et assainissement » reçues suite à l'appel à manifestation d'intentions.

#### Aides des Agences de l'eau :

- Les Agences de l'eau partagent avec l'AFD les informations sur les projets que les collectivités françaises leur présentent à financement. Une attention particulière sera portée aux projets innovants, et/ou orientés climat et biodiversité.
- L'AFD propose un avis consultatif sur ces projets avec l'appui de la division Eau et Assainissement (EAA) et des agences dans les pays d'intervention
- Pour les projets pour lesquels cela est pertinent (enveloppe financière - intérêt géographique – caractère innovant), l'opportunité de suggérer à la collectivité française la recherche d'un co-financement auprès de l'AFD est étudiée.

### 3.2 Partenariats institutionnels

L'AFD a de nombreux partenariats dans le monde en matière d'eau et assainissement. Les Agences de l'eau mènent des projets de coopération institutionnelle avec de nombreux organismes de bassin

étrangers à travers le monde. Toutefois il a été convenu que chaque Agence est le point focal pour de futurs partenariats sur une zone géographique ciblée ; à savoir Rhône Méditerranée Corse sur le pourtour méditerranéen Madagascar et bassin du Mono, Seine Normandie sur l'Afrique subsaharienne, Rhin Meuse sur l'Afrique centrale, Loire Bretagne sur l'Asie du Sud-Est, Adour Garonne sur l'Amérique latine et Artois Picardie sur l'Europe de l'est.

Les Parties se rejoignent pour apporter leurs moyens et compétences au service du développement de la gestion intégrée des ressources en eau (GIRE), la préservation de la biodiversité et l'adaptation au changement climatique.

Les Parties mettent en place les actions suivantes dans le cadre de leurs partenariats institutionnels :

- Les Agences de l'eau mobilisent les acteurs de leur bassin (collectivités locales, syndicats des eaux et de l'assainissement, Etablissement public territorial de bassin (EPTB), services de l'Etat etc.) et mettent à disposition leurs experts sur des thématiques diverses.
- L'AFD fait bénéficier les Agences de l'eau de la bonne connaissance de l'organisation institutionnelle de nombreux pays qu'elle tire de sa présence dans ces pays.
- L'AFD à travers ses directions régionales facilite la coordination des actions de coopération dans les pays d'intervention de l'APD française. Par ailleurs, dans certains cas, le soutien financier de l'AFD renforce les projets d'amélioration de la gestion intégrée des ressources en eau et de la gouvernance de l'eau portés par les Agences de l'eau.

La coordination et les soutiens mutuels, techniques et/ou financiers, sont donc recherchés sur les zones, thématiques et projets d'intervention convergents.

### 3.3. Plaidoyer, valorisation, communication

Les Parties s'efforcent de coordonner leurs actions de communication ou de valorisation de leurs interventions dans le cadre de leur partenariat. Les Parties poursuivent leur collaboration pour la réalisation et la publication de documents techniques contribuant à l'atteinte de leurs objectifs communs.

Plus précisément, les Parties s'engagent à :

- Saisir l'occasion de la tenue à Dakar du 9ème Forum Mondial de L'Eau en 2021 pour valoriser le présent Partenariat, la coopération décentralisée et les réussites communes en matière de coopération décentralisée et institutionnelle. L'organisation d'un side-event commun en coordination avec le PFE est étudiée.
- Organiser ensemble et avec le « club des élus de l'eau » pS-Eau des rencontres territoriales visant un public d'élus locaux visant à renforcer le travail de plaidoyer et la dynamique le « club des élus de l'eau ».

D'autres actions spécifiques, , réalisées sous maîtrise d'ouvrage d'une des Parties ou en soutien à de tiers organismes (OIEau, AFB, PFE, pS-Eaupourraient découler du présent Partenariat. Comme :

- Organisation de rencontres, formations, séminaires, conférences ;
- Documents de recommandations et de propositions spécifiques;
- Etudes ;
- Définition, financement, pilotage et évaluation d'actions de formation, d'expertise, de valorisation économique (innovation) et de diffusion de la culture scientifique et technique ;
- Animation d'espaces de réflexion et de débat ;
- Publication commune dans des revues généralistes et/ou scientifiques ;
- Echange d'informations et des liens pour les sites web ;
- Animation d'ateliers de formation et de renforcement des capacités.

## **4. SUIVI DU PARTENARIAT**

Les Parties s'efforcent de faciliter, chacune pour ce qui la concerne, la mise en œuvre du Partenariat.

*PK*

Ce partenariat a vocation à être opérationnel et décliné sur de nombreux projets. Afin de suivre les projets qui ont fait l'objet d'une coordination entre les parties, une réunion annuelle sera organisée.

L'objectif de cette réunion est de faire le point sur les projets en cours impliquant l'AFD et au moins une agence de l'eau afin de coordonner les positionnements respectifs, les stratégies d'intervention et les perspectives.

Cette réunion est aussi l'occasion pour chaque partie de fournir à l'autre une liste de ses projets existants et en préparation afin d'identifier les nouveaux points d'application du Partenariat.

De manière générale, chaque Partie assume ses propres charges, honoraires et dépenses de quelque nature qu'ils soient pour la mise en œuvre du Partenariat. Toutefois, les dépenses afférentes à la mobilisation d'experts d'une des Parties peuvent être prises en charge par le demandeur de l'expertise.

## **5. MODALITES DE MISE EN ŒUVRE DU PARTENARIAT**

Toute action de coopération qui sera développée dans le cadre du partenariat avec le soutien de l'AFD doit I) être mise en œuvre conformément à la réglementation française et européenne applicable à l'AFD en tant qu'institution financière spécialisée portant notamment sur l'origine licite des fonds investis, la lutte contre la corruption, la lutte contre le blanchiment de capitaux et le financement du terrorisme ; II) s'inscrire dans le périmètre d'intervention sectoriel et géographique de l'AFD ; III) être soumise aux procédures de l'AFD, notamment en matière de passation des marchés et de responsabilité sociale et environnementale et ; IV) être soumise à l'approbation formelle des instances de décision de l'AFD qui préciseront le cas échéant les conditions et les modalités de financement et de la collaboration.

Toute action impliquant une Agence de l'eau doit être menée conformément à sa propre stratégie de coopération internationale et à son programme d'intervention validé par ses instances de bassin.

Toute sollicitation de moyens de l'AFD auprès des Agences de l'eau et inversement doit respecter les circuits suivants :

- L'AFD formule ses demandes auprès du Directeur général et du responsable de la coopération internationale de l'agence de l'eau concernée. Les demandes s'adressant aux Agences de l'eau en général seront adressées à l'agence qui est désignée comme point focal de la zone géographique concernée.
- Les Agences de l'eau formulent leurs demandes auprès du responsable de la division eau et assainissement de l'AFD.

Chaque Partie réserve sa décision en fonction de sa stratégie propre et des moyens mobilisables.

## **6. PROPRIETE INTELLECTUELLE ET COMMUNICATION**

### 6.1 Propriété intellectuelle

Si ce Partenariat donne naissance à des droits d'auteur patrimoniaux, et notamment à des droits de reproduction, de représentation, d'utilisation, d'adaptation et plus généralement d'exploitation, les Parties partageront lesdits droits détenus ou à détenir sur les rapports, travaux de recherche, études et documents réalisés dans le cadre de ce Partenariat et ce, pour le monde entier et pour toute la durée de la protection de ces droits.

### 6.2 Communication

Les Parties s'efforcent de valoriser ce Partenariat dans leur politique de communication.

La valorisation des actions de coopération découlant du Partenariat est faite d'un commun accord entre les Parties et doit mentionner la participation de chaque Partie aux actions de coopération. Chaque Partie s'engage à répondre dans un délai d'un mois à toute proposition de valorisation émanant de l'autre Partie. Passé ce délai, l'accord sera réputé acquis, à l'exception des résultats susceptibles de faire l'objet d'une valorisation économique.

Les Parties peuvent communiquer sur l'existence du Partenariat, sur leur site Internet et dans leurs documents de présentation et de communication, ainsi que dans leur communication interne.

Elles ne peuvent en aucun cas, que ce soit dans le cadre du programme ou hors de ce cadre, pendant la durée de l'Accord-cadre ou lorsqu'il aura pris fin, engager l'autre Partie envers un tiers.

Toute communication ou publication n'engage que son auteur et que les Parties ne sont pas responsables de l'usage qui pourrait être fait des informations contenues dans cette communication ou publication.

## **7. CONFIDENTIALITE**

Toute information partagée entre les Parties est considérée comme confidentielle, ne peut être utilisée que dans le but pour lequel elle a été donnée et ne peut être divulguée sans l'accord préalable et écrit de l'autre Partie.

Chaque Partie s'engage à retourner à l'autre Partie, sur sa demande, toute information confidentielle et à n'en garder aucune copie ou reproduction, à l'exception le cas échéant d'une copie strictement nécessaire au titre de ses obligations comptables ou fiscales.

Cependant, ne constituent pas des informations confidentielles les informations qui :

- sont déjà dans le domaine public au moment de leur communication ;
- sont connues par l'autre partie antérieurement à leur communication ;
- sont tombées dans le domaine public après leur communication, sans manquement de l'une des Parties ;
- ont été transmises à une partie tierce libre d'en disposer.

Cet engagement de confidentialité reste en vigueur pendant la durée de l'Accord-cadre et pendant cinq ans à compter de son expiration ou de sa résiliation, pour quelque raison que ce soit, étant précisé que, notwithstanding ce qui précède, les informations soumises au secret professionnel ne peuvent pas être révélées et ce, jusqu'à la levée dudit secret.

Le Partenaire reconnaît avoir connaissance que l'AFD, en sa qualité d'établissement de crédit, est astreinte au secret professionnel tel que défini par les dispositions combinées des articles L511-33, L571-4, et L351-1 du Code monétaire et Financier, et que les violations de cette obligation au secret sont susceptibles d'être sanctionnées pénalement.

## **8. RESILIATION**

L'Accord-cadre peut être résilié par l'une ou l'autre des Parties moyennant un préavis de trente (30) jours après l'envoi d'un courrier recommandé avec accusé de réception.

## **9. MODIFICATION DE L'ACCORD CADRE**

Toute modification de l'Accord-cadre doit faire l'objet d'un avenant signé au préalable par les Parties.

## **10. VALEUR JURIDIQUE**

Les Annexes ci-jointes font partie intégrante de l'Accord-cadre et ont la même valeur juridique que celui-ci.

## **11. NOTIFICATIONS – ELECTION DE DOMICILE - CONTACTS**

Toute notification, demande ou communication au titre de l'Accord-cadre ou concernant celui-ci doit être faite par écrit aux sièges respectifs des Parties.

Pour l'exécution de l'Accord-cadre, les Parties font élection de domicile aux adresses spécifiées à l'annexe 2 du présent Accord-cadre. Cette annexe liste également les contacts utiles pour les deux parties.

## **12. REGLEMENT DES DIFFERENDS**

La convention est régie par le droit français.

Les différends découlant de l'interprétation ou de l'exécution de l'Accord-cadre sont résolus à l'amiable.

A défaut d'accord amiable, ils sont portés devant les tribunaux compétents de Paris.

## **13. ENTREE EN VIGUEUR - DUREE**

L'Accord-cadre entre en vigueur le jour de sa signature par les Parties. Il prend fin au

Nonobstant ce qui précède, les stipulations des articles 6 (propriété intellectuelle et communication), 7 (confidentialité), et 12 (Règlement des différends), restent en vigueur après l'expiration de l'Accord-cadre.

## **14. LANGUE**

Les originaux de l'Accord-cadre sont rédigés en langue française.

Fait en sept exemplaires originaux, à ....., le .....

**LES AGENCES DE L'EAU :**

**L'AGENCE DE L'EAU ADOUR GARONNE**

Représenté par :

**L'AGENCE DE L'EAU ARTOIS PICARDIE**

Représenté par :

**L'AGENCE DE L'EAU LOIRE BRETAGNE**

Représenté par :

**L'AGENCE DE L'EAU RHIN MEUSE**

Représenté par :

**L'AGENCE DE L'EAU RHONE MEDITERRANEE CORSE**

Représenté par :

**L'AGENCE DE L'EAU SEINE NORMANDIE**

Représenté par :

**L'AGENCE FRANCAISE DE DEVELOPPEMENT**

Représentée par :

### ANNEXE 1 – ELECTION DE DOMICILE - CONTACTS

Les élections de domicile et les contacts des principaux points focaux de l'AFD et des Agences de l'eau pourront être mis à jour chaque année si nécessaire.

**Pour les agences de l'eau :**

AGENCE DE L'EAU	ADRESSE	NOM	FONCTION	COMITE DE SUIVI	TELEPHONE FAX	COURRIEL
Agence de l'eau Adour Garonne						
Agence de l'eau Artois Picardie						
Agence de l'eau Loire Bretagne						
Agence de l'eau Rhin Meuse						
Agence De L'eau Rhône Méditerranée Corse						
Agence de l'eau Seine Normandie						

024



**DELIBERATION N° 19-A-034 DU CONSEIL D'ADMINISTRATION DE  
L'AGENCE DE L'EAU ARTOIS-PICARDIE**

**TITRE : ACTION INTERNATIONALE - COOPERATION DECENTRALISEE**

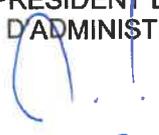
**VISA :**

- Vu la Charte de l'Environnement promulguée par la Loi Constitutionnelle n° 2005-205 du 1er mars 2005,
- Vu le Code de l'Environnement,
- Vu la Loi n° 2006-1772 du 30 décembre 2006 sur l'Eau et les Milieux Aquatiques,
- Vu le Décret n° 2007-981 du 15 mai 2007 relatif aux Agences de l'Eau,
- Vu le Décret n°2007-980 du 15 mai 2007 modifié par le Décret n°2017-951 du 10 mai 2017 relatif aux Comités de Bassin,
- Vu le Règlement Intérieur du Comité de Bassin Artois - Picardie applicable au 15 mars 2019,
- Vu le Règlement Intérieur du Conseil d'Administration de l'Agence de l'Eau Artois-Picardie applicable au 15 mars 2019,
- Vu le 11ème Programme d'Intervention 2019-2024 de l'Agence de l'Eau Artois-Picardie et la délibération n° 19-A-010 du Conseil d'Administration du 15 mars 2019 en portant approbation des modalités générales des interventions financières de l'Agence,
- Vu la délibération n° 18-A-052 du Conseil d'Administration du 5 octobre 2018 relative à l'action internationale dans le cadre de la coopération institutionnelle, de la coopération décentralisée et de la solidarité internationale,
- Vu le rapport du Directeur Général présenté en point 6.2 de l'ordre du jour de la Commission Permanente de l'Action Internationale et du Développement Durable du 7 juin 2019
- Vu le rapport du Directeur Général présenté au point n° 7 (4) de l'ordre du jour du Conseil d'Administration du 5 juillet 2019,

**Le Conseil d'Administration de l'Agence de l'Eau Artois-Picardie décide :**

- De valider la déclaration d'intention des 6 agences de l'eau, pour l'atteinte de l'objectif du One Planet Summit « 100 projets eau et climat pour l'Afrique ». Cette déclaration fait suite à un engagement pris le 12 décembre 2018 par le Président de la République, le Président de la Banque Mondiale et le Secrétaire général des Nations Unies.
- De donner mandat, le cas échéant, au Directeur général de l'Agence de l'eau pour procéder à d'éventuels ajustements mineurs de sa rédaction préalablement à sa signature.

LE PRÉSIDENT DU  
CONSEIL D'ADMINISTRATION

  
**Michel LALANDE**

Publié le  
**11 JUIL. 2019**  
Sur le site internet de l'Agence

LE DIRECTEUR GÉNÉRAL DE  
L'AGENCE

  
**Bertrand GALTIER**

**Déclaration d'intention  
pour l'atteinte de l'objectif du One Planet Summit  
« 100 projets eau et climat pour l'Afrique »**

**Les Agences de l'Eau françaises  
s'engagent à soutenir les « 100 projets eau et climat pour l'Afrique »**

**Préambule :**

Les Agences de l'Eau françaises sont des établissements publics de l'État qui apportent leur soutien technique et financier à la conception et à la mise en œuvre des politiques de l'eau. Au nombre de six, elles ont en particulier pour mission de favoriser, à l'échelle des grands bassins versants français, une gestion équilibrée et durable de la ressource en eau et des milieux aquatiques, l'alimentation en eau potable.

Dans le cadre des comités de bassin, véritables « Parlement de l'eau », elles assurent une gouvernance locale et intégrée de l'eau et des milieux aquatiques en associant tous les usagers de l'eau à la définition concertée des grands axes de la politique de gestion de bassin.

Pour réaliser ces missions, elles disposent de ressources financières dédiées, acquittées par les usagers de l'eau et des milieux aquatiques, en application du principe pollueur-payeur. Elles peuvent par ailleurs mobiliser une partie de ces financements pour soutenir des actions de coopération internationale.

La présente déclaration inscrit ces actions internationales des Agences de l'eau françaises dans une dynamique collective pour l'action climatique, celle du Sommet One Planet Summit organisé le 12 décembre dernier à Paris par le Président de la République, le Président de la Banque mondiale et le secrétaire général des Nations Unies. « 100 projets eau et climat pour l'Afrique » est un engagement pris lors de ce sommet. Il cible en priorité des projets d'adaptation non-infrastructurels, incluant les solutions fondées sur la nature, en Afrique, notamment le Sahel. Son objectif est de proposer 20 projets sur une période de 5 ans, en mobilisant un soutien financier de 20 millions d'euros. En tant qu'accompagnement au montage de projet, l'incubation permet de surmonter les difficultés de financement rencontrées par les acteurs de terrain, faute de connaissance et de maîtrise des institutions et des procédures complexes propres à la finance climat. Cet engagement s'appuie sur la plateforme créée dans le cadre des Alliances mondiales pour l'eau et le climat et du Pacte de Paris sur l'eau et l'adaptation au changement climatique dans les bassins des fleuves, des lacs et des aquifères.

**Engagement :**

Nous, représentants des six Agences de l'Eau françaises,

- Considérant que l'Afrique est l'une des régions les plus vulnérables aux impacts des changements climatiques sur l'eau, notamment les sécheresses, les inondations, les baisses de débit naturel des cours d'eau, la hausse de température de l'eau, les atteintes à la qualité de l'eau et aux espèces qui la peuplent et les remontées de biseau salé sur la frange littorale,

- Considérant que l’Afrique subit une augmentation de la fréquence et de l’intensité de ces impacts, qui provoquent notamment insécurité alimentaire et énergétique, instabilités sociale et économique, destruction des écosystèmes et mouvements migratoires,
- Reconnaisant les difficultés rencontrées par les porteurs de projets « eau et climat » à accéder aux fonds de la finance climat, en particulier lorsqu’ils proposent des solutions d’adaptation efficaces, notamment non-infrastructurelles (renforcement des capacités, des connaissances et des Systèmes d’Information sur l’Eau – SIE, stratégie et plan d’action d’adaptation, gouvernance et financement adéquat),
- Affirmant notre soutien aux engagements pris à l’occasion du One Planet Summit de Paris (12 Décembre 2017) pour faire avancer la lutte contre les changements climatiques, et en particulier l’engagement n° 2 « Protéger les terres et les ressources en eau face aux effets du dérèglement climatique » qui inclut la création d’une plateforme de financement de 100 projets « Eau et Climat » pour l’Afrique sur 5 ans,

**Nous nous engageons à proposer à nos instances décisionnelles une contribution aux « 100 projets Eau et climat pour l’Afrique », visant à soutenir une vingtaine de projets en 5 ans.**

**Signatures :**

Agence de l’Eau Artois-Picardie	Agence de l’Eau Rhin-Meuse
Agence de l’Eau Adour-Garonne	Agence de l’Eau Rhône-Méditerranée et Corse
Agence de l’Eau Loire-Bretagne	Agence de l’Eau Seine-Normandie

**DELIBERATION N° 19-A-035 DU CONSEIL D'ADMINISTRATION DE  
L'AGENCE DE L'EAU ARTOIS-PICARDIE**

**TITRE : RRPC (RACCORDEMENT AUX RÉSEAUX PUBLICS DE COLLECTE) -  
MODIFICATION DE LA RÈGLE D'ÉLIGIBILITÉ DES DOSSIERS  
DE LA DÉLIBÉRATION RRPC EN VIGUEUR QUI N'EST PAS ADAPTÉE  
EN DÉBUT DE PARTENARIAT ET DE PROGRAMME D'INTERVENTIONS**

**VISA :**

- Vu la Charte de l'Environnement promulguée par la Loi Constitutionnelle n° 2005-205 du 1er mars 2005,
- Vu le Code de l'Environnement,
- Vu la Loi n° 2006-1772 du 30 décembre 2006 sur l'Eau et les Milieux Aquatiques,
- Vu le Décret n° 2007-981 du 15 mai 2007 relatif aux Agences de l'Eau,
- Vu le Règlement Intérieur du Conseil d'Administration de l'Agence de l'Eau Artois-Picardie applicable au 5 juillet 2019,
- Vu le 11ème Programme d'Intervention 2019-2024 de l'Agence de l'Eau Artois-Picardie et la délibération n° 19-A-010 du Conseil d'Administration du 15 mars 2019 en portant approbation des modalités générales des interventions financières de l'Agence,
- Vu la délibération n° 18-A-042 du Conseil d'Administration du 5 octobre 2018 relative au raccordement aux réseaux publics de collecte,
- Vu le rapport du Directeur Général présenté au point n° 8 (1) de l'ordre du jour du Conseil d'Administration du 5 juillet 2019,

**Considérant :**

- la règle de la délibération RRPC en vigueur, qui prévoit que la collectivité doit avoir signé une convention de partenariat avec l'Agence pour rendre possible l'octroi des aides aux particuliers ;
- que cette règle rend inéligibles tous les dossiers dont le certificat de bon raccordement est antérieur à la notification de la convention de partenariat, et donc ceux entre le 01/01/2019 (démarrage du 11<sup>ème</sup> Programme) et la notification de la convention de partenariat ;
- qu'un délai a été nécessaire aux collectivités partenaires pour délibérer, instruire, et finaliser leur demande partenariat ;
- qu'à ce jour, 30 conventions partenariats ont été notifiées (entre le 29/04/2019 et le 24/05/2019), et 35 sont en cours de notification ;
- qu'un grand nombre de dossiers RRPC sont actuellement de ce fait inéligibles, alors que le partenariat poursuit la politique du programme précédent ;
- que les particuliers qui se sont raccordés pendant le temps non couvert par la signature d'une convention de partenariat l'ont fait en pensant pouvoir bénéficier des aides de l'Agence et du fait de leur caractère incitatif ;

**Le Conseil d'Administration de l'Agence de l'Eau Artois-Picardie décide :**

**ARTICLE UNIQUE -**

- De déroger à l'article 2.1 de la délibération n° 18-A-042 et de rendre éligibles les dossiers dont le certificat de raccordement est postérieur au 01/01/2019 lorsque la demande de partenariat de la collectivité est antérieure au 30/06/2019,

- et de déroger à l'article 2.1 de la délibération n° 18-A-042 et de rendre éligibles les dossiers dont le certificat de raccordement est réalisé entre le 01/07/2019 et le 31/12/2019 lorsque la demande de partenariat de la collectivité est postérieure au 01/07/2019.

LE PRÉSIDENT DU  
CONSEIL D'ADMINISTRATION

**Michel LALANDE**

Publié le  
**11 JUIL. 2019**  
Sur le site internet de l'Agence

LE DIRECTEUR GÉNÉRAL DE  
L'AGENCE

**Bertrand GALTIER**

**DELIBERATION N° 19-A-036 DU CONSEIL D'ADMINISTRATION DE  
L'AGENCE DE L'EAU ARTOIS-PICARDIE**

**TITRE : VERSEMENT D'UNE AVANCE DE TRESORERIE REMBOURSABLE A L'AGENCE DE  
L'EAU RHONE-MÉDITERRANÉE-CORSE**

**VISA :**

- Vu le Code de l'Environnement, et notamment ses articles R213-32, R213-39 et R213-41 ;
- le décret n°2012-1246 du 7 novembre 2012 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique ;
- Vu le règlement intérieur du Conseil d'Administration de l'Agence de l'Eau Artois-Picardie en vigueur ;
- Vu la délibération n°18-A-059 du 30 novembre 2018 du conseil d'administration de l'agence de l'eau Artois Picardie concernant le budget initial 2019, et notamment son annexe tableau 4 faisant figurer l'avance de trésorerie au profit de l'agence de l'eau Rhône Méditerranée Corse pour un montant de 10 M€ ;
- Vu la délibération n°18-B-020 du 7 décembre 2018 du comité de bassin Artois-Picardie émettant un avis favorable à une avance de trésorerie en 2019 de 10 M€ au profit de de l'agence de l'eau Rhône Méditerranée Corse ;
- Vu le rapport du Directeur Général présenté au point n° 10 de l'ordre du jour du Conseil d'Administration du 5 juillet 2019,

**Le Conseil d'Administration de l'Agence de l'Eau Artois-Picardie décide :**

**ARTICLE 1 - Montant de l'avance remboursable**

D'autoriser le versement d'une avance de trésorerie remboursable de 10 M€ au profit de l'agence de l'eau Rhône-Méditerranée-Corse.

**ARTICLE 2 – Modalités de versement et de remboursement**

De définir comme suit les modalités de versement et de remboursement :

- le versement de cette avance de trésorerie remboursable sera effectué en une seule fois, avant le 31 août 2019 ;
- son remboursement est fixé selon les échéances suivantes :
  - le 30 juin 2022, pour un montant de 5 M€ ;
  - le 30 juin 2023, pour un montant de 5 M€ ;

**ARTICLE 3 – Finalisation et signature de la convention**

- De donner un avis favorable au projet de convention relative au versement d'une avance de trésorerie remboursable entre les agences Artois-Picardie et Rhône-Méditerranée-Corse ;
- Et d'autoriser le Directeur Général de l'Agence à signer la convention après sa mise au point définitive.

LE PRÉSIDENT DU  
CONSEIL D'ADMINISTRATION

Michel LALANDE

Publié le  
**11 JUL. 2019**  
Sur le site internet de l'Agence

LE DIRECTEUR GÉNÉRAL DE  
L'AGENCE

Bertrand GALTIER